



**HAL**  
open science

## Ayotzinapa : une nouvelle crise au Mexique ?

Roger Mauvois

► **To cite this version:**

| Roger Mauvois. Ayotzinapa : une nouvelle crise au Mexique ?. Histoire. 2015. dumas-01621702

**HAL Id: dumas-01621702**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01621702>**

Submitted on 23 Oct 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Pau et des Pays de l'Adour  
Année universitaire 2014/2015

U.F.R. Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sports  
Master Cultures, Arts et Sociétés

Master 2 mention Cultures, Arts et Sociétés  
Spécialité recherche : Histoire, Archéologie, Anthropologie - Cultures et Sociétés  
Parcours : **Histoire**

Mémoire de Master :

## Ayotzinapa. Une nouvelle crise au Mexique ?



© Photo: Laure Castebrunet, *Affiche de l'APPO*, Oaxaca 2007.



Roger Mauvois Gutiérrez  
Sous la direction de  
**M. Laurent Jalabert:**  
Professeur d'histoire  
contemporaine









# AYOTZINAPA. UNE NOUVELLE CRISE AU MEXIQUE?

Roger Mauvois  
Master Culture Art et Sociétés:  
Master 2 Histoire, Archéologie, Anthropologie  
Spécialité recherche, parcours Histoire.  
Ayotzinapa. Une nouvelle crise au Mexique ?  
Année universitaire 2014/2015.  
Université de Pau et des Pays de l'Adour.

Université de Pau et des Pays de l'Adour

U.F.R. Lettres, Langues Sciences Humaines et Sports

Master Culture, Arts et Sociétés

Master 2 mention Culture Arts et Société

Spécialité recherche : Histoire, Archéologie, Anthropologie – Cultures et Sociétés

Parcours : Histoire

Mémoire de Master 2

## Ayotzinapa. Une nouvelle crise au Mexique ?

Roger Mauvois

Sous la direction de Monsieur Laurent Jalabert,  
Professeur d'Histoire Contemporaine.



# Sommaire

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>7</b>
<b>LISTE DE SIGLES.....</b>	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE 1. LA DOCUMENTATION DU TRIBUNAL POPULAIRE DES PEUPLES .....</b>	<b>17</b>
1.1. UN CADRE JURIDIQUE LARGE .....	18
1.2. UN CORPUS SUR LA SITUATION AU MEXIQUE.....	30
<b>CHAPITRE 2. DE LA FAÇON DONT LE NÉOLIBÉRALISME S'EST IMPOSÉ EN TANT QUE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT .....</b>	<b>45</b>
2.1. LES MEILLEURS ENNEMIS DE LA NATION MEXICAINE.....	45
2.2. UNE GÉNÉRATION DE RELATIONS INTERNATIONALES .....	57
<b>CHAPITRE 3. POLITIQUES PUBLIQUES ET LÉGITIMATION DES RÉGIMES AU POUVOIR .....</b>	<b>75</b>
3.1. HOMO ŒCONOMICUS OU ANIMAL POLITIQUE ? .....	75
3.2. ÉVOLUTION DES POLITIQUES DE LÉGITIMATION ET TRANSFORMATION DU CHAMP POLITIQUE .....	90
<b>CHAPITRE 4. L'AFFAIRE AYOTZINAPA.....</b>	<b>109</b>
4.1. PRÉSENTATION DES SOURCES.....	109
4.2. ANALYSE DES SOURCES .....	125
<b>CHAPITRE 5. DÉVELOPPEMENT ET MÉCANISMES D'INTEGRATION .....</b>	<b>139</b>
5.1. MÉCANISMES ALTERNATIFS D'INTEGRATION .....	139
5.2. LE SYSTÈME DE RÉGULATION DES CRISES.....	155
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>171</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>175</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>187</b>
<b>TABLE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX.....</b>	<b>261</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>263</b>



# Remerciements

Grand merci à mes parents, à mes grands-parents et au contribuable en France pour leur soutien financier. Ma famille m'a offert en plus son soutien moral et ses bons conseils. Merci mille fois.

Aux membres de l'Eurocaravane 43, Omar García, Eleucadio Ortega et Román Hernández, merci pour votre disponibilité.

Merci aux membres du collectif Marseille-Ayotzinapa pour leur accueil chaleureux.

Merci Laure Castebrunet pour la photo de couverture.

J'aimerais remercier également ces quelques professeurs qui m'ont transmis la passion de l'Histoire : M. Coumes, M. Estrade, Mme. Belligand, M. Mayaud, Mme Schweitzer et M. Jalabert.

# Liste de sigles

AI : Amnesty International  
AIG : American Insurance Group  
ALENA : Accords de Libre-Échange Nord-Américains  
BID : Banque Interaméricaine de Développement  
BM : Banque Mondiale  
CADH : Convention Américaine relative aux droits humains  
CAT : Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants  
CAUSA : Collectif d'Avocats et Avocates Solidaires  
CCPR : Comité pour les droits civils et politiques  
CED : Comité des disparitions forcées  
CEDAW : Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.  
CEJIL : Centre por la Justice et le Droit International  
CERD : Comité pour l'élimination de la discrimination raciale  
CESCR : Comité pour les droits économique, sociaux et culturels  
CFE : Commission Fédérale d'Électricité  
CTM : Confédération des Travailleurs Mexicains  
CNC : Confédération Nationale Paysanne  
CIDH : Commission Interaméricaine de Droits Humains  
CIDE : Centre de Recherche et Enseignement Economiques  
Cour IDH : Cour Interaméricaine de Droits Humains  
CMDPDH : Commission Mexicaine de Défense et Promotion des Droits Humains  
CNDH : Commision Nationale des Droits Humains  
CNTE : Confédération Nationale de Travailleurs de l'Education  
CNUNED : Conseil National de Diplômés des Universités pour une Nouvelle Stratégie de Développement  
CONACULTA : Conseil National pour la Culture et les Arts  
CONACYT : Conseil National de Science et Technologie  
CONAPRED : Conseil National pour Prévenir la Discrimination  
Centro PRODH : Centre de Droits Humains Agustín Pro Juárez  
CRC : Comité pour les droits des enfants  
CRC : Convention relative aux droits des enfants  
CROC : Confédération Révolutionnaire Ouvrière et Paysanne  
CRPD : Convetion relative aux droits des personnes handicapées  
CW : Consensus de Washington  
DOF : Journal Officiel de la Fédération  
DUDH : Déclaration Universelle des Droits Humains  
EAAF : Equipe Argentine d'Anthropologie Légale  
EZLN : Armée Zapatiste de Libération Nationale  
FBC : Centre de droits humains Fray Bartolomé de las Casas  
FECSM : Fédération d'Etudiants Paysans Socialistes du Mexique  
FED : Réserve Fédérale états-unienne

FFVOP : Centre de droits humains Fray Francisco de Vitoria OP.  
FIDH : Fédération Internationale des Droits Humains  
FMI : Fonds Monétaire International  
FONCA : Fonds National pour la Culture et les Arts  
GTDF : Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées  
HCDH : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits Humains  
HRW : Human Rights Watch  
ICCPR: Pacte international relative aux droits civils et politiques  
ICERD: Convention Internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.  
ICESCR: Pacte international relative aux droits économiques, sociaux et culturels  
ICPAPED : Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées  
ICRMW : Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille  
IFI : Institutions Financières Internationales  
IMCO : Institut Mexicaine pour la Compétitivité  
IME : Industries *Maquiladoras* pour l'Exportation  
INAH : Institut National d'Anthropologie et Histoire  
INBA : Institut Nationa de Beaux Arts  
INEGI : Institut National de Statistique et Géographie  
IPSA : Association Internationale de Science Politique  
IVG : Interruption Volontaire de la Grossesse  
LGBTI : Lesbiennes, Gays, Bissexuels, Trans et Intersex  
MORENA : Mouvement Régénération Nationale  
OEA : Organisation des États Américains  
ONG : Organisation non gouvernementale  
ONU: Organisation des Nations Unies  
OP-CAT : Protocole Facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants  
PAN : Parti Action Nationale  
PEMEX : Compagnie Mexicaine de Pétrole  
PGR : Procureur Général de la République  
PNR : Parti National Révolutionnaire  
PRD : Parti de la Révolution Démocratique  
PRI : Parti Révolutionnaire Institutionnel  
PRM : Parti de la Révolution Mexicaine  
RI : Relations Internationales  
SPR : Souscomité pour la prévention de la torture  
SCJN : Cour Suprême du Mexique/Suprema Corte de Justicia de la Nación  
SEDATU : Secrétariat de Développement Agricole, Territorial et Urbain  
SEDESOL : Secretariat de Développement Social  
SNTE : Syndicat National de Travailleurs de l'Education  
SRA : Secrétariat de la Réforme Agricole  
TPP : Tribunal Populaire des Peuples  
UNAM : Université Nationale Autonome du Mexique

*Arriba, es el Campo Estrellado,  
blanco de galaxias.*  
Alejo Carpentier.

*Duerme, duerme, negrito  
Que tu mama está en el campo, negrito*

Berceuse populaire latino-américaine

## Introduction

Ayotzinapa est le nom d'un hameau de la municipalité de Tixtla, voisine de Chilpancingo, la capitale du Guerrero, un État fédéré du sud-ouest du Mexique. L'école Raúl Isidro Burgos, une des premières du réseau d'écoles normales rurales du pays, s'y trouve.

Le 26 septembre 2014, un groupe d'élèves de cet établissement alla à Iguala, une ville moyenne proche, afin de trouver des transports pour se rendre à la commémoration du massacre du 2 octobre 1968 à Tlatelolco, lorsqu'à la veille des jeux olympiques du Mexique, l'armée tira sur des étudiants, faisant des centaines de morts. La police attaqua les normaliens et emmena 43 d'entre eux dans un endroit inconnu. Ce crime d'État mit en doute la capacité du gouvernement à garantir l'État de Droit dans le cadre de la *lutte contre la criminalité organisée* révélant que les ressources humaines du crime organisé et celles de l'État se confondent parfois.<sup>1</sup> L'événement Ayotzinapa confronta le Mexique aux conséquences de ce paradoxe, en laissant énormément de sources. Cette situation rappela en plus une problématique posée par Elsa Carrilo-Blouin en 2005.

<sup>1</sup> Solís González José Luis, *L'état narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique*, *Revue Tiers Monde*, n° 212, pp. 173-188, 2012. <http://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-4-page-173.htm>

Qu'est-ce qui fait que, pour certains de ces actes il y ait protestation et pas pour les autres ? Pourquoi s'accommode-t-on d'une situation qui semble injustifiable ? Qu'est-ce qui s'est passé le 2 octobre 1968 sur la Place de Tlatelolco et pourquoi un Etat, qui disait vouloir faire partie du premier monde et démocratiser son régime politique en même temps que libéraliser son économie a eu recours à ce type de méthodes, de la même manière qu'il le fera dans les années 70-80 ?<sup>2</sup>

Les interrogations que suscita l'affaire Ayotzinapa au premier abord sont quasiment identiques à celles que laissa le massacre de Tlatelolco, s'il ne fallait pas avancer les dates d'un demi siècle, et placer l'événement non plus à Mexico, mais au Guerrero, sur une des principales routes du trafic transcontinental de drogues.

En effet, depuis une décennie, au Mexique les morts et les disparus se comptent par dizaines de milliers, mais jamais il n'y eût de réactions à l'échelle de celles que provoqua la disparition forcée des jeunes d'Ayotzinapa. Exactement six mois après les attaques, *La Jornada*, un journal de circulation nationale rapporta les propos du vice-ministre de prévention et de participation citoyenne, en ces termes : « Il (le fonctionnaire de charge ministérielle) a admis que le gouvernement fédéral a manqué de *vision* pour détecter la *crise* à Iguala »<sup>3</sup>. Ce manque de *vision* reflète la confusion qui surgit dès les premiers instants de l'événement et l'accompagna ensuite inlassablement. L'ampleur des réactions suite à cette disparition forcée fut telle qu'une véritable vague déferlante d'information risquait d'emporter avec elle tout espoir de compréhension, ne laissant à son passage qu'un mélange d'indignation avec des discours faussement rassurants, voulant expliquer en deux phrases :

– C'est normal ! Au Mexique il y a beaucoup de corruption et en plus c'est la guerre contre les drogues.

Avant tout, notre objectif est celui de dénaturiser un conflit civil dans lequel il n'existe pas de réelles garanties du respect des droits humains, tels que le droit à la vie ou le droit à la liberté des populations vulnérables. Concrètement, un tel objectif général permet de réfléchir à d'autres objectifs partiels. Il s'agit

<sup>2</sup> Carrillo-Blouin Elsa, Les temps modernes et la violence d'État : Octobre 1968 au Mexique, *GIS Réseau Amérique latine*, 2005. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00121243>

<sup>3</sup> Seguridad: autocrítica e inoperancia, *La Jornada*, editorial du 28/03/2015. <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/28/edito>, consulté le 13/09/2015.

premièrement d'apporter des pistes à la réflexion sur les sources pour l'histoire contemporaine en vue de comprendre les *crises*. Pour y arriver, nous avons défini un autre objectif intermédiaire: mettre de l'ordre dans la documentation qui nous parvint en rapport avec l'affaire Ayotzinapa, ainsi que repérer et organiser les sources qui nous parlent de la *crise* au Mexique, qu'elle soit humanitaire, économique, structurelle, de gouvernance ou politique. Tous ces types de *crises*, auxquelles nous pouvons ajouter les *crises* de migration ou les *crises* de subsistance, n'existent pas, en effet, sur les mêmes échelles de temps.

Étant donné qu'une définition courante de la *crise* est celle d'un moment de troubles profonds, mais qui se veut court, et dont la reconnaissance marquerait en quelque sorte le retour à la normale ; notre troisième objectif partiel est celui de repérer les références de cette *normalité*. Existerait-elle vraiment ? Sur quelles échelles de temps ? Il nous faudra donc expérimenter des méthodologies capables de transcender des temporalités de taille variée.

L'essentiel de ce travail consiste ainsi à soustraire de plusieurs corpus de sources primaires et secondaires les données relatives aux grandes problématiques nationales du Mexique dans sa stratégie de développement au siècle dernier, afin de construire un historique dont il s'agira de décrire la structure. Ce travail évolue principalement entre deux échelles de temps reliées à l'actuel : un siècle depuis la Révolution, et un an depuis la disparition des normaliens. Car il s'agit bien sûr de tirer les leçons de cette affaire, mais sans perdre de vue qu'à cet effet, il existe deux possibilités. La première consiste à analyser les décisions à travers lesquelles la *crise* a pu se voir dépassée afin de les prendre en compte lors du prochain événement de ce type ; la deuxième étant celle d'explorer les causes premières de la *crise* en vue de dégager des éléments pour la prévention de ce type de situations.

C'est à dire que ce travail peut intéresser quiconque désirerait connaître la nature du lien qu'il existe entre les situations récurrentes de profonde instabilité dans l'histoire contemporaine et très contemporaine du Mexique, en prenant en compte l'approche des droits humains.

Au premier chapitre nous étudierons quatre corpus de textes organisés à partir de la documentation que le Tribunal Populaire des Peuples chapitre Mexique utilisa lors du procès « Libre échange, violence, impunité et droits des

peuples » en 2014. Le premier corpus retracera la construction d'un cadre juridique national, tandis que le deuxième, prenant en compte les instruments de droits humains auxquels le Mexique souscrivit auprès des Nations Unies (ONU) et des États Américains (OEA) servira à compléter un cadre juridique élargi, reflet d'une construction sociale dont il s'agira de situer dans le temps les traits originaux. Le troisième corpus, composé par des recommandations adressées au gouvernement mexicain de la part des organes supranationaux qui veillent au respect des droits humains dont nous aurons déjà tracé l'ordre de souscription, permettra de mener une étude des principales difficultés des mexicain(e)s en vue d'accéder à l'exercice de leurs droits humains. L'analyse d'un quatrième corpus composé par des rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) permettra d'apporter une perspective complémentaire à la description de la situation au Mexique en termes d'accès aux garanties du respect des droits humains.

Le deuxième chapitre organisera aussi les éléments extraits de l'analyse d'un corpus de textes. Il s'agit de la documentation académique trouvée à partir des mots clés « crise » et « Mexique ». Soulignons toutefois, dès à présent, que la notion de *crise*, bien que pouvant servir à repérer des moments structurant l'histoire des problématiques nationales, risque aussi d'occulter les évolutions entre ces moments récurrents de difficultés exacerbées qu'elle aide à repérer. C'est dans le cheminement que suivra la résolution de cette contradiction que réside l'intérêt de notre projet. Autrement dit, il s'agira pour nous d'appliquer les méthodologies susceptibles de rendre intelligibles les *crises* eu égard à leur apparent caractère cyclique.

C'est la raison pour laquelle au troisième chapitre nous présenterons la notion de *plan politico-économique* : une approche mécaniste des rapports sociaux pouvant faire le lien entre agents et structures d'une part, et entre des échelles de temps multiples d'autre part, à travers la description d'une proxémique symbolique structurant la société. Notre réflexion part du principe qu'économie et politique sont indissociables et peuvent être traités de la même manière, car l'argent et le prestige sont deux ressources portant les symboles qui signifient la croyance partagée en des valeurs communes, des constructions sociales qui

existent dans un espace de représentations. Le *plan politico-économique* modélise cet espace de représentations formé par deux axes hiérarchiques : le premier définissant une situation en termes de richesse et l'autre en termes de prestige, dans lesquels évoluent des systèmes capables de gérer ces deux types de ressources, et dont les flux créent un lien de confiance. C'est à dire que l'étude d'interactions sociales reposant sur une proxémique symbolique, ayant une fonction rituelle dans la constitution et l'éclatement de communautés, permettra d'envisager les logiques conflictuelles entre les parties qui composent la nation mexicaine ayant opté pour des stratégies de développement différentes. Nous aurons ainsi recours aux outils théoriques adaptés aux échelles de temps que nous observons, et notamment à la théorie des clivages en ce qui concerne les temps longs.

Au quatrième chapitre nous proposerons une focale sur l'affaire Ayotzinapa, à travers l'étude d'une revue de presse premièrement, et en présentant les données de notre observation participante au sein de la rencontre entre les membres de l'*Eurocaravane 43*, composée par un survivant des attaques d'Iguala, le père d'un normalien disparu et le membre d'une association de défense des droits humains de la région de la Montagne au Guerrero, avec le collectif qui s'organisa à Marseille pour les accueillir lors de leur tournée européenne en mai 2015. Nous analyserons ensuite ces données pour définir un profil des victimes, et dégager la valeur symbolique de l'événement en vue de prendre en compte ces données dans notre dispositif expérimental.

Au cinquième chapitre, nous procéderons à l'assemblage des principaux éléments historiographiques de notre enquête en analysant d'abord la structure de l'historique des principales évolutions de l'économie et du champ politique en utilisant les *crises* comme marqueur. Nous pourrons ainsi évaluer en aval, la place de l'affaire Ayotzinapa dans cet historique, et en amont, réévaluer l'historique en prenant en compte les tendances qui marquèrent l'actualité de l'économie et du champ politique dans laquelle l'affaire Ayotzinapa se déroula. L'arrivée de jeunes à l'âge adulte, voulant dès lors développer leur personnalité en augmentant leur richesse et leur prestige, constituera le facteur capable de déséquilibrer notre dispositif expérimental, afin d'observer les évolutions.

De cette manière nous espérons valider les postulats de notre cadre théorique général, à retenir : le fait que les communautés se créent en échangeant des ressources qui portent le symbole de la croyance partagée en des valeurs communes et se dissolvent par distanciation symbolique, l'implication d'une conservation des forces dans la dialectique équilibre/déséquilibre/proxémique symbolique, et la capacité des personnes à déterminer par leurs actions la forme des structures de sociabilité dans lesquelles elles évoluent suivant l'intérêt qu'elles ont à augmenter leur richesse et leur prestige. Nous présenterons ensuite les résultats.

# Chapitre 1. La documentation du Tribunal Populaire des Peuples

La disparition forcée de 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa fut sans doute l'événement marquant de l'automne 2014 au Mexique. Pourtant, de manière presque simultanée, en septembre l'opinion publique apprit l'exécution sommaire de 22 jeunes par des soldats obéissant à un ordre officiel, avant qu'en novembre le Président et le Ministre des finances ne se retrouvent ensemble au milieu d'une affaire de conflit d'intérêts en lien avec des contrats publics milliardaires. Une idée courante est que tout ceci est *normal* dans un pays de fonctionnaires corrompus au milieu de la guerre contre les trafiquants de drogues.

De ce discours banalisant, nous pouvons encore tirer l'idée selon laquelle les autorités ne seraient pas aujourd'hui en mesure de convaincre de leur capacité à proposer une solution. Mais afin de dénaturiser les discours sur un contexte actuel où les droits à la vie et à la liberté des populations vulnérables ne trouvent pas de réelles garanties de leur respect ; nous avons engagé l'enquête historique à cette fin.

C'est dans ce contexte que le cas des élèves d'Ayotzinapa fut présenté devant le Tribunal Populaire des Peuples (TPP) lors de l'audience thématique sur l'éducation, seulement deux semaines après les attaques.

Revenons alors au 21 octobre 2011, jour de la présentation lors d'une séance publique à l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM), de l'accusation qui donna lieu au procès "Libre échange, violence, impunité et droits des peuples" devant le TPP, fondé par Lelio Basso en 1979. Le *chapitre Mexique* présidé par Franco Ippolito, fut la 39<sup>e</sup> expérience de ce type de procès dans l'histoire du TPP. Le jury, dont Philippe Texier, magistrat honoraire de la Cour de Cassation assura la présidence, compta parmi la dizaine de personnalités engagées dans l'enseignement supérieur et la défense des Droits Humains qui le composèrent, avec la présence de Graciela Daleo, de l'Université de Buenos Aires, et de Juan Hernández Zubizarreta de l'Université du Pays Basque. En novembre 2014 fut rendue publique la *sentence*.<sup>4</sup>

Ce document est une pièce cardinale dans notre réflexion pour deux raisons. Premièrement, parce qu'une partie importante des pages qui le constituent liste un ensemble de sources ayant formé le cadre juridique d'un côté et contextuel de l'autre, de l'action du TPP. Nous allons maintenant présenter ces sources. La deuxième raison est que ce document comporte en guise de préface un court texte intitulé *À l'ombre d'Ayotzinapa*, où il est écrit que l'audience finale du TPP a coïncidé avec un des moments « institutionnellement les plus critiques dans la vie de la société mexicaine ». Notre première source nous proposa ainsi, non seulement un point de départ, mais également un bon fil conducteur.

## 1.1. Un cadre juridique large

La documentation du TPP Chapitre Mexique comporte près de deux-cents documents qui donnent un cadre juridique. Il s'agit principalement de lois et de codes, de conventions internationales ou régionales ratifiées ou signées par le Mexique et de sentences de la Cour Interaméricaine de Droits Humains. A partir de ces sources, nous tracerons dans un premier temps les principaux traits de la construction institutionnelle post-révolutionnaire puis celle des instruments issus

<sup>4</sup> Tribunal Populaire des Peuples chapitre Mexique, Libre échange, violence, impunité et droits des peuples au Mexique (2011-2014), *Sentence*, 2014, Mexico.

d'organismes internationaux et régionaux en signalant leur fonction dans le processus par lequel les mexicain(ne)s accèdent aux garanties d'exercice de leurs Droits Humains.

Sur le graphique ci-dessous, nous pouvons voir que d'une manière générale, le cadre juridique du TPP fait se superposer à une longue période dominée par l'activité diplomatique dont la signature de très nombreuses conventions internationales et régionales serait le reflet, trois décennies où se densifie la législation nationale, période pendant laquelle se met en marche de façon progressive l'action de la Cour Interaméricaine des Droits Humains fondée en 1979.



N° 1 : Cadre juridique du TPP (1917-2014).<sup>5</sup>

Crédit : Zotero

### 1.1.1. Législation nationale

Par ordre chronologique, le premier document que l'on peut trouver dans notre corpus est la Constitution du cinq février 1917<sup>6</sup>, promulguée par un congrès composé par les vainqueurs du conflit commencé sept années auparavant.

L'été 1910, Francisco Madero rédigea le « Plan de San Luis » appelant à la lutte armée afin de contester une nouvelle réélection de Porfirio Díaz, personnage qui était resté au pouvoir pendant quatre décennies. L'élan insurrectionnel avait atteint en 1911 l'ensemble du pays, poussant Díaz à la démission et à l'exil, ce qui permit à Madero de remporter sans problèmes les élections présidentielles. Mais la tension sociale grandissante poussa un général de l'armée, Victoriano Huerta, à

<sup>5</sup> Légende: Chaque point représente un des 195 documents du cadre juridique. Le premier document par ordre chronologique est la Constitution de 1917. En rouge se trouvent surlignés les textes comprenant le mot clé *conven\**; en orange, le mot *pacto*; en jaune le mot clé *ley* et en bleu sont surlignés les documents comprenant les signes *vs.* Il s'agit de sentences de la Cour Interaméricaine de Droits Humains. Voir la liste détaillée en annexes.

<sup>6</sup> Congrès Constituant de Querétaro, *Constitution Politique des Etats-Unis Mexicains*, DOF 05/02/1917.

prendre le pouvoir par la force avec le soutien de l'ambassadeur états-unien. Hanté par le souvenir de l'invasion de 1848 qui amputa le pays de toute sa moitié nord, le gouverneur de l'Etat septentrional de Coahuila, Venustiano Carranza, autoproclamé *premier chef*, projeta de rétablir la légalité et le respect de la Constitution de 1857. Il réussit à prendre la capitale au début de l'été 1914 suite à quoi, d'autres groupes rebelles (dirigés par Villa et Zapata) ayant des revendications sociales particulières s'allièrent entre eux pour l'éjecter de Mexico, brièvement.<sup>7</sup>

Cette période a, certes, été marquée par un niveau de violence extraordinaire, mais l'enchaînement des violences et l'opposition de tous les secteurs de la société entre eux ne peut se comprendre que dans l'hypothèse d'un tissu social entamé par l'accroissement des inégalités. Par ailleurs, serait-il possible de concevoir la construction nationale uniquement comme le fait d'armes d'un ensemble de *caudillos* opposés dans leur provenance géographique, sociale et idéologique ainsi que dans leurs objectifs ?

Le processus de pacification dut s'articuler autour de la consolidation et le contrôle gouvernemental du système corporatiste. Une pièce importante du montage institutionnel fut la réforme agraire de 1915 qui réussit à rallier les secteurs populaires ruraux à la lutte « constitutionnaliste » qui de façon parallèle, intégra les couches ouvrières urbaines dans un pacte passé avec la *Maison de l'Ouvrier Mondial*, une large confédération de travailleurs, incorporant ainsi les *brigades rouges* dans la lutte révolutionnaire.<sup>8</sup>

Les victoires militaires sur la Division du Nord de Doroteo Arango (Pancho Villa), considérée comme une menace pour les États-Unis, offrirent le soutien du voisin du nord aux carrancistes qui de cette manière purent former le *Congrès Constituant de Querétaro*, qui dota le pays d'une des premières constitutions

<sup>7</sup> Rodríguez Miguel, *El siglo XX mexicano : la bola, la Revolución, la guerra civil*, *Amnis*, 2015. <http://amnis.revues.org/2338>

<sup>8</sup> Garcíadiego Javier, *La Revolución*, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004. pp. 225-261.

dans le monde à prendre en compte les droits sociaux, tels que la propriété collective de la terre, et non plus uniquement individuels.<sup>9</sup>

Ce texte se place dans la continuité de la Constitution de 1857, reconnaissant la souveraineté du peuple dans une république fédérale. L'indépendance des différents ordres du gouvernement y est inscrite, de même que l'indépendance des cours de justice militaire, et ceci est un point sur lequel nous reviendrons. Cependant, la violence politique continua et les principaux chefs du conflit se firent assassiner. D'abord Zapata, puis Carranza et Villa périrent de façon violente en cette période post-constitutionnelle.<sup>10</sup>

Le nouvel État dont la direction fut rapidement accaparée par les nouvelles élites urbaines, devait se procurer les outils de la construction institutionnelle, ce qu'Alvaro Obregón, puis Plutarco Elías Calles et Lázaro Cárdenas s'employèrent à faire. Obregón, le stratège, devint le premier président de la nouvelle république, et il dut lutter contre les oligarques du Chiapas et Oaxaca, les vieux contre-révolutionnaires ainsi que contre villistes et zapatistes. Plutarco Elías Calles, militaire qui comptait des appuis populaires non-négligeables, lui succéda. Il continua le labeur d'Obregón d'incorporer le restant des leaders de la révolution dans l'appareil d'État.<sup>11</sup>

L'organe moteur de ce processus mettant un pouvoir exécutif fort à la tête du système corporatif fut le Parti National Révolutionnaire (PNR), fondé par Calles, qui se transforma en 1938 en Parti de la Révolution Mexicaine (PRM) pour devenir finalement le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) en 1946.<sup>12</sup>

Entre 1929 et 1935, les gouvernements du PNR s'appliquèrent à créer les nouveaux codes en remplacement de ceux de la période porfirienne. Dans la documentation du TPP nous pouvons trouver le Code Pénal Fédéral de 1931<sup>13</sup> et

<sup>9</sup> Silva Herzog Jesús, *Breve historia de la revolución mexicana, la etapa constitucionalista y la lucha de facciones*, Fondo de Cultura Económica, 1965. (1960)

<sup>10</sup> Garciadiego Javier, *op. cit.* 2004.

<sup>11</sup> Garciadiego Javier, *Idem*, 2004.

<sup>12</sup> Torres Martínez Rubén, Los clivajes Estado/Iglesia y centro/periferia en el México del siglo XXI. Reflexiones respecto a la actualidad y funcionalidad de la teoría de clivajes para el caso mexicano, *Amnis*, 11/2012, <http://amnis.revues.org/1811>

<sup>13</sup> *Code Pénal Fédéral*, DOF 14/08/1931.

le Code de Justice Militaire de 1933<sup>14</sup>. De la même période datent le Code Pénal et Civil du District Fédéral, le Code Agraire et autres lois visant à réglementer les dispositions constitutionnelles.

Pendant ces années 1930 marquées à l'international par la Grande Dépression et les fascismes en Europe, le Mexique a servi de terre d'asile aux exilés républicains espagnols, qui constituèrent un atout considérable dans la capacité du Mexique pour former ses élites. En 1936 fut créée la Confédération des Travailleurs Mexicains (CTM) et en 1938 la Confédération Nationale Paysanne (CNC) dont les dirigeants s'allièrent au gouvernement de Lázaro Cárdenas afin de légitimer le processus d'émancipation des travailleurs face à la puissance des *unions* états-uniennes.<sup>15</sup>

La loi sur les expropriations<sup>16</sup>, arme à double tranchant, a été votée en 1936 et c'est dans ce contexte que se fit l'expropriation du pétrole en 1938, ralliant ainsi intellectuels et artistes et même les églises, à la cause nationale, envisagée alors comme le vecteur d'une souveraineté dont les limites les plus fragiles étaient saillantes depuis un siècle à la frontière avec les Etats-Unis.<sup>17</sup>

Ensuite, deux documents du corpus montrent que cette étape de réorganisation du monde du travail s'est poursuivie dans les années 1960 et 1970 avec deux lois ; celle de 1964 sur le statut des fonctionnaires et une autre loi générale sur le travail entrée en vigueur en 1970. Cette législation est à mettre en parallèle avec la loi générale sur la population de 1974, qui est le reflet d'un des changements majeurs de la société mexicaine de cette période. Il s'agit de l'explosion démographique qui sur deux générations fit tripler la population du Mexique.<sup>18</sup>

Mais le corpus législatif ne se densifie vraiment qu'à partir des années 1980 et de la loi de planification<sup>19</sup>, parue au journal officiel de la fédération (DOF) en 1983 et modifiée sept fois en trente-deux ans. Cette loi dont l'objectif principal

<sup>14</sup> *Code de Justice Militaire* DOF 31/08/1933.

<sup>15</sup> Aboites Aguilar Luis, *El último tramo, 1929-2000*, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004. pp. 262-302.

<sup>16</sup> *Loi sur les expropriations* DOF 25/11/1936.

<sup>17</sup> Aboites Aguilar Luis, *op. cit.*, 2004

<sup>18</sup> Aboites Aguilar, *Idem*, 2004.

<sup>19</sup> *Loi de planification* DOF 05/01/1983.

était celui de renforcer la souveraineté politique, économique et culturelle, a gardé dans l'ensemble ses principaux paramètres tels que la responsabilité de l'exécutif de planifier le développement national avec la participation démocratique des groupes sociaux, en signalant les modalités de planification dans l'exécution et le contrôle des résultats des politiques publiques. Les réformes ont incorporé progressivement la perspective de genre, les considérations environnementales et l'obligation de consulter les communautés indigènes. La réforme de 2015 a ajouté un horizon de vingt ans dans lequel doivent s'inscrire les objectifs des programmes dérivés du Plan national de développement.

Sans entrer dans les détails, nous pouvons toutefois indiquer que pendant les années 1980, 1990 et 2000, le corpus du TPP se densifie par des pulsations périodiques qui atteignent des pics autour de l'année 1994, 2005 et 2014. Une part importante de cette législation se place dans un processus d'ouverture des ressources nationales aux investissements privés et de dérégulation de l'économie.

De ce processus commencé en 1990 avec la loi sur les institutions de crédit<sup>20</sup> résultent significatives dans les années 1990 les différentes lois agraire<sup>21</sup>, sur l'eau<sup>22</sup>, sur les mines<sup>23</sup>, sur les ports<sup>24</sup> et sur l'investissement étranger<sup>25</sup>. Dans cette mouvance et dans un contexte social très tendu faisant écho à la *crise* de l'année 1994, sont entrées en vigueur en 2014 les lois nouvelles lois sur l'énergie.<sup>26</sup>

En matière de Droits Humains, nous pouvons signaler d'emblée que le corpus légal suit la même dynamique de densification progressive à partir de la loi fédérale pour prévenir et sanctionner la torture de 1991.<sup>27</sup> Il convient en ce sens signaler aussi la loi pour la protection des enfants et adolescents de 2000<sup>28</sup>, la loi fédérale pour prévenir et éliminer la discrimination de 2003<sup>29</sup>, la loi pour l'égalité

<sup>20</sup> *Loi sur les institutions de crédit*, DOF 18/07/1990.

<sup>21</sup> *Loi agraire* DOF 26/02/1992.

<sup>22</sup> *Loi sur les eaux nationales*, DOF 01/12/1992.

<sup>23</sup> *Loi sur les mines* DOF 26/06/1992.

<sup>24</sup> *Loi sur les ports* DOF 19/07/1993.

<sup>25</sup> *Loi sur les investissements étrangers* DOF 27/12/1993.

<sup>26</sup> *Loi sur l'énergie géothermique, Loi sur les hydrocarbures, Loi sur l'industrie électrique*, DOF 11/08/2014

<sup>27</sup> *Loi Fédérale pour prévenir et sanctionner la torture* DOF 27/12/1991.

<sup>28</sup> *Loi pour la protection des enfants et adolescents*, DOF 29/05/2000.

<sup>29</sup> *Loi Fédérale pour prévenir et éliminer la discrimination* DOF 11/06/2003.

entre les hommes et les femmes de 2006<sup>30</sup> et celle pour l'accès des femmes à une vie sans violence publié dans le Journal Officiel (DOF) en 2007.<sup>31</sup>

De plus, ce n'est que lors du lustre dernier que le corpus légal visant à protéger les communautés est devenu vraiment compacte. En 2011 est entrée en vigueur la loi sur la migration,<sup>32</sup> puis en 2012 celle pour protéger les membres des associations de défense des droits humains et les journalistes.<sup>33</sup>

La même année entra en vigueur aussi la loi sur le registre national de personnes égarées ou disparues.<sup>34</sup>

Il reste à énumérer la loi générale sur les victimes,<sup>35</sup> entrée en vigueur en 2013. Elaborée par des sénateurs de gauche comme de droite avec la coopération d'experts en matière de droits humains de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) et d'associations de défense des droits humains, cette loi dont l'objectif était d'apporter des garanties au respect des droits humains voulait aligner les définitions juridiques des victimes avec la Constitution et avec les traités internationaux en matière de droits humains.

Le Code National de procédure pénale, entré en vigueur en 2014 vient compléter ce cadre juridique<sup>36</sup>. Nous détaillerons plus loin les contextes généraux de création de ce corpus légal, qui par ailleurs n'est pas exhaustif, en prenant en compte l'ensemble des rapports sur la situation des droits humains au Mexique dont la documentation du TPP fait état, mais avant cela, regardons de plus près de quelle manière se place cette construction légale dans un cadre international.

### *1.1.2. Instruments supranationaux de droits humains.*

Pour commencer, rappelons nous que c'est à partir des années 1930 que le monde du travail au Mexique a développé les bases de son organisation contemporaine, et

<sup>30</sup> *Loi pour l'égalité entre les hommes et les femmes* DOF 02/08/2006.

<sup>31</sup> *Loi générale pour l'accès des femmes à une vie sans violence* DOF 01/02/2007.

<sup>32</sup> *Loi sur la migration* DOF 25/05/2011.

<sup>33</sup> *Loi pour la protection des personnes agissant pour la défense des droits humains et des journalistes* DOF 25/06/2012.

<sup>34</sup> *Loi sur le registre de données de personnes égarées ou disparues* DOF 17/04/2012.

<sup>35</sup> *Loi générale sur les victimes* DOF 09/01/2013.

<sup>36</sup> *Code national de procédure pénale*, DOF 05/03/2014.

ceci est un phénomène qui trouve une correspondance à l'échelle internationale.

En effet, sur la documentation du TPP nous pouvons trouver la Convention Internationale du Travail relative au salaire minimum de 1928<sup>37</sup>, celles des années 1930 relatives au travail forcé<sup>38</sup>, aux horaires de travail<sup>39</sup> et celle relative aux congés payés<sup>40</sup>. Ainsi nous apercevons que dans ce domaine particulier, les normes internationales précèdent les mexicaines de près d'une génération en considérant toutefois que le premier article de la *Constitution de 1917* stipule que l'esclavage est illégal au Mexique.

En matière de droits humains donc, le premier document que nous trouvons pertinent sur notre corpus d'étude, est la Convention internationale pour la répression de la traite de femmes et d'enfants signée en 1921,<sup>41</sup> suivie en 1926 par la Convention sur l'esclavage<sup>42</sup> puis en 1933 par la Convention Internationale pour la répression de la Traite de Femmes Majeures.<sup>43</sup> Ces traités internationaux ont constitué un précédent fondamental dans l'établissement d'instruments internationaux garantissant les droits humains.

Mais ce n'est qu'à l'issue du deuxième conflit mondial, en 1948, qu'avec l'effort politique d'Eleanor Roosevelt (1884-1962), la documentation de John Peter Humphrey (1905-1980) et l'ouverture d'esprit de Peng-Chun Chang (1893-1957) pour ne citer que quelques collaborations, l'assemblée générale des Nations

<sup>37</sup> Conférence internationale du Travail (onzième session), *Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima*, CO29, 1928, Organisation Internationale du Travail, Genève, entrée en vigueur le 14/06/1930, ratifiée par le Mexique le 12/05/1934.

<sup>38</sup> CIT, (quatorzième session), *Convention (n°29) sur le travail forcé*, CO29, 1930, OIT, Genève, entrée en vigueur le 01/05/1932, ratifiée par le Mexique le 12/05/1934.

<sup>39</sup> CIT (quatorzième session), *Convention (n°30) sur la durée du travail (commerce et bureaux)*, CO30, 1930, Genève, entrée en vigueur le 29/08/1933, ratifiée par le Mexique le 12/05/1934.

<sup>40</sup> CIT (vingtième session), *Convention (n° 52) sur les congés payés*, CO52, 1939, OIT, Genève, entrée en vigueur le 22/09/1939, ratifiée par le Mexique le 09/03/1938.

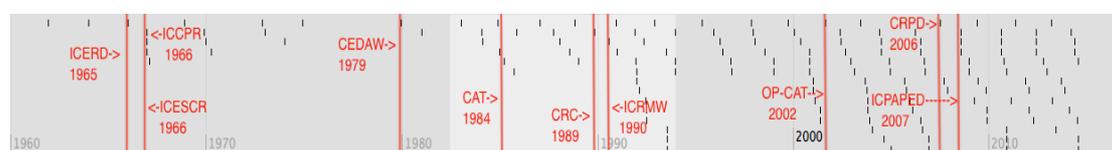
<sup>41</sup> Société des Nations, *Recueil des Traités* vol. IX, p. 415 Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants, 1921. Sur le document signé en 1921 le terme exact utilisé à la place de *répression* est celui de *suppression*. Nous devons remarquer qu'en anglais, le terme *suppression* peut être équivalent au terme *suppression* en langue française, mais une autre traduction de ce terme en français pourrait être celui de *répression*.

<sup>42</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 212, p.17, Convention relative à l'esclavage, signée à Genève le 25 septembre 1926 et amendée par le Protocole du 7 décembre 1953, enregistrée le 07/07/1955, signée par le Mexique le 03/02/1954. La Convention telle qu'amendée n'a pas été ratifiée par le Mexique.

<sup>43</sup> Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. 150, p. 431, Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures, entrée en vigueur le 24/08/1934, ratifiée par le Mexique le 03/05/1938.

Unies adopta à Paris le texte cadre en matière de droits humains : La Déclaration Universelle des Droits Humains (DUDH).<sup>44</sup>

À partir de 1965, suite à la signature de la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>45</sup> (ICERD-1965) puis en 1966 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>46</sup> (ICCPR-1966) et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>47</sup> (ICESCR-1966), se sont mis en place progressivement tous les instruments de l'Organisation des Nations Unies ayant créé des organes de supervision en matière de Droits Humains. La chronographie ci-dessous situe ces textes parmi la documentation du TPP ayant pour fonction de donner un cadre juridique.



N° 2 : Instruments Internationaux en matière de Droits Humains (ONU/ 1960-2014) <sup>48</sup>

En cherchant par ordre chronologique nous trouvons ainsi la Convention pour l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes<sup>49</sup> (CEDAW) en 1979, et si nous restons dans l'optique des droits des communautés nous relèverons la Convention relative aux Droits des Enfants<sup>50</sup> (CRC-1989) et la Convention Internationale sur la Protection des Droits de Tous les Travailleurs

<sup>44</sup> Assemblée Générale des Nations Unies, *résolution 217 A(III)*, Déclaration Universelle des droits de l'homme, adoptée le 10/12/1948, Paris. Dans ces pages nous nous référons aux droits humains, comme une traduction littérale de l'espagnol *derechos humanos* ou de l'anglais *human rights*.

<sup>45</sup> AGNU, Recueil des Traités, vol. 660, p. 195, *résolution 2106 (XX) du 21/12/1965*, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, entrée en vigueur le 04/01/1969, ratifiée par le Mexique le 20/02/1975

<sup>46</sup> AGNU, Recueil des Traités, vol. *résolution 2200 (XXI) du 16/12/1966*, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, entré en vigueur le, ratifié par le Mexique le.

<sup>47</sup> AGNU, Recueil des Traités, vol. , *résolution 2200 (XXI) du 16/12/1966*, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, entré en vigueur le, ratifié par le Mexique le.

<sup>48</sup> Pour des raisons pratiques de visualisation, nous avons rajouté la Convention Internationale pour la Protection de Toutes les Personnes de la Disparition Forcée (2006) qui ne figure pas dans la documentation de la sentence du TPP, sur le graphique.

<sup>49</sup> AGNU, *Recueil des Traités*, vol. 1249, p.13, *résolution 34/180 du 18/12/1979*, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, entrée en vigueur le 03/09/1981, ratifiée par le Mexique le 23/03/1981.

<sup>50</sup> AGNU, *Recueil des Traités*, vol. 1577, p. 3, *résolution 44/25 du 20/11/1989*, Convention relative aux droits de l'enfant, entrée en vigueur le 02/09/1990, ratifiée par le Mexique le 21/09/1990.

Migrants et des Membres de leur Famille (ICRMW-1980). En 2006, la Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées (CRPD) est venue compléter l'ensemble d'instruments comprenant dans leur fonctionnement un groupe d'experts veillant sur les droits de ces communautés spécifiques.

Les autres traités internationaux sur la frise chronologique ci-dessus, traitent des questions des droits humains par sujet spécifique. Ainsi, la Convention Contre la Torture et Autres Peines ou Traitements Cruels, Inhumains ou Dégadants (CAT-1984), a donné lieu au Protocole Facultatif à la Convention Contre la Torture et Autres Peines ou Traitements Cruels, Inhumains ou Dégadants (OP-CAT\_2002), qui instruit sur l'obligation de l'établissement d'un organe de supervision qui lui est propre : le Souscomité pour la Prévention de la Torture (SPR).

Ces accords diplomatiques contraignants ont formé un précédent pour la signature de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées<sup>51</sup> (ICPAPED) qui chargea au Comité des disparitions forcées (CED) de faire respecter l'interdiction sans aucune exception de la disparition forcée. Le Mexique a signé ce traité en 2007 et l'a ratifié en 2008.

Nous pouvons souligner dès à présent que la réglementation internationale précède la mexicaine d'une manière générale, et c'est de cette façon que nous pouvons comprendre dans une certaine mesure que dans l'actualité au Mexique au printemps 2015, il soit question de la loi sur les disparitions forcées.<sup>52</sup>

Reste à mentionner le système interaméricain de promotion et protection des droits humains. Car depuis 1948, le Mexique est membre fondateur de l'Organisation des États Américains (OEA); et depuis cette date la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme,<sup>53</sup> approuvée lors de la Neuvième Conférence Internationale Américaine de Bogotá constitue un fondement de la

<sup>51</sup> AGNU, *résolution 61/177 du 12/01/2007*, Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, entrée en vigueur le 23/12/2010, ratifiée par le Mexique le 18/03/2008.

<sup>52</sup> La Jornada, *Anuncian ley sobre desaparición forzada para junio*.  
<http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/03/mexico-espera-aprobar-ley-sobre-desapariciones-forzadas-en-junio-robledo-6125.html> Consulté en ligne le 23/05/2015.

<sup>53</sup> Conférence Internationale Américaine (neuvième), *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, Organisation des États Américains, adoptée le 02/05/1948 à Bogotá.

construction des instruments américains garants des droits humains. Ce document se trouve sur la documentation du TPP de la même façon que la Convention américaine relative aux droits humains<sup>54</sup> (CADH-1969). Effective depuis 1978, la CADH est le texte cadre à l'échelle américaine. Elle définit les paramètres d'action des deux organes régionaux compétents en matière de droits humains : la Commission Interaméricaine de Droits Humains (CIDH) et la Cour Interaméricaine de Droits Humains (Cour IDH).

Le texte fondateur de 1948 a établi les bases pour la CADH de 1969 ; mais ce n'est que suite à l'entrée en vigueur de la Convention que la Cour IDH a pu être instituée en 1979. C'est ainsi qu'en 1988, la Cour IDH trancha l'affaire *Velásquez Rodríguez Vs. Honduras*, ciblant la responsabilité du Honduras dans un crime de disparition forcée, créant jurisprudence.

En ce qui concerne directement le Mexique, nous relèverons la sentence que la Cour IDH a rendue sur l'affaire *Radilla Pacheco Vs. Mexique*<sup>55</sup> en 2009. Il s'agit aussi d'une disparition forcée, ayant eu lieu en 1974 dans une période qu'on nomme *guerre sale*; lorsque dans un contexte international de *guerre froide*, le Mexique, à travers l'armée et des groupes paramilitaires a sévèrement combattu une dissidence politique rurale de gauche. L'affaire *Radilla Pacheco Vs. Mexique* est devenue aujourd'hui un cas emblématique des troubles sociaux et politiques de la *guerre sale* et surtout, elle compte désormais comme jurisprudence applicable au Mexique en matière de disparitions forcées.<sup>56</sup>

La Commission Mexicaine de Défense et Promotion des Droits Humains (CMDPDH), sur son site Internet, présente l'affaire *Radilla Pacheco* comme un cas paradigmatique ayant bouleversé le système juridique mexicain.<sup>57</sup> Effectivement, la

<sup>54</sup> Conférence spécialisée interaméricaine sur les droits de l'homme, OEA, *Série sur les traités*, n°36, Convention américaine relative aux droits de l'homme adoptée le 22/11/1969 à San José du Costa Rica, , entrée en vigueur le 18/07/1978, adhésion du Mexique le 02/03/1981. Le Mexique a accepté la compétence de la Cour IDH le 16/12/1998.

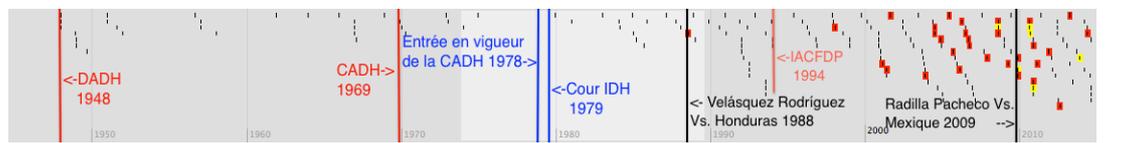
<sup>55</sup> Cour IDH, *Radilla Pacheco vs. Mexique*, Sentence du 23/11/2009, Série C n° 209, paragraphe 171.

[http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec\\_209\\_esp/pdf](http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_209_esp/pdf), consulté en ligne le 10/06/2015.

<sup>56</sup> Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Varios 912/2010. "Caso Rosendo Radilla Pacheco"* Seguimiento de Asuntos Resueltos por el Pleno de la Suprema Corte de Justicia de la Nación. Session du 4 au 14 juillet 2011.

<sup>57</sup> <http://cmdpdh.org/casos-paradigmaticos-2-2/casos-defendidos/caso-rosendo-radilla-pacheco-2/> Consulté en ligne le 25/05/2015.

Cour Suprême du Mexique (SCJN), voulant déterminer les obligations concrètes qui correspondent au Pouvoir Judiciaire suite à la sentence de la Cour IDH sur cette affaire, a déterminé en juillet 2011 que tous les juges mexicains devront systématiquement discuter des critères de restriction du for militaire inscrit sur l'article 57 du Code de Justice Militaire de 1933. C'est à dire que pour assurer l'exécution de cette sentence, afin d'aligner le fonctionnement du système juridique mexicain avec la Constitution et les instruments internationaux pertinents<sup>58</sup>, les juges mexicains devront discuter systématiquement s'il s'agit d'atteintes graves aux Droits Humains, auquel cas ils seraient compétents pour juger des militaires dans des tribunaux civils.<sup>59</sup>



### N° 3 : Système Interaméricain de Droits Humains (OEA/ 1945-2014).<sup>60</sup>

Sur la chronographie ci-dessus nous pouvons observer les étapes de la construction et mise en fonctionnement des instruments interaméricains de Droits Humains que nous venons de décrire. Les affaires *Velásquez Rodríguez Vs. Honduras* et *Radilla Pacheco Vs. Mexique* trouvent leur place dans notre étude historique parce qu'elles représentent non seulement dans les mentalités, mais aussi dans la pratique, la mise en fonctionnement d'un système supranational de justice. Ces sentences à l'encontre des nations hondurienne et mexicaine se trouvent donc parmi les premières d'une liste qui semble se densifier lors de la dernière décennie, sans compter que la proportion plus grande qui concerne le Mexique de manière spécifique correspond à cinq autres sentences de la Cour IDH prononcées seulement depuis 2010. Comment envisager alors la progression de cette tendance ?

<sup>58</sup> L'affaire Radilla Pacheco a été résolue dans le cadre juridique donné par la Convention Interaméricaine relative à la Disparition Forcée de Personnes, 33 I.L.M. 1429 (1994), entrée en vigueur le 29/03/1996 et ratifiée par le Mexique le 28/02/2002. Le Mexique a émis une réserve sur l'article IX qui établit l'exclusivité des tribunaux du civil pour juger les affaires de disparition forcée.

<sup>59</sup> Suprema Corte de Justicia de la Nación, *Op. cit.* 2011.

<sup>60</sup> Légende : Les items surlignés en jaune correspondent aux sentences de la Cour IDH sur le Mexique. Ceux qui sont surlignés en rouge correspondent aux sentences de la Cour IDH pertinentes pour les Mexique d'après la documentation du TPP.

## 1.2. Un corpus sur la situation au Mexique

Nous avons vu que la mise en fonctionnement de la Cour IDH est récente, ce qui rend très difficile de prévoir comment son action pourrait progresser. Car, à supposer que le nombre d'affaires jugées par la Cour IDH augmente dans le futur, serait-ce plutôt le reflet d'une dégradation de la situation générale des Droits Humains au Mexique, d'une moins bonne prise en charge de ces affaires par la justice nationale ou d'une autre cause liée au fonctionnement interne de la cour? Pourquoi pas envisager l'hypothèse contraire? Si le nombre de sentences contre le Mexique venait à diminuer, serait-ce plutôt le reflet d'une amélioration des conditions d'exercice des droits humains fondamentaux ou d'une autre cause liée au fonctionnement du système de justice des États américains? Jusqu'à quel point, concrètement, la situation au Mexique est-elle le reflet de la situation des droits humains en Amérique? Il conviendrait maintenant d'attirer l'attention sur les risques que peut comporter notre façon de présenter ces sources parce qu'il est possible, à partir de fausses généralités de déboucher sur des fausses conclusions. Quelques précisions s'imposent.

La documentation que nous avons étudiée est celle qu'a recueilli le TPP pour assurer son fonctionnement. Elle est certes, le reflet d'une construction légale très vaste, mais qui n'est pas exhaustive, il s'agit d'une construction où la question du choix d'un texte se pose; À quel moment les traités international et américain sur les disparitions forcées se sont-ils vus évacués de la liste des documents utilisés par le TPP? Également les recommandations de la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH), une entité pourtant « autonome », ainsi que les rapports du CED et du CRPD sont absents de cette documentation. En revanche, la documentation du TPP compte cent-trente-sept autres rapports que nous présenterons ensuite; d'abord les rapports issus d'organes officiels puis ceux rédigés par des organismes indépendants occupés par la défense des droits humains.

### 1.2.1. Les rapports officiels

La documentation du TPP liste soixante-huit rapports rédigés par des organes de surveillance du respect des normes établies dans les traités que nous avons présenté plus haut. Il y a aussi l'œuvre de rapporteurs spéciaux sur la situation au Mexique concernant un sujet spécifique. Ces rapports comportent tous des recommandations adressées à l'État mexicain qui pourront servir comme matériau pour la construction d'un cadre contextuel sur la situation des droits humains au Mexique. La publication de ces rapports accessibles sur Internet s'étale sur une vingtaine d'années ; les premiers datant du début de l'année 1994 et le dernier d'avril 2014. Ils conservent tous un caractère holistique sur les droits humains faisant la distinction entre la jouissance de droits *de jure* et *de facto*. De manière transversale, ils inscrivent tous la nécessité d'être diffusés de la façon la plus large possible ainsi que celle de créer des bases de données fiables. Nous avons étudié en détail les recommandations d'une trentaine de rapports périodiques des institutions que nous avons mentionné précédemment et deux rapports du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires au Mexique publiés en 1998<sup>61</sup> et en 2011<sup>62</sup>.

En 1994 le Comité pour les Droits Économiques, Sociaux et Culturels (CESCR), le Comité pour les Droits des Enfants (CRC), et le Comité pour les Droits Civils et Politiques (CCPR) ont publié le détail des contrôles périodiques qu'ils ont effectué sur les rapports que le Mexique s'était engagé à présenter lors de la signature de l'ICESCR, la CRC et l'ICCPR respectivement.<sup>63</sup> Ces rapports recommandent de développer les politiques publiques en vue de la protection des groupes vulnérables de la société, en particulier les enfants habitant ou travaillant

<sup>61</sup> Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, *Rapport du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires*, ONU, (E/CN.4/1998/43), 1998 <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G98/100/95/IMG/G9810095.pdf?OpenElement>, consulté en ligne le 30/05/2015.

<sup>62</sup> GTDFI, *rapport du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires*, ONU, A/HRC/19/58/Add.2, 2011,

<sup>63</sup> CDESC, *Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec les articles 16 et 17 du pacte*, E/C.12/1993/16, 1994; CRC, *Contrôle des rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 44 de la Convention*, CRC/C/15/Add.13, 1994; CCPR, *Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec l'article 40 du pacte*, CCPR/C/79/Add.32), 1994.

dans la rue, premières victimes de violence raciale ou de genre, victimes aussi des lacunes du système d'éducation et d'accès à la culture et de la « grave crise de logement ». <sup>64</sup>

Le rapport du CDESCR a mis en garde le gouvernement mexicain sur les conséquences négatives que l'ALENA pourrait avoir dans l'accès pour tous aux droits économiques, sociaux et culturels.

Nous avons relevé ensuite que ces trois rapports recommandent au Mexique de veiller avec plus d'efficacité sur les droits des indigènes. Le CDESCR a préconisé d'apporter plus de ressources pour que les membres des communautés indigènes puissent conserver leurs langues, cultures et modes de vie traditionnels.

Ensuite, la CRC a réclamé des mesures urgentes pour éradiquer les discriminations contre les enfants des communautés indigènes.

Finalement, le CCPR a sommé le gouvernement mexicain de mieux répartir les terres dans un cadre de réforme agraire en prenant en compte les droits et les aspirations des communautés indigènes.

Puis en 1996, le Comité pour l'élimination des discriminations raciales CERD a adressé au gouvernement mexicain un rapport <sup>65</sup> où il l'a poussé à analyser les causes structurelles de la marginalisation sociale et économique affectant les populations autochtones du Mexique. Le Comité a relevé aussi les problèmes de distribution des terres et de biais lors des procès judiciaires pour la propriété de la terre ; en outre il a recommandé que les affaires d'atteintes graves aux droits humains des membres des communautés indigènes soient traitées pour apporter indemnisation aux victimes et a insisté sur le besoin qu'a l'État d'assurer les conditions susceptibles de promouvoir l'éducation. Enfin, le Comité a prié le Mexique de rédiger un nouveau rapport pour l'année suivante. Les recommandations émises suite au nouveau rapport <sup>66</sup> insistent sur la nécessité d'intégrer les membres des communautés indigènes dans la vie institutionnelle, d'offrir des garanties du respect de leurs Droits Humains et de mettre en œuvre

<sup>64</sup> CDESC, E/C.12/1993/16, *Op. cit.*

<sup>65</sup> CERD, *Rapport du CERD*, A/50/18, 1996.

<sup>66</sup> CERD, *Rapport du CERD*, 1/52/44, 1997.

les mesures urgentes dans l'éducation et la communication sociale susceptibles d'éradiquer les discriminations.

En somme, il ressort que les premiers rapports du corpus que nous avons étudié, font une emphase particulière sur les droits des indigènes, et ceci est une caractéristique persistante sur l'ensemble du corpus. En effet, deux tiers (19/31) de ces documents comportent des recommandations particulières sur les droits des individus et des communautés indigènes. A cet égard, en 1998, la CIDH,<sup>67</sup> pour que le gouvernement mexicain puisse aller au delà des « situations critiques »... l'a sommé de répondre à des problèmes de disparitions forcées, de conditions extrêmes de privation de la liberté, de torture, de stérilisation forcée de femmes, d'expulsions arbitraires de migrants, de corruption, trafic d'influences ; et des droits des indigènes. La Commission a préconisé de développer les initiatives de paix dans les zones de conflit, comme au Chiapas et au Guerrero, de désarticuler les « gardes blanches » des grands propriétaires fonciers au Chiapas notamment, et de manière générale a recommandé au gouvernement mexicain d'améliorer les conditions de santé et d'éducation parmi les populations indigènes.

Sur ce point, ces données rejoignent celles fournies dans les rapports sur le Mexique du CDESC<sup>68</sup>, du CRC<sup>69</sup> et du CCPR<sup>70</sup> de l'année 1999. Le CDESC a réitéré la nécessité de soulager les effets négatifs de l'ALENA par des politiques publiques visant à assurer l'accès aux services basiques de santé, alimentation et éducation de tous les enfants indigènes des populations rurales enclavées. Elle a recommandé aussi de contrôler l'action de l'armée et des groupes paramilitaires au Chiapas. Le CRC a souligné l'intérêt de promouvoir le registre des tous les enfants indigènes sur l'état civil, et évoque la militarisation des états de Chiapas, Guerrero, Oaxaca et Veracruz comme un facteur de risque pour les populations. Enfin, le CCPR a préconisé qu'à l'intérieur du pays, l'ordre public soit assuré par des forces

<sup>67</sup> CIDH, *Rapport sur la situation des droits humains au Mexique*, OEA/Ser.L/V/II.100, 1998.

<sup>68</sup> CDESC, Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec les articles 16 et 17 du pacte, E/C.12/1/ADD.41, 1999.

<sup>69</sup> CRC, Contrôle des rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 44 de la Convention, CRC/C/15/Add.112, 1999.

<sup>70</sup> CCPR, Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec l'article 40 du pacte, CCPR/C/79/Add.109, 1999.

de sécurité civiles, à l'exclusion des militaires. Elle a également épaulé le respect des droits des indigènes, individuels et collectifs.

A cet égard, le rapport de la CDESC de 2006<sup>71</sup> évoque l'affaire *La Parota*, un projet de la Commission Fédérale d'Electricité (CFE) pour créer un barrage hydroélectrique au Guerrero, abandonné en 2012 suite à la mobilisation des populations locales organisées autour du Conseil des Propriétaires de Terres Communales Opposés au projet de La Parota (CECOP) qui avaient dénoncé les irrégularités et la répression policière lors du procès de consultation des populations locales et le non-respect des lois nationales et internationales sur l'environnement, et de la Convention N° 169 de l'OIT<sup>72</sup>. Également, Le rapport de 2010 du CCPR<sup>73</sup> insiste sur le droit des communautés autochtones d'être consultées, inscrit sur l'article 4 de la Constitution et l'article 27 du Pacte, comme le font par ailleurs tous les rapports du CERD de 1996 à 2011.<sup>74</sup>

De plus, le CERD évoque à partir de 2006 les droits de communautés d'afro-descendants et exhorte le gouvernement mexicain à promouvoir la participation des minorités indigènes et d'afro-descendants dans les institutions représentatives. Elle réitère la demande d'intervention systématique d'interprètes bilingues lors des procès judiciaires contre les membres des minorités afin de garantir le procès régulier pour toutes les personnes prévenues. La même recommandation a été adressée dans le rapport de 2011 où ressort l'affaire *Hugo Sánchez Ramírez*, indigène accusé de port illégal d'armes et d'enlèvement dont le procès aurait été truffé d'irrégularités, dont le recours à la torture de la part de la police judiciaire. Les deux accusations, provenant de deux unités fiscales différentes (celle de l'état du Mexique et la PGR), ont été attirées par la SCJN et

<sup>71</sup> CDESC, *Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec les articles 16 et 17 du pacte*, E/C.12/MEX/CO/4, 2006.

<sup>72</sup> Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, *Convention (N° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux*, Genève, 1989, entrée en vigueur le 05/09/1991, ratifiée par le Mexique le 05/09/1990. [http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100\\_ILO\\_CODE:C169](http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169)

<sup>73</sup> CCPR, *Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec l'article 40 du pacte*, CCPR/C/MEX/CO/5, 2010

<sup>74</sup> CERD, 1996, *op. cit.*; CERD, 1997, *op. cit.*; CERD, *Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec l'article 9 de la Convention*, CERD/C/MEX/CO/15, 2006; CERD, *Contrôle des rapports présentés par les États parties en accord avec l'article 9 de la Convention*, Remarques finales du CERD, CERD/C/MEX/CO/16-17, 2011.

Hugo Sánchez Ramírez a finalement été reconnu innocent pour enlèvement grâce au soutien du Centre de Droits Humains Agustín Pro Juárez A.C (Centro PRODH). Il a tout de même purgé une peine de cinq ans de prison pour l'autre accusation, mais quoi qu'il en soit, cette affaire illustre les inégalités d'accès à la justice que peuvent subir les membres des minorités ethniques. Le même rapport évoque ainsi la « discrimination structurelle et historique » au Mexique et recommande de soutenir l'action du Conseil National pour Prévenir la Discrimination (CONAPRED), institué par la Loi Fédérale pour Prévenir et Eliminer la Discrimination de 2003.

Il reste alors à souligner que sur les cinq rapports du CEDAW que nous avons étudié,<sup>75</sup> quatre font une emphase particulière sur les droits des femmes indigènes des zones rurales, confrontées à la pauvreté, dont la Commission recommande leur plus grande participation dans la prise de décisions qui les intéressent.

Cependant, les problématiques liées à la domination masculine s'étalent sur l'ensemble du corpus, notamment les question de l'IVG,<sup>76</sup> de l'âge minimum pour le mariage,<sup>77</sup> devant être augmenté et égalisé pour les hommes et les femmes ; et celle de la pratique récurrente des dirigeants des entreprises *maquiladoras* (de manufacture pour l'exportation), de demander aux candidates des certificats médicaux prouvant qu'elles ne sont pas enceintes pour accéder à l'emploi.

Nous avons relevé ensuite les contextes particuliers de violence contre les femmes évoqués dans le corpus. Ressort de cette façon l'affaire San Salvador Atenco<sup>78</sup> où en 2006 les forces de l'ordre ont réprimé la population de cette municipalité de l'État du Mexique lorsqu'Enrique Peña Nieto était gouverneur de

<sup>75</sup> CEDAW, *Rapport du CEDAW*, sessions 18 et 19, A/53/38/Rev.1, 1998 ; *Rapport du CEDAW*, sessions 26 et 27, A/57/38, 2002 ; *Rapport sur le Mexique produit par le CEDAW sous l'article 8 du Protocole facultatif de la convention et réponse du Mexique*, CEDAW/C/2005/OP.8/MÉXICO, 2005 ; *Remarques finales du CEDAW*, CEDAW/C/MEX/CO/6, 2006 ; *Remarques finales du CEDAW*, CEDAW/C/MEX/CO/7-8, 2012.

<sup>76</sup> CEDAW, *op. cit.*, 1998, 2006 et 2012.

<sup>77</sup> CRC, *op. cit.* 1999 ; CRC

<sup>78</sup> CEDAW, *op. cit.* 2006, 2012. CAT, *Contrôle des rapports présentés par les états-parties, sous l'article 19 de la Convention*, *Conclusions et recommandations du CAT*, CAT/C/MEX/CO/4, 2007.

cet état. En rapport à ces faits, la CNDH a décrit des pratiques de privation de la liberté ou de la vie, de torture et de violences sexuelles.<sup>79</sup>

Aussi, à partir de 2002, les recommandations qui font référence explicite à Ciudad Juárez, état de Chihuahua, ont augmenté en nombre<sup>80</sup>. Cette ville frontalière, voisine d'El Paso, Texas, a vu se multiplier les assassinats et les disparitions de femmes depuis le début des années 1990. L'énorme majorité de ces affaires n'ont jamais été élucidées. L'affaire *Campo Algodonero* jugée par la Cour IDH en 2009, constitue à cet égard, un cas paradigmatique. En effet la *sentence*<sup>81</sup> contre le Mexique pour la disparition forcée de trois jeunes femmes de quatorze, dix-sept et vingt ans retrouvées sans vie avec d'autres cadavres de femmes que les autorités judiciaires et de prévention n'ont pas su protéger, ordonnait parmi d'autres injonctions, que le gouvernement s'excuse publiquement lors de l'inauguration d'un mémorial pour les victimes de violence féminicide. Les rapports du CAT<sup>82</sup> et du CEDAW<sup>83</sup> de 2012 ont sommé le gouvernement mexicain de ne pas manquer à la sentence de la Cour IDH en ce qui concerne la poursuite des investigations notamment.

Par ailleurs, ce rapport du CEDAW évoque un contexte de *lutte contre la criminalité organisée*, et il conviendrait de souligner que ce n'est pas le premier rapport dans lequel nous trouvons cette formule puisque le CERD l'a utilisée dans

<sup>79</sup>CNDH, recommandation 38/2006 sur l'affaire des faits violents survenus les jours 3 et 4 mai 2006 aux municipalités de Texcoco et San Salvador Atenco état du Mexique.

[http://www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/Recomendaciones/2006/REC\\_2006\\_038.pdf](http://www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/Recomendaciones/2006/REC_2006_038.pdf), consulté en ligne le 22/06/2015.

<sup>80</sup>CEDAW, *op. cit.* 2002, rapport sur le Mexique produit par le CEDAW sous l'article 8 du Protocole facultatif de la Convention et réponse du Gouvernement Mexicain, CEDAW/C/2005/OP.8/MEXICO, 2005. CAT, *op. cit.* 2007. CCPR, *op. cit.* 2010. CIDH, *Situation des droits des femmes à Ciudad Juárez, le droit à ne pas faire l'objet de violence et discrimination*, OEA/Ser.L/VII.117.Doc.1 rev. 1. 2003. Conseil des Droits Humains (HRC), *rapport du rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution infantile et l'utilisation d'enfants dans la pornographie*, A/HCR/7/8/Add.2, 2008.

<sup>81</sup>Cour IDH, *Sentence du 16 novembre 2009, affaire González et autres (« campo algodonero ») vs. Mexique*, [http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec\\_205\\_esp.pdf](http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_205_esp.pdf) consulté en ligne le 22/06/2015.

<sup>82</sup>CAT, *Observations finales sur les rapports périodiques 5 et 6 combinés du Mexique, adoptées par le Comité lors de sa 49<sup>e</sup> période de sessions*, CAT/C/MEX/CO/5-6, 2012.

<sup>83</sup>CEDAW, *op. cit.* 2012.

son rapport de 2011<sup>84</sup>. Ces deux documents se recoupent aussi dans le fait qu'ils exhortent le Mexique à protéger les droits des membres des associations de défense des Droits Humains et des journalistes ; recommandation qui avait été déjà faite en 1998 par la CIDH<sup>85</sup> et qui a été souvent réitérée surtout à partir de 2010.<sup>86</sup>

Puis nous avons constaté la récurrence de deux recommandations relatives au procès judiciaire. Il s'agit premièrement de celle d'interdire dans les lois et dans la pratique le recours à l'*arraigo/enracinement*<sup>87</sup> dont la SCJN vota la constitutionnalité en cas de délits *graves*.<sup>88</sup>

Deuxièmement, il est question de la juridiction en matière d'atteintes aux Droits Humains. Nous avons remarqué que jusqu'en 2011, les recommandations préconisaient la compétence des tribunaux civils lors des procès pour atteintes aux Droits Humains.<sup>89</sup> A partir du rapport du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées et Involontaires de 2011, les recommandations portent désormais sur la nécessité d'empêcher les tribunaux militaires d'exercer leur juridiction lorsqu'il s'agit d'atteintes graves aux droits humains.<sup>90</sup> Comment expliquer ce changement ?

Finalement nous avons constaté que le rapport du GTDF de 1998 mentionne « la *guérilla rurale* dont les montagnes et les villages de l'état de Guerrero ont été le théâtre au cours des années 70 et au début des années 80», alors que celui de 2011 mentionne la *guerre sale*. S'agirait-il du même contexte de troubles sociaux désignés différemment ? En fait, le premier document du corpus à faire mention de la *guerre sale* est la sentence de la Cour IDH pour l'affaire *Radilla Pacheco* puis rapport du CCPR de 2010, faisant que ces années apparaissent encore une fois comme une date charnière. Dans la *sentence* il est écrit :

<sup>84</sup> CERD, *op. cit.* 2011.

<sup>85</sup> CIDH, *op. cit.* 1998.

<sup>86</sup> CCPR, *op. cit.* 2010. GTDF, *op. cit.* 2011. CERD, *op. cit.* 2011. CRC, *Contrôle des rapports présentés par les états-parties en vertu du paragraphe 1 de l'article 12 du Protocole facultatif de la Convention sur les Droits des enfants relatif à la vente d'enfants, la prostitution infantile et l'utilisation d'enfants dans la pornographie*, CRC/C/OPSC/MEX/CO/1, 2011. CEDAW, *op. cit.* 2012. CAT, *op. cit.* 2012.

<sup>87</sup> CAT, *op. cit.* 2007, 2012. CCPR, *op. cit.* 2010. GTDF *op. cit.* 2011.

<sup>88</sup> El economista, *SCJN declara constitucional arraigo en delitos graves*, 14/04/2015.

<http://eleconomista.com.mx/sociedad/2015/04/14/scjn-declara-constitucional-arraigo-delitos-graves>. Consulté en ligne le 23/06/2015.

<sup>89</sup> CCPR, *op. cit.* 1999. CAT, rapport sur le Mexique préparé par le Comité dans le cadre de l'article 20 de la Convention et réponse du Mexique, CAT/C/75, 2003. CAT, *op. cit.* 2007.

<sup>90</sup> CCPR, *op. cit.* 2010. GTDF, *op. cit.* 2011. CAT, *op. cit.* 2012.

Carlos Montemayor : Professeur à l'Université et, entre autres, historien, écrivain et spécialiste des mouvements sociaux et politiques au Mexique. Expert proposé par la Commission Interaméricaine. Il a rendu son expertise, parmi d'autres aspects, sur le contexte historique et les mouvements sociaux et politiques pendant ce qui a été nommé « guerre sale » au Mexique ; les supposés systèmes de disparitions forcées et tortures, et la supposée impunité pendant ces années 1960, 1970 et 1980.<sup>91</sup>

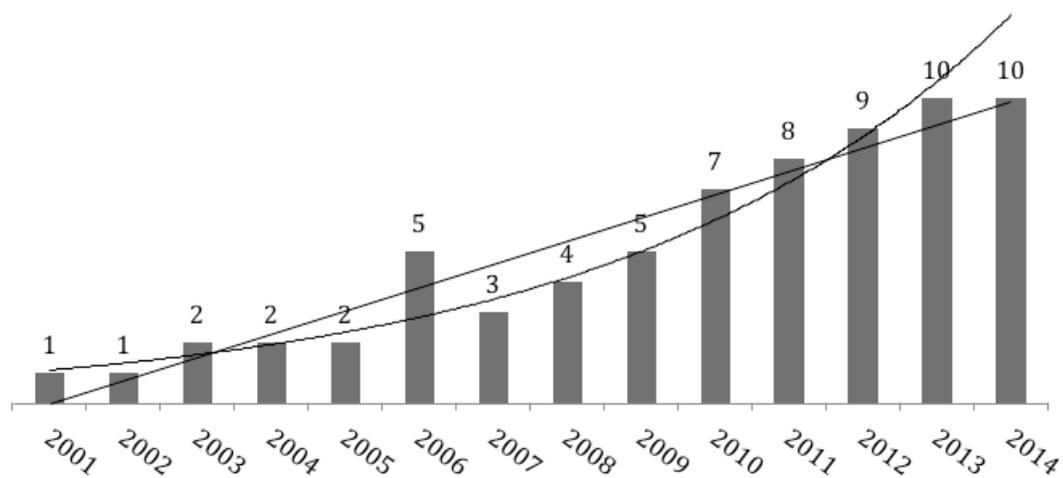
Il paraît que l'influence de la Cour IDH, pourtant très récente, ait été déterminante pour la reconnaissance historique de la *guerre sale*. Est ce que ces hypothèses pourraient-elles trouver une consistance ailleurs que dans les rapports officiels ?

### *1.2.2. Une autre histoire du climat : les rapports d'ONG*

La première chose que nous pouvons remarquer de l'étude du corpus des rapports d'ONG est que près de deux tiers des rapports (44/69) sont postérieurs à l'année 2010. La sélection des rapports d'ONG qu'ont effectués les participants au Tribunal Populaire des Peuples fait une emphase sur l'actualité puisque les années 2013 et 2014 concentrent le plus grand nombre de rapports (20/69).

De taille variable (entre 30 et 250 pages), ces rapports comportent des analyses du cadre juridique en matière de droits humains, et de manière transversale, ils proposent d'aligner la législation du Mexique, tant au niveau des entités fédérées qu'au niveau de la nation, avec les normes internationales auxquelles le Mexique a souscrit.

<sup>91</sup> Cour IDH, Radilla Pacheco vs. Mexique, *op. cit.* 2009




---

***N° 4. Evolution du nombre de rapports d'ONG.***

Probablement tous ces documents, de manière individuelle, jouent un rôle significatif dans la compréhension des processus fins qui pourraient intéresser sociologues, anthropologues et ethnologues des droits humains au Mexique puisque les victimes trouvent un lieu d'expression de très large diffusion.

Un tiers des rapports (24/69) sont issus des trois principales ONG internationales de défense des droits humains. Sur leurs sites Internet respectifs, la Fédération Internationale des Droits Humains (FIDH), Amnesty International (AI) et Human Rights Watch (HRW) présentent le respect de la DUDH de 1948 comme leur principal paramètre d'action. Ces ONG, bien que constituées en réseau international présentes sur l'ensemble du globe, ont leurs sièges sociaux dans trois grandes villes. Le siège social de la FIDH est à Paris, celui d'AI à Londres et celui de HRW à New York ; une centralisation à mettre en liaison avec la puissance économique européenne et états-unienne.

Les autres rapports ont été rédigés par les membres d'associations mexicaines, dont les principales se sont pourvues de branches chargées de l'édition. Douze de ces rapports proviennent du Centro PRODH, six du Centre de Droits Humains « Fray Francisco de Vitoria OP » A.C. (FFVOP) et un seul du Centre de Droits Humains « Fray Bartolomé de las Casas » (FBC). Il s'agit d'associations créées par des religieux dans les années 1980. Les centres PRODH et FBC affichent leur indépendance sur leurs sites Internet ; à l'inverse, le centre

FFVOP affiche un lien vers le site des dominicains au Mexique. Cette association compte aussi, depuis 2011 avec le soutien financier du ministère de développement social (SEDESOL).

Nous trouvons également six rapports de la Commission mexicaine de défense et promotion des droits humains (CMDPDH), membre mexicain de la FIDH ; six rapports de l'association Sin Fronteras IAP, dont le but est de comprendre les migrations, un de l'Institut d'Etudes et de Divulgation sur les Migrations, six du Comité Cerezo, association pour la défense des prisonniers politiques et deux rapports du Collectif d'Avocats et Avocates Solidaires (CAUSA).<sup>92</sup>

La plupart de ces documents que nous avons recueillis se trouvent uniquement rédigés en espagnol, mais la FIDH, AI et HRW publient aussi en d'autres langues, principalement en anglais et en français. Nous avons donc réfléchi à la manière de dégager les traits transversaux d'un corpus trilingue, et c'est ainsi que le concept de *climat-climate-clima* a émergé, pouvant faire l'objet d'une recherche sémantique transversale afin de trouver les occurrences et dégager une liste des termes qui y sont associés.

Comparé au corpus des rapports officiels, celui des rapports d'ONG contient un nombre beaucoup plus important de témoignages et de situations particulières qui ne pourraient pas être décrites en détail dans le cadre de notre exposé. Il est possible toutefois, de dégager quelques traits du conflit qui anime la société mexicaine par les caractéristiques qu'il imprime dans un *climat* qui n'a, à priori, pas grand-chose à voir avec la pluie et le beau temps, le nombre de rapports qui renvoient aux conditions climatiques ou même au changement climatique étant très minoritaire.

<sup>92</sup> La liste complète de tous les rapports classés par ordre chronologique et avec l'adresse Internet de la source en version PDF se trouve en annexe.



Dans cette optique, en ce qui concerne le registre de *l'action*, la sociabilité du Mexique contemporain serait marquée par le harcèlement, la violence, l'hostilité, la criminalisation des contestations et les « violations flagrantes et systématiques des droits humains ».<sup>94</sup> En contrepartie, dans le domaine de la *passion*, nous nous trouvons face à une société largement marquée par la peur et la méfiance: une société qui se sent vulnérable. Le *climat d'impunité* constituerait à cet égard un élément de compréhension des difficultés qui peuvent surgir lorsqu'il s'agit de mettre en rapport les faits de violence et d'intimidation avec des personnes, groupes ou individus responsables.

Nous pouvons constater que le lexique associé ici au *climat* est plutôt négatif. Nous avons toutefois relevé qu'un des rapports décrit un *climat d'attente*; un terme assez neutre, qui coïnciderait avec le début du mandat de Vicente Fox en 2000 qui mit fin à sept décennies d'hégémonie politique du PRI.

Si nous nous arrêtons brièvement sur le premier document de ce corpus classé par ordre chronologique,<sup>95</sup> nous pouvons trouver les expressions suivantes : « climat de peur et méfiance », « climat d'impunité » et « climat de peur ». Nous pouvons ainsi faire remonter la genèse de cette rhétorique au moins à l'année 2001.

En lisant le rapport, nous pouvons lire que le « climat de peur et méfiance » renforcerait « l'impunité du personnel militaire de la région » (l'état de Guerrero). Ensuite, ce rapport fait référence à un discours du début du mandat de Vicente Fox dans lequel il faisait la promesse de « mettre un terme au *climat d'impunité* généré sous les gouvernements antérieurs ». La troisième expression, quant à elle, introduit un passage du document qui fait le récit d'une affaire de détention arbitraire et de torture d'un homme par des soldats. HRW affirme que le « climat de peur » empêcherait les civils de présenter leurs cas devant la justice militaire.

Ainsi, le rôle très contesté de l'armée au Guerrero, l'attribution de la genèse du conflit à l'ancien système PRIste, ainsi que la grande polarisation sociale,

<sup>94</sup> FIDH, *Oaxaca: conflit social et violations aux droits humains*, n° 461/3, octobre 2006. <https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx461e.pdf>. Consulté en ligne le 16/06/2015.

<sup>95</sup> Human Rights Watch, *Injusticia Militar, la reticencia de México para sancionar los abusos del ejército*, Vol. 13, N° 4(B). Décembre 2001. <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico1201sp.pdf>, consulté le 08/06/2015.

jaillissent dans la construction du corpus du TPP comme les caractéristiques contextuelles d'une documentation récente, internationale et de très large diffusion.

Enfin, cette méthodologie nous a permis de remonter jusqu'au discours officiel faisant l'état d'un *climat de froideur et d'antagonisme* : un discours qui correspond tout à fait avec le constat généralisé de polarisation sociale et qui dénote de la participation du gouvernement dans le processus qui tend à cloisonner dans les mentalités, un vaste contexte d'atteintes aux droits humains, des responsables.

Nous avons toutefois remarqué que Vicente Fox utilisa l'expression « climat d'impunité » pour rejeter la responsabilité de la déconstruction du tissu social au Mexique dans l'ensemble de gouvernements du régime PRIiste qui ont précédé le sien avant que le gouvernement de son successeur du même parti (le Parti Action Nationale), nuance ce type de rhétorique *climatique* en 2007.

Nous pensons que des notions telles que le *climat* ou la *crise*, qui dans les documents pris individuellement renvoient une image imprécise pouvant créer un effet de *flou*, peuvent très bien faire l'objet des interrogations directrices de l'étude de corpus. Cette démarche voudrait relever les nuances susceptibles de rendre intelligible un processus auquel participeraient, certainement sans le vouloir, bien d'acteurs sociaux engagés dans l'ouverture pour tous de l'accès à l'exercice des droits humains, et qui consisterait à banaliser en les dénonçant, un ensemble de pratiques courantes contraires au droit, dont la responsabilité qui y est attachée serait rejetée par défaut dans une sphère collective, anonyme et masquée.



## Chapitre 2. De la façon dont le *néolibéralisme* s'est imposé en tant que stratégie de développement

### 2.1. Les meilleurs ennemis de la nation mexicaine

Le processus par lequel les individus et les communautés s'attribuent un rôle dans la construction nationale est problématique. Les mesures que l'État a entreprises pour institutionnaliser des secteurs de la population marginalisés, souvent en contact avec des secteurs carrément rebelles, ont pu revêtir un caractère ambigu. Nous proposons ci-après, quelques traits d'une réflexion historiographique sur la construction nationale appréhendée par ses limites. D'abord, sur la période de réforme agraire nous allons étudier l'évolution de la *question indienne*. Ensuite, nous étudierons comment s'est formé en l'espace d'une génération, le *narco-État* mexicain.

### 2.1.1. *La question indienne et la réforme agraire : Ethnie et propriété de la terre.*

Notre recherche documentaire avec les mots clés *crise* et *Mexique* nous a permis de remonter jusqu'à un article de la presse académique publié en 1931 sur lequel il vaut la peine de s'arrêter pour commencer.<sup>1</sup>

Robert Ricard s'attaque dès l'introduction du texte à la question de la construction nationale au Mexique en ces termes :

D'un chaos ethnique et linguistique, faire une nation : premier problème. À ce premier problème un autre se superpose et se mêle : d'une communauté de castes, faire une démocratie.

Il s'agit ci-dessus du *problème indien*, l'équivalent pour les politiciens de la *question indienne* des chercheurs en sciences sociales, même si les termes peuvent être interchangeables dans la littérature. La notion renvoie aujourd'hui au processus en amont d'institutionnalisation des populations indigènes, dont le reflux en aval correspondrait à la marginalisation des individus qui s'identifient dans leur appartenance à une communauté autochtone. Vicente Fox affirma lors d'un débat télévisé pour la présidentielle de 2000 qu'il pouvait résoudre le problème au Chiapas en un quart d'heure ; il était question là aussi du *problème indien*, qui en juin 2015 n'a pas trouvé de solution.<sup>2</sup>

Ricard attribue la genèse du problème au retrait de la tutelle de l'Église sur l'ensemble des populations indigènes dont elle aurait assuré le développement économique et moral pendant toute l'époque moderne et jusqu'à l'époque des *lois*

<sup>1</sup> Ricard Robert, L'« incorporation » de l'Indien par l'école au Mexique, *Journal de la Société des Américanistes*, vol. 23 n° 1, 1931, pp. 47-70.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jsa\\_0037-9174\\_1931\\_num\\_23\\_1\\_1084](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jsa_0037-9174_1931_num_23_1_1084).

<sup>2</sup> Le 25 juin 2015, l'Organisation de la Société Civile Las Abejas au Chiapas dénonçait l'assassinat d'un de ses membres par des paramilitaires. Le fait est passé pratiquement inaperçu dans les médias traditionnels, même locaux. Il a été relayé sur les réseaux sociaux.

<http://espoirchiapas.blogspot.fr/2015/06/grupo-de-7-individuos-con-ropa-militar.html>

*de réforme*, période qui s'étale de 1855 à 1863 et dont l'issue la plus importante a été la séparation de l'Église et de l'État.

L'approche relayée par Ricard est celle qui associe en les opposant, construction nationale et indianité. Ce fut pendant longtemps le courant historiographique dominant. En 1994, Henri Favre, rédacteur des *Annales* proposait une analyse de ce courant, par rapport auquel il se place en rupture:

Les «guerres de castes» que déclenche par contrecoup l'invasion américaine ont le même effet qu'allaient avoir au Pérou, quelque trente ans plus tard, les grandes mobilisations indigènes provoquées par l'occupation chilienne pendant le conflit du Pacifique. Elles manifestent l'Indien comme problème et la nation comme chantier. En même temps, elles conduisent à penser le problème indien, non dans l'absolu, mais en fonction de la question nationale, et à partir du rapport d'incompatibilité entre indianité et nationalité qu'elles contribuent à établir dans les esprits. L'approche du problème indien, qui se voudra résolument « scientifique », c'est à dire, fondée sur l'analyse de la réalité, s'opérera dans la perspective ouverte par le positivisme avec lequel conflue le libéralisme dès le début des années 1860, et qui deviendra plus tard l'idéologie officielle du régime porfirien.<sup>3</sup>

L'approche « scientifique » a trouvé un vecteur de diffusion très important dans l'ouvrage de Francisco Pimentel : *Mémoire sur les causes à l'origine de la situation actuelle de la race indigène au Mexique et sur les moyens de lui porter remède* paru en 1864 qui préconisait, en vue de l'*incorporation* des indiens, la généralisation de la propriété individuelle, le renforcement de la morale catholique, l'égalité civile et l'imposition du castillan. Ricard n'a pas manqué de remarquer la ressemblance de ce programme (à l'exception du point concernant la morale catholique) avec celui des révolutionnaires du premier tiers du vingtième siècle dont Andrés Molina Enriquez et José Vasconcelos ont repris notamment la vision racaliste-raciste, prônant l'avènement de la *race métisse* (mélange d'indigènes et de blancs uniquement) comme le moyen privilégié de la construction de la nation mexicaine. Molina participa à la rédaction de la réforme agraire de 1915 devenue l'article 27

<sup>3</sup> Favre Henri, *Race et nation au Mexique. De l'indépendance à la révolution*, In : *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 49<sup>e</sup> année, N° 4, 1994. pp. 951-976.  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess\\_0395-2649\\_1994\\_num\\_49\\_4\\_279302](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1994_num_49_4_279302).

de la *Constitution de 1917* sur la propriété nationale des terres, tandis que Vasconcelos, premier secrétaire d'éducation publique sous la présidence d'Obregón, a créé les postes de professeurs missionnaires en 1921. Leur idéologie se place en continuité avec celle de la période porfirienne dont la loi de 1906 rédigée par Enrique Clay Creel Culty est représentative. À ce sujet Favre commente :

Creel affirme que le problème indien est « essentiellement lié à la terre » pour déclarer immédiatement après que les mesures par lesquelles il entend le résoudre ont pour objet d'élever « une race inférieure » au niveau de « la race supérieure ». <sup>4</sup>

Sans commenter davantage les motivations racistes des élites mexicaines de l'époque nous pouvons ajouter que ces mesures sont liées à l'éducation des masses rurales et c'est précisément dans ce contexte postrévolutionnaire qu'ont été créés les premières écoles normales rurales régionales, dont celle d'Ayotzinapa inaugurée en 1926 ; mais les principales mesures ont surtout concerné la redistribution des terres afin d'arrêter le fonctionnement du système des *haciendas*, ou latifundia mexicaines connues notamment par la pratique généralisée consistant à endetter les paysans dans les *tiendas de raya*, les réduisant ainsi à un stade très proche de la servitude.

Jean Sirol estimait en 1963 qu'avant la période révolutionnaire « la quasi-totalité des superficies cultivables était dans les mains de 834 grands propriétaires fonciers, dont certains possédaient des domaines de 50, 80, 100 000 ha et plus ». <sup>5</sup> Sirol fait ensuite un historique des discours proclamant l'échec de la réforme agraire.

La réforme agraire, ce mouvement commencé en 1911 par l'application intégrale du *Plan de Ayala* de Zapata dans l'État de Morelos, a progressivement été institutionnalisé avec la loi de 1915, l'article 27 de la Constitution de 1917 et le Code agraire de 1934, la création du Secrétariat de la Réforme Agraire (SRA) en

<sup>4</sup> *Idem.*

<sup>5</sup> Sirol Jean, *La réforme agraire et les difficultés de l'agriculture collective au Mexique*, In : *Tiers-Monde*, 1963, tome 4 n° 15, pp. 407-417.  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1963\\_num\\_4\\_15\\_1346](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1963_num_4_15_1346)

1970, unité ministérielle transformée en 2013 en Secrétariat de Développement Agraire, Territorial et Urbain (SEDATU) et une autre loi de réforme agraire en 1971. Ainsi, propriété individuelle et collective (sous la forme d'*ejidos*) coexistent dans un cadre juridique qui permet la distribution des terres ; processus qui se fit principalement à travers des décrets présidentiels.

Pour expliquer la « crise actuelle » Sirol a attribué, en partie, l'« échec » de la réforme à « l'ombre de Malthus (qui) s'étend sur la si belle, mais si souvent désertique campagne mexicaine » avant de ponctuer que « La loi de sélection naturelle se fait jour même dans les systèmes communautaires », en référence explicite aux *kolkhoze* soviétiques. Puis il ajouta :

D'une enquête récente, il ressort que l'*éjidatario* travaille en moyenne 180 jours par an, soit un jour sur trois. Le président Calles était bon prophète lorsqu'il écrivait en 1930 : « Nous développons la fainéantise. » (...) L'Indien a plus le sens du loisir et de la joie de vivre dans l'immédiat, fût-ce pauvrement, que celui de l'augmentation de son niveau de vie dans l'avenir.

En fait, dans sa conclusion, Sirol effectue un lien inexpliqué entre l'*éjidatario* et l'*Indien*, le traitant de fainéant sur la base d'un calcul mathématique malheureux sous la plume d'un professeur agrégé, enseignant à l'UNAM et devenu attaché culturel de l'ambassade française au Mexique. Nous avons ici un exemple d'un discours qui transmet la conception élitiste du *mauvais pauvre*, celui qui accapare les allocations et a beaucoup d'enfants, en opposition au *bon pauvre* qui en acceptant la fatalité de sa condition, essaye quand même de s'en tirer.<sup>6</sup> Jusqu'au troisième tiers du vingtième siècle, une approche bien implantée dans l'académie veut trouver les causes de la crise agraire au Mexique dans les attitudes et les intentions des paysans.

En 1977, Jean Revel-Mouroz constate aussi une situation de *crise*, qu'il oppose au *miracle mexicain* des années 40, 50 et de la première moitié des années 60. Il rejoint Sirol dans l'attribution des causes de la *crise* à des parcelles trop

<sup>6</sup> Soria Víctor, *Crecimiento económico, salarial, crisis y pobreza en México, II Congreso nacional de sociología del trabajo*, 1998. [http://victorsoria.com.mx/downloads/relacion\\_salarial/4.pdf](http://victorsoria.com.mx/downloads/relacion_salarial/4.pdf)

petites, aux conséquences de l'explosion démographique mais insiste sur le manque d'investissements.<sup>7</sup>

Une estimation plus récente, estime qu'entre 1917 et 1991, la moitié des terres agricoles du pays aient été distribuées dans le cadre de la réforme agraire avant la période des réformes *néolibérales* promues par les organismes internationaux de financement suite aux *crises* de 1976, pendant laquelle la valeur du peso s'est réduite de moitié par rapport au dollar et surtout la *crise* globale de 1982.<sup>8</sup>

Les analyses récentes, dont celle de Sarah Hamilton, associent « basse productivité et corruption politique », une approche dont seraient précurseurs les travaux de De Walt, Rees et Murphy.<sup>9</sup>

Finalement, en 2015, Miguel Rodriguez voyait dans la réforme agraire le moyen qu'aurait trouvé l'État pour rallier les paysans à la construction nationale.<sup>10</sup> Dans son analyse historiographique, il affirme que la *question indienne* a été méticuleusement évacuée des discours révolutionnaires, ces derniers ayant été plutôt orientés vers une approche de lutte des classes, ce qui correspondrait avec la « théorie du factionnalisme révolutionnaire » de James Cockroft. Il explique aussi qu'une historiographie *rebelle* (Adolfo Gilly et la *Révolution interrompue*) situerait la Révolution uniquement au niveau de la révolte paysanne de Villa et de Zapata, approche confluant dans une certaine mesure avec le courant animé par Arnaldo Córdova qui proposait que ces mouvements étaient de toutes façons voués à l'échec du fait de leur perspective régionaliste, incompatible avec le modèle dominant des relations internationales relayé principalement par les élites urbaines.

<sup>7</sup> Revel-Mouroz Jean, Au Mexique : développement agricole et crise agraire au terme de la présidence Echeverría, In : *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 28, 1977, La terre et les paysans en Amérique latine. pp. 245-258.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/carav\\_0008-0152\\_1977\\_num\\_28\\_1\\_2089](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/carav_0008-0152_1977_num_28_1_2089)

<sup>8</sup> Hamilton Sarah, Neoliberalism, Gender, and Property Rights in Rural Mexico, In : *Latin American Research Review*, vol. 37, n° 1, 2002, pp. 119-143. <http://www.jstor.org/stable/2692106>

<sup>9</sup> De Walt Billie R., Murphy Arthur D, Rees Martha W, The End of Agrarian Reform in Mexico: Past Lessons, Future Prospects, in: *Transformations of Rural Mexico*, n° 3, Center for U.S.-Mexican Studies, University of California, San Diego, 1994.

<sup>10</sup> Rodriguez Miguel, El siglo XX mexicano : la bola, la Revolución, la guerra civil, *Amnis*, 2015. <http://amnis.revues.org/2338>

La présidence de Carlos Salinas de Gortari (de décembre 1988 à décembre 1994) apparaît comme un tournant dans le façonnement des structures de l'économie mexicaine. En citant De Walt, Rees et Murphy, Hamilton écrit :

En 1992, l'administration du Président Carlos Salinas de Gortari orchestra les réformes à l'Article 27 de la Constitution permettant la privatisation et la vente de propriétés *ejidales*. Ce que certains ont appelé « la fin de la réforme agraire ».<sup>11</sup>

Ce fut en effet un pas décisif vers la fin de la réforme agraire. Mais le Secrétariat de la Réforme Agraire n'a été disparu formellement qu'en 2013 sous la présidence de Peña Nieto.

### 2.1.2. *La formation du narco-État.*

La réforme agraire peut expliquer en partie le soutien des masses paysannes envers le régime PRIste. Pourtant, la fin de la réforme agraire n'a pas coïncidé avec la fin du régime. Trois mécanismes concomitants dans la structure du PRI offrent les clés de compréhension de la continuité qui s'opéra lors des élections très contestées de 1988 et de 1994. Premièrement, il s'agit du *dedazo* : rituel par lequel le président sortant désigne son successeur au sein du parti,<sup>12</sup> pratique efficace depuis l'époque de Calles et Obregón jusqu'aux élections de 1994 ; inutile, par ailleurs, de s'étaler sur le caractère autoritaire de cette pratique.

Le deuxième aspect concerne l'importance des liens de clientèle organisés autour des *charros*, les dirigeants des plus grands syndicats mexicains : CTM, CNC et Confédération Révolutionnaire Ouvrière et Paysanne (CROC) notamment, dont les réseaux continuent de fournir une grande partie des cadres du PRI.<sup>13</sup> La structure corporatiste est à la base d'une série de *pactes* qui mettent en lumière le

<sup>11</sup> Hamilton Sarah, *op. cit.* p. 121.

<sup>12</sup> Monsivais Carlos, *La era del PRI y sus deudos*, *Letras Libres*, août 2000

<sup>13</sup> Roman Richard, Velasco Arregui Edur, *The State, the Bourgeoisie, and the Unions : The Recycling of Mexico's System of Labor Control*, *Latin American Perspectives*, vol. 33, n° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012 : Neoliberalism, Social Movements, and Electoral Politics, pp. 95-103, 2006. <http://www.jstor.org/stable/27647924>

fonctionnement d'un système centralisé, outil du contrôle des masses laborieuses du Mexique et qui permit en grande mesure que l'alternance en 2000 et le retour du PRI en 2012 se déroulent dans une stabilité politique relative.<sup>14</sup> López Portillo (1976-1982) a promu l'« Alliance pour la Production », ensuite Miguel de la Madrid (1982-1988) proposa le Pacte pour la Croissance Économique, que Salinas de Gortari (1988-1994) prolongea en tant que Pacte pour la Stabilité et la Croissance Économique et que Ernesto Zedillo (1994-2000) renouvela sous le nom de Pacte pour le Bien-être, la Stabilité et la Croissance, mais suite à la mort en 1997 de Fidel Velazquez, dirigeant de la CTM pendant un demi-siècle, Zedillo renégocia en 1998 un Accord de Coopération et Consultation des Secteurs Productifs. Ensuite, les gouvernements du PAN signèrent les Pactes de Chapultepec, dont le premier eut pour différence notable avec ses ancêtres d'être promu originalement par Carlos Slim, l'homme d'affaires le plus riche d'Amérique latine.

Le troisième mécanisme, « considéré comme un effort réalisé par la bureaucratie politique en vue de conclure un *pacte social* aussi bien avec la paysannerie marginale qu'avec les chômeurs et les travailleurs intermittents de la ville »<sup>15</sup> est un programme de redistribution que présenta Salinas comme un moyen pour réduire la pauvreté au Mexique. Il s'agit du Programme National de Solidarité (PRONASOL), transformé par les gouvernements successifs en Progresa, puis en Oportunidades et plus récemment en programme Prospera.<sup>16</sup> Guillermo Trejo et Robert Kaufman ont publié en 1997 une analyse de la manière dont ce programme a été utilisé par Salinas pour créer une base électorale à travers

<sup>14</sup> En octobre 2013, Richard Roman a publié une lettre ouverte adressée au Secrétaire des Affaires Étrangères (SRE) et à la Directrice Adjointe de Développement Scientifique du Conseil National de Science et Technologie pour dénoncer les raisons politiques à l'origine de l'expulsion du Dr. Edur Velasco Arregui du Système National de Recherche (SNI). La lettre, cosignée par plus de 120 chercheurs de renommée internationale se trouve en annexe.

<sup>15</sup> Soria Victor M., Nouvelles politiques d'ajustement et de re-légitimation de l'État au Mexique. Le rôle du « pronasol » et de la privatisation des entreprises publiques, In : *Tiers-Monde*, tome 34 n° 135, La réhabilitation de la demande. Points de repère et analyse appliquée, 1993, pp. 603-623.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1993\\_num\\_34\\_135\\_4782](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1993_num_34_135_4782)

<sup>16</sup> Hernández Alejandro, Cuando Pronasol, Progresa, Oportunidades, Prospera, (Y los pobres ?) de México, *El Financiero*, 04/09/2014.

[www.elfinanciero.com.mx/opinion/cuando-pronasol-progresa-oportunidades-prospera-y-los-pobres-de-mexico.html](http://www.elfinanciero.com.mx/opinion/cuando-pronasol-progresa-oportunidades-prospera-y-los-pobres-de-mexico.html) Consulté en ligne le 03/07/2014.

le réseau d'un nouveau « *cacicazgo* » qui eût pour conséquence de transférer une part importante du pouvoir central dans les régions, renforçant par ce biais le caractère autoritaire du régime.

À de nombreux égards, il (Manuel Cavazos, le responsable du programme) avait commencé à agir comme un chef politique traditionnel, harcelant les opposants et compressant les médias locaux.<sup>17</sup>

Les programmes de redistribution et le fonctionnement du système corporatiste forment le cadre structurel des mécanismes d'incorporation des réseaux économiques marginaux, souterrains ou informels, dans l'appareil institutionnel. Ce phénomène couramment désigné au Mexique par le terme *collusion*,<sup>18</sup> est à l'origine du transfert des rapports politiques de la sphère institutionnelle vers la voie armée. Les conséquences de la dérégulation de l'économie régionale en Amérique du nord concrétisé par l'entrée en vigueur de l'ALENA le premier janvier 1994 offrirent le complément fonctionnel de l'enracinement des cartels (syndicats de criminels) jusque dans le noyau du système politique mexicain.<sup>19</sup>

À cet égard, en 1999 Jean Rivelois analysa le rapport qui existe entre autonomisation régionale des ressources « légales et illégales » et utilisation des programmes sociaux. Il expliqua ainsi la « division des fonctions entre le centre et la marge : les politiques commandent et les *narcos* font du commerce avec l'autorisation des premiers », en soulignant que « les clans criminels profitent de la libéralisation des échanges », un processus allant de pair avec le développement de l'économie informelle, zone de contact perméable avec l'économie souterraine,

<sup>17</sup> Kaufman Robert R., Trejo Guillermo, Regionalism, Regime Transformation, and PRONASOL: The Politics of the National Solidarity Programme in Four Mexican States, In: *Journal of Latin American Studies*, vol. 29, n° 3, Octobre 1997, pp. 717-745, Cambridge University Press  
<http://www.jstor.org/stable/158357> consulté en ligne le 23/04/2015.

<sup>18</sup> Berrtussi Guadalupe Teresinha, « Guerra » contra el narcotráfico en México y las vicisitudes de la prensa escrita, *Revista Historia* vol. 2 N° 3, 2012  
<http://www.produccioncientifica.luz.edu.ve/index.php/historia/articulo/viewFile/14630/14608>

<sup>19</sup> Rivelois Jean, Drogue, corruption et métamorphoses politiques, application à une comparaison Mexique-Brézil, In : *Tiers-Monde*, tome 40 n° 158, pp. 271-296, 1999.  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_1293-8882\\_1999\\_num\\_40\\_158\\_5305](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_1999_num_40_158_5305)

situées à l'intérieur et à l'extérieur du « système juridico-politico-économique » respectivement.

José Luis Solís González a décrit dans ses travaux « l'hypertrophie du secteur informel » et en référence à l'œuvre de Peter H. Smith sur le trafic de drogues au Mexique (1997), il affirmait en 2012 que :

L'actuel modèle économique néolibéral, fondé sur l'ouverture externe, ainsi que le système corporatiste hérité de l'époque du « nationalisme révolutionnaire » on créé un terrain propice pour l'émergence d'une économie, d'une société et d'institutions pénétrées et contrôlées de manière croissante par le narcotrafic et, en général, par les divers syndicats (cartels) du crime organisé.<sup>20</sup>

Le constat d'une plus grande participation des réseaux mafieux dans la sociabilité mexicaine au cours du dernier quart de siècle poserait le problème de la légitimité de l'ensemble des institutions, reposant selon Solís « sur des contenus politiques, sociaux et culturels hétérogènes, comme le corporatisme et le clientélisme (...) s'appuyant sur la violence et la répression institutionnalisée ».

Lors du 23<sup>e</sup> Congrès mondial de science politique 2014 organisé par l'Association Internationale de Science Politique (IPSA), Omar Pineda Luna et Arturo García Mata proposaient une analyse du Mexique à travers la notion de gouvernance.<sup>21</sup> Cette rencontre académique qui fait une place importante aux approches de jeunes chercheurs et chercheuses offre un aperçu d'un certain nombre d'approches novatrices dans l'étude du politique et des relations internationales. La grille d'analyse de Pineda et Luna proposait d'englober non seulement la question de la légitimité ; mais à partir d'un certain nombre de définitions de gouvernance, traiter des questions de stabilité politique, efficacité gouvernementale, politiques sociales et des médias. Ils analysèrent aussi les conditions dans lesquelles le gouvernement de Peña Nieto a promu les réformes

<sup>20</sup> Solís González José Luis, L'état narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique, *Revue Tiers Monde*, n° 212, pp. 173-188, 2012.

<http://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-4-page-173.htm>

<sup>21</sup> Pineda Luna Omar & García Mata Arturo, Crisis of governance in Mexico from President Felipe Calderón to Enrique Peña Nieto, *IPSA Annual Meeting*, Montréal, 2014

[http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_36719.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_36719.pdf)

de l'éducation, le travail, l'énergie, les médias, la politique fiscale et du système politique et électoral. Ces réformes dont l'agenda a été tracé par les dirigeants du PRI, du PAN et du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) lors de la signature du « Pacte pour le Mexique » le jour suivant l'investiture de Peña Nieto, de manière générale ne comptent pas avec le soutien de la majorité de la population et au contraire, ont fait l'objet, au fur et à mesure qu'elles ont été présentées, d'importants mouvements d'opposition confrontés à la violence de l'État.

Parmi les chiffres clés qu'ils présentèrent nous avons relevé la proportion de l'économie informelle, qui correspondrait en 2013 d'après l'Institut National de Statistique et Géographie (INEGI) à la moitié des échanges à l'intérieur du pays. Leur étude montra que parmi les défis majeurs que le gouvernement mexicain doit affronter, outre la régulation du travail, se trouve la récupération du monopole de la violence légitime, partagée avec les membres du crime organisé et des groupes d'autodéfense ou polices communautaires. Il faut ajouter à ces groupes récents, la prévalence des gardes blanches, groupes paramilitaires des grands propriétaires fonciers du sud du pays, ainsi qu'entreprises de sécurité privées nationales et désormais internationales agissant dans le territoire du Mexique. Il faut cependant apporter une palette de nuances par rapport à la place de ces groupes, parce que les entreprises de sécurité agissent de façon légale et se placent ainsi sur une extension du monopole de la violence légitime de l'État. En revanche, groupes paramilitaires et de narcotrafiquants, pouvant agir aussi avec le soutien du gouvernement, se placent sur une extension irrégulière du droit régalien de police.

Concernant les groupes d'autodéfense, leur apparition serait récente, datant du début de l'année 2013 dans l'État de Michoacán. Le modèle d'organisation des autodéfenses, incorporant branches armées, unités fiscales, cours de justice et centres de détention agissant toutes au niveau des municipalités s'est rapidement développé au Michoacán et au Guerrero. Le gouvernement mexicain s'est ainsi vu contraint de mettre en place des initiatives pour régulariser les armes et les structures de commandement des autodéfenses avec un succès mitigé. Leur multiplication reflète l'incapacité de l'État d'assumer un droit régalien peut être plus fondamental, qui est celui de rendre justice.

En citant les travaux de Diego Osorno sur le Cartel de Sinaloa, Solís González situa l'apparition des cartels « dès les années vingt du XX<sup>e</sup> siècle, où la bourgeoisie agraire de l'État de Sinaloa, dans le nord-ouest du pays, s'empare par la violence de la profitable affaire de la production de gomme d'opium (...) et de la marijuana »<sup>22</sup> mais leur développement a été tel que le chef de ce groupe, Joaquín Guzmán surnommé El Chapo, a été classé dans le palmarès des hommes les plus puissants de la planète de la revue Forbes de 2009 à 2014.<sup>23</sup> Les cartels de narcotrafiquants se sont multipliés et les niveaux de violence au Mexique s'expliquent en partie par l'affrontement entre cartels concurrents, qui ayant diversifié leurs activités (extorsion, kidnapping, invasion de terres, assassinats commandités, disparitions forcées, trafic de personnes –femmes, enfants et migrants principalement- trafic d'organes, trafic d'armes, terrorisme et blanchiment d'argent) s'affrontent afin d'occuper les principales voies commerciales reliant les ports, les zones de production dans les montagnes, grandes villes et frontières.

La première édition de l'Indice Global d'Impunité, une étude du Centre d'Études sur l'Impunité et la Justice de l'Université des Amériques à Puebla, dirigé par Juan Le Clercq et Gerardo Rodríguez et publié en avril 2015 montre qu'au Mexique le système judiciaire est incapable d'enquêter et juger la majorité des affaires qui lui parviennent.<sup>24</sup>

Revient de cette façon une question qui avait été soulevée au premier chapitre. Est-ce que l'action croissante de la Cour IDH peut être envisagée comme une manière de suppléer au manque de justice constaté de manière récurrente ? Peut-on envisager un rapport entre désengagement de l'État de la

<sup>22</sup> Solís González José Luis, La violence au Mexique : État narco, crime organisé et « groupes d'autodéfense » communautaires dans l'État de Michoacán, In : *Recherches Internationales*, n° 99, pp. 113-138, 2014.

[http://www.researchgate.net/profile/Jose\\_Solis\\_Gonzalez/publication/266318152\\_LA\\_VIOLENCE\\_A\\_U\\_MEXIQUE\\_TAT\\_NARCO\\_CRIME\\_ORGANIS\\_ET\\_GROUPES\\_D'AUTODEFENSE\\_COMMUNAUTAIRES\\_DANS\\_LTAT\\_DE\\_MICHOACAN/LINKS/542C67B30CF277D58C7F47.pdf](http://www.researchgate.net/profile/Jose_Solis_Gonzalez/publication/266318152_LA_VIOLENCE_A_U_MEXIQUE_TAT_NARCO_CRIME_ORGANIS_ET_GROUPES_D'AUTODEFENSE_COMMUNAUTAIRES_DANS_LTAT_DE_MICHOACAN/LINKS/542C67B30CF277D58C7F47.pdf)

<sup>23</sup> Estevez Dolia, Mexican Drug Lord El Chapo Guzmán Out Of Most Powerful People Ranks, *Forbes*, 11/05/2014. <http://www.forbes.com/sites/doliaestevez/2014/11/05/mexican-drug-lord-el-chapo-guzman-out-of-most-powerful-people-ranks/> Consulté en ligne le 04/07/2015.

<sup>24</sup> Le Clercq Ortega Juan Antonio, Rodríguez Sánchez Lara Gerardo, *Índice Global de Impunidad*, Fundación Universidad de las Américas Puebla, 2015.

sphère économique et abandon du monopole de la violence légitime ? Quelles en seraient les implications en termes de légitimité et de gouvernance ?

## **2.2. Le néolibéralisme: une école de la gestion des crises.**

À condition de marquer leurs limites respectives, les théories récentes plus ou moins orthodoxes de l'économie et des relations internationales (RI) forment un modèle qui peut rendre compte assez bien des processus par lesquels s'intensifient les migrations, les échanges de capitaux, de marchandises et d'information à l'échelle de la planète, ce que nous appelons communément mondialisation. Ci-après, nous tracerons les évolutions récentes de cette historiographie afin d'observer le Mexique; d'abord en mesurant l'adhésion relative des principaux courants théoriques contemporains vis à vis du *consensus de Washington* du dernier quart de siècle, puis en faisant une étude par secteur des dynamiques lors de la Grande Récession. Cette analyse est essentielle pour comprendre le principal conflit au Mexique, concernant le soutien aux politiques dites *néolibérales*.

### *2.2.1. Capitalisme ou capitalismes ? La controverse autour du Consensus de Washington*

Le Mexique est devenu aujourd'hui un cas d'école dans l'étude des crises économiques. À partir de 1935 les politiques d'industrialisation par substitution des importations (ISI) ont soutenu une croissance moyenne de 6% du PIB pendant près de cinq décennies au bout desquelles le pays entra dans un processus *cyclique* de surendettement du secteur privé. En 1976 une dévaluation assez spectaculaire du peso fut la marque la plus visible de la première crise économique de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La croissance économique s'arrêta, tout comme les investissements privés. La dette extérieure avait quadruplé en cinq ans révélant l'épuisement d'un système en désaccélération depuis le milieu des années

1960.<sup>25</sup> En 1982 une nouvelle crise économique atteignait l'ensemble des pays d'Amérique latine. Les banques cessèrent de prêter et leur manque de liquidité devint évident. La solution a été de recourir aux prêts du FMI. Boughton raconte que le « vendredi 13 août (1982), les principaux fonctionnaires des finances arrivèrent à Washington pour rencontrer leurs homologues états-uniens et les supérieurs hiérarchiques du Fonds ». <sup>26</sup> C'est à l'occasion de cette crise qu'ont été créés les bons Brady qui fusionnent de la dette d'origine douteuse avec des actifs réguliers dans des produits financiers hybrides disponibles dans les marchés boursiers. Cette invention, en combinaison avec un prêt en dollars de la part du FMI, a réussi à stabiliser temporairement l'économie mexicaine au cours de l'année 1989, néanmoins, l'année 1982 a marqué le début de la *décennie perdue* et de la période des crises de l'économie mexicaine.

En 1994, une nouvelle crise se déclencha. Les classes moyennes gardent un souvenir amer et une grande frustration de cette *crise*, connue sous le nom d'*erreur de décembre* d'après l'expression du président sortant Salinas qui en attribuant la crise à une erreur politique du président entrant Zedillo, voulait minimiser l'étendue d'une conjoncture économique et politique désastreuse.<sup>27</sup>

Afin de mettre en contexte les troubles de cette période, il est indispensable de faire référence à quatre événements de l'année 1994 résumés dans ce paragraphe d'Elsa Carrillo-Blouin :

Il s'est produit, il est vrai, une certaine accalmie entre 1990 et 1993. Cependant, ce calme cachait une tempête qui a éclaté au lendemain de la signature du Traité de Libre Commerce avec les États-Unis, en janvier 1994, avec le soulèvement zapatiste qui, encore plus que 1968, a été largement évoqué par la presse internationale et, mieux qu'en 1968, par la presse nationale. En parallèle avec ce mouvement, toute une série d'assassinats et de persécutions d'hommes politiques haut

<sup>25</sup> Hector Cary, Crise économique, classe ouvrière et système de domination au Mexique (1983-1987), *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 6 n° 1, pp. 131-154, 1988. <http://id.erudit.org/iderudit/1002043ar>.

<sup>26</sup> Boughton James M., From Suez to Tequila: The IMF as Crisis Manager, *The Economic Journal*, vol. 110, n° 460, 2000, pp. 273-291. <http://www.jstor.org/stable/2565658>

<sup>27</sup> Dans Rea Rodriguez Carlos Rafael, Le barzonisme : un dispositif identitaire complexe en action dans le Mexique contemporain, *Le Mouvement Social*, n° 226, pp. 31-47, 2009, <http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2009-1-page-31.htm>, nous pouvons lire qu'« en 1995 10 000 entreprises ont disparu, 1 million de Mexicains ont perdu leur emploi, 10 millions de personnes se sont retrouvées en deçà du seuil de pauvreté ».

placés et non éclaircis jusqu'à présent a eu lieu, entre autres l'assassinat, en mars 1994, du candidat officiel du PRI à la présidence, Luis Donaldo Colosio, qui présentait sa candidature afin de succéder au signataire du TLC, Carlos Salinas de Gortari ; et, en septembre de la même année, du président de l'époque du « tout-puissant » PRI, José Francisco Ruiz Massieu.<sup>28</sup>

D'après Strom Thacker, « l'assassinat de Colosio a porté le coup fatal à la confiance des investisseurs, et déclencha l'envol rapide de capitaux ».<sup>29</sup> Il expliqua dans l'article cité que pour faire face à cette situation, le gouvernement a émis des bons indexés sur la valeur du dollar, sans compter sur la panique qu'allait provoquer l'annonce de la dévaluation du peso, d'où l'expression *d'erreur de décembre*.

La crise de surendettement du secteur privé de 1982 et celle de 1994 d'hypertrophie de la dette souveraine ont fait l'objet toutes les deux de la même cure de liquidité en dollars, ce qui aurait obligé le gouvernement mexicain à « assumer avec un plus grand zèle les préceptes du Consensus de Washington ».<sup>30</sup> Pourtant, rien ne laissait présager à l'époque que le gouvernement réagirait à une crise du capitalisme avec *plus de capitalisme*, si l'on reprend l'expression d'Evo Morales. L'ouverture sans mesure de l'économie mexicaine n'allait pas de soi, et il s'agirait pour nous de retracer la façon dont s'est construit ce processus, surtout que d'après Stéphanie Golob, avant les années 1990, le Mexique avait construit son identité nationale dans l'opposition aux États-Unis.<sup>31</sup>

Pour répondre à cette problématique elle développa la notion de *policy frontiers* que nous proposons de traduire par *frontières de principe*. Elle les définit comme des « barrières érigées par des idées, sacrées et portées par l'histoire, de souveraineté, sécurité et identité nationale, rendant certains choix indisponibles en

<sup>28</sup> Carrillo-Blouin Elsa, Les temps modernes et la violence d'État : Octobre 1968 au Mexique, GIS Réseau Amérique latine, 2005. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00121243>

<sup>29</sup> Thacker Strom C., NAFTA Coalitions and the Political Viability of Neoliberalism in Mexico, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 41, n° 2 pp. 57-89, Center for Latin American Studies at the University of Miami, 1999. <http://www.jstor.org/stable/166407>

<sup>30</sup> Flores Paredes Joaquín, Rojas Ortiz Mariana, Crisis financiera global 2007-2010: diferencias para enfrentarla en México y Estados Unidos. *Revista Universitaria Digital de Ciencias Sociales*, UNAM, 2015. <http://distancia.cuautitlan2.unam.mx/rudics/?p=1006>

<sup>31</sup> Golob Stephanie R., Beyond the Policy Frontier: Canada, Mexico, and the Ideological Origins of NAFTA, *World Politics*, vol. 55, n° 3 pp. 361-398, Cambridge University Press, 2003. <http://www.jstor/stable/25054227>

tant qu'options *normales* ». Cette notion, reflet de la raison d'État, permettrait d'expliquer comment se construisent des *ponts idéologiques* : amalgames discursives comportant des éléments sécuritaires, culturels et économiques, permettant aux détenteurs du pouvoir étatique d'aller au delà de ces *frontières de principe* pour profiter d'une conjoncture critique et d'un choc externe afin de transformer une option inexistante, en la *seule* possibilité de survie du projet national.

En courant le risque de trop simplifier une théorie dont l'efficacité repose justement sur toutes les nuances qu'elle arrive à imprimer, nous pouvons toutefois dégager dans cette analyse l'importance du rôle qu'a joué un groupe de technocrates issus d'une « nouvelle génération d'étudiants allant à l'étranger pour des doctorats<sup>32</sup> et embauchés par l'État dès leur retour » dont le chef de file était « Carlos Salinas de Gortari – un technocrate formé à Harvard connu pour son enthousiasme pour la réforme de l'économie de marché ». Il aurait profité, d'après Golob, de « la chute du mur de Berlin à la fin de 1989 comme d'un choc exogène plus pertinent que la crise de 1981-82 » pour transmettre un discours officiel centré sur le besoin d'attirer les investissements étrangers et de développer la diversification de leur origine afin d'augmenter l'envergure internationale du Mexique.

D'un point de vue analytique, une théorie des RI faisant intervenir des *conjonctures critiques* et des *chocs* poserait, selon nous, le problème du terrorisme d'État et de la position stratégique des médias dans la définition de la raison d'État pour l'élaboration des politiques publiques. Ce sont des questions que nous laisserons de côté pour l'instant afin de signaler plutôt un creux de cette théorie, qui correspondrait au contenu programmatique de la stratégie dont il est question. Revenons alors à l'analyse de Thacker pour qui :

<sup>32</sup> Dans Montemayor Carlos, Tinker Salas Miguel, Which PRI Wants to Win the Election?, *Latin American Perspectives*, vol. 33 n° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012: Neoliberalism, Social Movements, and Electoral Politics, pp. 90-93, Sage Publications, 2006, <http://www.jstor.org/stable/27647922>, se trouve une liste du groupe en question. Il serait constitué en majorité par des économistes ayant soutenu des thèses à Harvard, Yale, Université de Chicago, MIT ou Columbia, dont feraient partie Carlos Salinas de Gortari, Manuel Camacho Solís, Pedro Aspe, Jaime Serra Puche, Guillermo Ortíz, Francisco Gil Díaz, Luis Téllez, José Ángel Gurría, Luis Donaldo Colosio et Ernesto Zedillo.

L'économie de marché n'est qu'un aspect critique d'un programme plus vaste, le néolibéralisme. En tant que stratégie de développement, le néolibéralisme prône les prescriptions basiques du « Consensus de Washington » : économie de marché et argent sain. Les politiques spécifiques soutenues par le néolibéralisme vont du conservatisme fiscal et des politiques monétaires (...) à la libéralisation interne des prix, la dérégulation, l'ouverture du marché aux capitaux, la privatisation et la libéralisation des échanges.<sup>33</sup>

Parmi ses sources, se trouve l'article publié en 1990 par John Williamson, économiste de l'Institute for International Economics, où il est possible de trouver pour la première fois l'expression « Consensus de Washington » (CW). Sa théorie était que parmi les membres du « Washington politique » (fonctionnaires supérieurs de l'administration) et « technocratique » (cadres des institutions financières internationales (IFI) et des agences étatiques et paraétatiques des finances, ainsi que *think tanks*), dix principes de la gestion des crises en Amérique latine faisaient consensus. Ces principes sont la discipline budgétaire avec un accent mis sur la nécessité de stabiliser des niveaux d'inflation très bas, l'abandon des investissements non-productifs (santé, éducation élémentaire), l'élargissement de la fourchette fiscale, la libéralisation des taux de change ainsi que des importations, l'ouverture aux capitaux étrangers, les privatisations, la dérégulation pour la création et fermeture d'entreprises et les droits de propriété.<sup>34</sup>

La formule de CW a fait l'objet de critiques tant au niveau des centres de recherche que de l'opinion publique à travers les réseaux altermondialistes notamment, qui voyaient dans le CW le manifeste d'une doctrine *néolibérale* où le rôle du marché prenait une position hégémonique dans les rapports sociaux.<sup>35</sup>

En janvier 1998, Joseph Stiglitz, depuis une position dirigeante de la Banque Mondiale (BM), signait un article dans lequel il affirmait que le bon fonctionnement des marchés n'a pas pour seule condition des niveaux bas d'inflation, mais aussi des politiques de régulation financière, d'encouragement de

<sup>33</sup> Thacker Strom C., 1999, *op. cit.*

<sup>34</sup> Williamson John, What Washington Means by Policy Reform, in: *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?*, Peterson Institute for International Economics, 1990. <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?researchid=486>

<sup>35</sup> Plihon Dominique, L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme?, *Actuel Marx* vol. 2 n° 44, pp. 31-40, 2008. <http:// Cairn.info/revue-actuel-marx-2008-2-page-31.htm>

la concurrence, de transfert de technologies et de transparence.<sup>36</sup> Sa position au sein d'une des principales IFI, établie à Washington DC, faisait que de fait, le *consensus* était rompu et infirmait la thèse de Williamson selon laquelle les « croyants de gauche, en la stimulation *keynésienne* via d'amples déficits budgétaires sont une espèce au bord de l'extinction ».<sup>37</sup>

Williamson signala dans cet article que « certaines personnes » pensaient que l'*harmonie* que proposait sa théorie trouvait des limites dans « l'intérêt<sup>38</sup> qu'auraient les États-Unis à continuer de percevoir les intérêts de la dette de l'Amérique latine », et c'est précisément un point que J. Stiglitz développa dans *La grande désillusion*, ouvrage paru en 2002.<sup>39</sup>

La publication en 2008 des approches de Stiglitz et de Williamson dans un ouvrage collectif n'a pas réussi à limer tout à fait le caractère polémique de cette controverse. Nous pouvons citer à cet égard une note de bas de page de Williamson.

J'utilise le mot « néolibéralisme » dans son sens original, en référence aux doctrines adoptées par la Mont Pelerin Society. S'il existe une autre définition, j'adorerais la connaître pour que je puisse juger si le néolibéralisme est autre chose de plus qu'un juron intellectuel.<sup>40</sup>

Il voulait spécifier que la seule mesure vraiment néolibérale (dans le courant de pensée de Margaret Thatcher) est celle qui concerne les privatisations. Nous avons constaté toutefois, que ce terme est aujourd'hui répandu dans la littérature académique pour faire référence à une certaine orthodoxie dans les conceptions des politiques macroéconomiques, associé à la droite libérale.

<sup>36</sup> Stiglitz Joseph, *More Instruments and Broader Goals: Moving Toward the Post-Washington Consensus*, *The 1998 WIDER Annual lecture*, United Nations University, World Institute for Development Economic Research, 1998. [http://www.wider.unu.edu/events/annual-lecture/en\\_GB/1998/\\_files/84783458856665120/default/annual-lecture-1998.pdf](http://www.wider.unu.edu/events/annual-lecture/en_GB/1998/_files/84783458856665120/default/annual-lecture-1998.pdf)

<sup>37</sup> Williamson John, 1990, *op. cit.*

<sup>38</sup> Dans le texte en anglais l'expression utilisée est « US national interest ». La traduction de *national interest* est en français "raison d'Etat" mais dans ce cas particulier, *intérêt* semble être une meilleure option.

<sup>39</sup> Stiglitz Joseph, *Globalization and Its Discontents*, W.W. Norton & Company, 2002

<sup>40</sup> Williamson John, *A Short History of the Washington Consensus*, In: Serra Narcis, Stiglitz Joseph E. (dir.), *The Washington Consensus Reconsidered. Towards a New Global Governance*, The Initiative for Policy Dialogue Series, Oxford University Press, 2008. (2004)

D'autres chercheurs aux États-Unis<sup>41</sup> et ailleurs ont marqué leurs distances vis à vis du CW. Nous pouvons citer en ce sens l'ensemble des auteurs de la *Revue de la régulation* dont ceux et celles qui étudient l'Amérique latine ont fourni des approches originales à partir des années 1980 avec l'étude de *formes institutionnelles* et des contextes de *crise*. Ce courant se reconnaît dans la tradition des *Annales* dans l'idée labrousienne selon laquelle « toute société a les crises de sa structure », en contraste avec la « vocation universaliste du Consensus de Washington ». <sup>42</sup>

L'article de Robert Boyer que nous citons ne situe pas le courant régulationniste uniquement par rapport à une théorie « standard » des sciences politiques et des RI, mais le compare aussi avec le structuralisme de la CEPAL, le post-keynésianisme et le *nouveau développementisme*. En relation au temps historique, il affirme par exemple que le *nouveau développementisme* veut « comprendre la divergence des trajectoires de l'Amérique Latine et de l'Asie », que le post-keynésianisme aurait un rapport « assez indirect » avec la structure de l'historique contrairement au structuralisme, pour ponctuer finalement que les théories de la régulation s'assument en tant que « filles de l'histoire, pas de théorie pure ».

Le Conseil National de Science et Technologie (CONACYT) a financé une recherche dont les résultats partiels ont été publiés dans la *Revue de la régulation*, comparant les *formes institutionnelles* en Argentine, au Brésil et au Mexique pour conclure sur l'existence au Mexique d'un *capitalisme périphérique libéralisé et tourné vers les exportations* « qualifié de *dépendant* et enfermé dans sa dépendance ». <sup>43</sup>

<sup>41</sup> Broad Robin, Cavanagh John, *The Death of the Washington Consensus?*, *World Policy Journal* vol. 16 n° 3 pp. 79-88, World Policy Institute, 1999, <http://www.jstor.org/stable/40209648> p. 79. « Let us be clear from the start: we were never part of the consensus ».

<sup>42</sup> Boyer Robert, *Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique*, *Revue de la régulation*, introduction au numéro spécial sur l'Amérique latine, 2012. <http://regulation.revues.org/9720>

<sup>43</sup> Bizberg Ilan, Théret Bruno, *La diversité des capitalismes latino-américains: le cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique*, *Revue de la régulation*, 2012. <http://regulation.revues.org/9658>

### 2.2.2. *Ce que la Grande Récession révéla des structures économiques.*

La crise de 2009, nommée Grande Récession par Stiglitz, a été le résultat de l'éclatement de la bulle spéculative du marché de la dette hypothécaire aux États-Unis. Avec une proportion croissante d'actifs douteux, hybridés avec les actions des secteurs productifs, les produits financiers du marché des *subprimes*, qui commençait à sentir une pression considérable depuis 2007, se sont vendus dans presque toutes les banques de crédit de la planète. L'épicentre de la crise se situe à Wall Street, mais ses conséquences ont atteint l'ensemble de la Terre, de façon inégale ; entre l'Europe centrale et l'Europe périphérique par exemple.<sup>44</sup>

Le 15 septembre 2008, la banque de placements Lehman Brothers, considérée comme un des géants de Wall Street, annonça sa faillite. Deux jours plus tard, l'American Insurance Group (AIG) n'a pas suivi le même sort grâce à l'intervention du gouvernement états-unien à hauteur de 85 milliards de dollars ( $8,5 \times 10^{10}$  USD).<sup>45</sup> La réaction en chaîne de pertes boursières, a conduit les chefs d'État du G20 à se réunir à Londres en avril 2009 au milieu d'un dispositif sécuritaire sans précédents en réaction aux manifestations massives et à l'organisation d'un sommet alternatif. Gordon Brown annonça à cette occasion que « le vieux Consensus de Washington était fini » ainsi qu'un plan de sauvetage des banques de 1,1 billion de dollars ( $1,1 \times 10^{12}$  USD).<sup>46</sup>

Le Mexique, malgré les politiques de stabilisation financière, a subi la plus forte chute de l'économie parmi les pays d'Amérique latine. À cette occasion, le gouvernement souscrivit une Ligne de Crédit Flexible du FMI et engagea la multiplication par trois de ses réserves internationales (en dollars), afin de faire face à la spéculation financière.<sup>47</sup> La mesure dans laquelle ces politiques rendent la spéculation praticable à plus ou moins long terme est là où nous situerons une

<sup>44</sup> OCDE-UNAM, *De la crisis a la recuperación: Causas, desarrollo y consecuencias de la Gran Recesión*, OECD Publishing & Instituto de Investigaciones Económicas, 2011.

<http://ru.iiec.unam.mx/55/2/CrisisRecupInte.pdf> consulté le 13/06/2015

<sup>45</sup> Flores Paredes Joaquín, Rojas Ortiz Mariana, 2015, *op. cit.*

<sup>46</sup> <http://www.telegraph.co.uk/finance/g20-summit/5094824/G20-summit-Gordon-Brown-unveils-1.1trn-global-recession-fight-back.html> consulté le 09/07/2015

<sup>47</sup> Flores Paredes Joaquín, Rojas Ortiz Mariana, 2015, *op. cit.*

problématique qui s'inscrit dans un questionnement plus large de la pratique récurrente au Mexique d'adopter des politiques macroéconomiques durables en temps de crise.

Lors du 23<sup>e</sup> Congrès de l'IPSA Yonka Özdemir proposa une comparaison entre le Brésil, le Mexique et l'Argentine à travers l'étude des stratégies engagées dans ces trois pays pour résoudre la crise de 2009.<sup>48</sup> Elle eût recours à la notion de *néo-développementisme* qu'elle définit comme un « hybride qui combine quelques politiques néolibérales avec des stratégies développementistes classiques (...) éclectique et pragmatique », raison pour laquelle il subirait de son point de vue, les critiques d'économistes orthodoxes et radicaux. Elle créa une typologie sur des « niveaux de néo-développementisme » établis dans leur distance relative à l'orthodoxie néolibérale que les trois pays adoptèrent suite à la crise de la dette du début des années 1980. Le Mexique occuperait le degré zéro du néo-développementisme puisque dans l'ensemble il a gardé intactes les orientations néolibérales. À l'opposé, l'Argentine se placerait comme le pays le plus néo-développementiste, tandis que le Brésil viendrait se situer entre les deux.

Elle étudia des paramètres structurels tels que la croissance du PIB, l'évolution des inégalités sociales, et l'accès à l'emploi sur trois périodes qui correspondent aux années d'avant la crise de 2009, à la période de crise et à la durée qui sépare le milieu de l'année 2010 de la fin 2012. Elle a conclu que « l'insistance du Mexique dans le néolibéralisme a été un facteur important pour qu'il soit le pays qui a été frappé plus fort par la crise ». Elle ajouta que « sa dépendance extrême vis à vis de l'économie états-unienne est probablement son principal problème structurel », faisant converger son analyse avec celle de Bizberg et Théret.

Plus récemment encore, Bruno Martorano publia les résultats de son étude comparative sur la façon dont le Chili et le Mexique ont affronté la crise de 2009. Il souligna principalement que « le gouvernement chilien a augmenté les dépenses publiques malgré une baisse dans la perception d'impôts » tandis qu'au Mexique

<sup>48</sup> Özdemir Yonka, *Argentina, Brazil, and Mexico in the Face of the Global Economic Crisis: What Economic strategies Work Best?*, *IPSA Annual Meeting*, Montréal, 2014.

[http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_36719.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_36719.pdf)

« la détérioration de la balance fiscale en 2010 a poussé le gouvernement à promouvoir une restructuration fiscale, en réduisant certaines dépenses ordinaires (sauf les programmes sociaux), en imposant de nouvelles taxes ou en augmentant d'autres ». Il avança en conclusion qu'à l'issue de la crise « la pauvreté d'ensemble et la pauvreté des enfants a chuté au Chili tandis qu'elle a augmenté brusquement au Mexique » soulignant l'importance capitale des efforts publics pour soulager les effets de la crise.<sup>49</sup>

Le Mexique, ayant réussi à garder ses paramètres macro-économiques plutôt stables, et moins exposé à des dettes impayables comme l'étaient certains États des États-Unis et les régions de l'Europe périphérique, avait réussi sa récupération au cours de l'année 2010. La dévaluation du peso a permis que le secteur des manufactures pour l'exportation se relève rapidement, ce qui ne fut pas le cas de la campagne mexicaine où les effets de la crise ont été beaucoup plus durables.<sup>50</sup>

Pourtant, les difficultés de la paysannerie au Mexique ne datent pas de la crise économique de 2008-2009. Au début de l'année 2007, une flambée spectaculaire du prix des *tortillas*, les galettes de maïs à la base de l'alimentation des mexicain(e)s, a mis à découvert les problématiques structurelles du secteur primaire.<sup>51</sup> Peter Rosset expliqua dans un article de 2008 que ces hausses stratosphériques étaient le reflet d'une dégradation progressive, sur une trentaine d'années, de la capacité de production de petites et moyennes exploitations. Ayant épuisé leurs réserves et sans soutien de l'État néolibéral, ces populations devraient faire face désormais, à la concurrence de compagnies transnationales accaparant l'essentiel des subventions gouvernementales des pays développés. D'autres facteurs à court terme comme l'explosion d'une bulle spéculative en liaison avec la

<sup>49</sup> Martorano Bruno, Pre-crisis Conditions and Government Policy Responses: Chile and Mexico during the Great Recession, *Innocenti Working Paper* N° 2014-15, UNICEF Office of Research, Florence, 2014. [http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp\\_2014\\_15.pdf](http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2014_15.pdf)

<sup>50</sup> Ros Jaime, Junto al epicentro : análisis comparativo de las economías de Canadá y México durante la crisis de 2008-2009, *Journal of Economic Literature*, vol. 9 n° 27, pp. 22-44. [http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1665-952X2012000300002&lng=es&tlng=es](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1665-952X2012000300002&lng=es&tlng=es)

<sup>51</sup> <http://www.lajornada.unam.mx/2007/01/10/index.php?section=economia&article=020n1eco>

production de biocarburants pourraient expliquer les crises du type *crise de la tortilla*.<sup>52</sup>

En effet, les prix du maïs avaient été maintenus à des niveaux très bas de façon artificielle, provoquant que des exploitant(e)s de parcelles de 4 ha au Mexique étaient mis(e)s en concurrence avec des propriétaires de 1000 ha aux États-Unis<sup>53</sup> dont les récoltes avaient été subventionnées à hauteur de 73,8 milliards de dollars ( $7,38 \times 10^{10}$  USD) entre l'année 2005 et 2009 pour produire de l'éthanol dans une proportion croissante.<sup>54</sup> Il est très difficile de nuancer la description de ces disparités puisque les exploitations états-uniennes sont en moyenne seize fois plus grandes que les mexicaines, et dix-huit fois plus rentables.<sup>55</sup> Carvalho et Thomaz pensent que les conditions imposées par l'ALENA auraient rendu la production de maïs impraticable pour de nombreux exploitant(e)s, et Rosset n'hésite pas à affirmer que « véritablement, nous devons caractériser le fait d'alimenter des voitures à la place des humains de crime contre l'humanité ».<sup>56</sup> Windfuhr et Jonsén considèrent pour leur part que l'élimination des subventions dans les pays industrialisés ne serait pas une mesure suffisante pour résoudre cette problématique et recommandent à cet effet de développer des politiques de protection des petites unités de production.<sup>57</sup>

C'est à partir des années 1990 et de la signature de l'ALENA que se sont confirmées deux tendances saillantes de l'économie mexicaine, l'une en fonction

<sup>52</sup> Rosset Peter, *Food Sovereignty and the Contemporary Food Crisis*, *Development*, vol. 4, n° 58, pp. 460-463, Society for International Development, 2008.

[http://www.networkideas.org/networkideas/pdfs/peter\\_rosset.pdf](http://www.networkideas.org/networkideas/pdfs/peter_rosset.pdf)

<sup>53</sup> Jonsén Jennie, Winfuhr Michael, *Food Sovereignty. Towards democracy in localized food systems*, ITDG Publishing, The Schumacher Centre for Technology and Development, 2005.

<sup>54</sup> Carvalho Carlos Eduardo, Thomaz Laís Forti, *The tortilla crisis in Mexico, (2007): The upward trend in commodity prices, financial instability and food security*, *VI Congreso Latinoamericano de Ciencia Política*, ALACIP/FLACSO, 2011.

[https://www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/rtm/130726\\_rtmv3\\_ingles02\\_cap5.pdf](https://www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/rtm/130726_rtmv3_ingles02_cap5.pdf)

<sup>55</sup> Witker Velázquez Jorge, *El interés nacional y el TLCAN*, *Letras Jurídicas* n° 30, Universidad Veracruzana, 2014 <http://revistas.uv.mx/index.php/letrasjuridicas/article/view/1514>

<sup>56</sup> Rosset Peter, *op. cit.*, 2008.

<sup>57</sup> Jonsén Jennie, Winfuhr. *op. cit.* 2005.

de l'autre. Il s'agit de l'abandon progressif du travail agricole et de l'essor des *maquilas*.<sup>58</sup>

Les *Industries Maquiladoras pour l'Exportation* (IME) ou *maquilas*<sup>59</sup> sont des usines organisées selon un modèle *fordiste tardif d'accumulation*.<sup>60</sup> Elles se sont développées à partir de 1967 suite à un décret présidentiel qui exemptait les usines installées à la frontière avec les États-Unis de droits de douane pour l'exportation. Elles ont ainsi été conçues dans une optique de compromis pour l'attrait de capitaux transnationaux mais aussi comme une mesure temporaire pour arrêter l'immigration vers les États-Unis. Le succès des *maquilas* a transformé une mesure exceptionnelle en règle générale et le modèle s'est répandu dans toute la région nord du pays jusque dans les années 1980, époque à laquelle ces usines se sont installées aussi dans les vallées du centre du pays. A partir de la signature de l'ALENA a commencé à se généraliser dans ce modèle de production la *flexibilité du travail*, caractérisée par la rigidité managérielle, l'hostilité envers le syndicalisme et la baisse des salaires ainsi que des prestations sociales.<sup>61</sup> La différence principale avec le modèle fordiste de la période de substitution des importations serait en ce sens que les bénéficiaires de couverture sociale ne sont plus assurés.<sup>62</sup>

La population prête à accepter ces conditions de travail est généralement peu éduquée, « d'origine indigène et principalement jeune ». <sup>63</sup> Les IME comptent une proportion majoritaire de salariées femmes mais le secteur tend à se masculiniser, sauf dans le textile, où la concurrence masculine est très faible.<sup>64</sup>

En termes d'intégration régionale, nous pouvons signaler que 80% des exportations mexicaines ont pour destination les États-Unis.<sup>65</sup> Les *maquilas* créent un capital transnational où la part d'investissements mexicains est minoritaire.<sup>66</sup>

<sup>58</sup> Nabor Eduardo Santiago, *Globalización, migración y trabajo en la capital del "Blue Jeans"*, *Trace*, n° 55, pp. 16-30. 2009. <http://trace.revues.org/731>

<sup>59</sup> Du basque *makbila*, issu du latin *bacculus* (bâton), renvoie à l'idée de travail à la chaîne.

<sup>60</sup> Roman Richard, Velasco Arregui Edur, *op. cit.* 2006.

<sup>61</sup> Carrillo-Blouin Elsa, *op.cit.* p. 22-23. 2005.

<sup>62</sup> Roman Richard, Velasco Arregui Edur, *op. cit.* 2006.

<sup>63</sup> Nabor Eduardo Santiago, *op. cit.* 2009.

<sup>64</sup> Coubès Marie-Laure, *Crise internationale et emploi industriel féminin au Mexique*, *Travail, genre et sociétés*, vol. 1 n° 25, p. 41-29, 2011. <http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2011-page-41.htm>

<sup>65</sup> Ros Jaime, *op. cit.* 2011.

<sup>66</sup> Nabor, *op. cit.* 2009.

La valeur ajoutée du secteur est très faible, elle tend à augmenter, mais de façon très lente car le transfert de technologie reste minime dans l'ensemble. Pourtant, 90% de la valeur ajoutée industrielle provient de ce secteur, qui n'offre en revanche que 20% des emplois, proportion qui tend par ailleurs à diminuer.<sup>67</sup>

Ce sont les mécanismes d'un système qui fait augmenter les inégalités sociales et qui place le salariat mexicain dans une position de subordination face au capital transnational. Le secteur secondaire est structurellement peu résistant aux chocs externes, et ceci peut expliquer que la Grande Récession d'origine états-unienne ait eu un impact aussi fort sur l'économie mexicaine reposant majoritairement sur les exportations de produits manufacturés.<sup>68</sup> En effet, les exportations ont subi une chute de 10% le dernier trimestre de 2008 et de 12% le premier trimestre de 2009<sup>69</sup> alors même que les exportations de produits manufacturés ont représenté en 2008 79,3% des exportations du Mexique.

Pendant cette période marquée par les licenciements, les *maquilas* ont privilégié l'emploi masculin. Les femmes « ont été ramenées à leur rôle classique de réserve flexible : rejetées avec la crise et rappelées avec la reprise ».<sup>70</sup> Nous pouvons donc rajouter aux facteurs ethnique, générationnel et du niveau d'éducation de la *flexibilité du travail*, le différentiel sexuel.

Maintenant il faudrait avancer quelques éléments afin de situer le secteur pétrolier dans l'économie mexicaine. D'abord, une citation d'Alejandro Álvarez et Mariana Ortega qui date de 2006 :

Le programme économique que défendent si fermement les élites économiques mexicaines et internationales ne laisse aucun doute ; leur but est de défendre le néolibéralisme et de passer dans une deuxième génération de réformes structurelles. Parmi celles-ci se trouve l'ouverture du secteur énergétique aux investissements privés nationaux et internationaux.<sup>71</sup>

<sup>67</sup> Witker Velázquez Jorge, *op. cit.* 2014

<sup>68</sup> Coubès Marie-Laure, *op. cit.* 2011.

<sup>69</sup> Flores Paredes Joaquín, Rojas Ortiz Mariana, *op. cit.* 2015.

<sup>70</sup> Coubès Marie-Laure, *op. cit.* 2011.

<sup>71</sup> Álvarez Béjar Alejandro & Ortega Breña Mariana, Mexico's 2006 Elections: The Rise of Populism and the End of Neoliberalism? *Latin American Perspectives*, vol. 33 n° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012: Neoliberalism, Social Movements, and electoral Politics, pp.17-32, 2006. <http://www.jstor.org/stable/27647914>

La première génération de réformes dont il est question, est l'œuvre législative du cabinet de Salinas préparant le terrain pour la signature de l'ALENA autour de l'année 1993 avec la privatisation des banques notamment.

Ainsi, à partir de 2008, le gouvernement de Calderón a lancé une vaste campagne communicationnelle avec l'appui de Televisa et de TV Azteca, deux des plus grandes compagnies de communication en Amérique latine, pour convaincre une population méfiante des bienfaits de l'ouverture du secteur pétrolier aux investissements privés. L'argument principal était que la compagnie de pétrole nationale PEMEX avait besoin d'investissements pour explorer les eaux profondes du golfe du Mexique.<sup>72</sup> C'est un argument qui en 2014 n'avait pas fini de convaincre 64% des mexicains,<sup>73</sup> sans doute parce qu'au moment où la réforme est passée, la compagnie assurait 14,9% des exportations, le prix du baril atteignait un prix record de 100 dollars alors que le prix de production n'était que de 4 dollars. Ainsi, l'explication qui revient souvent est que la charge contributive de PEMEX aux ressources de l'État (à hauteur de 37% du budget total en 2008) ne lui permettrait pas d'investir en technologie. Un autre facteur à prendre en compte serait celui de la corruption au sein du syndicat de l'entreprise. Ce sont des arguments que les groupes de pression organisés autour de l'Institut Mexicain pour la Compétitivité (IMCO) ont exploité dans la campagne qui a précédé les réformes sur l'énergie. Rosío Vargas a étudié ces réseaux très récemment.<sup>74</sup> Nous pouvons signaler à grands traits que l'IMCO est un organisme financé par l'Ambassade Britannique au Mexique, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et l'USAID, un organisme sous contrôle du Département d'État états-unien.<sup>75</sup>

Ces réformes avaient été à l'ordre du jour lors de la visite de Barack Obama en mai 2013, raison pour laquelle le leader de l'opposition, Andrés Manuel

<sup>72</sup> Solís González José Luis, *Reforma petrolera: lo dicho y lo oculto*, *Trayectorias* vol. 10 n° 28, 2008. [http://www.researchgate.net/publication/28263321\\_Reforma\\_petrolera\\_lo\\_dicho\\_y\\_lo\\_oculto](http://www.researchgate.net/publication/28263321_Reforma_petrolera_lo_dicho_y_lo_oculto)

<sup>73</sup> Pineda Luna Omar & García Mata Arturo, *op. cit.* 2014

<sup>74</sup> Vargas Rosío, *La reforma energética: a 20 años del TLCAN*, *Revista Problemas del Desarrollo*, Instituto de Investigaciones Económicas, UNAM, vol. 46 n° 180, 2015.

[http://www.probdes.iiec.unam.mx/en/revistas/v45n180/body/v45n180a5\\_1.php](http://www.probdes.iiec.unam.mx/en/revistas/v45n180/body/v45n180a5_1.php)

<sup>75</sup> <http://imco.org.mx/conoce-imco/?financiamiento#financiamiento>

López Obrador n'a pas manqué l'occasion de présenter une accusation à l'encontre d'Enrique Peña Nieto pour haute trahison en février 2014.<sup>76</sup>

Pineda et García affirment que « grâce aux prix élevés du pétrole, le gouvernement fédéral a pu augmenter ses dépenses sans se soucier du prix politique des réformes ».<sup>77</sup> Seulement, très peu de temps après les réformes, les prix du pétrole ont commencé à chuter pour arriver à se stabiliser sur des prix proches des 50 dollars par baril, transformant un facteur qui dans l'histoire récente des crises mexicaines avait été utilisé comme un mécanisme stabilisateur en un sérieux souci de financement pour l'État.

Pour Jorge Witker, juriste trois étoiles, la question du pétrole, avec celles de la souveraineté alimentaire et de l'innovation technologique permettraient d'étudier la notion d'*intérêt national*.<sup>78</sup> Il s'agit d'un principe juridique assez vague, proche de l'intérêt général mais appliqué à une communauté comme l'intérêt supérieur de l'enfant. Witker arrive toutefois à le définir comme un « processus qui cherche à se développer avec équité en démocratie, en renforçant l'identité nationale ». Grâce à la théorie aristotélicienne de la causalité, nous pouvons dégager trois éléments principaux de cette approche : une cause matérielle/formelle incluant une règle de *mesure* (avec équité en démocratie) une cause efficiente (en renforçant l'identité nationale) et une cause finale (autoreproduction).<sup>79</sup> Depuis cette perspective, l'ouverture du pétrole à l'investissement privé porterait la contradiction néolibérale de création de « perdants et gagnants » contraire à *l'équité en démocratie*, s'opposerait aussi au caractère historique d'identification nationale que fut l'expropriation du pétrole en

<sup>76</sup> <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/02/05/presenta-hoy-amlo-denuncia-en-pgr-contra-pena-nieto-3056.html>

<sup>77</sup> Pineda Luna Omar & García Mata Arturo, *op. cit.* 2014

<sup>78</sup> Dans le texte original en espagnol, l'expression utilisée est celle d'*interés nacional*, traduction littérale de l'anglais *national interest*. En français *national interest* se traduirait plutôt par *raison d'État*, terme qui renvoie lui-même à Machiavel d'une part, et à la question de la légitimité de la violence répressive de l'autre.

<sup>79</sup> La théorie aristotélicienne de la causalité propose qu'il existe quatre types de liens de causalité : la cause matérielle qui donne une indication du support, la cause formelle faisant référence aux moyens, la cause efficiente en rapport au travail d'une force, et la cause finale qui désigne un objectif. En sciences sociales, nous nous occupons surtout d'établir des causes efficientes, mais dans cette optique, il résulte souvent très utile de catégoriser les liens de cause à effet que nous observons.

1938 et en plus, il ne serait pas un processus durable. Selon Witker, l'État n'aurait aucun intérêt à privatiser le pétrole. Comment expliquer alors l'actualité de la réforme constitutionnelle ?

Nous pouvons trouver des pistes pour répondre à cette problématique dans l'article de César Martínez Valenzuela, un jeune chercheur qui a mis à l'épreuve deux théories sur le Mexique dans les RI: la théorie de la modernisation et la théorie de la dépendance. La *modernisation*, théorisée par Weber et Huntington en postulant une parfaite compétition entre les acteurs économiques ferait d'un ensemble de changements culturels et sociaux le vecteur du passage d'une société traditionnelle vers une société moderne; d'une société latino-américaine à une société nord-américaine. La logique du Consensus de Washington rentre dans ce cadre théorique. Les politiques néolibérales appliquées au Mexique à partir de 1982 et jusqu'à l'ouverture de la filière pétrolière aux investissements privés en 2014 ont systématiquement été présentées dans cette optique de la *modernisation*.

De l'autre côté, la théorie de la *dépendance*, développée dans les écrits de Vernengo, Dos Santos, Vauden et Prévost, postulerait une dynamique centre-périphérie où le surplus productif des pays du Sud viendrait s'accumuler dans les pays du Nord provoquant un système d'intégration défaillant. Nous pouvons situer la théorie de la régulation et le néo-développementisme dans cette sphère théorique de la *dépendance*, mais c'est un cadre théorique qui n'a pas trouvé chez les élites gouvernantes mexicaines une grande résonance.

Selon Martínez Valenzuela ces deux théories réifieraient les structures et nieraient la capacité d'agir des sujets, les encadrant dans le déterminisme. Il proposa à la place la théorie de l'*hypothèque du pétrole*, expression originale de López Obrador, qu'il présenta comme le mécanisme qu'aurait trouvé le Mexique pour s'assurer l'accès aux financements internationaux en période de crise. Cette théorie renvoie au rôle qu'a joué PEMEX lors de la crise de 1982 en déboursant 12 milliards de dollars ( $1,2 \times 10^{10}$  USD) ce qui aurait été présenté comme une garantie de la solvabilité du Mexique pour convaincre le FMI de prêter 80 milliards de dollars ( $8 \times 10^{10}$  USD). Ensuite, en 1995, le congrès états-unien s'était prononcé contre le prêt négocié entre Clinton et Zedillo, suite à quoi le gouvernement mexicain ouvrit le compte *Oil Proceeds Facility* à la Réserve Fédérale de New York

pour placer directement les revenus de PEMEX afin d'offrir une garantie pour assurer le prêt. Par la suite, cette mesure s'est institutionnalisée par le placement des ressources pétrolières en tant que réserves internationales au Banxico, transformant une fois de plus, une mesure de *crise* en une politique macro-économique stable à laquelle s'est ajouté la Ligne Flexible de Crédit du FMI, adopté en 2009 également en temps de crise économique et rendant possible la privatisation. Nous verrons maintenant comment s'inscrit cette théorie dans l'étude d'échelles de temps différentes ; un siècle de *Révolution institutionnelle*, une génération de politiques *néolibérales* et six mois de *crise* autour de l'événement Ayotzinapa.<sup>80</sup>

<sup>80</sup> Martínez Valenzuela, *Petroleum Hypothecation : Consequences for Mexico in Latin America since the Peso Crisis*, *Asian Journal of Latin American Studies*, vol 7 N° 2, pp. 47-73. 2014.  
<http://www.ajlas.org/v2006/paper/2014vol27no203.pdf>



## Chapitre 3. Politiques publiques et légitimation des régimes au pouvoir

### 3.1. Homo œconomicus ou animal politique ?

D'une façon générale, les disciplines tendent à se décloisonner. Pourtant, situer la séparation entre ce qui relève de l'économie d'un côté et du politique de l'autre est problématique. En d'autres termes, comment pourrions nous envisager d'isoler d'un côté les rapports entre humains du strict point de vue matériel et objectivable (économique), et les rapports entre citoyens (politique) de l'autre ? Comment traiter l'analyse des *crises* sans écarter cette interrogation ? Dans une autre mesure ; jusqu'à quel point les structures déterminent-elles les agissements ? Et à l'inverse : dans quelle mesure et sur quelle échelle de temps les décisions collectives structurent-elles la société ? Quel est alors le sens des stratégies, des programmes et des négociations ? Devons nous comprendre les décisions au delà des justifications ? Avons nous les moyens ? Nous proposons ci-après un outil théorique capable de faire le lien entre les observations d'une même société à travers des échelles de temps multiples. Il s'agit d'une optique capable d'intégrer la théorie des clivages dans une théorie plus large des conflits structurant la société, adaptée au cas Mexicain. Il permet de faire le lien assez facilement entre agents et structures à travers l'étude d'une proxémique symbolique.

### 3.1.1. La notion de plan politico-économique.

Nous considérons les relations humaines dans un spectre large où économie et politique convergent et se relayent. Ces relations ont lieu entre personnes : individus ou communautés, dont nous postulons la *capacité d'agir*.<sup>1</sup> Les hiérarchies existent dans un espace de représentations que notre méthode analytique voudrait déconstruire.

Les personnes se donnent un rôle dans leurs rapports face au monde et c'est la raison pour laquelle nous postulons également en principe, la méfiance interpersonnelle. La confiance n'existe qu'à l'intérieur des communautés, solidaires par intérêt.<sup>2</sup>

Seulement au moment de l'interaction, les personnes forment de fait une communauté, ce qui suppose une certaine confiance. L'interaction constitue à cet égard le transfert d'une charge symbolique ; un rite qui signifie le partage d'une croyance. C'est précisément ces rites que nous observons, puisqu'il s'agit de pratiques dont le sens peut être déconstruit, la récurrence et l'étendue temporelle peut être quantifiable et les modes de transmission des charges symboliques ont aussi des caractéristiques objectivables, comme le nombre de *tweets*, le nombre d'assistants à une manifestation ou le taux d'abstention lors d'une élection, par exemple.

La conception de communautés par *communion*, qui est truisme trouve en plus une limite évidente dans le fait que toute l'humanité forme en fin de comptes, une unique et seule communauté terrienne. Cette affirmation peut sembler d'une grande banalité mais elle révèle au contraire la nécessité d'adopter une approche systémique, car l'identité multiple d'une même personne se reconnaissant dans plusieurs communautés peut entraîner un conflit d'intérêts.

<sup>1</sup> Martínez Valenzuela, *op. cit.* 2014.

<sup>2</sup> Karsenty Laurent, Confiance interpersonnelle et communications de travail, *Le travail humain*, vol. 74 N° 2, , pp.. 131-155, Presses Universitaires de France. 2012  
<http://www.cairn.info/revue-le-travail-humain-2011-2-page-131.htm>

Une notion à la base de notre raisonnement est celle de projet. Elle comporte deux aspects fondamentaux : la stratégie, envisagée comme l'optimisation du temps, et la tactique, considérée comme la meilleure façon d'occuper l'espace. Notre étude est celle de projets patrimoniaux, dans lesquels les personnes interagissent et gèrent des ressources de deux types : matérielles/symboliques et symboliques uniquement. Individus ou communautés peuvent engager leurs ressources en évaluant des possibles différentiels de valeur en leur avantage afin de limiter l'endettement et tendre vers l'autosuffisance. Elles se donnent des contrats, plus ou moins explicites, qui reflètent le résultat de la négociation.

Selon les différents types de sociétés, dont la variété est *a priori* infinie, les personnes peuvent s'orienter aussi vers des objectifs de maximisation ou de développement durable. Leur différence ne relève donc pas d'un prétendu niveau de civilisation mais de la pertinence de leurs projets, de la disponibilité des ressources et de l'échelle de temps que nous adoptons pour l'observer.<sup>3</sup>

Ainsi, il est question maintenant de la valeur, une notion qui peut être problématique chez les économistes comme chez les commerçants. Car la valeur d'un bien, ne tient-elle pas fondamentalement de la croyance partagée en l'intérêt d'y associer sa personnalité, de le posséder ou d'en avoir l'usufruit ? De surcroit, cette valeur peut être actuelle ou potentielle, elle peut augmenter au cours du temps ou au contraire, s'amoinrir.

La valorisation du patrimoine est une construction sociale qui repose en grande partie sur le prestige des personnes, une ressource purement symbolique. La monnaie est en ce sens un exemple idéal. Au temps des monnaies virtuelles, ne pouvons nous pas voir très clairement comment la valeur d'une monnaie gît en grande mesure sur la croyance commune en la capacité du système émetteur à perdurer ?<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Giampietro Mario, Using hierarchy theory to explore the concept of sustainable development, *Futures*, vol. 26 N° 6, pp. 616-625, 1994.

[http://ac.els-cdn.com/0016328794900337/1-s2.0-0016328794900337-main.pdf?\\_tid=b9a63766-4814-11e5-bea7-00000aab0f6c&acdnat=1440169135\\_5c16c7e99a7bf6a68c4f6ea6711578b7](http://ac.els-cdn.com/0016328794900337/1-s2.0-0016328794900337-main.pdf?_tid=b9a63766-4814-11e5-bea7-00000aab0f6c&acdnat=1440169135_5c16c7e99a7bf6a68c4f6ea6711578b7)

<sup>4</sup> Barneto Pascal & Gregorio Georges, *Finance*, Dunod, Paris, 2009.

Le déséquilibre symbolique ou différentiel politique, limite dynamique entre économie et politique, pouvant constituer une source de légitimité, un facteur de justice, et le ciment du lien social lorsqu'il entraîne une dynamique convergente ou centripète; est aussi source d'illégitimité, d'impunité et d'anomie lorsque le déséquilibre devient persistant et il entraîne une logique divergente ou centrifuge.

Le postulat d'un certain équilibre ne doit pas être interprété comme l'utopie d'un monde qui tend de façon inéluctable vers une *fin de l'Histoire*, ni comme une théorie moralisatrice, mais plutôt comme l'invitation à connaître les conditions dynamiques du couple *équilibre/déséquilibre* dans une société, sur une échelle de temps donnée. En d'autres termes nous étudions « un contrat plus général et plus durable » selon l'expression de Mauss, dont il s'agirait de dégager les termes.<sup>5</sup>

Il est important de souligner que nous décrivons les interactions en termes relatifs, car un différentiel politique ne pourrait en aucun cas être calculé avec précision et dépend de valeurs subjectives. C'est la raison pour laquelle nous utilisons à cet effet les notions d'égalité, humilité et souveraineté comme des postures stratégiques valides adoptées par groupes ou individus afin de marquer leur relation avec autrui. Nous allons voir de quelle manière une dynamique convergente se crée lorsqu'il y a accord entre les parties sur les positions adoptées. À l'inverse, lorsqu'il existe un désaccord : quand une personne ne reconnaît pas l'égalité de la personne en face, alors que c'est la posture stratégique que cette dernière avait adoptée, par exemple, il se crée une dynamique divergente.

Pour avoir une image plus claire, il suffit d'imaginer les personnes (individus ou communautés) comme des systèmes qui évoluent dans un espace de représentations. Nous pouvons envisager ainsi une analogie avec la théorie de la relativité générale d'Einstein : sur un plan bidimensionnel formé par un axe politique (qui détermine le positionnement hiérarchique) et un autre axe économique (où l'on se situe par rapport à sa disponibilité en ressources matérielles), de la même manière que la masse d'un objet courbe le plan espace-temps et crée une force de gravité qui attire les autres objets, sur le plan politico-

<sup>5</sup> <http://www.youscribe.com/catalogue/ressources-pedagogiques/education/fiches-de-lecture/essai-sur-le-don-par-marcel-mauss-1440346>

économique, c'est la capacité d'une personne (à travers son corps mais aussi à travers son œuvre et la mémoire que l'on y attache) à perdurer dans un espace (plan) de représentations, qui courbe ce plan et constitue une force attractive fondamentale où l'*aura* correspond au champ gravitationnel. Nous allons étudier l'affaire Ayotzinapa et revoir l'histoire des *crises* au Mexique dans les termes d'une proxémique symbolique, à travers l'analyse des dynamiques d'éloignement ou de rapprochement sur les fondements jetés par l'école de Palo Alto afin de mettre à l'épreuve cette théorie à travers chacun de ses postulats, à savoir: la méfiance interpersonnelle, la conservation des forces dans la dialectique équilibre/déséquilibre/proxémique symbolique, et la capacité d'agir des sujets.

Il s'agit également d'une vision relativiste puisqu'il est tout à fait impossible de prévoir combien de temps une personnalité perdurera avant d'être complètement oubliée. Ce que nous pouvons étudier ce sont des rapprochements, des prises de distance, des positionnements hiérarchiques (le peuple qui revendique sa souveraineté par exemple) et des transferts économiques, mais qui reflètent en somme des prestiges (poids symboliques) qui dépendent eux mêmes de valeurs qui ne sont guère fixes.

Nous avons construit une typologie des relations interpersonnelles organisée selon un axe qui sépare les interactions immédiates d'une part, et les interactions qui s'étalent sur la durée de l'autre. Nous avons distingué parmi les transferts qui s'exercent sur la durée, ceux qui le font par extension, des autres qui se perpétuent par récurrence. L'achat d'un bien, par exemple, se fait en une fois : le transfert est immédiat, à moins que le paiement soit échelonné, auquel cas le crédit est caractérisé et l'échange rentre dans une autre catégorie : celle du prêt. Cette grille d'analyse comporte aussi un axe qui distingue les interactions unilatérales, où les ressources circulent dans un sens unique, des interactions collatérales.

Nous allons maintenant présenter ces catégories afin d'élargir le cadre théorique dans lequel peut s'inscrire l'*hypothèque du pétrole*, pour montrer dans un autre chapitre de quelle manière elle fait partie d'un processus plus large qui entraîne le Mexique dans l'adoption de mesures de légitimation de l'État qui

fonctionnent sur des échelles de temps de plus en plus courtes, provoquant à terme un phénomène de désagrégation de la communauté nationale.

### 3.1.2. *Typologie*

Le **don** : Il s'agit d'une situation de transfert unilatéral et immédiat de ressources qui suppose l'égalité interpersonnelle. Mauss a étudié des sociétés où l'essentiel de l'économie et du politique s'effectue dans une logique du don. Il souligna la complexité de systèmes où coopération et rivalités s'exercent simultanément. Il constata qu'autorité et générosité sont associés dans un imaginaire collectif, d'où l'obligation qu'il existerait à donner, rendre et recevoir, ce qu'il interpréta comme étant le ciment du lien social.<sup>6</sup>

Le **troc** (achat, vente,) : C'est une interaction principalement matérielle. Elle offre généralement peu de surplus symbolique et son caractère politique est ainsi limité. En effet, au terme de l'échange, un certain équilibre est atteint. Les parties contractantes se mettent d'accord sur la valeur des objets ou des services échangés, engagent le bien ou service en renonçant à sa propriété matérielle (ils peuvent en conserver la propriété intellectuelle), en détachant leur personne de la matérialité de l'objet. En contrepartie, elles reçoivent un bien ou un service de valeur équivalente et le contrat est ainsi conclu. Cette interaction est au fondement de la logique du marché. Les personnes cherchent à se détacher d'une ressource qui, prise dans un système plus large ou dans une autre interaction, aura une valeur différente au bien ou au service reçu, d'où la possibilité d'en tirer un bénéfice et accumuler un revenu.

Lorsqu'une des parties engage de l'argent, il s'agit d'une **vente** quand l'argent est perçu, et d'un **achat** quand il est donné. La valeur de l'argent est déterminée à l'échelle des échanges continentaux. À cette échelle sont déterminés aussi les prix du marché de matières premières comme l'or, le pétrole, le coton ou le sucre. L'échange bilatéral d'argent est appelé échange de devises. Lorsqu'il se

<sup>6</sup> Piron Sylvain, *Une nouvelle morale du don. Argument, Politique, société et histoire*, vol. 4 N°2, pp. 132-137, 2002. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00467668>

créé un flux plus ou moins continu dans la logique de marché, on parle de trafic, terme qui peut être aussi associé avec une certaine illégitimité dans l'échange. Nous pensons particulièrement au trafic de drogues par exemple. L'illégalité du commerce de drogues implique dans une certaine mesure sa dérégulation. La valorisation sera associée aussi au prestige des trafiquants, issu du risque qu'ils prennent à contourner la loi ; nous apercevons ainsi que cette valeur se construit à l'origine en tant que reflet du prestige de l'État. Dans certains cas les trafiquants de drogues peuvent devenir des personnalités vénérées comme Joaquín Guzmán au Mexique. La valeur de la drogue peut ainsi augmenter du fait même de la nature illégale de la transaction, contribuant à enfoncer les consommateurs dans la pauvreté et la marginalité.

Aussi, lorsque le commerce se constitue en flux plus ou moins continu, peut se créer un lien de **clientèle**, qui sur une échelle de temps longue donnera un différentiel politique positif circulant dans le sens de la personne qui peut procurer l'objet rare sur la durée.

Il existe dans cette catégorie des pratiques marginales qui visent à dépolitiser autant que possible les échanges, situant paradoxalement son caractère politique dans une autre sphère plus grande, qui est celle de la contestation de la logique du marché. Nous pensons à la pratique qui consiste à trouver un livre dans l'espace public, le prendre, et laisser au même endroit un autre livre pour qu'un(e) autre passant(e) renouvelle l'opération. Nous pensons aussi à la vente à prix libres, où l'acquéreur(se-r) décide du prix de l'article échangé.

Dans une autre catégorie, nous avons placé les deux principaux types de transfert d'une charge symbolique : le hommage et la sentence. Le **hommage** peut être accompagné de l'octroi d'un fief ou d'une récompense fiduciaire (prix littéraires par exemple) mais sa valeur reste tout de même essentiellement symbolique. Il vient augmenter le prestige de la personne à qui hommage est rendu et présuppose celui de la personne qui rend hommage. Dans cette catégorie se trouvent aussi les expressions de solidarité ou de soutien, les louanges, les prix et le vote. Ainsi, par exemple, le peuple souverain reconnaissant l'autorité de ses représentant(e)s par le **vote** est source de légitimité et de cohésion sociale. Cette dynamique s'appelle démocratie ; soit elle se fait dans une dynamique de

convergence soit le processus n'existe pas vraiment. C'est peut être la seule conséquence que j'oserai hiérarchiser dans le cadre de ce travail pour dire que c'est grave lorsqu'aux dernières élections intermédiaires au Mexique, des urnes ont été brûlées dans les États du sud. La démocratie n'est-elle qu'un privilège réservé aux riches ? Quels sont donc les scénarios pour le Mexique si l'économie continuait-elle à se dégrader ?

Maintenant, à l'inverse du hommage, une **sentence** agit sur la prétendue illégitimité des actions de l'inculpé(e), pondérant une charge négative sur cette personne qui peut être obligée d'apporter un dédommagement matériel, mais dont la perte est principalement symbolique. En analogie au couple hommage/vote et à la relation entre autorités et peuple, le couple de la sentence correspond à l'**ostracisme**. Dans cette catégorie rentrent également le blâme, les dénonciations, les accusations et les critiques négatives.

Le respect de la sentence constitue la reconnaissance de la légitimité du tribunal. Les fuites de prison de Joaquín Guzmán ont pu donc poser à cet égard, un problème d'illégitimité pour le système de justice mexicain.

À l'échelle du continent, les sentences de la Cour IDH à l'encontre du Mexique renforcent l'autorité du tribunal et portent une charge symbolique négative sur le Mexique pouvant fragiliser l'image du régime. La défaite du PAN lors des présidentielles de 2012 comprend dans son explication la persistance d'une dynamique divergente, dont les sentences sur les affaires *Radilla Pacheco* et *Campo Algodonero* portent le symbole, marques visibles d'un long processus d'anomie. Aussi, au premier chapitre nous nous demandions dans quelle mesure la situation des droits humains au Mexique reflèterait-t-elle une réalité continentale. Ce à quoi nous pouvons répondre maintenant qu'indépendamment du niveau d'accès des brésiliens ou des états-unis à l'exercice de leurs droits humains, qui n'est pas égal selon les régions, nous pouvons toutefois signaler que les manquements aux injonctions inscrites dans les sentences à l'encontre du Mexique par la Cour IDH portent un préjudice à l'ensemble du système interaméricain parce que la légitimité de la cour est mise en cause. Sans même prendre en compte le fait que les États-Unis n'ont pas ratifié les instruments interaméricains de droits humains, la légitimité de la Cour n'est pas complète tant les féminicides à Ciudad

Juárez n'ont pas été éclaircis, et tant que les autorités mexicaines n'auront pas engagé les actions nécessaires pour déclassifier les archives de la *guerre sale*, se contentant de payer les dédommagements qui avaient été imposés.

Les **dédommagements** font partie du troisième volet de notre typologie, qui comprend des interactions immédiates, unilatérales mais qui contrairement au don, fonctionnent sur la reconnaissance d'une hiérarchie dans la relation. Le dédommagement correspond ainsi à un transfert de ressources matérielles suite à la reconnaissance de la souveraineté d'un tribunal. L'interaction porte le nom de **pension** lorsque le transfert doit se faire de manière récurrente.

En parallèle, le transfert unilatéral et immédiat de ressources qui implique la reconnaissance de l'humilité d'un des interactants s'appelle **aumône**, et lorsqu'elle est institutionnalisée et récurrente elle correspond à l'**allocation**. En effet, l'adoption d'une posture stratégique humble est une condition pour accéder à des allocations, contrairement à un **revenu de base** qui fonctionne sur la reconnaissance dans une société de l'égalité entre citoyens. Un revenu de base correspond à la distribution inconditionnelle et périodique de ressources à tous les habitants d'une collectivité dans la même proportion.

Nous pouvons citer à ce sujet quelques lignes du manifeste *reconstruisons notre nation* publié par le Conseil National de Diplômés de l'Université pour une Nouvelle Stratégie de Développement (CNUNED) au Mexique en mai 2015.

Mettre en place graduellement un revenu citoyen universel minimum garanti, pour remplacer le programme Prospera, et envisager ce nouveau droit comme une assurance contre la pauvreté extrême et comme un mécanisme anticyclique en situations de crise et vulnérabilité.<sup>7</sup>

Il est ainsi conçu comme la matérialisation d'une *garantie*, fondée sur l'autorité étatique. Il serait d'après la cent-cinquantaine de chercheurs signataires, un mécanisme de protection en cas de crise, et nous devons souligner qu'ici le mot

<sup>7</sup> Consejo Nacional de Universitarios por una Nueva Estrategia de Desarrollo, *Manifiesto: Reconstruyamos nuestra nación*, 2014. Texte intégral en annexes. <http://regeneracion.mx/causas-justas/manifiesto-reconstruyamos-nuestra-nacion/>

crise est utilisé dans un sens très large, qui peut correspondre à un moment de difficulté à l'échelle individuelle même.

Ensuite, notre quatrième catégorie comprend les interactions où l'autorité étatique engage son prestige pour retirer un gain matériel. Elles fonctionnent donc sur la reconnaissance de la souveraineté de la collectivité à travers l'État. Il s'agit notamment du **tribut** et de l'**impôt** : des interactions immédiates mais récurrentes et unilatérales. Elles peuvent être source de légitimité lorsqu'elles entraînent une dynamique rééquilibrante. Dans le cas de l'impôt en tout cas, la violence qui est exercée est qualifiée de légitime (sauf dans de cas exceptionnels qui peuvent mener à des insurrection comme celle qui a conduit à l'Indépendance des États-Unis d'Amérique) parce qu'il est admis que son prélèvement est d'intérêt général. Il peut être ciment du lien social, mais l'équilibre qui en découle est fragile et son inexistence pourrait expliquer, par exemple, l'augmentation des tensions sociales au Mexique autour des années 2009 et 2010 lorsque qu'en période de crise économique le gouvernement a augmenté l'imposition sur une assiette fiscale inchangée.

L'**expropriation** est un autre type d'interaction qui fonctionne aussi sur l'acceptation de la suprématie de l'État, mais l'échange est collatéralisé puisque le propriétaire qui se fait exproprier son bien reçoit une paye. C'est la reconnaissance d'un différentiel politique chez l'expropriant. L'expropriation pétrolière de 1938 a constitué à cet égard le moyen de légitimation du régime révolutionnaire, à l'international et aux yeux de la population du Mexique. Signalons toutefois que le cas de figure où le transfert est unilatéral existe aussi : il correspond à la **promulgation originaire de la propriété**, appliquée à la propriété agraire notamment, et qui a permis les redistributions de terres à l'époque de la réforme agraire.

La cinquième catégorie correspond à la concession. Il y en a de deux types d'après nos paramètres : les **concessions gratuites** et les **concessions payantes**. Ce type d'interaction est très proche du prêt avec qui elle partage la caractéristique d'être étalée sur la durée par un va-et-vient des ressources engagées dans la transaction, mais se distingue par le fait que dans la relation entre propriétaire et prestataire il existe une relation d'égalité réciproque, alors que la concession

implique une situation où une des parties contractantes abandonne pour une durée négociée un droit d'exploitation, source d'une suprématie légitime, au profit du concessionnaire. Une manière d'équilibrer le contrat, lorsque le différentiel politique est trop important est de monnayer la concession de façon ponctuelle ou récurrente.

Enfin, la dernière catégorie de notre typologie est celle qui correspond au prêt. Le **prêt gratuit** est la plus simple de ces interactions. Il s'agit d'un transfert unilatéral et temporaire. Le contrat prend fin lorsque la dette est soldée ou pardonnée. Il existe un différentiel politique tant que la dette persiste si au début du contrat il y avait une situation d'équilibre. Les charges et les **intérêts** constituent à cet effet, un moyen de limer ce différentiel. Également dans le cas d'une **location**, le transfert d'argent ponctuel ou récurrent est un facteur d'équilibre et le contrat prend simplement fin lorsque le délai de la location expire et le bien est rendu à son propriétaire. En revanche, lorsque ce délai est dépassé, le prêteur peut imposer des **pénalités** fixes ou progressives en matérialisant ainsi un différentiel politique issu de la prétendue illégitimité du locataire à prolonger le temps d'usufruit des ressources en jeu. Le crédit à répétition peut également créer des liens de clientèle pondérant à terme un différentiel politique chez le propriétaire des ressources.

En exemple de prêt avec intérêts nous pouvons citer la relation entre le FMI et le Mexique à la fin du vingtième siècle. Nous pouvons nous demander s'il existe au départ une situation d'équilibre étant donné que le FMI prête à des pays qui se trouvent en nécessité de liquidités, et donc *à priori*, en situation de déséquilibre. Or, ce déséquilibre est interne ou en tout cas, indépendant de la communauté que forment FMI et Mexique, alors nous pouvons considérer une situation d'équilibre au départ. Seulement au moment de la négociation, le déséquilibre interne, qui est issu de la croyance commune en la *nécessité* du transfert, se transmet de manière symbolique. Le FMI se verra obligé de courir un risque et pourra rééquilibrer la situation en imposant des conditions qui peuvent se situer au niveau même de la politique interne des pays. Le FMI engage alors ses ressources et prélève des charges pour réduire son poids politique et égaliser le rapport. Est-ce que le FMI est pour autant une institution souveraine ? Non. Son

autorité, celle de la *communauté internationale*, repose sur la coopération d'entités souveraines au sein de l'institution. Aussi, tous les pays qui reçoivent des prêts du FMI sont actionnaires de l'institution ; le Mexique est actionnaire à 1,57% des *quote parts*. Ce mécanisme peut être envisagé aussi comme un facteur d'équilibre pour empêcher que des rapports de clientèle ne se développent en cas de prêts répétés. Nous pouvons signaler maintenant que dans des conjonctures critiques, lorsque la croyance commune en la *nécessité* des liquidités du fonds est plus forte, celui-ci peut se voir en mesure d'exiger une garantie ou un gage.<sup>8</sup>

Gage et garantie sont deux types de charge symbolique pouvant peser lors d'une négociation. Dans un gage, la charge symbolique est associée à la matérialité d'une ressource, contrairement à la garantie qui constitue un différentiel politique associé au prestige d'un garant. Gage et garantie ont pour fonction d'assurer que la dette sera remboursée.

Où se situe dans tout ça la théorie de l'*hypothèque pétrolière* ? Nous y arrivons enfin parce que mise en gage et prêt hypothécaire sont des types d'interaction très proches.

Il s'agit de prêts avec assurance dans les deux cas. La **mise en gage** est un échange bilatéral où le prestataire va engager un objet dont le prêteur reconnaîtra la propriété jusqu'au moment du remboursement dont le délai maximal est fixé à l'avance. Trois cas de figure peuvent surgir. Premier cas de figure : le prestataire rembourse la dette (avec ou sans charges ou intérêts) avant l'expiration du délai et il récupère son bien. Deuxième cas de figure : Le délai expire, le prestataire ne rembourse pas la dette et le prêteur assume le droit d'aliéner l'objet mis en gage. Troisième cas de figure : le prêteur pardonne la dette et rend le gage. Ce dernier cas de figure est rare car il implique le développement d'un déséquilibre symbolique important après la négociation initiale mais il peut aussi agrandir le prestige du prêteur. Les deux autres cas de figure sont plus courants mais soulignons seulement que le différentiel politique émane d'une valeur symbolique associée au *respect de la propriété* du gage par le prêteur même si pendant le durée du contrat il en a l'usufruit.

<sup>8</sup> Boughton James M., *From Suez to Tequila: The IMF as Crisis Manager*, *The Economic Journal*, vol. 110, n° 460, 2000, pp. 273-291. <http://www.jstor.org/stable/2565658>

Il s'agit là de la principale différence avec un contrat de **prêt hypothécaire** parce que dans ce type d'interaction, le prestataire garde l'usufruit du bien engagé pendant la durée du contrat.

Soulignons maintenant que la **garantie** d'un tiers sur le prêt entre deux personnes engage le prestige du garant en tant que facteur collatéral lui transférant un différentiel politique dans son rapport avec le prestataire. La preuve en est que ce différentiel peut se voir matérialisé, alors même que l'efficacité d'une garantie est principalement symbolique.

Il existe une autre catégorie où nous pouvons classer les interactions qui font intervenir la force de travail en tant que ressource. On y trouve les **CDD**, **CDI**, le **travail forcé**, le **bénévolat** et les **projets coopératifs** notamment.

Sur les marges de notre typologie se situent enfin des interactions comme le **vol** ou l'**arnaque**, transfert unilatéral et collatéralisé respectivement où la personne qui acquiert les ressources engage son prestige en exerçant une certaine violence. Ainsi, la personne dépossédée ou trompée peut ne pas reconnaître l'égalité dans la relation et se positionner dans une posture de légitime suprématie qui renvoie en fait au droit de propriété garanti par une entité souveraine. En théorie, le non respect des droits n'affecte donc pas seulement les individus mais entame le prestige des systèmes garants des droits.

Il ne reste plus qu'à situer l'**embargo** sur les limites de notre classification. C'est un dispositif dans lequel une personne engage son prestige sous forme de menace et par des moyens violents défend les transactions matérielles avec une autre personne : les transferts économiques sont ainsi limités, mais l'interaction au niveau symbolique reste importante. C'est un outil qui permet de faire la liaison avec d'autres types d'échanges qui se font dans le cadre de la **guerre** où le positionnement hiérarchique (suprématie) est envisagé en tant qu'objectif. Dans une guerre, une personne engage la totalité de son prestige car la survie devient un des enjeux.

Notre but étant celui de disposer d'une boîte à outils assez fournie pour effectuer les analyses susceptibles de déborder le cadre d'optiques disciplinaires trop exclusives, toutes ces catégories ne seront pas reprises dans notre analyse des *crises* au Mexique mais serviront de manière sélective à analyser les interactions que

nous observerons. Serait-il possible de dépasser ainsi une vision de l'économie artificiellement dépolitisée, trop souvent restreinte à la logique du marché et du crédit ? Serions nous en mesure d'apporter aux sciences politiques et des relations internationales fixées inlassablement sur les états-nations, le moyen d'appréhender les relations entre les peuples ou d'une manière générale, entre des communautés quelconques se reconnaissant comme telles, réclamant des espaces de participation aux prises de décisions qui les concernent dans leur développement économique ?

\*\*

Maintenant il conviendrait de marquer les limites pouvant cerner le paysage de la société que nous voulons présenter. Nous avons placé les dynamiques contemporaines du Mexique dans des contextes s'étalant sur un siècle, mais dont les racines s'enfoncent sur un siècle supplémentaire d'indépendance premièrement, et surtout, dans trois autres siècles de colonisation espagnole qui auraient fait oublier que le territoire avait été occupé et façonné en reflétant des processus de domination de certains peuples sur d'autres depuis trois millénaires et de migrations constantes du nord vers le sud depuis trente-mille ans au moins.<sup>9</sup>

Nous partons donc du constat que le Mexique est loin d'être un système homogène, et la première conséquence nous semble être qu'une telle variété culturelle constitue une stratégie envisagée à très long terme en vue d'affronter l'avenir avec des mécanismes d'adaptation aux aléas d'un monde épris de vitesse et de puissance aujourd'hui mais pouvant changer. Par ailleurs, pouvons nous comprendre la façon dont le Mexique s'intègre dans la mondialisation sans concevoir un instant les mécanismes dont dispose le monde pour s'ouvrir à cette richesse sans la prendre pour une résistance à abattre ? Nous insistons sur le fait que cette interrogation doit être placée sur une échelle de temps très longue, et elle n'est d'ailleurs pas exclusive à l'histoire du Mexique. Pour commencer, c'est le modèle même des États-nations souverains qui doit être placé dans ce panorama en Amérique. Dans les Andes, par exemple, où l'exploitation de la terre se fait de manière collective dans des espaces communs situés à plusieurs niveaux dans la

<sup>9</sup> Escalante Gonzalbo Pablo, *El México antiguo*, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004, pp. 11-57.

montagne, cela fait-il des héritiers d'un système millénaire, des communistes tels qu'ont pu les concevoir les agents de l'*endiguement* ? Evidemment que non. Le bien commun existe avant Marx, de la même manière que l'individu précède Sartre et le peuple précède la DDHC. Est-ce que les notions d'individualisme, communisme, populisme, ou encore le néolibéralisme correspondent-elles à de vraies idéologies, voire, à de vraies dérives idéologiques ? S'il s'avère que oui, par quelle méthodologie et avec quelles références pouvons nous définir la norme ? De notre point de vue, il s'agit plutôt de marqueurs de discours critiques à déconstruire, comme nous avons fait pour la notion de néolibéralisme, et que nous ne ferons pas pour le reste, à l'exception de la notion d'individualisme sur laquelle nous reviendrons effectivement.

La révision des frontières idéologiques n'est pas isolée dans ses implications bien entendu. Pour ce qui est du nationalisme, comment pourraient les frontières politiques et territoriales cerner l'appréhension d'une région qui place une part non négligeable de sa jeunesse dans les pays du nord de manière soutenue ? Cela ne reviendrait-il pas à assimiler trop facilement déplacements, oubli et méconnaissance ? Ce serait en tout cas, en paraphrasant Vesselin Popovski, oublier de prendre en compte le désir des personnes de trouver de meilleures conditions de vie pour trouver une continuité dans leurs projections. L'approche nationale perçoit les migrations en tant que problèmes, alors qu'il s'agit en fait de solutions.<sup>10</sup>

Une chose semblable arrive d'après nous lorsqu'il s'agit d'étudier les *crises*. D'une part, à travers cette rhétorique se construisent aisément les discours critiques, sensibles et pouvant être instrumentalisés. D'autre part, l'agrégation de ces discours ; ne risque-t-elle pas d'accentuer les contrastes jusqu'au point de n'afficher uniquement que du noir et du blanc, effaçant ainsi toutes les subtilités du tableau ? En effet, nous voulons comprendre comment fonctionne une société, mais nous risquons au contraire, de décrire comment elle ne fonctionne pas. En ce sens, l'étude des *crises* en tant que troubles profonds, doit prendre en compte

<sup>10</sup> Mundy Kieran & Popovski Vesselin, *Defining climate-change victims*, *Sustainable Science*, vol. 7, N° 1, pp. 5-16. 2011. Version United Nations University : <http://unu.edu/publications/articles/climate-change-victims.html>

que les difficultés que nous décrivons, le sont avant tout pour des personnes confrontées à l'impossibilité de concevoir leurs projets avec cohérence sur des échelles de temps longues, et c'est ce que nous allons prouver maintenant.

### **3.2. Evolution des politiques de légitimation et transformation du champ politique**

Sur un siècle, cinq projets nationaux ont agi comme les mécanismes de légitimation des régimes au pouvoir, pouvant expliquer leur permanence ou leur succession depuis la Révolution.

Le premier des mécanismes légitimateurs fut la réforme agraire, et l'expropriation pétrolière qui associa le projet national au développement du secteur secondaire, le deuxième. Arriva ainsi l'époque du développement des *maquilas* dans le modèle fordiste, puis dans le cadre de la *flexibilité du travail*, concomitant cette fois avec le développement des programmes nationaux d'assistance sociale dont le Pronasol en 1988 fut le premier. Finalement, depuis l'année 2006, les régimes cherchent à se légitimer à travers la *guerre contre la délinquance organisée*, dans un processus où les médias acquièrent un rôle prépondérant.<sup>11</sup> Nous allons d'abord dégager dans quels paramètres ces mécanismes sont-ils efficaces pour décrire ensuite leur fonction dans la construction du projet national

#### *3.2.1. Evolution des politiques publiques de légitimation*

La première étape de la réforme agraire correspond à la proclamation du *Plan de Ayala* le 25 novembre 1911 par la Junte Révolutionnaire zapatiste en soutien au *Plan de San Luis*. Dans la pratique ce n'est qu'en 1912 que les premières

<sup>11</sup> Berrtussi Guadalupe Teresinha, « Guerra » contra el narcotráfico en México y las vicisitudes de la prensa escrita, *Revista Historia* vol. 2 N° 3, 2012  
<http://www.produccioncientifica.luz.edu.ve/index.php/historia/article/viewFile/14630/14608>

répartitions de terres eurent lieu sous la présidence de Madero. Le texte prévoyait deux mesures principales : la restitution des terres usurpées par *caciques* et *hacendados* pendant la période porfirienne, et l'expropriation des *latifundia* puis sa distribution parmi les paysans labourant effectivement ces terres.

Pendant la dictature de Huerta, le processus s'arrêta net, mais en 1915 Carranza promulgua une première loi de réforme agraire, considérée comme le précédent immédiat à l'article 27 de la Constitution de 1917 dans lequel a été inscrite la propriété originaire de la terre par la nation.

À partir de 1934 Lázaro Cárdenas exploita mieux le mécanisme de création d'*ejidos* et il est estimé qu'entre 1917 et 1991, la moitié des terres agricoles du Mexique ont été redistribuées dans le cadre de la réforme agraire.<sup>12</sup> Jusqu'au milieu des années 1960 la croissance du Mexique a reposé sur l'expansion du secteur primaire ; mais à partir de cette époque, le manque d'investissements publics et privés a renversé la tendance.<sup>13</sup> D'importantes distributions de terres ont eu lieu jusqu'à la fin de la présidence de José López Portillo en 1982, mais les fortes critiques concernant la mauvaise productivité du secteur agraire ont justifié les révisions à l'article 27 constitutionnel en 1992 afin de permettre aux producteurs en difficultés d'aliéner leurs terres.<sup>14</sup> Le Secrétariat de la Réforme Agraire a finalement disparu en 2013.

Si nous reprenons l'idée du 3.1., nous pouvons dire de la réforme agraire que c'est un mécanisme qui a engagé d'emblée le prestige de l'autorité révolutionnaire en 1911. Il a pu servir à légitimer l'implantation du régime issu de la Révolution. Jusqu'au milieu des années 1960 il a soutenu une dynamique convergente (avec un accord sur la relation entre l'État et la population, par une tendance légitimatrice du régime) jusqu'au moment où le processus de décapitalisation profonde des unités de production paysannes, par manque

<sup>12</sup> Garcíadiego Javier, *La Revolución*, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004. pp. 225-261.

<sup>13</sup> Revel-Mouroz Jean, *Au Mexique : développement agricole et crise agraire au terme de la présidence Echeverría*, In : *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 28, 1977, La terre et les paysans en Amérique latine. pp. 245-258. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/carav\\_0008-0152\\_1977\\_num\\_28\\_1\\_2089](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/carav_0008-0152_1977_num_28_1_2089)

<sup>14</sup> Hamilton Sarah, *Neoliberalism, Gender, and Property Rights in Rural Mexico*, In : *Latin American Research Review*, vol. 37, n° 1, 2002, pp. 119-143. <http://www.jstor.org/stable/2692106>

d'investissement, vienne entamer le prestige de la réforme agraire et dévaloriser le travail agricole dans l'ensemble ; suite à quoi, à partir des années 1990 le mécanisme fut progressivement démantelé jusqu'en 2013, année où le secrétariat de la réforme agraire a été fusionné dans un autre cabinet ministériel. Autrement dit, la réforme agraire a pu servir à légitimer le régime de 1915 jusqu'au milieu des années 1960. À partir du début des années 1990, le Mexique, à travers les élites du PRI, puis celles du PAN et à nouveau celles du PRI ; s'est progressivement désengagé du mécanisme de réforme agraire par manque de retours.

Le deuxième mécanisme de légitimation a été l'exploitation de PEMEX (*petróleos mexicanos*/compagnie nationale de pétrole) depuis 1938, année de l'expropriation du pétrole, jusqu'en 2014, année de la privatisation de la filière. Il aurait été d'après Luis Aboites, le processus historique ayant le plus contribué à consolider l'idée de nation au Mexique.<sup>15</sup> Lázaro Cárdenas s'est appuyé sur l'article 27 de la Constitution sur la propriété nationale du territoire et de la loi d'expropriations de 1936 pour affirmer la souveraineté nationale face à des compagnies de capitaux états-uniens, britanniques et néerlandais notamment. Le paiement des dédommagements s'est étalé jusqu'en 1962, et il faudrait souligner que le contexte de deuxième guerre mondiale a pu favoriser le processus de nationalisation du pétrole parce que les gouvernements étrangers n'ont pas soutenu les intérêts de ses investisseurs inconditionnellement. Roosevelt a encouragé la *politique du bon voisinage* avec le Mexique, un pays allié, comme un moyen de limiter l'influence fasciste en Amérique, à laquelle les gouvernements britannique et néerlandais faisaient face de manière beaucoup plus directe.<sup>16</sup>

L'industrie pétrolière nationale a été un mécanisme légitimateur depuis 1938. Le prestige du régime du PRI a été investi, ainsi que d'importantes ressources financières dans le projet national. Les ressources de PEMEX ont permis de compenser une perception d'impôts relativement faible (tournant autour du 12% du PIB), sans compter qu'elles ont constitué une garantie pour

<sup>15</sup> Aboites Aguilar Luis, *El último tramo, 1929-2000*, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004. pp. 262-302.

<sup>16</sup> Vagnoux Isabelle, *Les États-Unis et le Mexique. Une alliance orageuse, Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, vol. 1 N° 57, pp. 19-35, 1998.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_0294-1759\\_1998\\_num\\_57\\_1\\_3707](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1998_num_57_1_3707)

permettre au Mexique d'accéder à des financements internationaux. Néanmoins le manque d'investissements et la corruption ont poussé les élites à se désengager de ce mécanisme.<sup>17</sup> Ainsi, à partir de 2006, les efforts gouvernementaux croissants pour libéraliser la filière pétrolière se sont heurtés à des contestations de plus en plus fortes, menées dans une grande mesure par López Obrador ; qui dans ces conditions, prit ses distances du PRD, signataire du *pacte pour le Mexique*, pour fonder MORENA au même moment où passaient les réformes constitutionnelles pour ouvrir la filière énergétique aux investissements privés.

À partir du milieu des années 1960, l'arrivée à maturation d'une nouvelle génération beaucoup plus nombreuse, ne se fit pas dans les mêmes conditions de convergence que celle des générations antérieures et les massacres d'étudiants d'octobre 1968 et juin 1971 ordonnées par le pouvoir central, avec la *guerre sale* qui s'ensuivit en témoignent. Le mécanisme qu'a trouvé le régime pour se légitimer fut celui du développement des *maquilas*. Le premier décret permettant l'installation de ce type d'entreprise affranchie des droits de douane date de 1967 mais ne concerna que la frange frontalière avec les États-Unis. Pendant un quart de siècle, le mécanisme s'est étendu à d'autres régions, et des usines *maquiladoras* se sont installées dans le nord du Mexique ainsi que dans les vallées du centre du pays.<sup>18</sup> La structure productive a subi une transformation totale, puisque l'économie industrielle est devenue prépondérante au détriment du secteur agricole. Dans quelle mesure pensait-on que le seul développement du secteur secondaire suffirait à intégrer les masses de prolétaires à la vie économique ? Nous savons en tout cas que le succès des *maquiladoras* explique qu'une stratégie qui a été envisagée au départ en tant que mesure exceptionnelle est devenue le principal atout de l'économie mexicaine.<sup>19</sup>

<sup>17</sup> Solís González José Luis, *Reforma petrolera: lo dicho y lo oculto*, *Trayectorias* vol. 10 n° 28, 2008. [http://www.researchgate.net/profile/Jose\\_Solis\\_Gonzalez/publication/28263321\\_Reforma\\_petrolera\\_lo\\_dicho\\_y\\_lo\\_oculto/links/0912f51398201ba342000000.pdf](http://www.researchgate.net/profile/Jose_Solis_Gonzalez/publication/28263321_Reforma_petrolera_lo_dicho_y_lo_oculto/links/0912f51398201ba342000000.pdf)

<sup>18</sup> Carrillo-Blouin Elsa, *Les temps modernes et la violence d'État : Octobre 1968 au Mexique*, *GIS Réseau Amérique latine*, 2005. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00121243>

<sup>19</sup> Bataillon Claude, Revel-Mouroz Jean, *Les migrations mexicaines vers les États-Unis et la frontière nord du Mexique*, *Tiers-Monde*, vol. 18 N° 69, pp. 55-76, 1977. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1977\\_num\\_18\\_69\\_2688](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1977_num_18_69_2688)

Ensuite, autour de 1990, le Mexique a continué de promouvoir le développement des *maquilas*, en élargissant cette fois la mécanique de dérégulation de la sphère uniquement financière, à celle du travail. En effet, les tendances marquantes du développement industriel à partir des années 1990 ont été celles de la *flexibilité du travail*. Il s'agit concrètement d'un durcissement des méthodes managériales visant à inhiber l'organisation syndicale et la progression des carrières. L'efficacité de ces mécanismes repose sur la mise en réserve d'une main d'œuvre mobilisable et démobilisable selon une discrimination par des facteurs de sexe, âge, ethnie et du niveau d'éducation. Le résultat a été une dégradation progressive des conditions de travail au Mexique, qui correspond au niveau des communautés et au niveau individuel, à la précarisation de l'emploi et au recours à la migration vers les États-Unis, le Canada et l'Europe comme un moyen de trouver de meilleures conditions de travail.<sup>20</sup> Il est estimé qu'en l'espace de trois décennies, douze millions de mexicain(e)s, principalement des jeunes, ont émigré. L'envoi d'argent d'émigré(e)s vers le Mexique peut atteindre en période de crise économique l'équivalent du total des recettes pétrolières,<sup>21</sup> mais il s'agit bien entendu d'une stratégie risquée (en termes de vie et de liberté), parce que la régulation des migrations, contrairement à celle des marchandises et des capitaux est très stricte et peut pousser les migrant(e)s à trouver des voies d'intégration dans les pays d'accueil par les marges, les mettant ainsi dans une position de vulnérabilité. C'est la raison pour laquelle cette stratégie est risquée aussi (en termes de prestige) pour le parti au pouvoir. Elle semble toutefois offrir des retours plus rapides et continue alors d'être soutenue.

À partir de la fin des années 1980, les régimes ont compté avec un nouveau mécanisme légitimateur. Il s'agit des programmes de redistribution des ressources. Le premier gouvernement à mettre en place un tel mécanisme a été celui de Salinas de Gortari (1988-1994) avec le programme national de solidarité (Pronasol

<sup>20</sup> Nabor Eduardo Santiago, *Globalización, migración y trabajo en la capital del "Blue Jeans"*, *Trace*, n° 55, pp. 16-30. 2009. <http://trace.revues.org/731>

<sup>21</sup> Ros Jaime, *Junto al epicentro : análisis comparativo de las economías de Canadá y México durante la crisis de 2008-2009*, *Journal of Economic Literature*, vol. 9 n° 27, pp. 22-44. [http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1665-952X2012000300002&lng=es&tlng=es](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1665-952X2012000300002&lng=es&tlng=es)

en 1988) rattaché au secrétariat de développement social (Sedesol) depuis 1992. Par la suite, tous les gouvernements successifs ont gardé ce mécanisme en faisant évoluer le nom du programme. En 1997 sous la présidence de Zedillo, le programme devint Progresa, mais conserva le même objectif principal de réduction de la pauvreté. En 2002 sous le régime du PAN, le programme se transforma en Oportunidades, et à partir de 2012, en Prospera.<sup>22</sup>

Trois caractéristiques principales lient ces programmes dans leur fonctionnement. Premièrement, ils fonctionnent sur l'allocation de ressources à des familles pauvres, un mécanisme qui implique l'humilité (en tant que positionnement stratégique) des allocataires par rapport au reste de la collectivité. Deuxièmement, leurs ressources humaines et financières ont été étroitement liées à la figure présidentielle, d'où le fait que des conflits d'ordre politique, au sein des communautés, se soient développés.<sup>23</sup> Néanmoins, du fait de l'évolution constante du nom des programmes, nous pouvons nous demander dans quelle mesure le prestige de ceux-ci est-il lié à l'État, à la charge présidentielle ou à la seule personne des présidents successifs et des partis qu'ils représentent ? Seulement Felipe Calderón (2006-2012) n'a pas changé le nom du programme. Son nom est davantage lié à un autre mécanisme légitimateur sur lequel nous reviendrons ci-dessous.<sup>24</sup> L'autre caractéristique commune à ces programmes est qu'ils n'ont pas réussi à atteindre l'objectif principal de réduction de la pauvreté. En effet, pendant le dernier quart de siècle, la pauvreté au Mexique est restée constante mais la pauvreté extrême a eu tendance à s'accroître en période de crise économique.<sup>25</sup> Pourtant, ce mécanisme n'a pas été abandonné ; au contraire, le pouvoir central

<sup>22</sup> Hernández Alejandro, Cuando Pronasol, Progresa, Oportunidades, Prospera, (Y los pobres ?) de México, *El Financiero*, 04/09/2014.

[www.elfinanciero.com.mx/opinion/cuando-pronasol-progres-a-oportunidades-prospera-y-los-pobres-de-mexico.html](http://www.elfinanciero.com.mx/opinion/cuando-pronasol-progres-a-oportunidades-prospera-y-los-pobres-de-mexico.html) Consulté en ligne le 03/07/2014.

<sup>23</sup> Kaufman Robert R., Trejo Guillermo, Regionalism, Regime Transformation, and PRONASOL: The Politics of the National Solidarity Programme in Four Mexican States, In: *Journal of Latin American Studies*, vol. 29, n° 3, Octobre 1997, pp. 717-745, Cambridge University Press <http://www.jstor.org/stable/158357> consulté en ligne le 23/04/2015.

<sup>24</sup> FIDH, Des ONGs des droits humains demandent à la CPI un examen préliminaire, <https://www.fidh.org/La-Federation-internationale-des-ligues-des-droits-de-l-homme/ameriques/mexique/16026-des-ongs-des-droits-humains-demandent-a-la-cpi-un-examen-preliminaire-de>

<sup>25</sup> Boltvinik Julio & Hernández Laos Enrique, Pobreza y distribución del ingreso en México, Siglo veintiuno editores, 1999.

s'appui énormément sur les réseaux dont ces programmes dépendent pour asseoir son pouvoir car ils permettent d'avoir des retours rapides, sur une échelle de temps courte. Dans quelle mesure l'arrivée de ces retours peut-elle correspondre avec le calendrier électoral ?

Toujours est-il que le gouvernement d'Enrique Peña Nieto a chargé le Sedesol de la distribution gratuite de 10 millions de postes de télévision parmi les populations pauvres.<sup>26</sup> Ceci reflète que ce dernier quart de siècle a vu se déplacer le centre de gravité des politiques de légitimation du secteur secondaire vers le secteur tertiaire cette fois.

Car depuis l'année 2006, le gouvernement fédéral a concentré ses efforts de légitimation sur le projet de *guerre contre la criminalité organisée*. L'efficacité de Sedesol et de la guerre doit être envisagée en concomitance. L'analyse de ces mécanismes doit prendre en compte que leur efficacité tient en partie d'une symbiose entre grands médias nationaux et l'élite gouvernementale, d'où le rôle stratégique de Televisa. Ceci pose une double problématique, en liaison d'abord au contrôle des médias et de la liberté d'expression, et deuxièmement, à la militarisation du pays. Cependant, cette problématique n'en est une qu'à partir du moment où nous restons attachés à une conception du Mexique comme un pays en voie de démocratisation. Or à l'échelle de la nation, les deux aspects de cette problématique renvoient au développement de pratiques autoritaires pour légitimer le pouvoir. La question de la pertinence des méthodes autoritaires en démocratie n'est évidemment pas nouvelle, cependant, les événements des derniers mois ont permis d'éclairer des clivages qui n'avaient fait jusqu'à alors que s'insinuer.

Pour revenir, donc, à 68... Ne pourrait-on pas voir une ligne de partage qui commence à se tracer depuis le début des années 60 – pas en 1968-, non seulement entre le PRI et son ancien opposant le PAN, mais à l'intérieur même du Parti ? Que le PRI devait se réformer politiquement, se rajeunir et que l'on y

<sup>26</sup> Martínez Carla, "Dobletean" TVs beneficiarios de programas de la Sedesol, *El Universal*, <http://archivo.eluniversal.com.mx/finanzas-cartera/2015/impreso/-8216dobletean-8217-tv-8217s-beneficiarios-de-programas-de-la-sedesol-120264.html>

songeait ? Cela était déjà une vieille habitude et le « génie » de ce parti résidait, précisément, dans sa faculté de transformation ; ce que prouve le virage qu'il a réussi à effectuer depuis 68 et jusqu'à l'année 2000. Mais de là à sacrifier publiquement et sous les caméras de tous les pays du monde, un groupe de jeunes « melenudos » (chevelus), nous semble disproportionné.<sup>27</sup>

Carrillo-Blouin situe ce clivage « au niveau de la politique économique que le Mexique devra suivre désormais » et son analyse invite à réfléchir à l'existence d'un facteur générationnel. C'est une piste que nous avons décidé d'explorer à travers l'étude des principaux mécanismes de légitimation au XX<sup>e</sup> siècle mexicain que nous avons découpé entre 1915 et 2015.

### *3.2.2. Mécanismes de légitimation et théorie des clivages.*

En récapitulant brièvement nous rappellerons qu'en tant que politique légitimatrice, la réforme agraire a engrangé une dynamique convergente pouvant expliquer le triomphe de la Révolution. S'est ajoutée ensuite l'expropriation pétrolière, et c'est de cette manière que nous pouvons comprendre que le régime politique se revendiquant de la Révolution avec son système de parti hégémonique, n'ait pas eu de vraie concurrence politique durant l'essentiel du vingtième siècle.

Néanmoins, à partir de la deuxième moitié des années 1960, la croissance de la population a fait que la dynamique convergente de ces mécanismes ne suffise plus à légitimer le régime en proie à de fortes contestations à partir de 1968. Serait-ce le reflet d'une perte de la puissance légitimatrice de la réforme agraire et de l'expropriation pétrolière ? Il s'avère pourtant que le régime du PRI a du développer un nouveau mécanisme de légitimation: les *maquilas*. À partir de 1990 s'est accéléré un processus d'abandon progressif des mécanismes qui offrent des retours sur les échelles de temps moyennes et longues, comme la production des

<sup>27</sup> Carrillo-Blouin Elsa, *op.cit.* 2005.

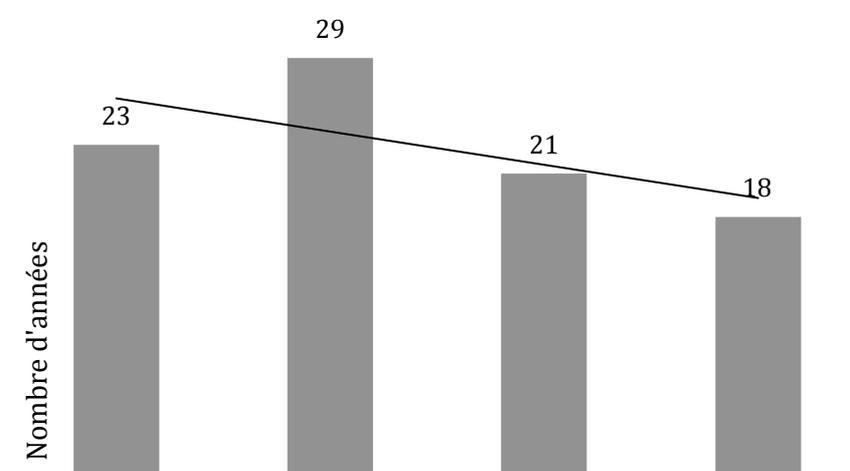
dérivés du pétrole et la production agricole, pour se concentrer sur ceux qui permettent d'avoir des retours rapidement. Les *maquilas* offrent des retours sur une échelle de temps plus courte, et avec le modèle de la flexibilisation du travail en plus, sur des échelles encore inférieures. En effet, la *flexibilité du travail* peut expliquer une récupération très rapide après la crise de 2009 ; c'est un mécanisme de crise adopté lors de la crise économique de 1994, qui a fini par être généralisé. Mais le considérer uniquement comme un mécanisme anticyclique reviendrait à mettre de côté le fait que c'est précisément le modèle des *maquilas* qui a perméabilisé l'économie mexicaine aux aléas de la bourse états-unienne et particulièrement à la crise en 2009.<sup>28</sup>

Depuis 1988, année de l'adoption des programmes de redistribution de ressources, les mécanismes de légitimation offrent des retours sur des échelles de temps encore plus courtes. Avec la *lutte contre la criminalité organisée* qui a engagé intégralement le prestige du système présidentiel, le faisant reposer par conséquent, sur le prestige de l'armée (garante de la souveraineté nationale) ; ces mécanismes fonctionnent désormais sur une temporalité en liaison aux actualités, pouvant être mise en phase avec le calendrier électoral. De cette façon nous pouvons comprendre que des retours souvent très maigres, puissent arriver à des moments stratégiques grâce à la coordination des programmes du régime au pouvoir et ceux des grands médias nationaux. Est-ce que cela peut-il suffire à renforcer les institutions de l'État ? Est-ce que l'identité nationale peut être construite intégralement sur des contenus culturels vidés de toute projection stratégique à long terme ?

En fin de compte, n'avons nous pas mis en évidence un phénomène récurrent par lequel des politiques publiques sont adoptées, développées jusqu'à un certain point où le régime n'arrive plus à tirer profit de leur puissance légitimatrice, puis sont progressivement abandonnées ? Le tableau suivant récapitule les dates d'adoption de ces politiques.

<sup>28</sup> Özdemir Yonka, *Argentina, Brazil, and Mexico in the Face of the Global Economic Crisis: What Economic strategies Work Best?*, *IPSA Annual Meeting*, Montréal, 2014.  
[http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_36719.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_36719.pdf)

	année d'adoption	année de fin	total	écart temporel
Réforme agraire	1915	2013	98	
Nationalisation du pétrole	1938	2014	76	23
Maquilas	1967			29
Programmes de redistribution	1988			21
Guerre vs. le narco	2006			18




---

*N° 6. Écart temporel entre le début de chaque politique.*

Nous pouvons observer que l'adoption des nouvelles politiques légitimatrices se trouve dans un processus d'accélération. En même temps, ces politiques tendent à être abandonnées de plus en plus rapidement (de 98 à 76 ans). Est ce que la légitimation du régime issu de la Révolution est-il un phénomène durable ?

Il faudrait bien sûr prendre en compte d'autres politiques légitimatrices, parce que les cinq que nous avons présentées sont les principales mais ne sont pas les seules. Nous pouvons ajouter la nationalisation de la filière de production d'énergie électrique en 1960, dont l'ouverture aux capitaux privés se fit également en 2014, c'est à dire qu'elle a suivi la même dynamique que nous avons décrite.

Les politiques culturelles sont également un outil de légitimation à prendre en compte. À cet égard Tomás Egea écrit :

Ce qui caractérisait clairement la politique culturelle sous une grande partie des gouvernements post-révolutionnaires était sa subordination aux besoins conjoncturels du groupe au pouvoir.<sup>29</sup>

En 1939 a été fondé l'Institut National d'Anthropologie et Histoire (INAH), et en 1946 l'Institut National de Beaux Arts (INBA) pour le développement des projets de recherche, d'enseignement et de grands musées. Au début de son mandat en 1988 Salinas créa le Conseil National pour la Culture et les Arts (CONACULTA) et le Fonds National pour la Culture et les Arts (FONCA). À partir de 1994 il y eut des programmes sexennaux liés au secteur culturel puis vint Vicente Fox et entama la construction de la bibliothèque Vasconcelos. Toutes ces politiques ont été présentées comme des mesures de modernisation et c'est également sous cet angle d'approche que les politiques culturelles sous Peña Nieto se sont concentrées sur le secteur de l'audiovisuel par la promotion de la transition au numérique. Egea signala que les politiques culturelles continuent d'être aujourd'hui marquées par leur verticalité, l'insuffisance de ressources, et l'opacité dans la gestion de celles-ci. Dans ces conditions nous voyons mal comment la puissance légitimatrice des politiques culturelles pourrait traverser les sexennats.

Les commémorations du bicentenaire de l'Indépendance et du centenaire de la Révolution s'inscrivent aussi dans cette tendance. Élodie Bordat analysa ces politiques pour arriver à cette conclusion :

La révision et réinterprétation de l'Histoire qui était crainte par certains n'aura été que partiel. Les principales critiques concernent le manque de transparence, d'organisation et d'anticipation dans le processus de célébration (...) la Stèle de Lumière symbolise, pour beaucoup de mexicains, la corruption plutôt que le Bicentenaire. (...) Les

<sup>29</sup> Egea Mendoza Tomás, La política cultural de México en los últimos años, *Revista Casa del tiempo*, vol. 4 N° 5, 2008.

[http://www.uam.mx/difusion/casadeltiempo/05\\_iv\\_mar\\_2008/casa\\_del\\_tiempo\\_eIV\\_num05-06\\_02\\_07.pdf](http://www.uam.mx/difusion/casadeltiempo/05_iv_mar_2008/casa_del_tiempo_eIV_num05-06_02_07.pdf)

gouverneurs ont célébré de leur côté ces événements de manière très similaire au Gouvernement Fédéral : avec beaucoup de spectacles et des programmes à visée touristique et un discours aseptisé célébrant vaguement l'unité.<sup>30</sup>

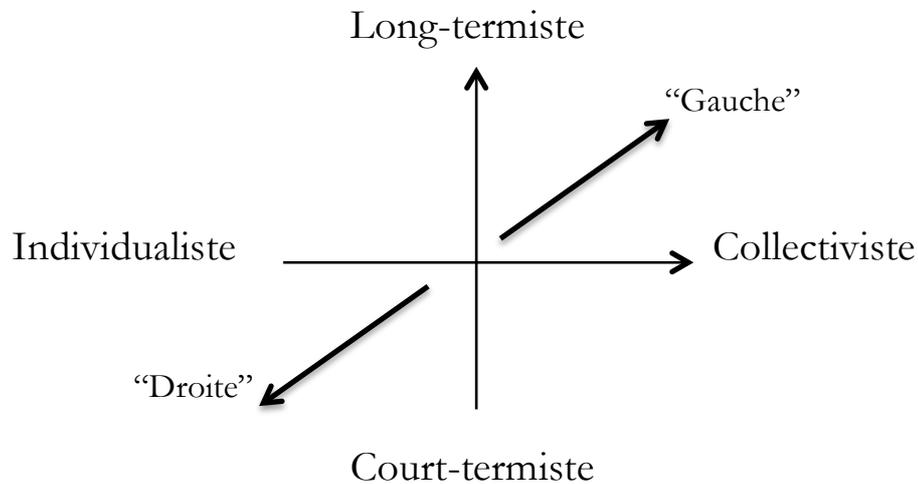
La prise en compte de ces mécanismes confirme deux tendances qui s'étaient déjà insinuées plus haut : la tertiarisation des projets de légitimation et les critiques de plus en plus consistantes des moyens de les mettre en place à travers des méthodes discrétionnaires, c'est à dire qu'en tant que mécanismes légitimateurs, ils sont de moins en moins efficaces.

Pourtant l'efficacité de ces mécanismes postule l'existence au Mexique d'une opinion publique centrée sur des débats d'actualité, proches des faits d'armes des forces de l'ordre, plutôt détachée de l'histoire du pays. Ce système, reposant sur le développement d'une forte symbiose entre grands médias nationaux et l'élite gouvernementale pose le problème du contrôle des médias comme un moyen de fausser le jeu démocratique, problématique à laquelle s'ajoute de manière croissante la corruption, la militarisation de la société et la répression systématique des mouvements de dénonciation des dérives autoritaires.

Ce qu'il faut retenir c'est que les mécanismes de légitimation fonctionnent sur des échelles de temps de plus en plus petites et c'est en partant de ce constat que nous avons étudié les principaux clivages du XX<sup>e</sup> siècle au Mexique. Nous étudierons les conflits structurant la société sur le long terme sur un repère construit à partir d'un axe hiérarchique sur lequel se situent individus et communautés, qui considèrent que les politiques économiques devraient reposer sur des échelles de temps plus ou moins longues. Cet axe est une dimension fondamentale sur laquelle se situent les personnes par rapport à leur idéologie, mais n'est pas le seul. Le deuxième axe est celui d'une hiérarchie entre des échelles d'identification, qui va de l'individualisme, la famille, en passant par le localisme, le régionalisme, le nationalisme et qui va jusqu'à l'internationalisme, voir jusqu'au *retour à la Terre*. Il concerne la tutelle plus ou moins individuelle, plus ou moins

<sup>30</sup> Bordat Élodie M. « Les héros ne sont le patrimoine unique de personne ». *Les enjeux des célébrations du Bicentenaire de l'Indépendance et du Centenaire de la Révolution mexicaine de 2010*, *Trace* N° 63, 2013. <http://trace.revues.org/1025>

collective des ressources. La croyance en la pertinence de stratégies plus ou moins longues, plus ou moins collectives donne une position politique (x ; y), que nous pouvons envisager aussi en termes vectoriels, pour obtenir ainsi une orientation.



---

**N° 7. Repère hiérarchique des forces idéologiques structurant le champ politique.**

Soulignons toutefois que ce repère n'est pas normé et ne reflète que des positionnements relatifs. Par exemple, une personne est plus ou moins individualiste seulement par rapport à une autre, et à un moment donné.

Il existe dans la littérature académique une tentative d'appliquer la théorie des clivages pour décrire la société mexicaine. L'article de Torres Martínez, synthèse de la thèse qu'il soutint à Sciences-Po Aix en décembre 2012, décrit deux clivages au Mexique, le premier serait un conflit entre l'État et l'Église catholique et le deuxième serait d'après lui un clivage *nationaliste* centre-périphérie. Il situe le clivage État/Église sur des questions de participation politique de l'Église et des programmes scolaires dans les écoles publiques, rappelant que Salinas fut le premier président à reconnaître un statut juridique à l'Église. Son approche situerait le clivage nationaliste sur les questions des investissements de capitaux étrangers dans les filières des ressources naturelles et de la participation d'étrangers en politique, et il serait devenu visible au moment de la signature de l'ALENA.

Sans vouloir nier la valeur d'un travail qui synthétise très bien la théorie des clivages, il nous semble néanmoins que son application à la réalité mexicaine manque de consistance. Torres Martínez sépare d'un côté la gauche, assimilée au PRD et de l'autre la droite et le PAN, mais peine en revanche à situer le PRI. Il utilise deux exemples pour illustrer sa conception des clivages au Mexique. Le premier concernant le clivage État/Église est celui-ci :

Le meilleur exemple (de radicalisation de la gauche) sont celle qu'on a appelée *loi Robles* sur l'IVG en 2000, et la *loi sur la vie en commun* dite *loi gay*, en 2006, toutes les deux décrétées par les gouvernements *perredistes* (du PRD), de la ville de Mexico. Ces lois ont été rejetées catégoriquement par l'Église catholique et le PAN ensemble.<sup>31</sup>

En rapport au clivage soi disant *nationaliste*, en référence aux élections présidentielles de 2006 il avance l'exemple suivant :

D'un côté Felipe Calderón envisagea l'établissement d'alliances stratégiques avec le capital privé (national et étranger),<sup>32</sup> de son côté Andrés Manuel López Obrador réitéra l'idée de ne pas modifier la Constitution pour permettre au capital privé d'entrer dans des affaires de ressources naturelles. Le candidat du PRI, Roberto Madrazo, a toujours éludé la question. La position du PAN semble normale si nous rappelons que ce parti a été fondé sur une idéologie conservatrice, et a toujours compté avec la présence d'hommes d'affaires en son sein.<sup>33</sup>

D'emblée, nous ne sommes pas convaincus par un argument qui présente un phénomène quelconque comme étant quelque chose de *normal*. Nous envisagerions plutôt la possibilité que le monde de l'entreprise puisse défendre ses intérêts en votant par un parti qui promet de lui offrir des possibilités d'investissements rentables en peu de temps, mais cela n'implique pas que les capitalistes s'identifient à une quelconque échelle supranationale ; au contraire, ils se placent dans une perspective individualiste de la gestion des ressources, à

<sup>31</sup> Torres Martínez Rubén, Los clivajes Estado/Iglesia y centro/periferia en el México del siglo XXI. Reflexiones respecto a la actualidad y funcionalidad de la teoría de clivajes para el caso mexicano, *Amnis*, 11/2012, <http://amnis.revues.org/1811>

<sup>32</sup> Le texte entre parenthèses l'est sur l'article original.

<sup>33</sup> *Idem*.

laquelle López Obrador se serait opposé, en se plaçant effectivement dans une posture nationaliste.

En outre, il ne s'agit pas non plus de nier qu'il existe dans la description de clivages un facteur identitaire à prendre en compte, mais il nous semble seulement que l'exemple choisi par Torres n'est pas bien analysé, car le cas vénézuélien montre que la nationalisation du pétrole peut engranger une dynamique d'identification régionale et constitue un contre-exemple. Dans le cas mexicain, rappelons que l'expropriation du pétrole a coïncidé avec la guerre civile espagnole, que le Mexique a accueilli à l'époque de nombreux républicains espagnols parce qu'il disposait en fait des ressources pour les intégrer, il a pu participer à la deuxième guerre mondiale et s'affirmer contre le fascisme se greffant ainsi dans une logique internationaliste. Bref, nous pensons au contraire que le discours nationaliste est précisément le point qui unifie PRI, PAN et PRD dans une logique institutionnelle qui permet au départ d'observer des clivages. La *nation* n'est pas un point de rupture, mais semble être au contraire, un des seuls points de convergence de leurs projets et n'empêche pas qu'une identification internationale puisse être construite en parallèle (car l'identification *internationale* implique la nationale).

Les *lois gay* et *Robles* sont aussi très intéressantes, surtout la loi Robles, nommée d'après Rosario Robles qui fut cheffe du gouvernement de la ville de Mexico en 2000 et présidente du PRD et milite aujourd'hui au sein du PRI.. Cette transition est significative d'un processus qui est concomitant avec la création de clivages dans une société et que Torres Martínez n'a pas pris en compte dans son analyse: le glissement vers la droite. Un phénomène sur lequel nous reviendrons plus loin.

La présentation des politiques sur l'IVG et des droits civils des homosexuels en tant que représentatives d'une « radicalisation », révèle aussi le postulat d'une *norme* qui consisterait à éviter ces débats, et il nous semble dès lors que l'argument est invalide. L'opposition au droit d'IVG et la négation de droits aux homosexuels, lesbiennes, trans et intersexe nous semblent provenir plutôt d'une orientation politique qui envisage un projet de société où le rôle de la famille

(un niveau d'identification très réduit) serait prépondérant, où chercher à limiter le nombre et la diversité sexuelle de ses membres semblerait contraire à l'intérêt.

En somme, à partir des mêmes exemples, nous placerions les divergences idéologiques sur deux axes hiérarchiques, le premier d'identification communautaire, et le deuxième, de projection temporelle. La droite s'opposerait en ce sens à la gauche, dans le fait de prioriser l'identification proche, ainsi que la projection dans l'avenir courte, au lieu d'accorder plus d'importance à un avenir lointain et à une gestion de ressources plus collective.

Malgré tout, nous sommes d'accord avec Torres lorsqu'il affirme que les clivages contemporains au Mexique n'ont été visibles vraiment qu'à partir des années 1980 au moment où le Frente Democrático Nacional/Front Démocratique National (devenu PRD) dirigé par Cuauhtémoc Cárdenas se détacha du parti hégémonique PRI lors de la campagne présidentielle de 1988 que Cárdenas perdit dans des élections très contestées. Afin de contextualiser, Torres rappela :

Le débat principal de cette élection fut surtout idéologique, à propos de thèmes comme la continuité d'un État protecteur de l'économie ou l'instauration du libre-marché. (...) En 1994, l'élection fut basée sur l'idée de continuité du système ou d'un changement radical (prôné principalement par la conjoncture de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale : EZLN). Au fond il s'agissait du même débat de l'élection de 1988.<sup>34</sup>

Le principal conflit de la société mexicaine au vingtième siècle serait à très grands traits, celui qui oppose les personnes qui soutiennent les politiques dites *néolibérales*, et ceux qui s'y opposent. En effet, autour de l'année 1990, les divergences idéologiques concernaient surtout l'abandon progressif de la réforme agraire ; la principale revendication des néo-zapatistes était dans un premier temps, celle de l'application du *Plan de Ayala* au Chiapas, et au lieu de prendre en compte le mouvement de l'EZLN comme un fait contextuel, nous proposons de le regarder en face et de lui conférer sa place dans l'actualité américaine et internationale dont le mouvement se revendique.

<sup>34</sup> *Idem.*

Car le clivage sur lequel se situe la séparation entre PRI et PRD n'est devenu complètement visible qu'à partir du moment où les positions conservatrices du PRI avec le recours aux méthodes autoritaires se sont confirmées suite aux investigations concernant la *guerre sale*, et par la médiatisation de la répression sanglante de tous les mouvements contestataires de la fin du vingtième siècle, dont le soulèvement néo-zapatiste au Chiapas, connu pour le massacre d'Acteal où des dizaines d'indigènes, principalement des enfants et des femmes ayant subi l'ablation des seins et l'extirpation des fœtus parmi celles qui se trouvaient enceintes, (symboles de misogynie et de phobie du renouveau générationnel), ont été massacré(e)s par des paramilitaires.<sup>35</sup>

Le conflit au Chiapas ne correspond donc pas à la définition traditionnelle d'un clivage en tant que conflit institutionnalisé, puisque la nature du conflit déborda largement le cadre des institutions pour se placer le plus souvent sur le spectre de la lutte armée. Pourtant, la dynamique divergente a continué de se renforcer au cours du dernier quart de siècle avec l'abandon des mécanismes de légitimation agissant sur le long terme. Par ailleurs, ne serait-il pas fécond maintenant de s'interroger sur les causes qui rendent un mécanisme légitimateur efficace ? Est ce qu'il existe un lien quelconque entre puissance légitimatrice des politiques publiques et leur capacité à intégrer les individus et les groupes à la vie politique nationale ? Et à la vie économique ?

Car l'automne 2014 la presse nationale et internationale constatait *la crise de la gauche* au Mexique en même temps qu'un événement lié aux actualités bouleversait une société pourtant confrontée dans son quotidien à des niveaux de violence extrême.

Prompts à interroger la signification des phénomènes qualifiés de *crise*, et en remarquant des analogies avec les caractéristiques du clivage qui a séparé PRD et PRI en 1988... Le massacre de Tlatelolco en 1968 ressemble à un éclat sur un plan politico-économique fragilisé par la transition vers des politiques légitimatrices efficaces sur la courte durée. Les changements rapides de l'année

<sup>35</sup> Furio Victoria J. & Olivera Mercedes, *Violencia Femicida : Violence against Women and Mexico's Structural Crisis, Latin American Perspectives*, vol. 33 N° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012 : Neoliberalism, Social Movements, and Electoral Politics, pp. 104-114, 2006, Sage Publications, Inc. <http://www.jstor.org/stable/27647925>.

1994 se placent dans la continuité de cette dynamique. Nous aimerions donc savoir si l'automne 2014 n'aurait pas constitué lui aussi un moment définitoire des clivages au Mexique. Puisqu'en 2014 López Obrador avec d'anciens membres du PRD a fondé un nouveau parti, MORENA (Mouvement Régénération National).

En même temps, l'affaire Ayotzinapa de disparition forcée de 43 jeunes étudiants a soulevé l'indignation de la population, et la relation avec le gouvernement, qui ne peut de toutes façons que s'accrocher à sa position stratégique de souveraineté, s'est dégradée. S'agit-il d'une nouvelle *crise* au Mexique ? Ou pour le formuler différemment ; dans quelle mesure se place-t-elle dans la continuité des *crises* au Mexique ? De quelle manière l'événement a-t-il servi à récupérer la mémoire des *crises* ? Jusqu'à quel point la société a-t-elle dû se rappeler de faits historiques qui dérangent et qu'elle aimerait oublier au plus vite ?

Cela pose l'interrogation sur la capacité des programmes de redistribution n'ayant guère approché l'objectif de réduire la pauvreté, la soi disant *flexibilité du travail*, et la *lutte contre la criminalité organisée*, d'ouvrir une perspective de développement pour le Mexique en intégrant les nouvelles générations aux institutions. N'est-ce pas le rôle principal du système éducatif ? Est ce que le projet d'éducation au Mexique serait-il aujourd'hui en mesure de constituer le vecteur d'inclusion des générations à venir dans leur participation aux institutions jusqu'au niveau national au moins ? Nous allons maintenant regarder de près une échelle de temps plus courte et proche de l'actualité afin de mettre à l'épreuve la pertinence de ce cadre théorique. Car ce qu'il paraît être en jeu à travers toutes ces interrogations c'est la mémoire de la Révolution : la Crise *par excellence*, celle dont on peut se souvenir. Car en histoire, le mythe de la table rase est une faute, mais la mémoire en revanche est un processus sélectif. Pourquoi avoir donné le monopole de cette mémoire à un seul parti ? C'est une question qui trouve ses réponses dans les contextes dans lesquels les restes de Madero, Carranza, Villa, Calles et Cárdenas ont été placés dans le mausolée du monument à la Révolution à Mexico, alors que ceux de Zapata et d'Obregón se sont trouvés exclus.

Dans l'actualité, une piste que nous avons c'est que la place de la République (à l'endroit où se trouvent le monument et le musée de la Révolution), est occupée depuis des mois par les professeur(e)s des syndicats qui ont rejeté les

réformes sur l'éducation et les autres réformes du *pacte pour le Mexique*, et qui ont été toujours présentées, soulignons le, dans une logique de la *modernisation*. Les autres clés de réflexion doivent se trouver enfin dans les sources du XIX<sup>e</sup> siècle et au delà.

À l'inverse, lors du dernier siècle nous pouvons bien trouver les pistes sur la façon dont ce monopole s'est déconstruit, et cette dynamique générale peut donner un sens aux clivages, et en somme, à la tectonique socio-politique que nous observons.

C'est à dire que la Révolution dans un sens large, prise en tant que limite entre les régimes, repère stable pour l'étude des *crises*, marquant le passage d'un siècle à l'autre en tant que fait de civilisation et prérogative du peuple, peut être une notion référentielle dans l'étude d'un pays comme le Mexique à travers plusieurs échelles de temps. Nous avons observé les dynamiques sur un siècle (échelle longue)<sup>36</sup> et maintenant nous adapterons notre focale afin d'observer une réalité plus proche.

<sup>36</sup> L'histoire des temps longs est plutôt celle qui considère deux-cents ans et au delà, mais par rapport aux autres échelle que nous avons étudié, le siècle est l'échelle la plus grande.

## Chapitre 4. L'affaire Ayotzinapa

### 4.1. Présentation des sources

La nuit du 26 au 27 septembre 2014, des étudiants de l'École Normale Rurale Raúl Isidro Burgos, située à Ayotzinapa, municipalité de Tixtla, inscrits en première et deuxième année en majorité ; se sont retrouvés dans une confrontation avec les forces de l'ordre à Iguala, ville moyenne de l'État du Guerrero.<sup>1</sup> Les normaliens n'étant pas armés n'ont pas pu se défendre. Il y a eu des morts et des blessés dans au moins trois différentes attaques,<sup>2</sup> et 43 jeunes de sexe masculin ont été victimes de disparition forcée. La presse nationale et internationale a très vite pris le relais dans la diffusion des suites de l'événement. Nous allons d'abord étudier l'affaire Ayotzinapa à partir de l'analyse d'une revue de presse pour présenter, dans un deuxième temps, les résultats de notre enquête auprès de *l'Eurocaravana 43*, composée par un survivant de l'attaque, le père d'un des élèves disparus et le membre d'une association de défense des droits humains lors de leur passage à Marseille en mai 2015.

<sup>1</sup> Iguala, Guerrero, tiene un viernes violento con ataques y muertes *CNNMexico.com*, 27/09/2014 <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/09/27/iguala-guerrero-tiene-una-noche-violenta-con-ataques-y-muertes>, consulté le 08/09/2015.

<sup>2</sup> Balaceras dejan 8 muertos en Iguala; Guerrero condena los hechos, *El Financiero*, 27/09/2014 <http://www.elfinanciero.com.mx/sociedad/balaceras-dejan-muertos-en-iguala-guerrero-condena-los-hechos.html>, consulté le 08/09/2015.

### 4.1.1. La presse

Le 12 décembre 2011, les étudiants de l'école normale Raúl Isidro Burgos d'Ayotzinapa (municipalité de Tixtla, voisine de Chilpancingo, capitale de l'État de Guerrero, dans le sud-ouest du pays), ont organisé une manifestation en bloquant l'autoroute qui va de Mexico à Acapulco pour demander au gouverneur l'ouverture d'un dialogue à propos des conditions d'études à l'école d'Ayotzinapa, une des plus anciennes du réseau d'écoles normales rurales du pays, en manque d'investissements depuis des décennies. Leur principale revendication était depuis 2007 l'exigence au gouvernement de la création de postes pour les diplômés des écoles normales rurales. Ils ont été réprimés simultanément par la police fédérale, celle de l'État de Guerrero et par la police fiscale, et deux des étudiants sont morts touchés par les balles.<sup>3</sup> À cette occasion, les étudiants ont été accusés d'avoir provoqué un incendie dans une station service où un travailleur est mort des suites de ses brûlures.<sup>4</sup> La presse nationale n'a guère suivi l'événement ; qui a pourtant servi à justifier un discours officiel persistant de *mano dura/fermeté* contre les syndicats de professeur(e)s relayé par les groupements de capitalistes et les médias qui leur sont associés.<sup>5</sup>

Pour comprendre la suite, il manque quelques éléments du contexte des manifestations des professeurs ; car depuis 2006, les enseignant(e)s de l'État de Oaxaca, une des trois entités fédérées pauvres du sud du Mexique (entre le Guerrero et Chiapas), se sont manifesté(e)s pour demander l'amélioration des conditions dans les écoles de l'entité, notamment dans les écoles rurales. La

<sup>3</sup> Ocampo Arista Sergio, Matan policías a dos estudiantes al desalojar un bloqueo carretero, *La Jornada*, 13/12/2011, <http://www.jornada.unam.mx/2011/12/13/politica/002n1pol>, consulté le 08/09/2015.

<sup>4</sup> Muere empleado de gasolinera incendiada durante desalojo de normalistas, *Proceso*, 01/01/2012, <http://www.proceso.com.mx/?p=293339>, consulté le 08/09/2015.

<sup>5</sup> Barrera Juan Manuel, Empresarios piden "mano dura" contra maestros de la CNTE, *El Universal Estado de México*, 29/08/2013, <http://www.eluniversaledomex.mx/tlalnepantla/empresarios-piden-mano-dura-contra-maestros-de-la-cnte.html>, consulté le 08/09/2015.

Ballinas Víctor & Becerril Andrea, Aplicar mano dura contra maestros de Guerrero, estima Graco Ramírez, *La Jornada*, 26/04/2013.

<http://www.jornada.unam.mx/2013/04/26/politica/012n1pol>, consulté le 08/09/2015.

Espinosa Abraham, Gobierno federal debe aplicar 'mano dura' a profesores de la CNTE, *Oronoticias*, 10/10/2013, <http://www.oronoticias.com.mx/nota/107430/Gobierno-federal-debe-aplicar-mano-dura-a-profesores-de-la-CNTE>, consulté le 08/09/2015.

section 22 du Syndicat National de Travailleurs de l'Éducation a demandé au gouvernement de combler les insuffisances matérielles et en ressources humaines de tout le réseau d'écoles publiques.

En juin 2006, le gouvernement de l'État a répondu aux professeur(e)s en envoyant la police dégager la place centrale de Oaxaca, provoquant ainsi la radicalisation du mouvement et la solidarité de nombreuses autres associations organisées à partir de ce moment là au sein de l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO). Les principaux leaders du mouvement ont été emprisonnés, plusieurs personnes ont été assassinées dont le journaliste William Bradley Roland lorsque les manifestations ont atteint son point culminant au début de novembre 2006.<sup>6</sup>

Plus récemment, depuis la signature du *pacte pour le Mexique* le SNTE, le CNTE (Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación/Fédération Nationale de Travailleurs de l'Éducation) et les membres du réseau de syndicats au niveau des États ont organisé des manifestations et un campement à Mexico plusieurs fois évacué et relogé, afin de critiquer le manque de consultation en rapport aux réformes sur l'éducation dont une des parties les plus sensibles concernait le mécanisme d'évaluation obligatoire des tous les enseignant(e)s.<sup>7</sup>

C'est à dire que les manifestations des normaliens se placent dans un contexte de dégradation des conditions des écoles, et d'une répression systématique des mouvements sociaux qui dénoncent les pratiques autoritaires, soutenue par des médias et une opinion publique prônant la *fermeté* contre les enseignant(e)s contestataires.

Un autre niveau du contexte dans lequel se sont produits ces événements est celui, très tendu, de l'affaire Tlatlaya, une municipalité du sud-ouest de l'État du Mexique, où des membres de l'armée ont combattu puis exécuté après leur reddition, vingt-deux jeunes du Guerrero. La proximité temporelle et géographique des deux événements est nette. Ils se sont déroulés dans un rayon

<sup>6</sup> FIDH, *Oaxaca: conflit social et violations aux droits humains*, n° 461/3, octobre 2006. <https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx461e.pdf>. Consulté le 16/06/2015.

<sup>7</sup> Cronología del plantón de la CNTE en el DF, *Milenio Digital*, 09/02/2015, [http://www.milenio.com/df/planton\\_CNTE\\_Monumento\\_Revolucion-cronologia\\_planton\\_CNTE\\_DF-planton\\_CNTE\\_DF\\_0\\_461354012.html](http://www.milenio.com/df/planton_CNTE_Monumento_Revolucion-cronologia_planton_CNTE_DF-planton_CNTE_DF_0_461354012.html), consulté le 19/08/2015.

d'une centaine de kilomètres avec trois mois d'écart. Cet écart est à relativiser cependant par le fait que l'affaire Tlatlaya a été longtemps ignorée, jusqu'au moment où Pablo Ferri, un journaliste espagnol publia la version des faits d'un témoin du massacre.<sup>8</sup> Une semaine plus tard, le 25 septembre, huit militaires ont été arrêtés accusés d'*indiscipline militaire*, et l'affaire a été classée pour une durée de douze ans par le Procureur de la République.<sup>9</sup> Les faits violents à Iguala ont eu lieu la nuit du 26 au 27 septembre 2014.

La première semaine a été marquée par la confusion et une très forte émotion au niveau national, mais après que de très nombreux articles soient parus les trois premiers jours, il s'est produite une certaine accalmie autour du 2 octobre. Le 3 octobre le Procureur de la République (PGR) saisit l'affaire,<sup>10</sup> le 4 ont été retrouvées des fosses clandestines avec des restes de personnes non identifiées à proximité d'Iguala<sup>11</sup> et le 5 des ONG avaient créé un réseau de soutien aux proches de élèves disparus.<sup>12</sup> Le 10 octobre quelques membres du parlement européen ont écrit une lettre à Peña Nieto dont l'extrait ci-dessous peut nous donner des indications sur les éléments auxquels le grand public a eu accès les premiers jours suivant l'événement.

La nuit et le matin du 26 au 27 septembre 2014, trois étudiants de l'École Normale Rurale d'Ayotzinapa ont été prétendument assassinés par la police dans la ville d'Iguala. Depuis cette nuit, 43 autres étudiants sont disparus. Les 28 cadavres retrouvés dans des fosses communes près du site sont très probablement leurs restes. Pendant cette même nuit, au moins trois autres personnes sont mortes par des

<sup>8</sup> Ferri Pablo, Exclusiva: Testigo revela ejecuciones en el Estado de Mexico, Esquire Latinoamérica, 19/09/2014. <http://www.esquirelat.com/reportajes/14/09/17/esclusiva-esquire-Testigo-revela-ejecuciones-ejercito>, consulté le 08/09/2015.

<sup>9</sup> 8 militares detenidos por la muerte de 22 personas en Tlatlaya EDOMEX, CNNMexico 25/09/2014. <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/09/25/8-militares-detenidos-por-la-muerte-de-22-personas-en-tlatlaya-edomex>, consulté le 08/09/2015.

<sup>10</sup> Castillo Gustavo, Atrae la PGR el caso de los 43 normalistas desaparecidos en Iguala, *La Jornada*, 04/10/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/04/atrae-pgr-investigacion-de-los-43-normalistas-desaparecidos-en-iguala-3218.html>, consulté le 08/09/2015.

<sup>11</sup> Governor says human remains found in Mexico mass grave had been burned, *The Guardian*, 05/10/2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/oct/05/mass-grave-found-mexican-town-43-students-missing>, consulté le 08/09/2015.

<sup>12</sup> Petrich Blanche, Crean 53 Ong plataforma de solidaridad con normalistas de Ayotzinapa, *La Jornada*, 06/10/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/06/crean-53-ong-plataforma-de-solidaridad-con-normalistas-de-ayotzinapa-3048.html>, consulté le 08/09/2015.

tirs de la police, et deux syndicalistes ont été gravement blessés, avec d'autres personnes. Un des étudiants assassinés présente en plus des signes d'une horrible torture. Tout ceci est arrivé en présence de la police locale et fédérale, ainsi que des forces militaires mexicaines.<sup>13</sup>

Dès le 27 septembre, la CNDH a ouvert un dossier sur l'affaire Ayotzinapa, qu'elle a étiquetée de *violations graves des droits humains*.<sup>14</sup> Puis le 29 septembre, Alejandro Encinas, sénateur du PRD membre de la Commission de Sécurité dit :

Si l'on observe ce qui est arrivé à Tlatlaya, où 22 jeunes ont été abattus, prétendument par des militaires, ils étaient de Guerrero, de la région de Tierra Caliente et de Arcelia ; si l'on observe les assassinats à Iguala, avec la police municipale qui agresse les étudiants normaliens, il se crée un cadre de violence et provocation. Il ne s'agit plus d'un affrontement avec des délinquants mais contre des personnes liées aux mouvements sociaux.<sup>15</sup>

Ce qu'il décrit est avant tout un « cadre » qui est un vocabulaire de la mise en scène et qui renvoie à des généralités. « Violence », « provocation », « affrontement », « abattus », « agresse » et « assassinats » forment le champ lexical d'un conflit où les forces belligérantes ne seraient pas équivalentes, dépassant en tout cas le cadre de la violence légitime. Ce qu'Encinas est en train d'insinuer en mettant en parallèle les deux affaires c'est que toutes ces personnes sont mortes à cause de leur âge et parce qu'ils venaient du Guerrero. Également, la responsabilité de l'État y serait engagée, et puisque la légitimité du recours à la force est mise en cause dans son discours, il s'agit d'une critique qui, venant d'un sénateur de la Commission de Sécurité crée une distance entre lui et le reste du

<sup>13</sup> Parlement Européen, *Lettre du 10 octobre 2014 à Ashton, Mogherini & Peña*. Bruxelles. Signent les députés européens Lunacek, Bové, Ceballos, Giegold, Häusling, Hautala, Heubuch, Joly, Keller, Lambert, Lochbihler, Scott Cato, Sebastia, Staes, Terricabras, Urtausun, Zimmer, Présidente du Groupe GUE/NGL et les membres du Parlement Allemand Meiwald Groth, Hänsel et Hunko. Voir en Annexe.

<sup>14</sup> CNDH: *en Ayotzinapa hubo violaciones graves a derechos*, *Milenio Digital*, 05/10/2014, [http://www.milenio.com/estados/normalistas-desaparecidos-investiga-CNDH-Iguala-violacion-derechos\\_humanos\\_0\\_385161602.html](http://www.milenio.com/estados/normalistas-desaparecidos-investiga-CNDH-Iguala-violacion-derechos_humanos_0_385161602.html), consulté le 08/09/2015.

<sup>15</sup> Ballinas Víctor, *En Guerrero se ataca a los movimientos sociales: Encinas*, *La Jornada*, 29/09/2014, <http://www.jornada.unam.mx/2014/09/29/politica/006n1pol>, consulté le 08/09/2015.

système, révélant un manque de solidarité et de responsabilité atteignant le plus haut niveau au sein des institutions nationales.

En somme, la CNDH s'est penchée tout de suite sur l'événement, et le Sénat aussi de manière assez informelle. Le parquet fédéral quant à lui n'a créé un dossier sur la disparition de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa qu'une semaine plus tard. En revanche, assez rapidement, le 8 octobre le Congrès a créé une commission spéciale afin d'enquêter sur cette affaire.<sup>16</sup> Le lendemain, Peña Nieto s'est exprimé de manière officielle pour ordonner l'accélération des enquêtes.<sup>17</sup>

Au niveau continental maintenant, nous pouvons signaler que le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza s'est exprimé le 7 octobre pour dénoncer un « crime inhumain et absurde » et soutenir le gouvernement de Peña.<sup>18</sup> Par la suite, le gouvernement mexicain a signé le 12 novembre une convention d'assistance technique avec la CIDH pour enquêter sur l'événement.<sup>19</sup> Le 17 novembre, Emilio Rabasa, représentant du Mexique devant l'OEA justifiait cette mesure en disant que dans cette affaire de « *disparitions forcées* », le gouvernement traversait une « crise de confiance ».<sup>20</sup> Néanmoins, la position du diplomate se vit isolée et le gouvernement garda comme thèse officielle celle d'enlèvements et homicide suivie par la PGR.

Ainsi, le 16 janvier 2015, un groupe de cinq experts a finalement été désigné.<sup>21</sup> En février, lors de leur première réunion à Washington D.C., ces experts

<sup>16</sup> Pansza Arturo, Diputados instalan Comisión Especial para el caso Ayotzinapa; coinciden en no politizar trabajos, *OEM en línea*, 08/10/2014, <http://www.oem.com.mx/oem/notas/n3564318.htm>, consulté le 20/04/2015

<sup>17</sup> EPN urge acelerar investigación del caso Iguala, al que calificó como un "acto de barbarie", *20minutos.com.mx*, 09/10/2014, <http://www.20minutos.com.mx/noticia/18204/0/enrique-pena-nieto-acelerar/investigacion-caso-iguala/ayotzinapa-acto-barbarie/>, consulté le 08/09/2015.

<sup>18</sup> La OEA exige esclarecer desaparición de normalistas, *Proceso*, 07/10/2014, <http://www.proceso.com.mx/?p=384075>, consulté le 08/09/2015.

<sup>19</sup> Martínez Fabiola, Firman México y CIDH convenio de asistencia técnica por Ayotzinapa, *La Jornada*, 12/11/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/12/firman-mexico-y-cidh-convenio-de-asistencia-tecnica-por-ayotzinapa-6882.html>, consulté le 08/09/2015.

<sup>20</sup> Grupo de 10 expertos de la CIDH asesorará a México por caso Iguala, *La Jornada*, 17/11/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/17/grupo-de-10-expertos-asesorara-a-mexico-por-caso-iguala-3128.html>, consulté le 08/09/2015.

<sup>21</sup> Martínez Fabiola, CIDH designa grupo de expertos para dar asesoría a México en caso Ayotzinapa, *La Jornada*, 16/01/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/16/cidh-designa-grupo-de-expertos-para-dar-asesoria-a-mexico-en-caso-ayotzinapa-3909.html>, consulté le 08/09/2015.

se sont affranchis de la thèse officielle en affirmant qu'ils voyaient des « éléments qui structurent la disparition forcée ».<sup>22</sup>

À l'échelle des institutions internationales, le 22 octobre, à travers le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits Humains (HCDH) l'ONU a informé qu'ils considéraient dans leurs statistiques cette affaire comme relevant de la disparition forcée.<sup>23</sup> Ainsi, le Mexique, signataire de l'ICPAPED s'est vu contraint de présenter un rapport au CED en février 2015 lors de sa huitième session.<sup>24</sup> Le 29 janvier *La Jornada* rapporta les propos de Santiago Corcuera Cabezut, professeur en Droits Humains à l'Université Iberoaméricaine à Mexico, membre indépendant du CED, qui affirma que selon les standards internationaux, la fin d'une disparition forcée, un crime continu dans le langage juridique, correspond à « l'établissement au delà du doute, de la localisation de la personne si elle est vivante, et la reconnaissance par la familles des preuves qu'elle est vivante ».<sup>25</sup> Le gouvernement mexicain se voyait mêlé dans une controverse avec les instances internationales.

Ainsi, du 2 au 13 février 2015, une délégation de parents des élèves disparus accompagnée de membres des associations de défense des droits humains Tlachinollan, Centro PRODH et Amnesty International, s'est rendue à Genève pour présenter le cas des 43 normaliens devant le CED.<sup>26</sup> Ce qui était clairement en jeu était la reconnaissance par l'État, à travers la PGR du crime de disparition forcée, et pas uniquement de celui d'homicide. À l'issue de la réunion, le Comité demanda au Mexique de présenter dans un délai d'un an les résultats

<sup>22</sup> Expertos de CIDH no asumirán tesis oficial sobre muerte de normalistas, *La Jornada*, 12/02/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/12/expertos-de-cidh-no-asumiran-tesis-oficial-sobre-asesinato-de-normalistas-9337.html>, consulté le 08/09/2015.

<sup>23</sup> Considera ONU una desaparición forzada, *El Siglo de Torreón*, 22/10/2014, <http://www.elsiglodetorreon.com.mx/noticia/1049703.considera-onu-una-desaparicion-forzada.html>

<sup>24</sup> Camacho Servín Fernando, Revisará ONU desapariciones forzadas en México la próxima semana, *La Jornada*, 28/01/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/revisara-onu-desapariciones-forzadas-en-mexico-la-proxima-semana-1175.html>, consulté le 08/09/2015.

<sup>25</sup> Sánchez Jiménez Arturo, ONU: Gobierno mexicano no puede dar por muertos a los normalistas, *La Jornada*, 29/01/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/29/onu-gobierno-mexicano-no-puede-dar-por-muertos-a-normalistas-8092.html>, consulté le 08/09/2015.

<sup>26</sup> ONG piden en Ginebra no cerrar aún el caso Ayotzinapa, *La Jornada*, 02/02/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/02/ponderara-hoy-la-onu-dos-visiones-sobre-ayotzinapa-3959.html>, consulté le 08/09/2015.

d'un registre exclusif de disparitions forcées que l'État devrait désormais mettre en place.<sup>27</sup>

En ce qui concerne l'action des associations internationales de droits humains, le 8 octobre, HRW a organisé une conférence à Mexico où José Miguel Vivanco, le directeur pour les Amériques assura que les événements d'Iguala étaient plus violents que ceux de Tlatelolco en 1968 et il dénonça que le gouvernement a donné des chiffres contradictoires concernant les disparitions au Mexique, plaçant le nombre de personnes disparues entre 8 000 et 22 000.<sup>28</sup> Ensuite, le 7 novembre, près du moment où les manifestations ont atteint leur point culminant, cette association a donné une conférence de presse et a publié un communiqué qui dénonçait les retards dans les investigations sur les affaires Ayotzinapa et Tlatlaya, car la PGR a mis respectivement une semaine et trois mois pour saisir les dossiers.<sup>29</sup>

Amnesty International a publié un communiqué le 21 janvier où ils critiquaient l'attitude de la PGR de vouloir fermer le dossier *Ayotzinapa* alors que des lignes d'investigation concernant le rôle de l'armée et des responsabilités politiques plus élevées n'avaient pas été étudiées, dans un contexte de « war on drugs/guerre contre les drogues » où 23 000 personnes se trouvaient disparues et plus de 100 000 avaient été assassinées depuis 2006.<sup>30</sup>

Dans ce contexte, le 27 janvier le procureur de la République, se disant convaincu que les normaliens ont été « privés de liberté, privés de la vie, incinérés et jetés dans la rivière San Juan » a ajouté : « Ceci est la vérité historique des faits,

<sup>27</sup> CED, *Observaciones finales sobre el informe presentado por México en virtud del artículo 29, párrafo 1 de la Convención*, 13/02/2015, [http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CED/Shared%20Documents/MEX/INT\\_CED\\_COB\\_MEX\\_19564\\_S.pdf](http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CED/Shared%20Documents/MEX/INT_CED_COB_MEX_19564_S.pdf)

<sup>28</sup> *La masacre de Ayotzinapa peor que la de Tlatelolco: Human Rights Watch, Al Momento Noticias*, 08/10/2014, <http://www.almomento.mx/la-masacre-de-ayotzinapa-peor-que-la-de-tlatelolco-human-rights-watch/>, consulté le 20/04/2015

<sup>29</sup> Human Rights Watch, *Mexico: Delays, Cover-Up Mar Atrocities Response*, 07/11/2014, <http://www.hrw.org/news/2014/11/07/mexico-delays-cover-mar-atrocities-response>, consulté le 08/09/2015.

<sup>30</sup> Amnesty International, *Mexico: Investigation into the enforced disappearance of 43 students is far from conclusive*, <http://www.amnesty.ca/news/news-releases/mexico-investigation-into-the-enforced-disappearance-of-43-students-is-far-from>, consulté le 29/01/2015

sur les bases des preuves apportées par la science ».31 Vivanco, de HRW lui a répondu qu'il ne s'agissait nullement d'une « vérité historique » mais uniquement d'une « vérité officielle pour l'instant ».32

Le 29 janvier, le Centre pour la Justice et le Droit International (CEJIL) a publié un communiqué qui manifestait leur « rejet et préoccupation pour le possible arrêt des investigations sur l'affaire Ayotzinapa annoncé par le procureur ».33 Cette rhétorique de la *préoccupation* est un des traits transversaux que nous avons repéré dans l'analyse de notre revue de presse de 439 items.34

La préoccupation a été le positionnement officiel de la Maison Blanche (résidence officielle du Président des États-Unis, faisant référence à l'institution présidentielle par extension) en rapport à l'événement : le porte-parole Josh Earnst a affirmé le 29 octobre que « les rapports sur l'État du Guerrero sont préoccupants ».35 C'est un mot qui a été repris par les étudiants du *Centre de Investigación y Docencia Económicas*/Centre de Recherche et Enseignement Économiques (CIDE) dans un communiqué du 8 novembre en rapport avec l'attitude du procureur Murillo Karam qui a mis fin à une conférence de presse en disant « ya me cansé/ je suis fatigué » avant de partir, ce qui a provoqué l'indignation de la population qui reprit l'expression de manière massive sur les réseaux sociaux. Le terme apparaît aussi en ces termes :

Il est préoccupant aussi que les déclarations du Procureur aient été basées sur les confessions de trois prévenus. Ce fait ne démontre pas

31 Castillo García Gustavo, *Guerreros Unidos asesinó a los 43 normalistas: Murillo*, *La Jornada*, 28/01/2015, <http://www.jornada.unam.mx/2015/01/28/politica/002n1pol>, consulté le 08/09/2015.

32 *PGR da versión oficial, no verdad histórica: HRW*, *La Jornada*, 28/01/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/version-de-pgr-sobre-ayotzinapa-no-es-verdad-historica-hasta-ahora-solo-oficial-hrw-5054.html>, consulté le 08/09/2015.

33 CEJIL, *Rechazo ante anuncio sobre cese de las investigaciones en el caso Ayotzinapa*, 29/01/2015, <http://www.tlachinollan.org/comunicado-rechazo-ante-anuncio-sobre-cese-de-las-investigaciones-en-el-caso-de-ayotzinapa/>, consulté le 19/08/2015

34 L'intégralité des liens vers les sources de la revue de presse classées par ordre chronologique se trouve en annexe.

35 Hernández J. Jaime, *Preocupante, el caso de Ayotzinapa: Obama*, *El Universal*, 29/10/2014, <http://www.eluniversal.com.mx/primera-plana/2014/impreso/preocupantes-reportes-sobre-la-situacion-en-guerrero-eu-47368.html>, consulté le 20/04/2015

seulement le manque de responsabilité des autorités dans leurs déclarations mais aussi leur nulle capacité et volonté d'enquêter.<sup>36</sup>

Ensuite, le 28 janvier, Maureen Meyer de la Washington Office for Latin America (WOLA) a dit qu'il était :

Prématuré et alarmant que les autorités aient conclu l'enquête sur la disparition forcée des étudiants normaliens (...) alors qu'Enrique Peña Nieto clairement veut aller au delà de cette affaire qui a gravement blessé sa popularité interne et sa crédibilité internationale, il y a encore beaucoup de questions sur cette affaire.<sup>37</sup>

Le même jour, AI publia une lettre adressée au Procureur avec cette fois, une liste de *préoccupations* parmi lesquelles font saillie celles qui concernent les enquêtes sur la disparitions des normaliens et notamment le fait que la seule preuve dont disposait la PGR de la mort des étudiants, la thèse officielle, était un fragment d'os prétendument trouvé dans la rivière, mais dont l'Équipe Argentine d'Anthropologie Légale/Equipo Argentino de Antropología Forense (EAAF) n'a pas pu assurer la provenance puisque la PGR leur a présenté le matériel dans un sac ouvert présenté sur une table, alors qu'ils devaient être convoqués pour effectuer les recherches *in situ* ensemble. AI exprima sa préoccupation aussi par rapport au fait que la version officielle de ce qui est arrivé aux 43 étudiants fut basée sur les confessions de trois personnes qui par la suite ont dénoncé avoir été torturées. Une autre préoccupation concernait le rôle qu'a joué l'armée le 26 et le 27 septembre, mais aussi le 12 janvier lorsque les proches des victimes se sont rendu(e)s aux installations du 27<sup>e</sup> régiment d'infanterie et ont été repoussé(e)s avec violence.<sup>38</sup>

<sup>36</sup> Preocupante, que declaraciones de Karam sobre Ayotzinapa estén basadas en confesiones: alumnos del CIDE, *Animal Político*, 08/11/2014, <http://www.animalpolitico.com/2014/11/preocupante-que-declaraciones-de-karam-sobre-ayotzinapa-esten-basadas-en-confesiones-estudiantes-cide/>, consulté le 19/08/2015. L'article publie le lien vers la source.

<sup>37</sup> Camacho Servín Fernando, '*Alarmante*' que se dé por concluido caso Ayotzinapa: WOLA, *La Jornada*, 28/01/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/alarmante-que-autoridades-den-por-concluido-caso-ayotzinapa-wola-9570.html>, consulté le 08/09/2015.

<sup>38</sup> Amnesty International, *Lettre à Jesús Murillo Karam, Procureur Général de la république*, AMR, 41/003/2015, 28/01/2015, [amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2015/01/amr410032015es.pdf](http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2015/01/amr410032015es.pdf)

En résumé, le champ lexical du danger a constitué la position officielle du gouvernement états-unien un mois après les événements. Ensuite, au début du mois de novembre, lorsque les manifestations atteignaient un sommet après l'arrestation du maire d'Iguala, cette rhétorique a été récupérée par des étudiants d'une des écoles les plus prestigieuses en sciences politiques et Relations Internationales. Enfin, ce discours a été relayé par AI, WOLA et le CEJIL autour du 28 janvier 2015, pour critiquer le gouvernement lorsque le Procureur Général de la République a voulu décréter la *vérité historique* sur ce qui est arrivé aux normaliens, ce qui a été interprété comme la volonté de fermer le dossier Ayotzinapa. L'essentiel est de voir qu'il existe un calendrier de la *crise* avec deux moments où le gouvernement mexicain s'est vu en difficultés : le premier, la première semaine de novembre, a été de contestation plutôt interne, et le deuxième, fin janvier, a été celui de fortes critiques venant de l'extérieur, qui ont mis en cause le système de justice mexicain et l'armée.

Au cours des six mois pendant lesquels nous avons suivi la presse en rapport à cette affaire, il y a eu des relèves à la tête d'un certain nombre d'institutions. Le maire d'Iguala a pris congé le 30 septembre, et le premier octobre il fut déclaré en cavale et expulsé du PRD. Il a été capturé à Mexico le 4 novembre.<sup>39</sup> Le gouverneur de Guerrero a pris congé le 23 octobre<sup>40</sup> et deux semaines plus tard, la CNDH trouvait aussi un nouveau titulaire.<sup>41</sup> La relève à la PGR s'est effectuée le 26 février 2015. Arely Gómez, une sénatrice du PRI est devenue Procureuse Générale et Jesús Murillo est passé au ministère de développement territorial.<sup>42</sup>

<sup>39</sup> Partlow Johua, Fugitive Mexican mayor and wife arrested in connection with missing students case, *The Washington Post*, 04/11/2014, [http://www.washingtonpost.com/world/fugitive-mexican-mayor-and-wife-arrested-in-connection-with-missing-students-case/2014/11/04/0206c1cd-db65-4ce7-9e4a-4435ed29cad8\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/fugitive-mexican-mayor-and-wife-arrested-in-connection-with-missing-students-case/2014/11/04/0206c1cd-db65-4ce7-9e4a-4435ed29cad8_story.html), consulté le 08/09/2015.

<sup>40</sup> Aguilar Rolando & Reyes Juan Pablo, Ángel Aguirre pide licencia como gobernador de Guerrero, *Excelsior*, 24/10/2014, <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/10/24/988581>, consulté le 08/09/2015.

<sup>41</sup> Ayotzinapa y Tlatlaya, prioridades de nuevo titular de la CNDH, *El Economista*, 13/11/2014, [http://eleconomista.com.mx/sociedad/2014/11/13/ayotzinapa-tlatlaya-prioridades-nuevo-titular-cndh?cx\\_Unoticias=Nota05](http://eleconomista.com.mx/sociedad/2014/11/13/ayotzinapa-tlatlaya-prioridades-nuevo-titular-cndh?cx_Unoticias=Nota05), consulté le 08/09/2015.

<sup>42</sup> Murillo sale de la PGR; propondrán a Arely Gómez como nueva titular, *El Informador*, 26/02/2015, <http://www.informador.com.mx/mexico/2015/578704/6/jesus-murillo-karam-deja-la-pgr.htm>, consulté le 20/04/2015

Ces relèves sont des signes d'instabilité politique qui reflètent un profond malaise dans la relation entre le gouvernement et la population du Mexique.

Dans un communiqué de presse en mars 2015, la nouvelle fiscale donna des indications sur la taille des enjeux que l'État mexicain avait affrontés à partir de la disparition des normaliens d'Ayotzinapa.

Il ne s'avère pas qu'il puisse s'agir d'attaques systématiques et généralisés contre une population civile, bien qu'il s'agisse de faits très délicats et transcendants, ce sont des faits isolés.<sup>43</sup>

Elle faisait référence à l'article 5 de l'ICPAPED qui stipule que lorsque le recours aux disparitions forcées s'effectue de manière systématique et généralisée, il s'agit de crimes contre l'humanité. Ces déclarations eurent lieu après la parution des conclusions du rapporteur spécial du Conseil des Droits Humains de l'ONU qui affirma que la torture est une pratique généralisée au Mexique.

D'autres signes d'instabilité concernent les incendies du parlement de Guerrero,<sup>44</sup> de l'Hôtel de Ville de Chilpancingo<sup>45</sup> et de la porte de Palacio Nacional/Palais National (ministère de l'économie), l'ancienne demeure des gouvernants située sur un des flancs du Zócalo, et classée monument historique parce qu'elle date de l'époque de la conquête.<sup>46</sup> Également, un fait qui démontre que les institutions mexicaines ont vacillé, est qu'au cours de cette période, il y a eu deux convocations à former des assemblées constituantes. Cuauhtémoc Cárdenas ayant renoncé au PRD, le parti qu'il avait lui-même fondé, profita de l'occasion pour relancer sa vieille idée de 2007.<sup>47</sup> Cette dynamique résulte significative dans l'étude

<sup>43</sup> Castillo García Gustavo, *Desapariciones en Iguala no son delitos de lesa humanidad*: PGR, La Jornada, 22/03/2015, <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/22/politica/005n1pol>, consulté le 22/03/2015

<sup>44</sup> México: manifestantes prenden fuego al Parlamento de Guerrero, *Primera Edición*, 12/11/2014, <http://www.primeraedicionweb.com.ar/nota/digital/85357/mexico-manifestantes-prenden-fuego-al-parlamento-de-guerrero.html>, consulté le 20/04/2015.

<sup>45</sup> Miranda Ayala Abel & Sánchez José, Normalistas y maestros queman el Palacio de Gobierno en Chilpancingo, *La Prensa*, 13/10/2014, <http://www.oem.com.mx/laprensa/notas/n3570180.htm>, consulté le 20/04/2015.

<sup>46</sup> Camacho Servín Fernando, Arde la puerta principal de Palacio Nacional tras la marcha al Zócalo, *La Jornada*, 09/11/2014, <http://www.jornada.unam.mx/2014/11/09/politica/006n1pol>, consulté le 19/08/2014.

<sup>47</sup> Cuauhtémoc Cárdenas, por la integración de un Congreso Constituyente, *Proceso*, 24/02/2007, <http://www.proceso.com.mx/205810/2007/02/24/cuauhtemoc-cardenas-por-la-integracion-de-un-congreso-constituyente>, consulté le 19/08/2015.

de la soi disant *crise de la gauche*, sujet que nous aborderons plus loin. Le deuxième projet, organisé par un ensemble d'associations et animée par l'évêque Vera peut être également pertinente pour donner des éléments à l'étude des clivages au Mexique, notamment en ce qui concerne la place de l'Église.<sup>48</sup>

En récapitulant maintenant, nous soulignerons que le gouvernement mexicain a été confronté à un grave manque de crédibilité touchant les trois niveaux du gouvernement. En particulier, les troubles ont concerné l'État du Guerrero, mais la diplomatie et le ministère de la justice fédéraux ainsi que la présidence ont été sévèrement mises à l'épreuve.

#### 4.1.2. L'Euromarché 43

Du 17 avril au 19 mai 2015, Omar García, survivant des attaques à Iguala, Eleucadio Ortega, père de l'étudiant disparu Mauricio Ortega Valerio et Román Hernández, membre de l'association de défense des droits humains de la Montagne Tlachinollan, ont parcouru 20 villes d'Europe pour rencontrer les membres des réseaux de soutien à leur cause mobilisés dans les réseaux sociaux. Selon la page Facebook « EuroCaravana 43 Ayotzinapa », la tournée eût quatre objectifs principaux :

- 1) Souligner la responsabilité des gouvernements européens dans l'affaire Ayotzinapa, 2) Promouvoir les investigations sur la responsabilité de l'armée mexicaine et la police fédérale, 3) témoigner de la répression contre les pères, mères et étudiants survivants d'Ayotzinapa, 4) Renforcer la solidarité avec les peuples et leurs luttes à partir du bas et à gauche.<sup>49</sup>

---

Muñoz Alma, *Cárdenas convoca a un congreso constituyente para formular nueva carta suprema*, *La Jornada*, 22/11/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/22/cardenas-convoca-a-un-congreso-constituyente-para-formular-nueva-carta-suprema-5541.html>, consulté le 19/08/2014.

<sup>48</sup> <http://constituyenteciudadana.org/de-donde-viene-la-constituyente-ciudadana/>

Voir à ce sujet les travaux de Rubén Torres Martínez cités en bibliographie.

<sup>49</sup> <https://www.facebook.com/pages/EuroCaravana-43-Ayotzinapa>

Ils ont visité, dans cet ordre, les villes d'Oslo, Göteborg, Helsinki, Berlin, Vienne, Innsbruck, Milan, Rome, Zurich, Paris, Valencia, Saragosse, Madrid, Barcelone, Marseille, Bruxelles, Liège, Münster, Amsterdam et Londres.<sup>50</sup>

L'Eurocaravane 43 a constitué un des trois volets d'un projet plus large de diffusion de la cause des proches de normaliens disparus. Une autre délégation s'est rendue à Buenos Aires, Córdoba et Rosario en Argentine, Porto Alegre, Rio de Janeiro et São Paulo au Brésil ainsi qu'à Montevideo en Uruguay. Trois autres délégations ont parcouru également une quarantaine de villes aux États-Unis. Trois autres caravanes avaient déjà parcouru le Mexique : une dans le nord du pays, l'autre dans le sud et la troisième dans l'État du Guerrero.

Nous avons rencontré l'Eurocaravane 43 à Marseille où ses trois membres sont arrivés e provenance de Barcelone le 9 mai au soir et ont été accueillis par le collectif Marseille-Ayotzinapa à la gare St. Charles. Le soir du 9 mai nous avons dîné avec Eleucadio, Omar et Román et les membres du collectif à l'appartement de la membre du collectif qui les a accueillis chez elle. Omar et Román ont pris la guitare et nous avons chanté des chansons de Silvio Rodríguez, Violeta Parra et autres compositeurs d'Amérique latine. Omar a chanté un *huapango* à la mémoire de Lucio Cabañas, un professeur rural diplômé d'Ayotzinapa devenu guérillero au début des années 1970, et nous avons pu remarquer la ressemblance des paroles avec celles de la chanson italienne *bella ciao*.

Le lendemain eût lieu la conférence de presse. L'après-midi a été organisée une rencontre avec les personnes engagées au sein du collectif Marseille-Ayotzinapa. Il y avait aussi des membres de la coopérative Mut-vitz qui sont en relation avec les zapatistes du Chiapas, et du collectif Longo Mai, d'exploitants agricoles qui ont expérimenté des moyens de tutelle de terres collectives dans des cadres légaux où la propriété collective n'existe pas ; actuellement ils auraient accédé à l'exercice de ce droit à travers une fondation.

Ensuite, le 12 mai eût lieu un débat public dans un amphithéâtre de l'Université de Marseille et le soir fut organisé un concert dont le but était de réunir des fonds pour financer les déplacements de l'Eurocaravane 43. Se sont

<sup>50</sup> <https://sulugarloespera.wordpress.com/>

produits sur scène Nash, L'Amiral, Duval MC (hip-hop) et le Collectif la Chicharamba (cumbia avec les musicien(ne)s de La Chicharra et de La Kamba). Les prix d'entrée, des boissons et du repas végétarien proposés par les organisateurs étaient libres, mais près de 2000 € ont pu être collectés.

Lors de la conférence de presse et du débat public, Román Hernández a enquêté rapidement sur les affiliations des journalistes présents, et c'est ainsi que nous avons pu constater que ces événements ont été suivis uniquement par la presse indépendante. La seule membre de la communauté de médias *mainstream* présente lors de la conférence de presse était une journaliste travaillant pour *Virgin Radio*.

M. Hernández, originaire de Mexico, expliqua que l'association de défense des droits humains de la Montagne Tlachinollan est en contact avec les jeunes d'Ayotzinapa depuis qu'ils se sont fait dégager du Congrès de Guerrero en 2007 et ils étaient présents lors de la manifestation sanglante de 2011. Ils ont assisté avec les proches des étudiants disparus au Festival Mondial des Résistances en 2014 convoqué par le Congrès National Indigène lorsque l'EZLN a donné sa place aux parents d'élèves d'Ayotzinapa. Il raconta que c'est à l'issue de ce congrès que dans une réunion avec la Sixième Internationale leur est apparue clairement la nécessité d'établir une coordination internationale pour ; dans un premier temps, reconnaître les résistances au niveau mondial et transformer ensuite un système construit sur le mépris et la domination à travers des actions de visibilité, communication et réflexion afin de créer les conditions nécessaires pour que les gouvernements garantissent l'exercice des droits humains. Il ajouta qu'au stade où ils se trouvaient, il était question premièrement d'une lutte pour la dignité.

Eleucadio Ortega est un paysan de Malinaltepec, dans la région de La Montagne. Lors du débat public à l'Université il commença par s'exprimer en Tlapaneco, langue indigène dans laquelle il s'exprimait mieux qu'en castillan, puis il traduit ses idées. Il raconta comment il a appris à Mauricio, son fils disparu, à travailler dans les champs en cultivant du café, des bananes et du maïs, puis l'a encouragé à poursuivre ses études. Il fit le récit de comment il a appris les nouvelles du massacre et de la disparition des jeunes, et comment avec les autres parents d'élèves ils ont commencé à chercher leurs fils à Iguala dans un premier

temps. Il dit que le gouvernement leur a dit que leurs fils avaient été brûlés, ce qui les a attristés et mis dans le choc, mais qu'ensuite, l'EAAF leur a donné de l'espoir, parce que les restes qu'ils ont trouvés n'étaient pas ceux de leurs fils. Ils ont alors pris conscience que le gouvernement voulait les duper et à partir de ce moment là, ils se sont méfiés de leur discours.

M. Ortega a dénoncé qu'au Mexique le gouvernement a déjà massacré des paysans à Aguas Blancas et à Chalco et que depuis que l'armée a occupé l'espace public, ils ne peuvent plus se déplacer librement parce que les militaires fouillent les voitures systématiquement afin de les intimider. Il souligna aussi que La Montagne est une région aurifère et qu'ils ont aperçu des agents du gouvernement en train de repérer tous les endroits où il y a des ressources, raison pour laquelle à chaque fois que ces derniers veulent entrer au village, les résidents donnent l'alarme en faisant sonner les cloches de l'église afin de rassembler la police communautaire.

Omar García est un survivant des violences à Iguala ; il avait dix-neuf ans au moment de sa tournée en Europe. Il affirma que « personne n'est préparé pour un problème d'une telle envergure », ce qui correspond d'après notre analyse à l'acception la plus large de la *crise*. La *crise* correspond en ce sens non seulement à une difficulté à se projeter dans le futur, mais implique aussi la nécessité d'agir. C'est un temps où il devient nécessaire de se projeter dans le trouble sur une durée que l'on espère sera courte. M. García assura que dans ces conditions, « les actions reflètent davantage le sens commun qu'une idéologie quelconque ».

Il expliqua qu'il était là pour dénoncer un crime d'État et un crime contre l'humanité, puis il demanda au public s'ils trouvaient normal qu'au Mexique une jeune femme qui sort du travail à Ciudad Juárez n'arrive jamais chez elle. Il s'est demandé pourquoi François Hollande voudrait-il décorer le président d'un pays où en dix ans il y a eu 30 000 disparus et près de 150 000 assassinats.

À ses yeux, le gouvernement mexicain a perdu toute crédibilité puisqu'il serait devenu évident qu'eux et les cartels font partie de la même mafia, puis il argumenta sa position en disant que lors des enquêtes sur l'affaire Ayotzinapa le gouvernement a fait davantage confiance aux criminels qu'aux survivants.

Il souligna qu'il était là pour demander aux gouvernements de garantir les droits humains et dénonça le fait que « pour un eurodéputé qui demande des garanties en droits humains, il y en a dix qui veulent d'abord des garanties pour les investissements ». Le problème au Guerrero serait d'après lui, le même problème qui existe dans tous les endroits du monde où le peuple subit des injustices, c'est à dire le capitalisme. Il fit une analogie entre l'Europe et le Mexique pour remarquer l'absurdité qu'il y a à blâmer uniquement le *narvo*, alors que c'est tout un système qui ne fonctionne pas. Il dit que cela équivaudrait à blâmer les capitaines des bateaux qui s'est échouent en méditerranée faisant des milliers de morts, des causes qui ont poussé ces personnes à émigrer. Il rappela aussi qu'une délégation de citoyens allemands s'est rendue à l'école d'Ayotzinapa pour demander des excuses au nom du peuple allemand pour la vente d'armes au Mexique tandis que le gouvernement français a décoré le président mexicain et a continué de promouvoir l'exportation d'armes et d'hélicoptères ainsi que le modèle de la gendarmerie tout en sachant qu'ils seraient utilisés pour réprimer le peuple.

Dans son discours, Omar García posait beaucoup de questions, certaines, dont la réponse était implicite. De ce qu'il a dit nous pouvons en déduire qu'il pense que si la France et les pays industrialisés adulent le président mexicain c'est pour trouver des conditions favorables dans des négociations pour la vente d'armes par exemple. Néanmoins, d'autres ne furent pas que des questions rhétoriques et celle qui revint le plus souvent fut celle-ci : pourquoi?

## 4.2. Analyse des sources

Lorsque les jeunes d'Ayotzinapa ont été attaqués, ils se préparaient pour assister à la commémoration annuelle du massacre du 2 octobre 1968, ils réquisitionnaient des bus pour pouvoir transporter tous les étudiants à la capitale. Omar García assura lors du débat public à Marseille qu'en aucun cas cela pourrait justifier des disparitions forcées, ce qui est tout à fait raisonnable. Cet abus de pouvoir doit être placé dans un cadre plus large de violence politique qui remonte au moins à la période de la *guerre sale* pendant les années 1970 et 1980, s'étale le long des années

1990 au Chiapas et se montre dans l'actualité à travers la disparition forcée des 43 normaliens. À qui le gouvernement s'attaque-t-il ? Quelles sont les conséquences d'un tel événement dans la vie politique mexicaine ? Ce sont des points de notre enquête que la *lumi*ère d'Ayotzinapa peut contribuer à éclaircir.

#### 4.2.1. Profil des victimes

*La Jornada* du 28 janvier 2015 rapporta les paroles d'Elena Poniatowska à propos des étudiants disparus :

Ce qui arrive à Ayotzinapa est épouvantable. Ce sont 43 étudiants très pauvres, qui vivent dans des petites maisons avec des toits en zinc. Ce sont des étudiants dont la seule opportunité dans la vie est d'aller dans cette école pour être formés comme professeurs. Morelos et Guerrero sont des États terribles à cause de l'extrême pauvreté. On dit qu'ils ont été le berceau de la guérilla parce que c'est là qu'étaient deux grands guérilleros, Lucio Cabañas et Genaro Vázquez. Eux deux et les étudiants d'Ayotzinapa revendiquaient pour le Mexique des droits auxquels ils n'ont jamais eu accès. Dans la société mexicaine il existe un précipice entre une classe sociale et l'autre.<sup>51</sup>

Elena Poniatowska est une référence pour identifier la gauche mexicaine car elle a participé aux campagnes de López Obrador dont celle *pour la défense du pétrole* notamment.<sup>52</sup> Elle est l'auteure de *La noche de Tlatelolco*, un recueil de témoignages sur le massacre de la *plaza de las tres culturas* en 1968 réimprimé 55 fois entre 1971 et 2007.<sup>53</sup> Elle est aussi fondatrice du journal *La Jornada*, le principal journal de gauche de circulation nationale. Elle fit ainsi l'apologie de Lucio Cabañas et de Genaro Vázquez, diplômés de l'école d'Ayotzinapa, guérilleros au début des années 1970 ainsi que des étudiants disparus en les présentant comme des activistes pour les droits sociaux. Il s'agit d'un exercice de mémoire des luttes de la période de la *guerre sale*, qui place les étudiants d'Ayotzinapa sur la continuité

<sup>51</sup> Tejada Armando, *Poniatowska: seguiremos indignados por Ayotzinapa*, *La Jornada*, 28/01/2015, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/poniatowska-seguiremos-indignados-por-ayotzinapa-8189.html>, consulté le 30/01/2015

<sup>52</sup> <http://intelectualesendefensadelpetroleo.blogspot.fr/>

<sup>53</sup> Jiménez Guzmán Héctor, *El 68 y sus rutas de interpretación*, thèse dirigée par Díaz Arcienaga Víctor Manuel, UAM, 2011.

non seulement de Lucio Cabañas et de Genaro Vázquez ; la mention de Morelos et Guerrero les place aussi par extension dans la continuité de José María Morelos y Pavón, et de Vicente Guerrero, héros de l'Indépendance. Guerrero, personnage qui négocia la fin de la lutte pour l'indépendance du côté des insurgés était originaire de Tixtla, la municipalité où se trouve l'école d'Ayotzinapa. Morelos, quant à lui, joua lors de l'Indépendance un rôle à la fois militaire mais aussi intellectuel avec la rédaction des *sentiments de la nation* qui est un condensé de philosophie des Lumières où a été revendiquée pour la première fois dans le cadre novo-espagnol l'émanation populaire de la souveraineté nationale.<sup>54</sup> Morelos est par ailleurs le seul État où a été appliqué le *Plan de Ayala* de réforme agraire de façon intégrale.

Il est à noter aussi que Poniatowska fait une emphase particulière sur les conditions de pauvreté des milieux d'où sont issus les étudiants d'Ayotzinapa. S'agirait-il, de la reconnaissance d'une position d'humilité où se placent les étudiants ?

Dans un article intitulé *Por fin se pone orden/enfin on met de l'ordre*, paru le 27 septembre 2014 (le jour des disparitions) dans un journal local de droite, nous avons une toute autre perspective :

L'action de la Force de l'État (du Guerrero) et des militaires pour éviter que les vandales d'Ayotzinapa volent des bus a motivé l'ovation publique. (...) Actuellement le prétexte est la nécessité de transports pour se déplacer au Distrito Federal/Mexico le deux octobre pour commémorer le massacre de Tlatelolco, qui a eu lieu alors qu'ils n'étaient même pas nés dans des circonstances qu'on on peut douter qu'ils connaissent.<sup>55</sup>

Il est vrai que les deux approches sont difficilement comparables du fait de l'aura imposant d'Elena Poniatowska qui fit ces déclarations à l'Université Complutense où elle se rendit pour recevoir son douzième doctorat *honoris causa* ;

<sup>54</sup> Vázquez Josefina, *De la Independencia a la consolidación republicana*, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004, pp. 137-191.

<sup>55</sup> Miranda Ayala Abel, *Por fin de pone orden*, *Diario de Guerrero*, 27/09/2014, <http://www.diariodeguerrero.com.mx/secciones/noticias-del-dia/1905-por-fin-se-pone-orden>, consulté le 20/04/2015.

elle compte parmi ses distinctions aussi le prix national de journalisme, le prix Alfaguara et le prix Cervantes parmi d'autres, alors qu'Abel Miranda Ayala s'est surtout fait connaître par les critiques qui lui ont été adressées suite à cet article. Il n'en demeure pas moins que ces lignes reflètent une évolution radicale en l'espace de quatre mois sur l'opinion publique en relation aux étudiants d'Ayotzinapa. Au départ, les troubles au Guerrero ne semblaient concerner qu'une opinion publique locale, très critique des actions des étudiants, alors que quatre mois plus tard, une des plus prestigieuses intellectuelles d'Amérique se voyait faire l'apologie des étudiants.

Melissa del Pozo, journaliste chez *VICE* a effectué un séjour à Ayotzinapa suite à quoi elle fit une description de l'école.

Entrer à Ayotzinapa constitue un voyage dans le passé, comme si l'on revenait à Cuba aux temps du communisme. Les portraits du leader social Ernesto Che Guevara se trouvent sur presque tous les murs de toutes les pièces, ils sont accompagnés des visages de Marx, Vladimir Illich Lénine, Engels et surtout Lucio Cabañas et Genaro Vázquez, leaders de la guérilla au Mexique pendant la décennie de 1970.<sup>56</sup>

Ces quelques indications montrent que la mémoire que les étudiants récupèrent est d'abord celle de la révolution russe de 1917 et celle de la révolution cubaine des années 1950 à l'origine de l'implantation de régimes communistes dans l'aspect international d'abord, et latino-américain. Ainsi, la mémoire de l'aspect mexicain de la révolution relèverait d'avantage de leur filiation avec Cabañas et Vázquez qu'avec les personnages de la Révolution dont se revendique l'État mexicain, une mémoire plutôt internationaliste et anticapitaliste que seulement nationale.

Pourtant, affirmer que les normaliens rejettent cette mémoire serait complètement faux. Voici un extrait de l'article *Normales rurales de norte a sur, en pie de lucha/Normales rurales du nord au sud, en lutte* paru sur le site du réseau Voltaire en

<sup>56</sup> del Pozo Melissa, ¿Quiénes son los normalistas desaparecidos de Ayotzinapa?, *VICE México*, 07/10/2014, [http://www.vice.com/es\\_mx/read/entramos-a-la-escuela-normal](http://www.vice.com/es_mx/read/entramos-a-la-escuela-normal), consulté le 20/04/2015.

août 2010 dans lequel apparaît une « déclaration de principes » de la Fédération d'Étudiants Paysans Socialistes du Mexique (FECSM) :

La FECSM – fondée le 18 juin 1935 à la centrale paysanne El Roque, Guanajuato – est intégrée par tous les membres des Écoles Normales Rurales du pays. Ces écoles – résultat de la Révolution Mexicaine, dans laquelle le peuple mexicain a fait valoir le droit fondamental à l'éducation publique et gratuite et a réussi à imprimer cette réussite dans la Constitution Politique des États Unis Mexicains- offrent une éducation aux fils de paysans pauvres.<sup>57</sup>

C'est à dire que les étudiants des normales rurales sont mobilisés en premier lieu dans un réseau national et revendiquent une identité en liaison avec la Révolution et aux droits sociaux inscrits dans la *Constitution*. Notons aussi que la pauvreté est un trait sur lequel ils construisent leur identité également.

Un article d'*El País* relayé par le *Courrier international* au début du mois d'octobre a proposé un portrait des étudiants disparus. Il commence par ces lignes :

Pour être admis à l'école de formation des maîtres d'Ayotzinapa, les étudiants doivent passer un examen et se soumettre à une déclaration de ressources. Bernardo Flores, fils de paysan, n'était propriétaire que d'une maison en pisé avec un toit de planches et d'une vieille jument. Il remplissait donc les conditions de pauvreté requises par l'établissement.<sup>58</sup>

C'est ainsi que nous pouvons comprendre que l'Eurocaravana 43 situe son mouvement « en bas et à gauche » ; *en bas* faisant référence à une position stratégique d'humilité et à gauche marquant l'orientation politique visant à élargir l'accès aux droits sociaux.

Nous pensons alors qu'effectivement le principal changement qui s'est effectué entre le moment de l'agression des étudiants par les forces de l'ordre, et

<sup>57</sup> FECSM, Normales rurales de norte a sur, en pie de lucha, *Réseau Voltaire*, 03/08/20101, <http://www.voltairenet.org/article166602.html>, consulté le 19/08/2015.

<sup>58</sup> Quesada Juan Diego, Ayotzinapa, l'école militante des étudiants disparus, *Courrier international*, 11/10/2014, <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/11/ayotzinapa-l-ecole-militante-des-etudiants-disparus>, consulté le 27/01/2015.

celui où Poniatowska fit l'apologie des étudiants, relève moins d'une évolution idéologique soudaine au sein de la société mexicaine et des proches des étudiants, que de l'acceptation par l'opinion publique de la position stratégique d'humilité adoptée par les étudiants des écoles normales rurales par rapport au reste de la population, ce qui aurait eu pour résultat de provoquer une dynamique convergente dans une communauté de laquelle l'État s'est vu exclu. Nous allons bien sûr étudier la manière dans laquelle cette exclusion s'est effectuée.

Il est à noter toutefois, avant d'aller plus loin qu'il ne nous semble pas absurde que la persistance des déséquilibres symboliques induits par la position humble adoptée par les normaliens, pendant la période antérieure aux attaques ait pu détériorer leur relation avec une population locale qui n'accepterait pas cette position (car elle aussi elle est pauvre par exemple, et a besoin de se déplacer en bus) ce qui impliquerait une dynamique divergente à l'échelle locale pouvant expliquer la virulence des médias et l'hostilité contre les étudiants... jusqu'à un certain point. Or, la pauvreté est une condition d'accès à ces écoles et c'est dans leur fonction que les normaliens adoptent cette posture. Dans la déclaration de principes de la FECSM il est inscrit qu'ils sont contre les discriminations pour l'accès à l'éducation mais la réalité c'est qu'à l'école normale d'Ayotzinapa au moins, il y a une discrimination sociale à l'entrée sans compter qu'il n'y a pas d'étudiantes femmes. Soulignons seulement que les politiques concernant ces écoles engagent moins la responsabilité d'une association qui vit dans la semi-clandestinité, que celle du gouvernement.

#### *4.2.2. Valeur symbolique de l'événement*

Lors de la réunion de l'Eurocaravane 43 avec les collectifs qui l'ont invité à Marseille, Román Hernández affirma : « Ayotzinapa est un symbole d'espoir ». Il expliqua que le gouvernement a proposé de l'argent aux parents d'élèves pour qu'ils se taisent mais que ces derniers ont refusé. Il dit que cela montrait qu'ils étaient engagés dans une lutte pour la dignité, puis il développa une métaphore

organique selon laquelle la société civile représenterait un corps symbolisant la lutte contre le capitalisme. Dans ce corps, Ayotzinapa correspondrait au cœur, mais il aurait besoin de sang pour irradier sa *lumière*. Il s'agirait d'un cœur qui pompe de manière autonome de la *lumière*, c'est à dire qu'il aurait pour fonction de transmettre la connaissance de quelque chose ou de créer la conscience d'un fait ; néanmoins, la principale représentation symbolique du cœur est celle du cœur avec lequel on aime : il s'agit donc également d'une métaphore du rapprochement entre les personnes, et *l'irradiation de la lumière* renverrait aussi à une image pyrique ou stellaire de chaleur. C'est en somme une métaphore d'entéléchie (extension dans le temps) d'un système par la compassion (reconnaissance d'autrui) entre ses parties. Les actions individuelles ou collectives de communication pour dénoncer la responsabilité des gouvernements fonctionneraient comme des anticorps, c'est à dire, comme des agents immunitaires, mais cet organisme aurait toutefois besoin de côtes pour protéger les organes puisque le mouvement n'a pas cessé d'être attaqué ; la tournée mondiale aurait pour objectif, d'après lui, de trouver ces côtes, c'est à dire, conclut-il, de trouver le moyen d'assurer des garanties de non répétition (puisque du point d'après l'ICPAPED et l'IACFPD, ajouterons nous, les proches des victimes de disparition forcée sont considérées aussi comme des victimes).

Le 6 novembre 2014 ont eu lieu à Mexico deux actions expressément symboliques : il s'agit des clôtures symboliques de la PGR et de la CNDH. Les bureaux de la PGR ont été clôturés par des étudiant(e)s de l'école Normale Supérieure, de la faculté de Sciences Politiques de l'UNAM et par des lycéen(e)s. Ils-elles ont écrit sur un grand panneau « vivos se los llevaron, vivos los queremos/en vie ils ont été enlevés, en vie nous les voulons » et sur un autre « castigo para los responsables/châtiment pour les responsables ». Ils-elles ont empêché de cette façon la tenue d'une réunion entre le procureur de la République et l'ambassadeur des États-Unis qui a dû être transférée de lieu.<sup>59</sup>

<sup>59</sup> Camacho Fernando & Castillo Gustavo, 'Clausuran' estudiantes sede de la PGR por caso Ayotzinapa, *La Jornada*, 06/11/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/clausuran-estudiantes-sede-de-la-pgr-por-caso-ayotzinapa-2469.html>, consulté le 27/11/2014

Simultanément, des membres du Comité des associations *Familiares de Desaparecidos Hasta Encontrarlos*, *Eslabones por la paz*, *Frente Popular Francisco Villa*, et *Coordinadora Nacional Plan de Ayala* ont clôturé symboliquement les bureaux de la CNDH puis ont lu un communiqué dont *La Jornada* a publié cet extrait :

La CNDH est actuellement un mécanisme étatique pour maintenir l'impunité, c'est à dire, pour éviter que les responsables de violations aux droits humains soient jugés et sanctionnés, pour éviter que les victimes accèdent à leur droit à la justice et pour cacher la vérité sur les actes de terrorisme d'État.<sup>60</sup>

Ces actions visant d'une part l'organe du pouvoir exécutif fédéral de procuracy de justice, et d'autre part l'organisme autonome ayant pour fonction d'enquêter à propos des violations aux droits humains commises par les autorités, ont été effectuées par des jeunes, des associations de défense des droits humains et par des associations revendiquant la mémoire de Villa et de Zapata, les deux chefs militaires qui ont rassemblé les couches populaires pour les rallier à la lutte révolutionnaire. Il s'agit donc d'une critique populaire de la responsabilité de l'État dans le développement de l'impunité.

La réunion avec l'ambassadeur des États-Unis à laquelle ont assisté également des membres du Congrès états-unien a finalement eu lieu aux bureaux du chef du gouvernement.<sup>61</sup> Elle a duré près d'une heure et n'a donné lieu à aucune communication, mais peut tout de même être interprétée comme une réaction du gouvernement états-unien face à une situation de grande instabilité. Ce jour là les parents des élèves disparus ont devancé le gouvernement en affirmant que le procureur voudrait sûrement annoncer que les élèves avaient été assassinés, et qu'ils ne l'accepteraient pas.<sup>62</sup> Murillo Karam a effectivement réalisé

<sup>60</sup> Camacho Fernando & Castillo Gustavo, *Idem*, 2014.

<sup>61</sup> Castillo Gustavo, Martínez Fabiola, Traslada a Gobernación reunión entre procurador y el embajador de EU en México, *La Jornada*, 06/11/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/trasladan-a-gobernacion-reunion-entre-procurador-y-el-embajador-de-eu-en-mexico-3007.html>, consulté le 06/11/2014

<sup>62</sup> Olivares Emir, Urrutia Alonso, Hoy quieren anunciar que están muertos, pero no lo aceptaremos: padres de normalistas, *La Jornada*, 06/11/2014, <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/hoy-quieren-anunciar-que-estan-muertos-pero-no-lo-aceptaremos-padres-de-normalistas-9511.html>, consulté le 06/11/2014

cette annonce le lendemain, lors de la conférence de presse où il est parti en disant « ya me cansé/je suis fatigué » ce qui a enflammé les manifestations. #yamecansé est très rapidement devenu un sujet tendance sur Twitter, un réseau social qui fonctionne par la publication de ce type de messages codifiés ayant une fonction de positionnement face à des événements de l'actualité soit en créant une distance critique afin de marquer un écart symbolique, soit en ralliant une cause afin d'y associer sa personnalité (fonction de hommage ou de sentence). #yamecansé a pu servir à soutenir la cause d'Ayotzinapa, mais il a surtout été utilisé pour marquer une distance critique face à l'État en détournant l'expression de Murillo Karam.<sup>63</sup>

De manière générale, cette expression marque la rupture dans une dynamique ; elle exprime la lassitude devant une situation durable, pouvant être celle du *climat d'impunité*, qui, rappelons le, est la manifestation d'une tension sociale prégnante au moins depuis 2001, et sensiblement accentuée depuis 2009, reflet de l'inefficacité du système de justice. Il renvoie aussi dans une autre échelle, aux affaires Tlatlaya et Ayotzinapa qui intègrent un historique de crimes d'État dont la mémoire collective a surtout récupéré ceux de Tlatelolco, Acteal, Aguas Blancas et San Salvador Atenco,<sup>64</sup> et fait également référence à un autre élément que nous n'avons pas encore mentionné mais qui est fondamental pour comprendre l'envergure de la *crise politique de 2014* et qui touche personnellement Enrique Peña Nieto. Il s'agit de l'affaire de la *casa blanca/ maison blanche*.

Le 3 novembre, le gouvernement a annoncé le résultat d'un appel d'offre qui avait été lancé pour la construction d'une ligne de chemin de fer pour trains à grande vitesse entre Mexico et Querétaro, une ville industrielle du centre-nord du pays. En fait, un seul projet avait été présenté par une compagnie chinoise, toutes les autres compagnies (Bombardier, Alstom, Siemens etc) n'ont pas présenté de projets et ont dénoncé des délais trop courts. Le 7 novembre, il a été annoncé que le contrat à hauteur de 3,75 milliards de dollars (3,75x10<sup>9</sup> USD) était annulé, ce qui a provoqué aux bourses de Shanghai et de Hong Kong, un des premiers épisodes

<sup>63</sup> México: #YaMeCansé se hace viral en las redes sociales, teleSUR, 08/11/2014, <http://www.telesurtv.net/news/Mexico-YaMeCansé-se-hace-viral-en-las-redes-sociales-20141108-0029.html>, consulté le 20/04/2015.

<sup>64</sup> ► La gota que derramó el vaso. Ya no tenemos miedo, YouTube, <http://www.youtube.com/watch?v=bKWgSvcGm4>.

d'un processus de chute constante qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Deux jours plus tard, Carmen Aristegui publia sur son journal en ligne un article qui montrait que Peña Nieto avait acheté une maison à las Lomas, un des quartiers les plus huppés du Mexique. La *maison blanche* évaluée à 7 millions de dollars (7x10<sup>6</sup> USD) avait été construite par une entreprise de *Grupo Higa*. Il s'est avéré en même temps qu'une des entreprises de *Grupo Higa* faisait partie du consortium qui avait remporté le contrat pour la construction du chemin de fer. *Grupo Higa* avait remporté dans le passé de nombreux contrats pour d'importants projets d'infrastructure à l'État du Mexique lorsqu'Enrique Peña Nieto était gouverneur de l'entité.<sup>65</sup> Par la suite, la première dame Angélica Rivera s'est exprimée sur un message transmis en direct par toutes les chaînes nationales pour expliquer que c'était elle la propriétaire de cette maison qu'elle avait pu se payer grâce au succès de sa carrière en tant qu'actrice de *telenovelas/feuilletons télévisés* chez Televisa.

Tout ceci pour expliquer que *#yamecansé* renvoie aussi à la critique de Peña Nieto pour une affaire de conflit d'intérêts qui a porté un coup supplémentaire à la crédibilité du Président, et par conséquent, au prestige de l'ensemble des institutions mexicaines, puisque le Mexique est un système présidentiel ; c'est à dire que le président est le chef de l'État, il est notamment le chef de la diplomatie et des armées. Suite à l'affaire de la *maison blanche*, Carmen Aristegui a été licenciée de la chaîne de télévision privée MVS avec l'ensemble de son équipe.

Un autre symbole que nous avons analysé est celui du drapeau. Le drapeau, avec l'hymne et le blason, est un des symboles nationaux officiels du Mexique.

Lors des manifestations et sur beaucoup de photos de profil sur les réseaux sociaux, ont été affichés des drapeaux mexicains où toutes les couleurs sauf le blanc ont été remplacées par du noir afin de détourner son sens. Le noir est un symbole de deuil mais le symbole du deuil qui concerne spécifiquement les drapeaux est un drapeau en berne, pas un drapeau noir ; le drapeau noir est celui des pirates. C'est à dire que le drapeau mexicain peint en noir renvoie au deuil, mais également à l'insoumission. Sa fonction sociale a pu donc être à la fois celle

<sup>65</sup> Aristegui Carmen, *La casa blanca de Enrique Peña Nieto (investigación especial)*, *Aristegui Noticias*, 09/11/2014, <http://aristeguinoticias.com/0911/mexico/la-casa-blanca-de-enrique-pena-nieto/>, consulté le 18/08/2015 (Prix national de journalisme 2015)

de marquer avec pudeur un rapprochement avec les normaliens, en acceptant, ou en assumant qu'ils sont morts ; il a pu être utilisé aussi comme un moyen de conserver l'identification nationale tout en marquant une distance face aux autorités.

Les proches des normaliens n'ont quant à eux pas porté le deuil pour leurs fils exception faite de la famille d'Alexander Mora, dont l'ADN a été identifié dans des conditions controversées. L'EAAF a publié un communiqué adressé à l'opinion publique qui est une source fondamentale pour situer la controverse scientifique qui a opposé EAAF et PGR, duquel nous avons tiré l'extrait suivant :

L'EAAF a été convoquée par la PGR sur les rives du Río San Juan lorsque ladite poche se trouvait déjà ouverte, en train d'être analysée par les experts de la PGR. Un nombre important de fragments, apparemment en provenance du sac, se trouvaient déjà étalés sur un drap. Parmi eux, se distinguait l'échantillon qui a conduit à l'identification du jeune Alexander Mora Venancio car c'était une pièce moins brûlée et de taille supérieure par rapport aux autres.<sup>66</sup>

Nous pouvons tirer de cet extrait que le discours de l'EAAF laisse la marge juste pour penser que l'échantillon d'ADN ait pu constituer une évidence semée par les fonctionnaires de la PGR, d'où la méfiance des parents d'élèves suite à l'annonce, étant donné qu'ils ont soutenu qu'ils feraient confiance uniquement aux experts argentins. Lorsque la PGR a conclu que tous les étudiants étaient morts, le gouverneur par intérim désigné à Guerrero a décrété trois jours de deuil.<sup>67</sup>

La fonction première de ce deuil est en principe la même, c'est à dire, celle de marquer un rapprochement avec les morts. Or, les parents n'étaient pas sûrs que les jeunes fussent vraiment décédés, rendant la signification de ce deuil problématique. Aurait-il pu servir à rapprocher les autorités de l'État de Guerrero avec les parents d'élèves ? Rien n'est moins sûr. Est-ce qu'il a pu servir à rallier l'opinion publique ? Oui, en postulant que cette opinion publique pense que les

<sup>66</sup> Equipo Argentino de Antropología Forense, *Documento inicial sobre investigaciones en el basurero de Cocula y Río San Juan*, 07/02/2015.

<sup>67</sup> Ramos Mar, *Habrá 3 días de luto en Guerrero por el normalista identificado*, *La Crónica de Hoy*, 08/12/2014, <http://www.cronica.com.mx/notas/2014/872267.html>, consulté le 20/04/2015.

étudiants sont décédés ; non, dans le cas contraire. C'est à dire qu'encore une fois, la crédibilité du gouvernement a été mise à l'épreuve. Mais qu'en est-il de l'opinion publique restée sur la réserve ? Quel que soit le côté vers lequel celle-ci ait pu basculer, nous pouvons toutefois signaler que ce deuil officiel a pu constituer un motif de désagrément, un facteur de polarisation dans les opinions et donc un mécanisme de désintégration du tissu social.

D'autres aspects symboliques de l'événement Ayotzinapa concernent les manifestations individuelles dans des espaces par nature voués à la transmission de charges symboliques. Nous voulons faire référence à l'intervention de Lila Downs lors de la cérémonie des Grammy latino,<sup>68</sup> celle d'Alejandro González Iñárritu qui lors de la remise des Oscar pria pour qu'ils puissent « trouver et construire le gouvernement que nous (les mexicains) méritons »,<sup>69</sup> et celle du jeune ayant interrompu la cérémonie de remise du Nobel de la paix à Malala Yousafzai pour l'interpeller spécifiquement au sujet des jeunes d'Ayotzinapa.<sup>70</sup>

À partir de situations de hommage comprises dans l'aura des majors du secteur des communications états-unien (prix de l'Académie et prix Grammy) d'une part, et du Comité Nobel de l'autre, assurant la visibilité à l'échelle internationale, ces personnes ont prolongé le transfert symbolique en inversant la charge afin d'émettre des sentences contre le gouvernement mexicain (*cf.* 3.1).

L'événement Ayotzinapa n'est donc pas réductible à une nuit marquée par la violence à Iguala. Il est d'envergure géopolitique et comporte un aspect de critique du capitalisme global. Les clôtures symboliques, le détournement du symbolisme du drapeau, le deuil, les expressions individuelles de solidarité ou de dénonciation, l'art, ainsi que l'activisme virtuel, forment l'événement Ayotzinapa en même temps qu'ils créent des sources pour les historiens. L'importance de

<sup>68</sup> Lila Downs dedica su Grammy Latino a México por los 43 normalistas desaparecidos, *SDP Noticias*, 20/11/2014, <http://www.sdpnoticias.com/estilo-de-vida/2014/11/20/lila-downs-dedica-su-grammy-latino-a-mexico-por-los-43-normalistas-desaparecidos>, consulté le 20/04/2015.

<sup>69</sup> La breve crítica de González Iñárritu en los Oscar aviva los reclamos al gobierno y al PRI, *Sin Embargo*, 23/02/2015 <http://www.sinembargo.mx/23-02-2015/1260089>, consulté le 08/09/2015.

<sup>70</sup> Malala Yousafzai says Mexican protester's actions show 'There are problems in Mexico', *Fox News Latino*, 11/12/2014, <http://latino.foxnews.com/latino/news/2014/12/11/malala-yousafzai-says-mexican-protester-actions-show-there-are-problems-in/>, consulté le 20/04/2014.

l'événement peut être quantifiée par l'étude de ces aspects dont nous nous sommes limités à montrer les pistes. La taille de l'événement Ayotzinapa reflète la somme d'actions individuelles effectuées pour marquer de manière symbolique une distance avec le gouvernement mexicain d'une part et avec les normaliens disparus d'autre part. Il s'agit bien sûr d'une problématique en liaison avec la confiance et le manque de confiance dans la communauté nationale mexicaine. Est-ce qu'il est pour autant réductible à une question de foi ? Cela ne semble pas évident. Néanmoins, il peut très bien être appréhendé par l'étude d'actions qui peuvent avoir un objectif de dénonciation ou d'expression de la solidarité notamment (cause finale), mais qui reposent sur une proxémique symbolique (cause matérielle) ayant une fonction rituelle (cause formelle) dans la constitution et l'éclatement de communautés (cause efficiente).

Pour envisager comment ce conflit pourrait-il évoluer, nous avons considéré l'histoire d'un autre état du sud du Mexique où des communautés indigènes pauvres, se sont trouvées en conflit avec les institutions étatiques dans un contexte que nous pourrions qualifier de crise politique sans prendre de risques.



# Chapitre 5. Développement et mécanismes d'intégration

## 5.1. Mécanismes alternatifs d'intégration

La théorie des clivages permet d'analyser les recompositions récentes du champ politique mexicain, mais elle a des limites rigoureuses et ne permet pas d'observer les particularités du pays latino-américain. Le concept de structure satellitaire permet d'effectuer ce réajustement et propose en même temps une solution théorique pour l'étude élargie des rapports conflictuels entre l'État et des personnes optant pour des mécanismes d'intégration alternatifs dans la société pour se développer du point de vue symbolique/matériel et symbolique uniquement (argent et prestige). D'abord nous analyserons le rôle des clivages et des structures satellitaires dans la reconfiguration du champ politique mexicain, ensuite, en prenant en compte l'émigration et le développement de la délinquance nous allons voir que l'étude de mécanismes d'intégration alternatifs implique l'existence de mécanismes institutionnels dont l'action y serait complémentaire.

### 5.1.1. *Clivages, satellites et cycles de crise.*

Prenons maintenant un peu de recul et observons l'ensemble du siècle dernier. Sans trop de difficultés, nous pouvons placer ses principales crises économiques internationales (1929, 1973, 2009) et nationales (1929, 1976, 1982-1989, 1994, 2009) ses crises politiques (1968, 1988, 1994, 2014), humanitaires (1994-1996 au Chiapas, 2002-2006 à Juárez, 2009-2015) et de subsistance (2007) ; mais nous remarquerons qu'il est en revanche très difficile de placer les crises structurelles. En effet, cette approche voudrait voir toutes les autres crises comme un reflet du disfonctionnement des structures, et c'est en suivant cette logique que la théorie de la régulation voit le Mexique comme un pays « enfermé dans sa dépendance ».<sup>1</sup> Les critiques de Martínez Valenzuela sur la propension des théories de la dépendance à nier la capacité d'agir, c'est à dire, à ignorer que les personnes que nous étudions en sciences sociales ont des choix à effectuer, nous semblent dès lors plus que raisonnables ; parce que ces théories nous proposent une impasse, alors qu'en tant que chercheurs nous aimerions connaître les ouvertures. Bien sûr il faut regarder les structures, mais avant d'observer les structures, observons d'abord *la structure* : la structure de l'historique.

De cette manière, la première chose que nous constatons c'est que le siècle (1915-2015) se divise en deux parties équivalentes : une première moitié où il n'y eût qu'une seule crise économique globale qui affecta le Mexique, et une crise politique majeure : les guerres *cristeras* où la droite catholique a été sévèrement réprimée par les révolutionnaires lors de la deuxième moitié des années 1920. Ensuite, nous trouvons une autre moitié qui concentra toutes les autres crises. Pourquoi les crises se sont-elles multipliées à partir du milieu des années 1960 ?

Envisageons quelques options théoriques : soit *quelque chose* apparue au milieu des années 1960 a déchaîné les crises ces cinquante dernière années, soit avant il y avait *quelque chose* qui les empêchait et maintenant elle n'y est plus, les deux options n'étant pas exclusives. Il est possible aussi que cette chose ou ces

<sup>1</sup> Bizberg Ilan, Théret Bruno, La diversité des capitalismes latino-américains: le cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique, *Revue de la régulation*, 2012.  
<http://regulation.revues.org/9658>

choses à la source des crises aient bien été là les cinquante premières années mais que leur efficacité ait été nulle ou bien qu'elle ait été annulée par un mécanisme d'action contraire. Enfin, une autre possibilité est que la chose ou les choses qui empêchèrent les crises jadis, existent encore mais que leur efficacité se voit annulée, ces possibilités étant également inclusives. Nous devons seulement admettre pour l'instant que les crises sont envisagées comme un phénomène qui peut être inhibé ou stimulé par des facteurs externes. Il s'agit donc d'un postulat qui devra faire ses preuves. Il faudra confirmer la fonction stimulatrice ou inhibitrice de ce ou de ces *quelque choses* si nous voulons tirer des conclusions à partir de cette hypothèse pourtant très simple.

De retour à la structure de l'histoire, si nous prenons en compte les crises politiques, il est remarquable qu'entre la première et la deuxième crise ils se sont écoulés vingt ans, de 1968 à 1988, et qu'entre la troisième et la dernière en date, si nous considérons l'événement Ayotzinapa comme une nouvelle crise politique, ils se sont également écoulés vingt ans. Il pourrait s'agir d'une pure coïncidence mais nous observons aussi qu'en 1988 et en 2014 se sont formés deux partis de gauche. Il pourrait néanmoins s'agir d'une coïncidence également, sans implications supplémentaires.

Revenons alors à la théorie qui envisage les clivages comme des conflits s'étalant sur le long terme, se situant dans le cadre des institutions et aboutissant dans bien des cas à la fission de partis politiques pouvant conserver les mêmes objectifs mais avec des différences idéologiques telles, que leurs stratégies résultent incompatibles.<sup>2</sup>

Rappelons que Carrillo-Blouin situe l'origine d'un clivage au milieu des années 1960 au niveau de l'avenir des politiques économiques.<sup>3</sup> Cette analyse converge avec celle de Torres Martínez pour qui les clivages récents au Mexique concernent principalement le soutien aux politiques de dérégulation de l'économie et de libre-échange. Maintenant, considérons qu'en 1988 le PRD fut fondé avec

<sup>2</sup> Torres Martínez Rubén, Los clivajes Estado/Iglesia y centro/periferia en el México del siglo XXI. Reflexiones respecto a la actualidad y funcionalidad de la teoría de clivajes para el caso mexicano, *Amnis*, 11/2012, <http://amnis.revues.org/1811>

<sup>3</sup> Carrillo-Blouin Elsa, Les temps modernes et la violence d'État : Octobre 1968 au Mexique, *GIS Réseau Amérique latine*, 2005. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00121243>

une majorité d'hommes et de femmes politiques issu(e)s du PRI, mais incorporant également des socialistes et se constituant comme l'option de gauche. Ce phénomène correspond sans doute au dépassement par la gauche du PRI, reflet de son glissement vers la droite, pouvant expliquer en premier lieu que le clivage se constitue en deux partis politiques séparés. Il s'avère qu'en 2014, un phénomène analogue eût lieu, séparant MORENA du PRD. Voici un extrait de l'article *Échec et mat pour la gauche mexicaine* paru au *Monde diplomatique* en mars 2014.

**Habileté tactique.** Cinq mois plus tard (*suite aux élections de juillet 2012*), coup de théâtre. Au lendemain de la prise de fonctions de M. Peña Nieto, le même Zambrano (*le président du PRD*) apparaît aux côtés du président, des dirigeants du parti au pouvoir – le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) – et de représentants du Parti d'actions nationale (PAN, droite catholique) pour annoncer la signature du pacte pour le Mexique, sorte d'accord de cohabitation censé permettre l'adoption consensuelle des « réformes structurelles » dont le pays a besoin. La décision de signer le pacte n'est pas prise par le PRD dans son ensemble. C'est une initiative personnelle de son président et de la tendance social-démocrate qui le contrôle. M. López Obrador, dirigeant d'un mouvement populaire antilibéral et nationaliste baptisé Morena (Mouvement de régénération nationale), s'y oppose, tout comme les autres tendances minoritaires du PRD. Sentant venir la « trahison », il a démissionné du PRD au lendemain de l'élection présidentielle et a annoncé son intention de transformer son mouvement en parti.<sup>4</sup>

Ce paragraphe condense les conditions de formation de Morena, de dépassement par la gauche du PRD et de glissement vers la droite d'un parti désormais orienté vers les politiques de dérégulation de l'économie et ayant adopté les pratiques autoritaires dans son fonctionnement interne, se rapprochant du PRI, désormais situé avec netteté à droite de l'échiquier politique. Cependant, contrairement aux affirmations de M. Boyer, ce ne sont pas les supposées capacités prophétiques de López Obrador qui l'auraient poussé à démissionner du PRD, mais plutôt la nécessité et surtout la possibilité de créer une structure partisane opposée aux politiques dites *néolibérales*.

<sup>4</sup> Boyer Jean-François, *Échec et mat pour la gauche mexicaine*, *Le Monde diplomatique*, mars 2014, <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/BOYER/50239>, consulté le 27/01/2015.

Cet article fait aussi un amalgame courant qui dépasse la seule politique mexicaine : celui qui associe *néolibéralisme* et *libéralisme* tout court, sur lequel il faudrait s'arrêter brièvement afin de proposer une lecture du clivage mexicain à l'échelle internationale. Cette conception est celle qui associe de manière exclusive *droite* (dans le sens opposé à la gauche, par exclusion) et *libéralisme*, sans prendre en compte que la droite autoritaire existe et qu'elle peut très bien soutenir les politiques *néolibérales*. Une des illustrations les plus éloquents de ce fait correspond à la dictature de Pinochet au Chili, mais la droite autoritaire existe au Mexique comme ailleurs en tant que force politique. Il est vrai que le terme *antinéolibéral* n'est pas courant, mais il est vrai aussi qu'au niveau mondial des partis dits de *gauche libérale* se développent actuellement, ils ne soutiennent pas forcément une dérégulation à outrance, et leur développement est un phénomène qui confirme le glissement vers la droite de la social-démocratie traditionnelle (les membres de l'International socialiste notamment, dont le PRI et le PRD sont tous les deux membres) au niveau international. Cette interprétation découle du fait que ces partis se situent à gauche des social-démocrates, faisant souvent alliance avec les partis anticapitalistes du type parti communiste, parti pirate ou EELV pour citer le contexte européen. Une manière de traiter cette problématique serait de distinguer le libéralisme économique du libéralisme politique et se demander si le libéralisme économique peut compenser l'autoritarisme politique.

En outre, pourquoi penser que le glissement vers la droite des partis de l'Internationale socialiste arrive pour chaque pays de manière isolée ? D'où provient la propension des partis de *gauche* à s'orienter vers des stratégies priorisant les discours sécuritaires une fois arrivés au pouvoir ? Serait-ce leur capacité à offrir des retours rapides ? Ou alors est-ce *normal* dans un contexte global de renforcement de la lutte contre le terrorisme ? Tout au plus, ce que nous pouvons constater pour l'instant c'est qu'il s'agit de phénomènes concomitants. L'exemple du PS français, ayant placé l'aile la plus dextre du parti à la tête du gouvernement n'est en somme que le reflet d'un phénomène géopolitique plus vaste qui se manifeste à travers l'augmentation de conflits civils dans les régions situées à environ 2000 km autour de Suez et de Panamá, visible aussi à travers les *crises migratoires*, et qui a des répercussions nettes au Mexique.

Le glissement vers la droite n'est donc pas un phénomène tout récent ni exclusif au Mexique, mais l'automne 2014 il a été particulièrement visible dans ce pays. Le 12 novembre 2014, El País publia un article intitulé *Le massacre d'Iguala aggrave la crise de la gauche mexicaine*.<sup>5</sup> La même semaine, trois autres articles nous parvinrent faisant référence à une crise au sein du PRD. Pendant cette courte période ayant suivi l'arrestation du maire d'Iguala, *crise de la gauche* et *crise du PRD* ont été des expressions interchangeables. Le 23 novembre, Francisco Valdés Ugalde, directeur de la Faculté Latino-américaine de Sciences Sociales (FLACSO) signa l'article *La gauche indispensable*, dont nous avons traduit les premières lignes.

Qu'est ce qui différencie la crise du PRD de celle d'autres partis ? Sans doute, la gravité des disparitions à Iguala, la sauvagerie du gouvernement municipal et sa collusion avec des criminels organisés. Mais ce n'est pas tout, elle est assiégée par une crise d'identité, d'idéologie et de programme.<sup>6</sup>

C'est une confirmation du fait que des différences idéologiques sont à la source de l'éclatement du parti. Deux jours plus tard, le 25 novembre, était rendue publique la démission de Cuauhtémoc Cárdenas du PRD, parti qu'il a lui-même fondé et qui l'a postulé trois fois aux élections présidentielles.<sup>7</sup> C'est à dire que le point de rupture que sépara PRI du PRD se confond avec celui qui sépara Morena du PRD 25 ans plus tard, et si ce fait ne prouve pas qu'il s'agit d'un phénomène cyclique, il constitue au moins un argument en faveur. Il arrive à nous convaincre en revanche, que la création de PRD et de Morena un quart de siècle plus tard, est effectivement le résultat de la consolidation, pas de deux clivages différents, mais d'un seul et même clivage traversant les générations, se voyant cristallisé dans des contextes de *crise politique*, comme ont pu l'être les périodes marquées par l'événement Ayotzinapa en 2014 et par la *caída del sistema/chute du*

<sup>5</sup> Beauregard Luis Pablo, Desaparición de estudiantes en México: La matanza de Iguala agrava la crisis de la izquierda mexicana, *El País*, 12/11/2014.

[http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/12/actualidad/1415825349\\_089539.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/12/actualidad/1415825349_089539.html)

<sup>6</sup> Valdés Ugalde Francisco, La izquierda indispensable, *Diario de Colima*, 23/11/2014, <http://www.diariodecolima.com/2014/11/23/la-izquierda-indispensable/>

<sup>7</sup> Vergara Rosalía, Cuauhtémoc Cárdenas renuncia al PRD, el partido que fundó hace 25 años, *Proceso*, 25/11/2014, <http://www.proceso.com.mx/?p=388969>.

*système* lors des élections de 1988 alors que Cuauhtémoc Cárdenas se trouvait en tête des sondages et du comptage de votes, une *panne informatique* eût lieu, et lorsque le système de comptage fut rétabli, Carlos Salinas de Gortari a été déclaré vainqueur.<sup>8</sup> C'est le même clivage qui a donné naissance au Parti d'Action Nationale (PAN) en 1939 une fois que la tutelle collective des ressources pétrolières a été promulguée, sur la fissure que constitua la promulgation originaire de la terre en 1917, puis la répression des révoltes cristeras de la droite catholique mexicaine de 1926 à 1929.<sup>9</sup>

Est-ce que la théorie des clivages pourrait-elle être appliquée en tant que recette pour comprendre la réalité au Mexique pour autant? Cette séparation de vingt ans entre la crise de 1968 et celle de 1988, continue de nous interpeller parce que vingt ans avant la création de Morena se trouve également une crise politique majeure. Cependant, pour Carrillo-Blouin et pour Torres Martínez, la déclaration de guerre néo-zapatiste ne compte qu'en tant qu'élément contextuel, alors qu'il a été un des facteurs essentiels de la crise de 1994. La littérature académique a fait le tour complet de la crise économique au Mexique en décembre 1994 mais place le soulèvement au Chiapas en janvier de la même année aussi en tant qu'élément du contexte.<sup>10</sup>

Il semblerait que la Jungle Lacandone cache beaucoup plus que des groupes rebelles. Ces communautés se sont constituées en tant que telles autour de l'opposition des insurgés aux politiques dites *néolibérales*, tout comme les nouveaux partis de gauche. Rappelons aussi que la déclaration de guerre prit effet le jour d'entrée en vigueur de l'ALENA. Mais la théorie des clivages ne semble rien pouvoir apporter à la compréhension de cet événement, pourtant d'envergure géopolitique et qui a été largement sous-évalué. Pour cause, il se trouve que le conflit au Chiapas a largement dépassé le cadre des institutions. La déclaration de

<sup>8</sup> Aboites Aguilar Luis, *El último tramo, 1929-2000*, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004. pp. 262-302.

<sup>9</sup> Torres Martínez Rubén, *Los clivajes Estado/Iglesia y centro/periferia en el México del siglo XXI. Reflexiones respecto a la actualidad y funcionalidad de la teoría de clivajes para el caso mexicano*, *Amnis*, 11/2012, <http://amnis.revues.org/1811>

<sup>10</sup> Boughton James M., *From Suez to Tequila: The IMF as Crisis Manager*, *The Economic Journal*, vol. 110, n° 460, 2000, pp. 273-291. <http://www.jstor.org/stable/2565658>

guerre a été en ce sens un moyen de l'institutionnaliser, avec la particularité remarquable que ce processus a été promu par les rebelles.

En termes géographiques, la Jungle Lacandone, région selvatique au sud de l'Isthme de Tehuantepec, ressemble à une zone tampon. Après Cuba, c'est la deuxième région du continent de nord au sud qui se revendique d'une résistance contre l'impérialisme états-unien, alors que ces mouvements sont arrivés au pouvoir au Venezuela de manière visible, en Uruguay, en Equateur, en Bolivie, en Argentine et au Brésil de manière moins bruyante.

L'événement Ayotzinapa permet d'apporter un regard neuf sur la place du conflit au Chiapas dans l'histoire du Mexique. Remarquons que les insurgés néo-zapatistes marquèrent une distance radicale avec l'institution étatique, tout en gardant l'identification nationale, et c'est aussi un facteur caractéristique du mouvement des proches des normaliens d'Ayotzinapa. C'est à dire qu'ils revendiquent une autonomie par rapport aux institutions mais se placent dans la sphère nationale ; il ne s'agit en aucun cas de revendications d'indépendance, mais ils se placent au contraire du côté de la légalité constitutionnelle. Ce sont des mouvements qui ont subi l'acharnement des forces de l'ordre dans des événements qui ont mis en lumière une certaine phobie générationnelle, et se placent dans la continuité, par des pratiques mémorielles, du massacre d'étudiants en 1968. L'identification ethnique est plus marquée chez les zapatistes, mais la position stratégique humble est centrale dans leurs deux discours respectifs. Ce sont en plus des mouvements qui se sont efforcés de créer un réseau national, régional et international de soutien à leur cause. En outre, Eleucadio Ortega raconta que dans son village il y a des *autodéfenses* qui empêchent l'entrée aux agents du gouvernement. Les *autodéfenses* sont des organisations qui ont en général une branche armée, des cours d'instance et des lieux de privation de la liberté ; la branche armée des néo-zapatistes est l'EZLN. C'est à dire que les proches des élèves d'Ayotzinapa et les néo-zapatistes sont les centres de gravité d'une citoyenneté périphérique ayant marqué une distance symbolique considérable avec les institutions, mais évoluant dans l'aura de la nation ; des sortes de systèmes satellitaires, placés dans des positions orbitales tactiques : Jungle Lacandone et Montagnes du Guerrero.

Est-ce que lors de la cinquantaine d'années dernière, de prolifération des crises politiques et économiques, la correspondance de périodes de vingt-cinq ans avec les manifestations du clivage qui a donné naissance à deux partis de gauche, ainsi qu'avec la formation de structures satellitaires, est-elle pure coïncidence ? Le contraire paraît plus raisonnable. C'est à dire que les cinquante dernières années, marquées par l'enchaînement de crises politiques et économiques, correspond avec une période de formation cyclique de nouveaux partis de gauche et de communautés satellites de la nation mexicaine, et il semble peu probable qu'il s'agisse uniquement d'une coïncidence.

Un élément supplémentaire est à souligner avant d'aller plus loin dans notre analyse des crises au Mexique à travers l'histoire. C'est le fait que la période des crises a commencé peu de temps après le premier décret des industries *maquiladoras* en 1967, d'ouverture des frontières à la circulation de biens et de capitaux, et qu'un des moments les plus critiques correspond à l'entrée en vigueur de l'ALENA. C'est à dire qu'il semble que l'ouverture des frontières aux flux mercantiles et financiers mais pas aux flux humains, soit un facteur de développement des crises, en tant que facteur constant, mais aussi de manière ponctuelle. Est-il raisonnable de penser que les crises ont lieu uniquement lorsqu'il existe des conditions de crise ? Est-ce que c'est une hypothèse est-elle compatible avec l'idée très bien répandue selon laquelle les crises économiques arrivent de manière spontanée et cyclique.

Nous allons voir de quelle manière le cas du Mexique avec ses clivages et ses satellites, permet d'apporter un autre regard sur l'étude des crises.

### *5.1.2. Complémentarité des mécanismes d'intégration*

Au troisième chapitre nous avons conclu à la fragilité d'un plan politico-économique sur lequel l'éclat de 1968 aurait constitué l'origine du clivage qui sépara le PRD du PRI vingt ans plus tard. Le choc de 1994 pourrait en ce sens

être considéré comme un deuxième éclat où se serait exercée la force divergente du même clivage ayant abouti à la formation de Morena en 2014. L'hypothèse de ce que nous avons appelé un *plan politico-économique* est apparue comme la pièce manquante d'un modèle pouvant prendre en compte l'ensemble des éléments qui se dégagent de l'analyse des crises économiques et politiques, toujours associées dans notre étude, en raison de leur correspondance dans la structure de l'histoire des crises du siècle dernier au Mexique. La *fragilité du plan politico-économique* correspondrait en ce sens à l'hypothèse de conditions de dégradation de l'économie et de la dynamique participative aux décisions collectives. Pourrait cette hypothèse correspondre aux *conditions de crise* en tant que phénomène s'étalant sur la cinquantaine d'années dernière pendant laquelle crises politiques et économiques arrivèrent de manière récurrente ?

De même nous avons postulé le développement personnel en tant qu'enrichissement et augmentation du prestige des personnes, qu'il s'agisse de communautés ou d'individus. En effet, ces évolutions peuvent se placer dans des stratégies plus ou moins collectives, mais également à plus ou moins long terme. Ce qu'il faut souligner c'est qu'enrichissement matériel et augmentation du prestige sont deux facettes du même phénomène, celui de l'accumulation de symboles qui signifient la croyance partagée en des valeurs communes ; autrement dit, ils fonctionnent sur des pratiques rituelles dont le sens est d'affirmer la croyance commune en la nécessité d'associer sa personne avec telle ou telle personne, ou avec tel ou tel objet. C'est à dire que l'argent, ou le vote par exemple, ont une signification collective, reflet du prestige de personnes ou des systèmes entiers qui est une construction interpersonnelle. Le développement personnel équivaut à l'intégration des personnes dans ce que nous avons appelé un espace (plan) politico-économique.

En développant ses facteurs, le développement économique d'une personne correspond à son inclusion dans le système économique et se traduit par de l'enrichissement, et le développement politique correspond à son inclusion dans la prise de décisions collectives et se traduit par l'augmentation de son prestige.

Comment observer les dynamiques générales d'intégration de la population dans le plan politico-économique mexicain ? Nous avons deux options : la première consiste à trouver des dynamiques qui reflètent le développement dans un sens englobant, l'autre option consisterait à observer d'un côté le développement économique, et de l'autre les dynamiques générales du champ politique.

Une des caractéristiques marquantes des rapports à la fois politiques et économiques des dernières années au Mexique concerne le développement des réseaux informels et souterrains, c'est à dire, des échanges au sein de hiérarchies socio-politiques dont les stratégies se construisent sur une distance par rapport à la loi. Le trafic de drogues, à travers la manne de ressources financières qu'il a injecté aux réseaux de clientèle sur lesquels la sociabilité mexicaine a eu de plus en plus tendance à reposer, a été le secteur d'activité qui a propulsé les cartels jusqu'au sommet du système corporatif. L'inscription de Joaquín Guzmán sur la liste des hommes et des femmes les plus puissant(e)s de la planète entre 2009 et 2014 illustre bien ce phénomène, car ce personnage n'est que le centre de gravité de tout un système dont l'apogée aurait pu se situer seulement entre la Grande Récession et 2014, mais dont la deuxième évasion de prison de Guzmán en 2015 laisse penser que cette tendance se poursuit et que les cartels sont bien en mesure de concurrencer l'État dans l'offre de perspectives de développement.

La consolidation de ces réseaux ne s'est pas seulement faite grâce à la tolérance des autorités, mais en fusionnant les ressources humaines et financières des deux systèmes. Le système corporatiste et la dérégulation de l'économie ont été les moyens par lesquels cette fusion s'est opérée ; un phénomène concomitant et complémentaire a été le développement de l'économie informelle dans le pays. Une manifestation concrète a été en 2011 le fait que pour la première fois la création d'emplois dans le secteur informel a dépassé la création d'emplois régulés par l'État. Ce phénomène est ainsi étroitement lié aux politiques de dérégulation de l'économie et de perméabilisation des frontières aux trafics de marchandises et de capitaux. En 1999 Rivelos signalait :

Cette économie informelle est tellement compatible avec les politiques libérales de déréglementations que le Bureau International du Travail (BIT) et la Banque mondiale ont fait des micro-entreprises artisanales un modèle de modernisation économique ; en période de libéralisation ou de récession économique impliquant une baisse de l'emploi public ainsi que des effectifs dans les entreprises formelles, afin de diminuer les coûts de productions, l'économie souterraine aura tendance à relayer l'économie informelle si bien qu'il ne sera pas rare de rencontrer des personnes alternant un emploi à durée déterminée dans l'économie formelle, un statut précaire dans l'économie informelle et une activité de complément de revenus dans l'économie souterraine.<sup>11</sup>

C'est le phénomène que Solís qualifia d'*hypertrophie du secteur informel* qu'il interpréta comme « une soupape de sécurité face aux conflits sociaux dérivés de la crise et du manque d'emploi ». <sup>12</sup> C'est à dire que l'activité informelle et criminelle est envisagée comme une solution collective pour réduire une *pression* que le secteur formel n'arriverait pas à supporter.

Un autre facteur à prendre en compte est celui de l'émigration, que Revel-Mouroz et Bataillon considéraient en tant que « soupape de sécurité pour les pressions sur l'emploi » en 1977. Ils tracèrent également les principales tendances migratoires du siècle dernier, notant que le nombre de migrants augmenta pendant la période de la Révolution, puis se stabilisa et augmenta brusquement pendant la deuxième guerre mondiale et la guerre de Corée, puis augmenta par la voie illégale à partir du milieu des années 1960 en raison de la crise agraire mexicaine.<sup>13</sup>

Les études actuelles montrent que l'émigration illégale vers les États-Unis a augmenté de manière régulière jusqu'à la période d'avant la Grande Récession, lorsque la répression à travers des lois anti-migrants, dont celle qui ordonna la construction du mur militarisé à la frontière, et la multiplication par deux des effectifs de la Border Patrol réduisirent à partir de 2007 le nombre de migrants.

<sup>11</sup> Rivelois Jean, *Drogue, corruption et métamorphoses politiques, application à une comparaison Mexique-Brésil*, In : *Tiers-Monde*, tome 40 n° 158, pp. 271-296, 1999.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_1293-8882\\_1999\\_num\\_40\\_158\\_5305](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_1999_num_40_158_5305)

<sup>12</sup> Solís González José Luis, *L'état narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique*, *Revue Tiers Monde*, n° 212, pp. 173-188, 2012.

<http://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-4-page-173.htm>

<sup>13</sup> Bataillon Claude, Revel-Mouroz Jean, *Les migrations mexicaines vers les États-Unis et la frontière nord du Mexique*, *Tiers-Monde*, vol. 18 N° 69, pp. 55-76, 1977.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1977\\_num\\_18\\_69\\_2688](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1977_num_18_69_2688)

L'émigration a atteint son pic le plus bas en 2009 au milieu de la crise, dans une période marquée par la violence à la frontière, mais est depuis repartie à la hausse, alors même que la traversée sans visa est devenue beaucoup plus dangereuse et chère à cause de la répression aux États-Unis et surtout à cause du contrôle du trafic d'humains devenu une branche supplémentaire de l'activité des organisations dédiées au trafic de drogues, à l'extorsion, au kidnapping, à l'exploitation sexuelle de femmes et d'enfants, au trafic d'organes et en général à toutes les activités lucratives souterraines.<sup>14</sup>

Jorge Durand analysa également les dynamiques migratoires, interpellé par le ralentissement qui se fit sensible pendant la période de crise économique, et qui dans une certaine mesure, précéda la crise. Il rappela pour commencer :

Deux conditions sont nécessaires pour que le flux migratoire s'arrête ou diminue : une baisse sensible de la natalité et une croissance économique soutenue. La première condition est déjà remplie au Mexique, la deuxième est restée modérée au cours des deux dernières décennies et a même connu plusieurs chutes significatives.<sup>15</sup>

En effet, le taux de natalité s'est stabilisé récemment près du taux de remplacement de la population (2 enfants par femme), mais il ne fit que diminuer lors des décennies antérieures. C'est à dire que le facteur générationnel est devenu actuellement constant et ne peut pas expliquer tout seul la reprise récente des migrations vers les États-Unis. L'évolution peut-elle s'expliquer alors uniquement par le facteur économique ?

L'émigration peut être aussi envisagée comme un moyen d'enlever une certaine *pression* que la société mexicaine n'arriverait pas à supporter du fait de l'arrivée de jeunes à l'âge adulte, à la recherche de ressources pour développer leur personnalité. Pour Gruben et Payan la violence est bien un des facteurs qui poussent les individus à traverser la frontière. Or, la violence peut très bien être

<sup>14</sup> Gruben William C. & Payan Tony, "Illegal? immigration on the U.S.-Mexico border: Is it really a crisis?", *James A. Baker III Institute for Public Policy*, Rice University, Octobre 2014.

[https://128.42.206.130/media/files/files/4d562970/MC-Immig-Gruben\\_Payan-101714.pdf](https://128.42.206.130/media/files/files/4d562970/MC-Immig-Gruben_Payan-101714.pdf)

<sup>15</sup> Durand Jorge, La dynamique migratoire au Mexique, *Hommes et migrations*, N° 1296, 2012. <http://hommesmigrations.revues.org/1509>

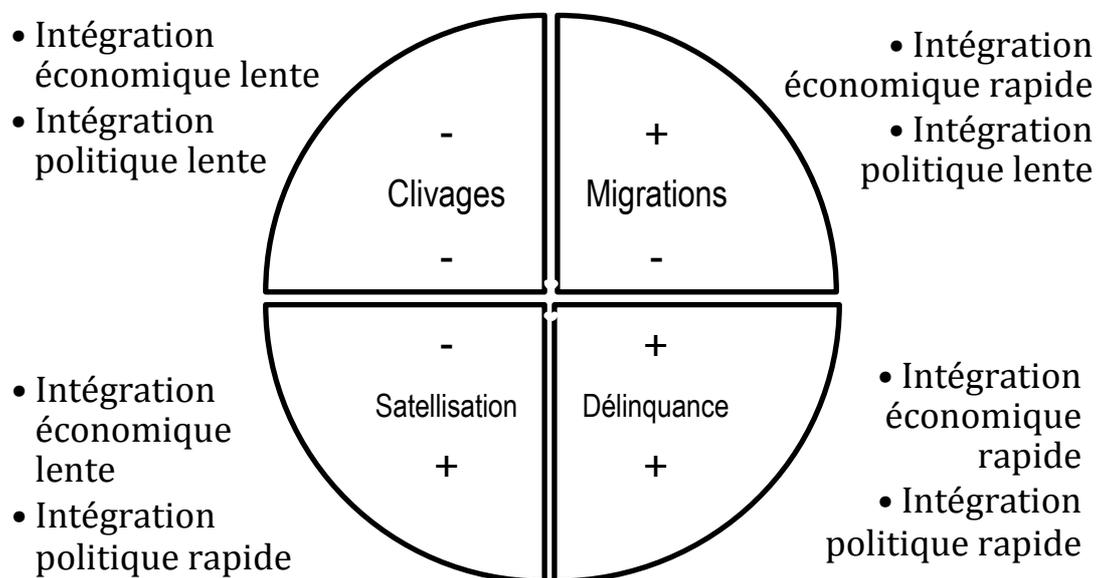
fonction des conditions économiques, mais elle reflète surtout la décomposition des rapports sociaux au niveau politique ; en même temps qu'il enlève une *pression* en éliminant physiquement des personnes et en faisant participer une population de plus en plus importante à la lutte. Cette double particularité fait que la guerre ne soit pas un mécanisme de sociabilité comme les autres.

La lecture que nous proposons faisant intervenir un plan politico-économique, permet de prendre en compte un phénomène de pressurisation s'exerçant sur ce plan, qui rappelons-le, est formé par un axe pauvreté → richesse, et un autre axe humilité → souveraineté : un facteur prestige et un facteur argent qui créent en se croisant une surface sociale sur laquelle les individus devenus adultes cherchent à s'intégrer, augmentant par conséquent l'aire de la surface politico-économique du Mexique par apport constant de jeunes, mais ne pouvant toutefois s'étendre que de manière limitée provoquant ainsi l'augmentation de la pression. Il est curieux alors de constater que bien que les recherches récentes en sciences sociales par rapport aux migrations prennent en compte des facteurs politiques ; lorsqu'il s'agit de décrire, voire de prévoir les dynamiques migratoires, elles continuent d'associer évolution des migrations et croissance économique simplement de manière arithmétique, alors que le rapport entre migrations et développement est géométrique. En effet, le plan politico-économique est bidimensionnel ; le développement est un facteur qui dans l'équation doit être pris en compte au carré.

En résumé, migrations d'un côté et hypertrophie du secteur informel et délinquance de l'autre sont des mécanismes qui peuvent agir en tant que *souppapes* afin de soulager une pression excessive s'exerçant sur le plan politico-économique mexicain. En effet, les migrations peuvent offrir une perspective de développement économique à court terme, tandis que la délinquance propose cette perspective d'enrichissement rapide, mais également de participation à des réseaux de prise de décisions collectives, de manière assez rapide aussi. Est-ce que les migrations peuvent-elles aussi offrir des perspectives de développement du prestige ? Effectivement, en général, les politiques de regroupement familial, les permis de travail dont la durée s'allonge progressivement et surtout le droit du sol, permettent d'envisager une intégration politique à terme dans des stratégies plus

ou moins individuelles, à moins que les travailleurs ou les travailleuses émigré(e)s aient au départ des qualifications importantes, pouvant de cette manière accéder à des statuts qui permettent la participation citoyenne rapidement dans des pays comme le Canada qui offrent des visas très rapidement aux travailleurs qualifiés et très qualifiés dans certains secteurs stratégiques.

Nous remarquerons que migrations ainsi que délinquance et activité informelle, sont des phénomènes qui se développent hors du cadre institutionnel ou à cheval sur les marges internes ou externes de celui-ci. Plus haut nous avons décrit deux phénomènes qui modifient le paysage politique de manière considérable et peuvent offrir des perspectives d'intégration politique plus ou moins rapides, il s'agit des clivages et du phénomène de satellisation. Nous avons construit un tableau qui montre la façon dont ces mécanismes offrent des perspectives de développement personnel, processus qui ne prend pas en compte des individus isolés, mais est fonction de leur intégration dans des systèmes de sociabilité.



*N° 8. Vitesse prospective d'intégration par des mécanismes alternatifs.*

Ces mécanismes d'intégration se développent tous dans une logique conflictuelle avec le pouvoir en place. Le clivage est le seul mécanisme qui a

l'avantage de situer son caractère conflictuel entièrement dans le cadre institutionnel national mais pose l'inconvénient de n'être efficace que sur une échelle de temps longue. À l'inverse, la participation dans des réseaux mafieux permet d'augmenter son prestige et sa richesse rapidement, mais a pour inconvénient de s'opposer à la loi, et dans cette perspective la répression par des moyens de violence légitime est un risque permanent. L'émigration offre une perspective d'intégration économique rapide, ce qui constitue un avantage, mais l'inconvénient est que l'intégration au niveau politique est lente, voire très lente dans le cas des communautés d'afro-descendants par exemple. À l'inverse, la satellisation permet d'intégrer rapidement individus et communautés entières à la prise de décisions collectives, accrétonnées toutefois autour d'un centre de gravité différent de celui que représente l'État. La Jungle Lacandone et les Montagnes du Guerrero sont deux des régions les plus pauvres du Mexique, et les mouvements satellitaires envisagent de renverser la situation sur plusieurs générations à travers l'éducation des masses notamment, c'est à dire que le développement économique se profile comme un processus plutôt lent.

Le rôle de *soupage* de ces mécanismes implique une certaine complémentarité avec des mécanismes institutionnels, et c'est la raison pour laquelle nous les avons qualifiés de mécanismes d'intégration alternatifs, puisqu'ils entrent en jeu surtout à partir du moment où des mécanismes institutionnels arrivent à saturation.

Soulignons enfin qu'en prenant en compte la poussé générationnelle en tant que facteur permettant de déséquilibrer le système Mexique, le premier postulat général de notre théorie concernant la conservation des forces dans la dialectique équilibre/déséquilibre/proxémique symbolique se voit validé par la découverte d'une complémentarité entre les mécanismes institutionnels et les mécanismes alternatifs d'intégration. Simultanément, le fait qu'il existe à la fois des alternatives de développement personnel et des mécanismes d'urgence institutionnalisés *a posteriori* valide la capacité d'agir des personnes dans notre approche théorique, en incorporant l'avantage de prendre en compte la capacité de toute la population à effectuer des choix qui se reflètent dans les structures, contrairement à la capacité d'agir de la théorie de *l'hypothèque du pétrole* qui conçoit

que seulement les élites sont susceptibles de décider du destin collectif. Finalement, le postulat de la confiance interpersonnelle est également validé par le caractère conflictuel de l'ensemble des mécanismes d'intégration alternatifs avec l'État, et notamment par la façon dont s'effectue la création de satellites de la nation mexicaine par distanciation symbolique et mise en fonctionnement d'une citoyenneté périphérique de manière rapide autour d'un nouveau noyau social qui se méfie de l'institution étatique.

Nous allons étudier maintenant les implications de cette approche dans un modèle prenant en compte des mécanismes d'inhibition ou de stimulation des crises.

## **5.2. Le système de régulation des crises**

Nous étudierons à présent les principales tendances de la mise en place des mécanismes d'intégration sociale au cours du siècle dernier en ce qui concerne leur effectivité principalement. Nous utiliserons les notions de retours, légitimité et gouvernance pour montrer comment se sont développées au cours des cinquante dernières années les *conditions de crise* actuelles dont les deux facettes sont d'une part la crise structurelle, et d'autre part la crise de gouvernance. C'est de cette manière que nous expliquerons comment la saturation cyclique du plan politico-économique se manifeste sous la forme de crises politiques et de crises économiques récurrentes mais observables sur des échelles de temps différentes, lorsque font défaut les retours rapides, le mécanisme inhibiteur des crises ponctuelles.

### *5.2.1. Saturation de l'espace politico-économique*

En conclusion de leur article sur l'émigration, Revel-Mouroz et Bataillon affirmèrent que :

La migration vers les États-Unis se traduit de plus en plus par une migration définitive vers la zone frontière mexicaine (...) elle porte le problème frontalier à un point explosif, contraignant le gouvernement mexicain à adopter des solutions à court terme désespérées.<sup>16</sup>

Les « solutions à court terme désespérées » font référence au décret qui autorisa l'installation des usines maquiladoras sur la frange frontalière en 1967. C'est à dire que dix ans après l'adoption de cette mesure d'urgence, elle était toujours considérée comme telle : une mesure d'urgence et apparemment rien ne permettait de prévoir que le modèle des *maquilas* allait se répandre dans les États du nord dans un premier temps, puis dans la zone centre-nord pour combler à terme les vallées centrales du pays. Les maquilas produisent aujourd'hui l'essentiel de la valeur ajoutée industrielle du pays et près d'un tiers des postes régulés par l'État. Il s'agit donc d'un mécanisme qui est apparu dans une conjoncture critique, puis s'est institutionnalisé au fur et à mesure. Cette adaptation a la particularité de s'être effectuée également dans des contextes de crise économique. En effet, la crise économique de 1976 a marqué le début d'expansion territoriale du modèle des *maquilas*, phénomène qui s'est accentué avec la crise de 1982. Enfin, la crise de 1994 a induit la transformation de ces usines, les faisant passer dans l'ensemble d'un modèle fordiste à celui de la *flexibilité du travail*.

C'est un processus similaire qu'a suivie l'implantation des programmes de redistribution des ressources au niveau national. Lors de la crise de 1988, l'ancêtre de ces programmes, Pronasol, a été une des politiques publiques par lesquelles le régime de Salinas de Gortari s'est légitimé après des élections marquées par la violence politique, la récession et l'affaire de la *chute du système* qui instaura la méfiance entre l'électorat et le président entrant. Ce mécanisme, fonctionnant avec un budget pourtant très bas, a servi pour créer un réseau décentralisé instaurant un lien vertical entre les populations marginales et le système présidentiel. Il a permis d'assurer la succession en 1994 avec de la marge. C'est sans surprise que

<sup>16</sup> Bataillon Claude, Revel-Mouroz Jean, *Op. cit*, 1977.

son successeur misa dans le développement de ce projet transformé en programme Progresa en 1997.

Le programme Progresa est considéré comme le modèle original de TCE (transferts conditionnels en espèces). Il a été mis en place en 1997, dans une période de crise économique sévère, pour remplacer les subventions aux produits agricoles (subvention tortilla) jugées peu efficaces et mal ciblées.<sup>17</sup>

Nous constatons que ces programmes ont été adoptés également dans des contextes critiques, et c'est dans des contextes critiques qu'ils ont été pérennisés.

C'est dans cette optique que nous avons étudié le mécanisme par lequel les gouvernements successifs ont cherché à se légitimer. Au départ, la répression des mouvements contestataires du régime n'était qu'un mécanisme utilisé de manière sporadique. En effet, la répression des étudiants en 1968 et le massacre des normaliens en 1971, la *guerre sale*, le massacre d'Acteal, celui d'Agua Blanca par exemple, sont des actions que le gouvernement a entreprises hors du cadre institutionnel, par le recours à des groupes paramilitaires notamment. Le conflit dans le Sud-Est, même s'il a fait l'objet d'un processus d'institutionnalisation, ce dernier a été promu par les rebelles, non pas par le gouvernement, et l'essentiel des forces belligérantes opposées aux néo-zapatistes continuent d'être composées par des paramilitaires.

C'est à partir de 2006 que la répression à San Salvador Atenco marqua un tournant définitif en faisant intervenir les forces de sécurité de l'État directement pour réprimer la population, ce fut le cas également en 2007 à Oaxaca. L'année 2006, celle du début du mandat de Calderón, fut l'année du début de la première opération d'envergure dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée à Michoacán. Dans les faits, la déclaration de guerre contre la criminalité organisée n'a pas été faite par Calderón, mais par son prédécesseur du même parti Vicente

<sup>17</sup> Merrien François-Xavier, La protection sociale comme politique de développement : un nouveau programme d'action international, *International Development Policy/Revue internationale de politique de développement*, N°4.2. 2013. <http://poldev.revues.org/1519>.

Fox.<sup>18</sup> C'est dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée que l'armée a émis l'ordre de tuer les « criminels » à Tlatlaya pendant la nuit, en contradiction totale avec la Convention de Genève qui proscrit le recours aux exécutions sommaires même dans le cas d'un conflit non-international, et c'est également à travers l'auto-inculpation de prétendus membres du crime organisé que l'État s'est disculpé de l'accusation de disparition forcée des étudiants d'Ayotzinapa.<sup>19</sup> En somme, il apparaît que la militarisation de la société, et la répression des mouvements contestataires avait servi comme recours d'urgence, de manière assez exceptionnelle à partir du milieu des années 1960 mais a été institutionnalisée progressivement depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Un mécanisme qui peut expliquer la permanence du PAN lors de la présidentielle de 2006, est pourtant à la source de l'accusation envers Felipe Calderón devant la Cour Pénale Internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité, et a déjà miné la popularité du président actuel alors qu'il se trouve au milieu de son mandat.

Si maintenant nous observons ces mécanismes de légitimation dans la structure de l'historique des crises, nous remarquerons que leur activation en tant que mécanismes institutionnels se fit à peu près tous les quarts de siècle, mais de manière accélérée. Ensuite, en remontant dans l'historique d'un quart de siècle puis d'un autre quart, nous trouvons deux autres mécanismes : l'expropriation pétrolière en 1938 et la réforme agraire commencée par Zapata en 1911 mais ayant acquis statut légal en 1915. Il est possible de constater que l'accélération dans l'implantation de ces mécanismes qui ont transformé la sociabilité au Mexique est un phénomène qui a commencé à partir du début des *maquilas*. Et nous pouvons nous demander pourquoi.

Nous observons également que le processus a été marqué par une tendance qui à partir des années 1940 fit reposer l'efficacité de ces mécanismes de manière structurelle dans le secteur secondaire d'abord puis aussi dans le tertiaire, au détriment du secteur primaire. Une autre tendance générale est celle de la

<sup>18</sup> Human Rights Watch, *Injusticia Militar, la reticencia de México para sancionar los abusos del ejército*, Vol. 13, N° 4(B). Décembre 2001.

<sup>19</sup> Centro PRODH, *Tlatlaya a un año : La orden fue abatir*, Mexico, 2015.

[http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=198&Itemid=28&lang=es](http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=198&Itemid=28&lang=es)

dérégulation de l'économie et d'ouverture des frontières aux flux financiers et mercantiles mais pas aux humains depuis le premier décret des *maquilas*, ainsi que par la militarisation des rapports sociaux.

Notre interprétation est que l'accélération dans l'activation institutionnelle de ces mécanismes est le résultat de la combinaison de ces trois facteurs, ayant provoqué une perte progressive de l'efficacité des mécanismes dans leur ensemble, à la fois dans leur capacité à légitimer le régime, et dans leur capacité à intégrer la population dans les réseaux économiques, et de participation citoyenne. En effet, le modèle de *flexibilité du travail* et la militarisation de la société sont le reflet de la tendance qui consiste à polariser la prise des décisions qui intéressent la collectivité, signe d'un autoritarisme politique répandu également dans le monde de l'entreprise.

La manière d'envisager le lien entre puissance légitimatrice d'une part, et intégratrice de l'autre, renvoie à la problématique du rapport qui lie la capacité d'agir d'individus ou des communautés, avec les structures. L'analyse, même sommaire du fonctionnement général des institutions, sert d'appui au traitement de cette question. Pour développer l'idée selon laquelle « une institution est une réalisation du collectif », Franck Bessis expliqua :

Par l'idée de collectif sous la forme de régularités de comportement et d'attentes, nous mobilisons ensuite la notion de *convention* qui intègre une dimension normative : les agents évaluent leurs règles et leurs actions à partir de l'idée qu'ils se font du fonctionnement correct de la relation qu'ils forment entre eux. Ils disposent de marges (d'action et d'interprétation) autour des règles. Par conséquent, les règles ne peuvent pas être simplement imposées ; une partie d'entre elles au moins fait l'objet d'arbitrages sous contrainte d'effectivité. Ainsi, *le collectif est réalisé sous contrainte de légitimité*.<sup>20</sup>

Cette conception des institutions met l'accent sur un aspect relatif à l'identification collective caractéristique des formes institutionnelles et arrive à expliquer la manière dont se met en place la dialectique de réorientation de l'action des mécanismes institutionnels par écarts successifs par rapport à une convention,

<sup>20</sup> Bessis Franck, *L'institution comme réalisation du collectif*, *Tracés. Revue de Sciences humaines*, N° 17, 2009. <http://traces.revues.org/4216>.

puis par réajustement de la norme. Elle implique que lorsque la légitimité du gouvernement se voit contestée, le gouvernement va mettre en place des mécanismes susceptibles de le relégitimer. Cela voudrait dire que le manque d'intégration de la population dans l'économie et dans les réseaux de participation à la prise des décisions qui intéressent la collectivité provoque que la légitimité du régime soit contestée, poussant le gouvernement à mettre en place des politiques publiques dont l'objectif serait de permettre à la population de s'intégrer dans le fonctionnement institutionnel afin d'élever son prestige et ses richesses, en lui ouvrant une perspective d'avenir dans le cadre national excluant également le risque de répression. L'action gouvernementale s'articule avec l'intérêt général à travers ce circuit qui tendra à proposer à la population de nouveaux mécanismes d'intégration institutionnels lorsque cette dernière aura exploité effectivement ses « marges d'action et d'interprétation » ; le gouvernement se verra contraint d'incorporer ces marges, et d'en reconnaître des nouvelles afin de donner un aspect institutionnel au processus. Dans quelle mesure l'aspect institutionnel d'un conflit civil avec de très nombreux groupes belligérants dépasse-t-il seulement le cadre de l'apparence ? C'est une question qui renvoie à l'autre aspect des institutions outre le caractère d'identification collectif : celui de la durabilité, qui dans ce cas précis renvoie à une nouvelle contradiction.

En bref, au Mexique le gouvernement a réglementé des mécanismes d'intégration qui reposent de manière croissante sur l'autoritarisme politique, le libéralisme économique et qui sont de moins en moins efficaces dans l'ensemble. Or, nous avons observé que les mécanismes d'intégration alternatifs se sont activés lors des cinquante dernières années, de manière cyclique en ce qui concerne les clivages et les satellisations, et de manière continue quant à l'hypertrophie du secteur informel et des réseaux mafieux, ainsi que de l'émigration ; ce que nous avons interprété comme l'arrivée à saturation du plan politico-économique par l'arrivée constante de jeunes gens à l'âge adulte notamment, à la recherche des moyens de développer leur personnalité.

Nous arrivons ainsi à la conclusion que la diminution de l'efficacité des mécanismes d'intégration institutionnels par tertiarisation des structures productives, dérégulation de l'économie et militarisation des rapports sociaux,

provoque la saturation du plan politico-économique : un phénomène cyclique, qui arrive approximativement tous les quarts de siècle, mais qui est en voie d'accélération.

La précarisation du travail formel, les risques liés à la participation au conflit armé dans n'importe lequel de ses côtés et les inconvénients des quatre mécanismes alternatifs d'intégration que nous avons étudiés, actifs depuis le milieu des années 1960 (à l'exception de la mise en orbite de l'EZLN en 1994) font que de manière structurelle, une part croissante de la population se place dans une logique conflictuelle à l'égard du gouvernement. Les principales tendances que nous avons décrites n'ont pas été renversées par le régime du PAN à partir de l'année 2000, au contraire. Le gouvernement se trouve de manière constante dans un processus de perte de sa légitimité et les élections présidentielles tous les six ans peinent de manière croissante à rétablir la confiance.

Cette situation pérenne, en liaison aux problèmes des structures productives, mais qui concerne les rapports entre citoyens correspond au phénomène que Pineda Luna et García Mata analysèrent à travers la notion de *crise de gouvernance*. Ils rappelèrent pour commencer une définition de Kooiman d'après laquelle la gouvernance est « la capacité d'un système socio-politique à se gérer lui-même ». Une autre définition qu'ils avancèrent fut celle de Flisfisch pour qui la gouvernance est la « qualité de la performance gouvernementale ». Nous retrouvons dans ces deux définitions les deux aspects fondamentaux de la notion de gouvernance : l'effectivité et son évaluation. C'est pour cette raison que la notion de légitimité est centrale, car elle véhicule l'aspect dynamique de gouvernance qui doit trouver des références à la fois internes et externes : en effet, la légitimité d'un régime repose dans la reconnaissance de sa position stratégique de souveraineté intérieure, mais dépend également de la reconnaissance de sa position d'égalité par rapport aux autres entités souveraines que représentent les États au niveau international.<sup>21</sup>

<sup>21</sup> Pineda Luna Omar & García Mata Arturo, *Crisis of governance in Mexico from President Felipe Calderón to Enrique Peña Nieto*, *IPSA Annual Meeting*, Montréal, 2014  
[http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_36719.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_36719.pdf)

Si nous factorisons maintenant les difficultés de l'État à intégrer les populations nouvelles voulant se développer, premièrement il s'agit d'une problématique en rapport au manque de croissance économique et aux difficultés de chaque individu pour s'intégrer dans l'économie. Néanmoins le lien de causalité entre ces deux aspects, rapport entre agents et structures, n'est pas défini de manière univoque. De manière analogue, l'exclusion des jeunes dans la prise de décisions qui concernent leur avenir, est-elle la cause ou bien la conséquence de leur incapacité à augmenter leur prestige ? Ce que nous pouvons signaler en tout cas, c'est que les personnes vont se développer malgré les difficultés, quitte à entrer en conflit avec l'institution étatique. La question centrale est la suivante : Dans quelles conditions leur développement humain se réalisera-t-il ?

Le développement de la logique conflictuelle, qui correspond à l'activation des mécanismes alternatifs d'intégration politique et économique peut être également conçu comme une dynamique centrifuge, catalyseur de l'augmentation de la criminalité et de l'économie informelle, qui met les individus sur la voie parfois très dangereuse de l'émigration, provoque des clivages, et lorsque les chocs sont très importants, est à la source de la mise en orbite d'une partie de la nation, qui se déclare en insurrection. Ces conditions de contestation de la légitimité du gouvernement et d'arrêt de la croissance économique correspondent à des *conditions de crise* : la somme d'une crise structurelle et d'une crise de gouvernance. Pourquoi alors les vraies crises économiques et politiques n'arrivent-elles que de manière ponctuelle ? C'est ici qu'intervient la notion de *retours rapides*, en tant que mécanisme inhibiteur des crises, c'est à dire que les crises ont lieu lorsqu'il existe des conditions de crises et les retours rapides font défaut. Mais pour comprendre leur efficacité avec plus de précision nous devons retracer en premier lieu comment se sont installées les *conditions de crise*.

### 5.2.2. *Les crises arrivent dans des conditions de crise*

Les *conditions de crise* reflètent une dynamique qui trouve son élan dès la décennie du triomphe de la Révolution, lorsque le gouvernement réprima les révoltes de la

droite catholique dans le cadre des *guerras cristeras* : ce fut la version *béta* des crises politiques au Mexique et constitua l'éclat dans l'échiquier politique et le premier signe du clivage qui se manifesta avec clarté pour la première fois une génération plus tard, un an après l'expropriation du pétrole avec la fondation du Parti d'Action National (PAN).<sup>22</sup> Depuis, le centre de gravité du système entier n'a fait que se déplacer, très lentement mais sans arrêt vers la droite, dans une logique court-termiste et individualiste. L'unité nationale révolutionnaire passa ainsi dans l'histoire, ou plutôt, devint ainsi un mythe. La dynamique divergente se consolida à partir du milieu des années 1960 et le début de l'implantation des *maquilas* qui représenta l'ouverture légale des frontières aux trafics non-humains. La valeur du dollar se trouvant détachée de celle de l'or, les prix du pétrole ayant explosé, l'époque de croissance soutenue dont la garantie reposait sur la croissance états-unienne, était désormais révolue.<sup>23</sup> Au Mexique, les salaires commencèrent à diminuer sans arrêt jusqu'au moment de la crise de 1982 d'endettement du secteur privé. C'est lors de cette crise économique que le Mexique inaugura les politiques d'hypothèque du pétrole, en offrant les ressources pétrolières en tant que garantie de la solvabilité du gouvernement pour accéder à des prêts internationaux. Il dut reconnaître pour la première fois le besoin de réformes structurelles.<sup>24</sup> La crise économique de 1994 fut cette fois celle du secteur public. C'est à dire que le Mexique collectivisa ses difficultés structurelles, et appliqua la même recette pour s'en sortir. C'est à cette occasion que le gouvernement plaça les revenus pétroliers dans un compte de la Réserve Fédérale à New York pour lui permettre de s'endetter et sortir de la crise.<sup>25</sup> L'hypothèque des ressources pétrolières, au départ un mécanisme de crise, fut ainsi progressivement institutionnalisé se transformant ensuite en la politique qui consiste à accumuler des réserves internationales, dans l'ordre des 80 milliards de dollars ( $8 \times 10^{10}$  USD) avant la crise de 2009, mais ayant plus que doublé jusqu'à représenter 20% du PIB, auxquelles s'est rajouté lors de

<sup>22</sup> Torres Martínez Rubén, *Los clivajes Estado/Iglesia y centro/periferia en el México del siglo XXI. Reflexiones respecto a la actualidad y funcionalidad de la teoría de clivajes para el caso mexicano*, *Amnis*, 11/2012, <http://amnis.revues.org/1811>

<sup>23</sup> Hobsbawm Eric J. *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle*, André Versailles éditeur, p. 377.

<sup>24</sup> Boughton James M., *From Suez to Tequila: The IMF as Crisis Manager*, *The Economic Journal*, vol. 110, n° 460, 2000, pp. 273-291. <http://www.jstor.org/stable/2565658>

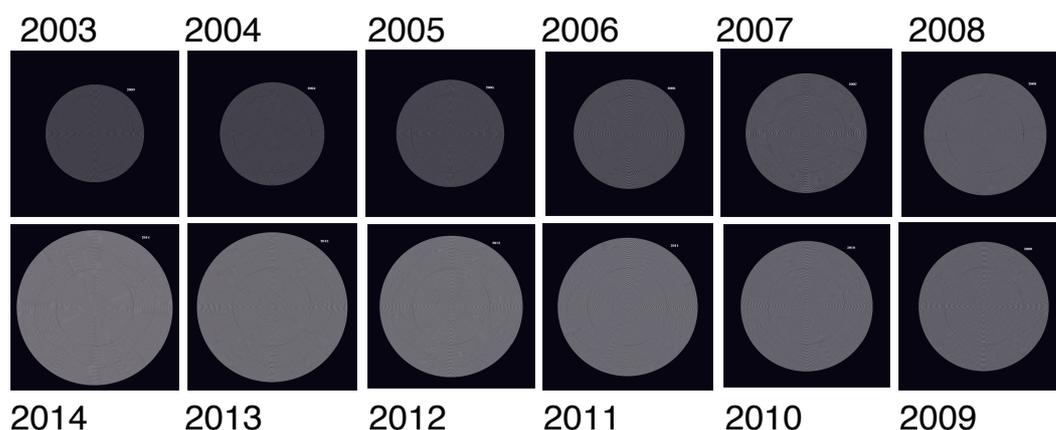
<sup>25</sup> Martínez Valenzuela, *Petroleum Hypothecation : Consequences for Mexico in Latin America since the Peso Crisis*, *Asian Journal of Latin American Studies*, vol? é7 N° 2, pp. 47-73. 2014. <http://www.ajlas.org/v2006/paper/2014vol27no203.pdf>

cette même Grande Récession, une ligne flexible de crédit (autorisation de découvert) de la part FMI à hauteur de 75 milliards de dollars ( $7,5 \times 10^{10}$  USD).<sup>26</sup>

Cette dynamique à long terme montre la façon dont le capital symbolique du Mexique, jadis construit sur la coalition entre paysans, ouvriers et classes moyennes urbaines eût de plus en plus tendance à reposer sur le prestige de la communauté internationale à travers la stratégie de transition de l'hypothèque du pétrole. Un des moments définitoires de ce mouvement fut la signature des traités de libre-échange en 1994. Thacker affirma :

Les négociations de l'ALENA consolidèrent une forte coalition entre les législateurs du libre-échange et les élites de grands négociants orientés vers les marchés. Cette coalition établit son contrôle sur un large spectre de politiques économiques associées avec le modèle de développement néolibéral.<sup>27</sup>

C'est de cette manière que le Mexique réussit à stabiliser temporairement l'économie évitant la crise économique lors de la succession présidentielle de 2000 pour la première fois depuis l'élection de 1970, en contrepartie, le seul moment où il y eut de la croissance économique, fut au moment de la récupération après la crise de 2009.



<sup>26</sup> Flores Paredes Joaquín, Rojas Ortiz Mariana, Crisis financiera global 2007-2010: diferencias para enfrentarla en México y Estados Unidos. *Revista Universitaria Digital de Ciencias Sociales*, UNAM, 2015. <http://distancia.cuautitlan2.unam.mx/rudics/?p=1006>

<sup>27</sup> Thacker Strom C., NAFTA Coalitions and the Political Viability of Neoliberalism in Mexico, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 41, n° 2 pp. 57-89, Center for Latin American Studies at the University of Miami, 1999. <http://www.jstor.org/stable/166407>

Ci-dessus nous pouvons observer qu'en dépit d'une inflation très faible, les ressources de l'État ont augmenté de manière considérable pendant la dernière décennie. Ceci est notamment dû au fait que les prix du pétrole ont augmenté de manière constante jusqu'en 2014. Il est possible d'observer aussi que la Grande Récession n'a pas vraiment influencé l'évolution des ressources de l'État : tant que les revenus issus du pétrole ont été constants, l'État a pu financer ses activités. Ceci montre que la problématique centrale n'a pas été le manque de ressources, mais bien l'inefficacité gouvernementale.

C'est à dire que le gouvernement mexicain se trouve dans un décalage croissant par rapport à la population qui, elle a réellement senti les conséquences de la crise de 2009 et qui n'a guère profité des ressources pétrolières : en effet, les programmes de solidarité n'atteignent pas 0,5 % du PIB et le crédit public s'est estompé dans les années 1990.<sup>29</sup> À ce décalage entre l'élite gouvernementale et le reste de la population, s'ajoutent les affaires de corruption et les conflits d'intérêts dont l'affaire de la *maison blanche* est devenue emblématique.

En somme, avec l'exploitation des gisements pétroliers, le gouvernement mexicain eût jusqu'en 2014 accès à des ressources suffisantes, qui n'ont toutefois pas servi à développer les réformes structurelles de soutien à la production agricole premièrement, et d'augmentation des salaires et des prestations sociales afin de recapitaliser les structures productives internes. La crise structurelle dont la manifestation la plus claire est l'arrêt de la croissance économique s'est consolidée, ainsi que la crise de gouvernance caractérisée par l'inefficacité gouvernementale et le manque de légitimité qui en découle. Ces *conditions de crise* n'ont pas abouti à des crises politiques et économiques permanentes grâce aux retours rapides que la

<sup>28</sup> Les images ont été construites avec une spirale où chaque tour de spirale représente 10 milliards de pesos (1x10<sup>11</sup> pesos). La taille du disque augmente en fonction de l'évolution de l'inflation en pourcentage d'une année sur l'autre. L'information provient des rapports trimestriels de l'exécutif au législatif mexicains.

<sup>29</sup> Özdemir Yonka, *Argentina, Brazil, and Mexico in the Face of the Global Economic Crisis: What Economic strategies Work Best?*, *IPSA Annual Meeting*, Montréal, 2014.  
[http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_36719.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_36719.pdf)

finance internationale put offrir aux élites gouvernementales. Martínez Valenzuela expliqua le fonctionnement de ce mécanisme d'inhibition des crises.

L'accumulation de *hard currency/devises dures* en utilisant les revenus pétroliers pour persuader les marchés financiers de la solvabilité du Mexique illustre l'interaction entre les difficultés pour avoir des retours croissants et la logique de la finance internationale. La logique de la finance internationale informe les politiques par le principe de solvabilité, et la menace d'une contraction du crédit (Caballero et Krishnamurthy 2001), pesant sur le gouvernement fédéral et les acteurs du secteur privé qui participent aux marchés financiers internationaux.<sup>30</sup>

Il existe une divergence entre des chercheurs qui certains interprètent ces conditions comme un accord entre l'élite gouvernementale et les marchés financiers afin de permettre le « flux de capitaux spéculatifs à court-terme »,<sup>31</sup> et d'autres qui voient dans ce mécanisme les efforts gouvernementaux et de la communauté internationale pour donner confiance aux investisseurs.<sup>32</sup> Ce que nous pouvons signaler quoi qu'il en soit c'est qu'il existe un lien étroit entre le besoin des marchés financiers d'assurer les transferts de capitaux sur des fournitures effectives en matières premières, d'actifs plus ou moins sains et de réserves de main d'œuvre flexible, et le besoin du Mexique d'attirer des flux importants de capitaux afin de capitaliser un système financier interne fragile. Il en résulte que les marchés internationaux sont bien en mesure d'offrir des retours rapides, afin d'éviter l'arrêt soudain du crédit courant, dans la mesure où le Mexique ouvre ses ressources naturelles, ses réserves de main d'œuvre flexible et des actifs boursiers nombreux et garantis en dollars aux capitalistes du monde. En effet, le dollar est garanti par le contribuable états-unien par le principe de la Réserve Fédérale états-uniens ( FED) selon lequel il existe des institutions *too big to fail/ trop grandes pour faire faillite*.<sup>33</sup>

<sup>30</sup> Martínez Valenzuela, *op. cit.* 2014.

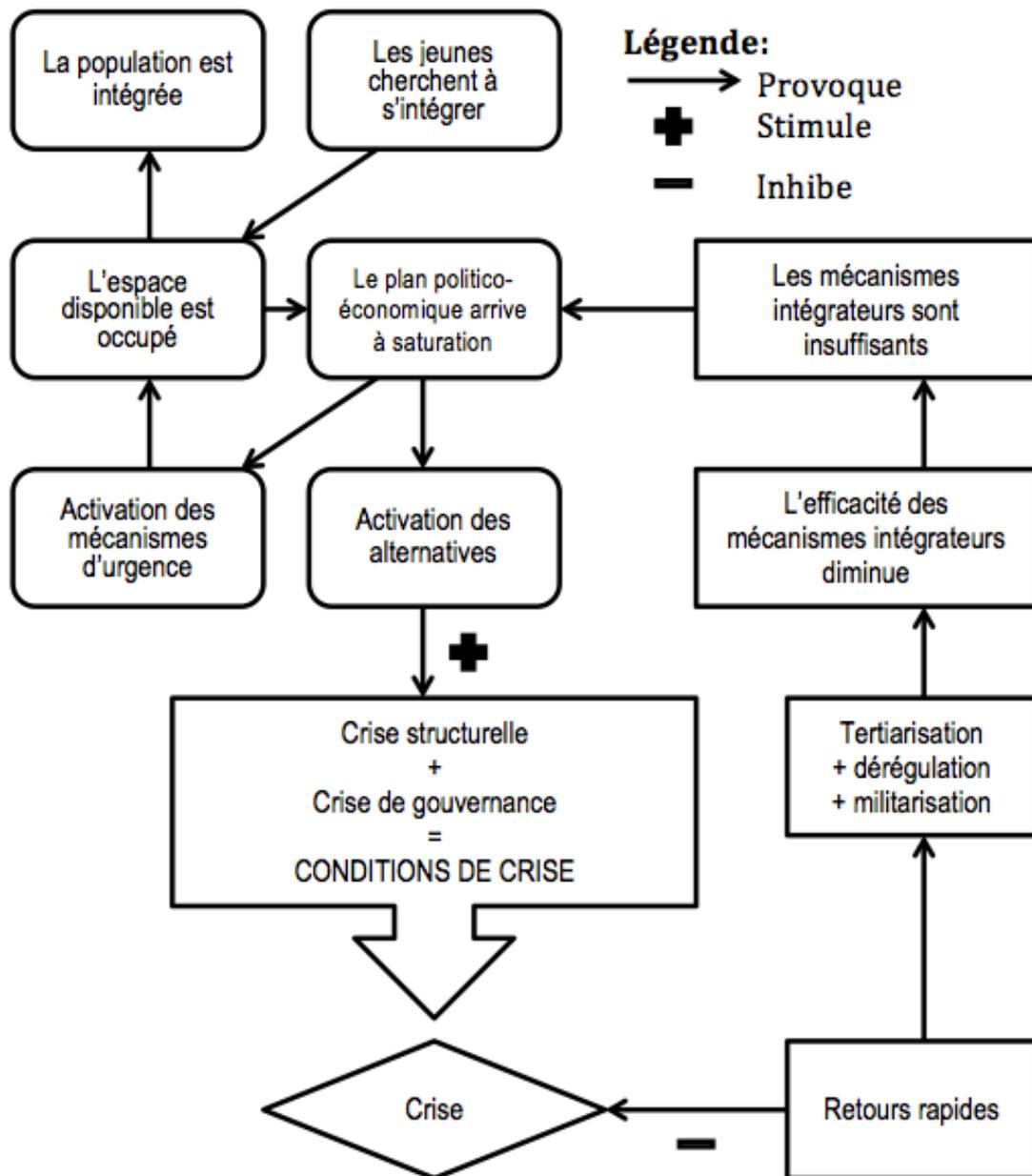
<sup>31</sup> Thacker, *op. cit.* 1999.

<sup>32</sup> Caprio and Jr Gerard, Saunders Anthony & Wilson Berry, Financial Fragility and Mexico's 1994 Peso Crisis : An Event-Window Analysis of Market-Valuation Effects, *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 32 N° 3, pp. 450-468,. Ohio State University Press, 2000. <http://www.jstor.org/stable/2601190>.

<sup>33</sup> Flores Paredes Joaquín, Rojas Ortiz Mariana, Crisis financiera global 2007-2010: diferencias para enfrentarla en México y Estados Unidos. *Revista Universitaria Digital de Ciencias Sociales*, UNAM, 2015. <http://distancia.cuautitlan2.unam.mx/rudics/?p=1006>

Les retours rapides ont ainsi la capacité d'éviter des crises économiques, et par conséquent, de légitimer sur le court terme l'action de l'État, mais provoquent en contrepartie la tertiarisation et la dérégulation de l'économie, la perméabilisation des structures financières aux chocs externes, dans un processus à long terme qui a abouti actuellement à la militarisation de la société.

Le graphique ci-dessous récapitule l'interaction de tous ces mécanismes. Ce modèle reprend tous les éléments des principales évolutions du champ politique et de l'économie au Mexique observables sur une échelle de temps moyenne.



---

***N° 10. Système de régulation des crises : mise en place des conditions de crise et mécanisme d'inhibition.***

Sur un siècle divisé en deux grandes moitiés, la deuxième constitua un véritable Âge des crises. Sous la rhétorique de la *modernisation*, le Mexique délaissa le processus de réforme agraire et de tutelle collective des ressources naturelles et de crédit public afin d'attirer le regard des capitalistes du monde. Or c'est dans le contexte de soutien au secteur primaire que le développement des écoles rurales avait un sens clair.

L'affaire Ayotzinapa a constitué un météore tel que nous avons pu observer un instant avec clarté les profondeurs des problématiques historiques du Mexique post-révolutionnaire en liaison au droit des peuples à prendre part aux décisions qui concernent leur développement économique sur le long terme. Notre démarche fut celle du randonneur qui évolue sur le bord du canyon afin de se pencher et observer le fond. La notion de *crise* nous a permis de repérer ces limites escarpées, pourtant les seuls endroits où il est possible d'observer les couches sédimentaires de l'histoire de la société mexicaine. Aujourd'hui, le paysage de crise humanitaire a de quoi donner le vertige ; la prise en compte de plusieurs échelles de temps et le recours aux outils théoriques qui leur sont propres nous ont permis de ne pas tomber dans le présentisme.

Un phénomène cyclique ne peut pas s'expliquer uniquement par des facteurs continus. La récurrence peut provenir du croisement de plusieurs facteurs cycliques et d'autres facteurs continus, ou bien de l'interaction de plusieurs facteurs continus et un seul facteur cyclique, et ce cas de figure est théoriquement plus simple que le premier.

Notre conclusion est que le mécanisme cyclique n'est pas la crise en soi, mais la saturation du plan politico-économique. Les cycles se renouvellent tous les quarts de siècle approximativement, mais de manière accélérée ; à la fois par la poussée générationnelle continue, occupant les espaces disponibles dans l'économie et en politique, et à cause de l'efficacité décroissante des mécanismes d'intégration institutionnels. Cette saturation correspond en même temps à l'hyper-tension de l'axe économique, peut-être par manque d'inflation et de l'axe

politique, sans doute par manque de démocratie. Ce phénomène cyclique se reflète à plusieurs vitesses, à deux niveaux infrastructurels de sociabilité différents : celui qui véhicule les charges symboliques des rituels de partage de valeurs, principalement matérialisés, et celui qui achemine les ressources d'ordre principalement symbolique au niveau du système. Crises politiques et crises économiques sont les reflets du même phénomène qui se manifeste sur des échelles de temps différentes.

Or, la confiance interpersonnelle dont l'argent porte le symbole, a une longueur d'onde bien plus courte que celle qui existe entre les communautés constituées. En effet, les crises économiques ont eu lieu dans des cycles courts proches des successions présidentielles sexennales, tandis que les crises politiques sont proches des cycles de vingt-cinq ans. Notre interprétation est que ceci est dû au fait que les fluctuations de la valeur de l'argent sont plus rapides que celles de la valeur que nous pouvons accorder à la dignité humaine.



## Conclusion

La crise structurelle des systèmes de production de richesses, ainsi que la crise de gouvernance, caractérisée par l'inefficacité gouvernementale et le manque de légitimité qui en découle, sont les deux facettes des conditions de crise dans lesquelles le Mexique s'est mis depuis le milieu des années 1960. Elles sont aujourd'hui gérées par l'adoption d'une autorisation de découvert de la part du FMI et par l'accumulation de réserves internationales dans l'ordre des 190 milliards de dollars ( $1,9 \times 10^{11}$  USD, soit près de 20% du PIB) afin d'afficher la solvabilité du pays évitant ainsi la contraction soudaine du crédit.

Cette situation durable est le reflet de la décomposition de la relation entre les parties multiples de la nation mexicaine par l'accroissement des inégalités dans la distribution de l'argent et du prestige, ces ressources portant le symbole d'une croyance partagée en des valeurs communes et dont les flux, vecteurs de confiance, constituent le lien social. Elle se traduit par l'extension d'un abîme entre riches et pauvres, le même qu'il existe entre ceux et celles qui participent à la prise de l'essentiel des décisions qui concernent la collectivité et ceux et celles qui en sont exclu(e)s. La mentalité de la *crise* dans laquelle les générations nées à partir des années 1950 ont évolué sans plus de repères, cherchant à tirer des bénéfices le plus rapidement possible parce que l'avenir à court terme s'annonce difficile, provoqua progressivement l'effritement d'un projet de société cohérent sur le long

terme, dans une stratégie de collectivisation des difficultés, et d'individuation des bénéfiques. Dans ces conditions les massacres d'étudiants en 1968 et en 1971, des femmes enceintes et des enfants d'Acteal en 1996, ainsi que les disparitions forcées d'Iguala en 2014, ressemblent aux signes qu'afficherait une société incapable de prévoir avec sérénité l'arrivée des nouvelles générations. Les jeunes au Mexique ne sont pas des partenaires dans une stratégie de développement, mais des concurrents.

C'est en observant la correspondance lors des cinquante dernières années, d'une succession accélérée dans l'adoption de mécanismes institutionnels à travers lesquels la population voulant développer ses richesses et son prestige peut s'intégrer dans l'espace politico-économique, avec l'activation de mécanismes d'intégration alternatifs car fonctionnant dans une logique conflictuelle avec le pouvoir institué ; tels que les migrations, la délinquance, l'hypertrophie du secteur informel, les clivages et la satellisation de communautés revendiquant leur autonomie par rapport à l'État mais évoluant dans les marges de la nation (EZLN, proches des normaliens disparus, municipalités avec autodéfenses) ; que nous avons découvert que les crises politiques et économiques au Mexique ne sont pas un phénomène spontané et cyclique en soi, mais arrivent en revanche dans des conditions de crise construites socialement.

Car l'accélération dans l'institutionnalisation de mécanismes de développement adoptés au départ dans l'urgence, tels que l'implantation des manufactures exonérées de charges pour l'exportation, les programmes de redistribution de ressources, et la lutte contre la criminalité organisée, signifie une diminution progressive de leur efficacité conjuguée ainsi que la tertiarisation, la dérégulation et la militarisation des rapports sociaux. Ceci est dû au fait qu'en vue de répondre à des situations critiques récurrentes, le Mexique a offert ses ressources naturelles, ses réserves de main d'œuvre flexible et ses actifs plus ou moins sains garantis en dollars aux marchés financiers du monde, capables de capitaliser sur le court-terme un système financier interne fragile, évitant ainsi l'implosion du système. C'est dans cette logique que l'autoritarisme politique et la polarisation socio-économique sont une stratégie de développement adaptée, mais ainsi se pose également la question de la durabilité de ce système, ayant une

tendance croissante à reposer en dernier recours sur le prestige de la communauté internationale, elle même souffrant du manque de confiance entre les parties qui la composent.

En bref, l'événement Ayotzinapa a montré que les contradictions anciennes du Mexique révolutionnaire: celles d'une population rurale sans terre et sous-représentée au niveau des institutions nationales ; se placent, certes, sur une échelle de temps longue, mais qui n'est pas détachée de l'actuel ; il rappelle que le soutien des peuples envers le régime issu de la Révolution n'est jamais gagné d'avance, et la légitimité de la récupération de la mémoire de la Révolution apparaît ainsi comme un enjeu stratégique majeur.

Pour terminer, il ne nous reste plus qu'à entamer, en guise d'ouverture, une réflexion sur le sens de la relation de dépendance qu'il existerait entre les États-Unis et le Mexique ; car en fin de comptes, il s'agit dans une bonne mesure d'une affaire de drogues : les pauvres au Mexique les plantent, et les pauvres aux États-Unis les consomment... entre les deux, des enjeux géopolitiques troubles continuent d'orienter notre destinée collective terrienne. Sur quelles échelles de temps ces populations sont-elles victimes ou responsables ? Qui en sont les bénéficiaires sur le long terme ? Quel est le rôle de l'opium dans cet arrangement ? Quel devrait être le rôle du cannabis ?

\* \* \*



# Bibliographie

Aboites Aguilar Luis, El último tramo, 1929-2000, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, 2004. pp. 262-302.

Álvarez Béjar Alejandro & Ortega Breña Mariana, Mexico's 2006 Elections: The Rise of Populism and the End of Neoliberalism? *Latin American Perspectives*, vol. 33 n° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012: Neoliberalism, Social Movements, and electoral Politics, pp.17-32, 2006.  
<http://www.jstor.org/stable/27647914>

Bataillon Claude, Revel-Mouroz Jean, Les migrations mexicaines vers les États-Unis et la frontière nord du Mexique, *Tiers-Monde*, vol. 18 n° 69, pp. 55-76, 1977.  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1977\\_num\\_18\\_69\\_2688](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1977_num_18_69_2688)

Berrtussi Guadalupe Teresinha, « Guerra » contra el narcotráfico en México y las vicisitudes de la prensa escrita, *Revista Historia* vol. 2 n° 3, 2012  
<http://www.produccioncientifica.luz.edu.ve/index.php/historia/article/viewFile/14630/14608>

Bessis Franck, L'institution comme réalisation du collectif, *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 17, 2009.  
<http://traces.revues.org/4216>.

Bizberg Ilan, Théret Bruno, La diversité des capitalismes latino-américains: le cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique, *Revue de la régulation*, 2012.

<http://regulation.revues.org/9658>

Bordat Élodie M. « Les héros ne sont le patrimoine unique de personne ». Les enjeux des célébrations du Bicentenaire de l'Indépendance et du Centenaire de la Révolution mexicaine de 2010, *Trace* n° 63, 2013.

<http://trace.revues.org/1025>

Boughton James M., From Suez to Tequila: The IMF as Crisis Manager, *The Economic Journal*, vol. 110, n° 460, pp. 273-291, 2000.

<http://www.jstor.org/stable/2565658>

Boyer Robert, Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique, *Revue de la régulation*, introduction au numéro spécial sur l'Amérique latine, 2012.

<http://regulation.revues.org/9720>

Broad Robin, Cavanagh John, The Death of the Washington Consensus?, *World Policy Journal* vol. 16 n° 3 pp. 79-88, World Policy Institute, 1999.

<http://www.jstor.org/stable/40209648>

Caprio and Jr Gerard, Saunders Anthony & Wilson Berry, Financial Fragility and Mexico's 1994 Peso Crisis: An Event-Window Analysis of Market-Valuation Effects, *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 32 n° 3, pp. 450-468, Ohio State University Press, 2000.

<http://www.jstor.org/stable/2601190>

Carrillo-Blouin Elsa, Les temps modernes et la violence d'État : Octobre 1968 au Mexique, *GIS Réseau Amérique latine*, 2005.

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00121243>

Carvalho Carlos Eduardo, Thomaz Laís Forti, The tortilla crisis in Mexico, (2007): The upward trend in commodity prices, financial instability and food security, *VI Congreso Latinoamericano de Ciencia Política*, ALACIP/FLACSO, 2011.

[https://www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/rtm/130726\\_rtmv3\\_ingles02\\_cap5.pdf](https://www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/rtm/130726_rtmv3_ingles02_cap5.pdf)

Coubès Marie-Laure, Crise internationale et emploi industriel féminin au Mexique, *Travail, genre et sociétés*, vol. 1 n° 25, p. 41-29, 2011.

<http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2011-page-41.htm>

Durand Jorge, La dynamique migratoire au Mexique, *Hommes et migrations*, N° 1296, 2012.

<http://hommesmigrations.revues.org/1509>

Ejea Mendoza Tomás, La política cultural de México en los últimos años, *Revista Casa del tiempo*, vol. 4 n° 5, 2008.

[http://www.uam.mx/difusion/casadeltiempo/05\\_iv\\_mar\\_2008/casa\\_del\\_tiempo\\_eIV\\_num05-06\\_02\\_07.pdf](http://www.uam.mx/difusion/casadeltiempo/05_iv_mar_2008/casa_del_tiempo_eIV_num05-06_02_07.pdf)

Escalante Gonzalbo Pablo, El México antiguo, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, pp. 11-57, 2004.

- Favre Henri, Race et nation au Mexique. De l'indépendance à la révolution, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 49<sup>e</sup> année, n° 4, pp. 951-976, 1994.  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess\\_0395-2649\\_1994\\_num\\_49\\_4\\_279302](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1994_num_49_4_279302).
- Flores Paredes Joaquín, Rojas Ortiz Mariana, Crisis financiera global 2007-2010: diferencias para enfrentarla en México y Estados Unidos. *Revista Universitaria Digital de Ciencias Sociales*, UNAM, 2015.  
<http://distancia.cuautitlan2.unam.mx/rudics/?p=1006>
- Furio Victoria J. & Olivera Mercedes, Violencia Femicida : Violence against Women and Mexico's Structural Crisis, *Latin American Perspectives*, vol. 33 n° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012 : Neoliberalism, Social Movements, and Electoral Politics, pp. 104-114, 2006, Sage Publications, Inc.  
<http://www.jstor.org/stable/27647925>.
- Garcidiego Javier, La Revolución, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, pp. 225-261, 2004.
- Giampietro Mario, Using hierarchy theory to explore the concept of sustainable development, *Futures*, vol. 26 n° 6, pp. 616-625, 1994.  
[http://ac.els-cdn.com/0016328794900337/1-s2.0-0016328794900337-main.pdf?\\_tid=b9a63766-4814-11e5-bea7-00000aab0f6c&acdnat=1440169135\\_5c16c7e99a7bf6a68c4f6ea6711578b7](http://ac.els-cdn.com/0016328794900337/1-s2.0-0016328794900337-main.pdf?_tid=b9a63766-4814-11e5-bea7-00000aab0f6c&acdnat=1440169135_5c16c7e99a7bf6a68c4f6ea6711578b7)

Golob Stephanie R., Beyond the Policy Frontier: Canada, Mexico, and the Ideological Origins of NAFTA, *World Politics*, vol. 55, n° 3 pp. 361-398, Cambridge University Press, 2003.

<http://www.jstor/stable/25054227>

Gruben William C. & Payan Tony, “Illegal” immigration on the U.S.-Mexico border: Is it really a crisis?, *James A. Baker III Institute for Public Policy*, Rice University, 2014.

[https://128.42.206.130/media/files/files/4d562970/MC-Immig-Gruben\\_Payan-101714.pdf](https://128.42.206.130/media/files/files/4d562970/MC-Immig-Gruben_Payan-101714.pdf)

Hamilton Sarah, Neoliberalism, Gender, and Property Rights in Rural Mexico, *Latin American Research Review*, vol. 37, n° 1, pp. 119-143, 2002.

<http://www.jstor.org/stable/2692106>

Hector Cary, Crise économique, classe ouvrière et système de domination au Mexique (1983-1987), *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 6 n° 1, pp. 131-154, 1988. <http://id.erudit.org/iderudit/1002043ar>.

Hobsbawm Eric J. *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle*, André Versailles éditeur, 2008 (1994).

Jonsén Jennie, Winfuhr Michael, *Food Sovereignty. Towards democracy in localized food systems*, ITDG Publishing, The Schumacher Centre for Technology and Development, 2005.

Karsenty Laurent, Confiance interpersonnelle et communications de travail, *Le travail humain*, vol. 74 n° 2, pp. 131-155, Presses Universitaires de France, 2012.

<http://www.cairn.info/revue-le-travail-humain-2011-2-page-131.htm>

Kaufman Robert R., Trejo Guillermo, Regionalism, Regime Transformation, and PRONASOL: The Politics of the National Solidarity Programme in Four Mexican States, *Journal of Latin American Studies*, vol. 29, n° 3, pp. 717-745, Cambridge University Press, 1997.  
<http://www.jstor.org/stable/158357>

Martínez Valenzuela, Petroleum Hypothecation : Consequences for Mexico in Latin America since the Peso Crisis, *Asian Journal of Latin American Studies*, vol. 27 n° 2, pp. 47-73, 2014.  
<http://www.ajlas.org/v2006/paper/2014vol27no203.pdf>

Martorano Bruno, Pre-crisis Conditions and Government Policy Responses: Chile and Mexico during the Great Recession, *Innocenti Working Paper* n° 2014-15, UNICEF Office of Research, Florence, 2014.  
[http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp\\_2014\\_15.pdf](http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2014_15.pdf)

Merrien François-Xavier, La protection sociale comme politique de développement : un nouveau programme d'action international, *International Development Policy/Revue internationale de politique de développement*, n°4.2. 2013.  
<http://poldev.revues.org/1519>.

Montemayor Carlos, Tinker Salas Miguel, Which PRI Wants to Win the Election?, *Latin American Perspectives*, vol. 33 n° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012: Neoliberalism, Social Movements, and

Electoral Politics, pp. 90-93, Sage Publications, 2006.  
<http://www.jstor.org/stable/27647922>

Mundy Kieran & Popovski Vesselin, Defining climate-change victims, *Sustainable Science*, vol. 7, n° 1, pp. 5-16, 2011. Version United Nations University.  
<http://unu.edu/publications/articles/climate-change-victims.html>

Nabor Eduardo Santiago, Globalización, migración y trabajo en la capital del “Blue Jeans”, *Trace*, n° 55, pp. 16-30. 2009.  
<http://trace.revues.org/731>

Özdemir Yonka, Argentina, Brazil, and Mexico in the Face of the Global Economic Crisis: What Economic strategies Work Best?, *IPSA Annual Meeting*, Montréal, 2014.  
[http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_37051.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_37051.pdf)

Pineda Luna Omar & García Mata Arturo, Crisis of governance in Mexico from President Felipe Calderón to Enrique Peña Nieto, *IPSA Annual Meeting*, Montréal, 2014.  
[http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_36719.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_36719.pdf)

Piron Sylvain, Une nouvelle morale du don. Argument, *Politique, société et histoire*, vol. 4 n°2, pp. 132-137, 2002.  
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00467668>

Plihon Dominique, L’altermondialisme, version moderne de l’anticapitalisme?, *Actuel Marx* vol. 2 n° 44, pp. 31-40, 2008.  
<http:// Cairn.info/revue-actuel-marx-2008-2-page-31.htm>

Rea Rodriguez Carlos Rafael, Le barzonisme : un dispositif identitaire complexe en action dans le Mexique contemporain, *Le Mouvement Social*, n° 226, pp. 31-47, 2009.

<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2009-1-page-31.htm>

Revel-Mouroz Jean, Au Mexique : développement agricole et crise agraire au terme de la présidence Echeverría, *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 28, La terre et les paysans en Amérique latine. pp. 245-258, 1977.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/carav\\_0008-0152\\_1977\\_num\\_28\\_1\\_2089](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/carav_0008-0152_1977_num_28_1_2089)

Ricard Robert, L'« incorporation » de l'Indien par l'école au Mexique, *Journal de la Société des Américanistes*, vol. 23 n° 1, pp. 47-70, 1931.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jsa\\_0037-9174\\_1931\\_num\\_23\\_1\\_1084](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jsa_0037-9174_1931_num_23_1_1084).

Rivelois Jean, Drogue, corruption et métamorphoses politiques, application à une comparaison Mexique-Brésil, In : *Tiers-Monde*, tome 40 n° 158, pp. 271-296, 1999.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_1293-8882\\_1999\\_num\\_40\\_158\\_5305](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_1999_num_40_158_5305)

Rodriguez Miguel, El siglo XX mexicano : la bola, la Revolución, la guerra civil, *Amnis*, 2015. <http://amnis.revues.org/2338>

Roman Richard, Velasco Arregui Edur, The State, the Bourgeoisie, and the Unions : The Recycling of Mexico's System of Labor Control, *Latin American Perspectives*, vol. 33, n° 2, The Mexican Presidency, 2006-2012 : Neoliberalism, Social Movements, and Electoral Politics, pp. 95-103, 2006.  
<http://www.jstor.org/stable/27647924>

Ros Jaime, Junto al epicentro : análisis comparativo de las economías de Canadá y México durante la crisis de 2008-2009, *Journal of Economic Literature*, vol. 9 n° 27, pp. 22-44, 2011.  
[http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1665-952X2012000300002&lng=es&tlng=es](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1665-952X2012000300002&lng=es&tlng=es)

Rosset Peter, Food Sovereignty and the Contemporary Food Crisis, *Development*, vol. 4, n° 58, pp. 460-463, Society for International Development, 2008.  
[http://www.networkideas.org/networkideas/pdfs/peter\\_rosset.pdf](http://www.networkideas.org/networkideas/pdfs/peter_rosset.pdf)

Silva Herzog Jesús, *Breve historia de la revolución mexicana, la etapa constitucionalista y la lucha de facciones*, Fondo de Cultura Económica, 1965. (1960)

Sirol Jean, La réforme agraire et les difficultés de l'agriculture collective au Mexique, In : *Tiers-Monde*, vol. 4 n° 15, pp. 407-417, 1963.  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1963\\_num\\_4\\_15\\_1346](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1963_num_4_15_1346)

Solís González José Luis, Reforma petrolera: lo dicho y lo oculto, *Trayectorias* vol. 10 n° 28, 2008.

[http://www.researchgate.net/profile/Jose\\_Solis\\_Gonzalez/publication/28263321\\_Reforma\\_petrolera\\_lo\\_dicho\\_y\\_lo\\_oculto/links/0912f51398201ba342000000.pdf](http://www.researchgate.net/profile/Jose_Solis_Gonzalez/publication/28263321_Reforma_petrolera_lo_dicho_y_lo_oculto/links/0912f51398201ba342000000.pdf)

Solís González José Luis, L'état narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique, *Revue Tiers Monde*, n° 212, pp. 173-188, 2012.

<http://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-4-page-173.htm>

Solís González José Luis, La violence au Mexique : État narco, crime organisé et « groupes d'autodéfense » communautaires dans l'État de Michoacán, In : *Recherches Internationales*, n° 99, pp. 113-138, 2014.

[http://www.researchgate.net/profile/Jose\\_Solis\\_Gonzalez/publication/266318152\\_LA\\_VIOLENCE\\_AU\\_MEXIQUE\\_TAT\\_NARCO\\_CRIME\\_ORGANIS\\_ET\\_GROUPES\\_D'AUTODEFENSE\\_COMMUNAUTAIRES\\_DANS\\_LTAT\\_DE\\_MICHOACAN/LINKS/542C67B30CF277D58C7F47.pdf](http://www.researchgate.net/profile/Jose_Solis_Gonzalez/publication/266318152_LA_VIOLENCE_AU_MEXIQUE_TAT_NARCO_CRIME_ORGANIS_ET_GROUPES_D'AUTODEFENSE_COMMUNAUTAIRES_DANS_LTAT_DE_MICHOACAN/LINKS/542C67B30CF277D58C7F47.pdf)

Soria Victor M., Nouvelles politiques d'ajustement et de re-légitimation de l'État au Mexique. Le rôle du « pronasol » et de la privatisation des entreprises publiques, In : *Tiers-Monde*, vol. 34 n° 135, La réhabilitation de la demande. Points de repère et analyse appliquée, pp. 603-623, 1993.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1993\\_num\\_34\\_135\\_4782](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1993_num_34_135_4782)

Soria Víctor M., Crecimiento económico, salarial, crisis y pobreza en México, *II Congreso nacional de sociología del trabajo*, 1998.

[http://victorsoria.com.mx/downloads/relacion\\_salarial/4.pdf](http://victorsoria.com.mx/downloads/relacion_salarial/4.pdf)

Stiglitz Joseph, More Instruments and Broader Goals: Moving Toward the Post-Washington Consensus, *The 1998 WIDER Annual lecture*, United Nations University, World Institute for Development Economic Research, 1998.

[http://www.wider.unu.edu/events/annual-lecture/en\\_GB/1998/\\_files/84783458856665120/default/annual-lecture-1998.pdf](http://www.wider.unu.edu/events/annual-lecture/en_GB/1998/_files/84783458856665120/default/annual-lecture-1998.pdf)

Thacker Strom C., NAFTA Coalitions and the Political Viability of Neoliberalism in Mexico, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 41, n° 2 pp. 57-89, Center for Latin American Studies at the University of Miami, 1999.

<http://www.jstor.org/stable/166407>

Torres Martínez Rubén, Los clivajes Estado/Iglesia y centro/periferia en el México del siglo XXI. Reflexiones respecto a la actualidad y funcionalidad de la teoría de clivajes para el caso mexicano, *Amnis*, 11/2012.

<http://amnis.revues.org/1811>

Vagnoux Isabelle, Les États-Unis et le Mexique. Une alliance orageuse, *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, vol. 1 n° 57, pp. 19-35, 1998.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_0294-1759\\_1998\\_num\\_57\\_1\\_3707](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1998_num_57_1_3707)

Vargas Rosío, La reforma energética: a 20 años del TLCAN, *Revista Problemas del Desarrollo*, Instituto de Investigaciones Económicas, UNAM, vol. 46 n° 180, 2015.

[http://www.probdes.iiec.unam.mx/en/revistas/v45n180/body/v45n180a5\\_1.php](http://www.probdes.iiec.unam.mx/en/revistas/v45n180/body/v45n180a5_1.php)

Vázquez Josefina, De la Independencia a la consolidación republicana, in Escalante Gonzalbo Pablo et al., *Nueva historia mínima de México*, El Colegio de México, pp. 137-191, 2004.

Williamson John, What Washington Means by Policy Reform, in: *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?*, Peterson Institute for International Economics, 1990.

<http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?researchid=486>

Williamson John, A Short History of the Washington Consensus, In: Serra Narcis, Stiglitz Joseph E. (dir.), *The Washington Consensus Reconsidered. Towards a New Global Governance*, The Initiative for Policy Dialogue Series, Oxford University Press, 2008. (2004)

Witker Velázquez Jorge, El interés nacional y el TLCAN, *Letras Jurídicas* n° 30, Universidad Veracruzana, 2014.

<http://revistas.uv.mx/index.php/letrasjuridicas/article/view/1514>

# Annexes

## Documentation du TPP : Rapports indépendants classés par ordre chronologique

1. Human Rights Watch. Injusticia militar. La reticencia de México para sancionar los abusos del ejército [Internet]. 2001. Recuperado a partir de:  
<http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico1201sp.pdf>
2. Federación Internacional de Derechos Humanos. Los pueblos indígenas en México [Internet]. 2002. Recuperado a partir de: <https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx331e.pdf>
3. Federación Internacional de Derechos Humanos. Seguimiento de la situación de los derechos humanos en México [Internet]. 2003. Recuperado a partir de: <https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx362e.pdf>
4. Human Rights Watch. Justicia en peligro: la primera iniciativa seria de México para abordar los abusos del pasado podría fracasar [Internet]. 2003. Recuperado a partir de:  
[http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/justicia\\_0.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/justicia_0.pdf)
5. Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Informe presentado a la Relatora sobre derechos de la mujer de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos Susana Villarán. 2004.
6. Sin Fronteras I.A.P. Violencia y mujeres migrantes en México [Internet]. 2004. Recuperado a partir de:  
[http://imumi.org/attachments/article/107/Sin\\_Fronteras-Informe\\_Violencia\\_y\\_Mujeres\\_Migrantes\\_en\\_Mexico\\_2004.pdf](http://imumi.org/attachments/article/107/Sin_Fronteras-Informe_Violencia_y_Mujeres_Migrantes_en_Mexico_2004.pdf)
7. Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Informe sobre la situación de los asesinatos y desapariciones de mujeres y niñas en Ciudad Juárez y Chihuahua, México. Presentado al Comité contra la tortura [Internet]. 2005. Recuperado a partir de:  
[https://www.fidh.org/IMG/pdf/CAT\\_Mexico\\_Nov06\\_informe\\_feminicidio.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/CAT_Mexico_Nov06_informe_feminicidio.pdf)
8. Sin Fronteras I.A.P. México y su frontera sur [Internet]. 2005. Recuperado a partir de:  
[http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/21/DOCUMENTO\\_MEX\\_FRONTERA\\_SUR.pdf](http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/21/DOCUMENTO_MEX_FRONTERA_SUR.pdf)
9. Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Derechos incumplidos, violaciones legalizadas. Los derechos humanos en el sexenio 2000-2006 [Internet]. 2006. Recuperado a partir de:  
[centroprodh.org.mx/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=109&Itemid=28&lang=es](http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=109&Itemid=28&lang=es)
10. Federación Internacional de Derechos Humanos. El feminicidio en México y Guatemala [Internet]. 2006. Recuperado a partir de: [https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx\\_gt446e.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx_gt446e.pdf)
11. Federación Internacional de Derechos Humanos. México. El Tratado de Libre Comercio de América del Norte (TLCAN): efectos sobre los derechos humanos. Violaciones de los derechos laborales [Internet]. 2006. Recuperado a partir de: <https://www.fidh.org/IMG/pdf/Mx448e.pdf>
12. Federación Internacional de Derechos Humanos. Oaxaca: conflicto social y violaciones a los derechos humanos [Internet]. 2006. Recuperado a partir de: <https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx461e.pdf>
13. Human Rights Watch. El cambio inconcluso. Avances y desaciertos en derechos humanos durante el gobierno de Fox [Internet]. 2006. Recuperado a partir de:  
[http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico0506spwebwcover\\_0.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico0506spwebwcover_0.pdf)
14. Amnistía Internacional. Injusticia e impunidad: deficiencias en el sistema de justicia penal mexicano [Internet]. 2007. Recuperado a partir de: [http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/07/Mexico\\_InjusticiaImpunidad\\_7\\_02\\_2007.pdf](http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/07/Mexico_InjusticiaImpunidad_7_02_2007.pdf)

15. Amnistía Internacional. Leyes sin justicia: violaciones de derechos humanos e impunidad en el sistema de justicia penal y de seguridad pública [Internet]. 2007. Recuperado a partir de: <https://www.amnesty.org/download/Documents/60000/amr410022007fr.pdf>
16. Federación Internacional de Derechos Humanos. Publicación del Informe anual del Observatorio para la Protección de los defensores de derechos humanos: una perspectiva mexicana [Internet]. 2007. Recuperado a partir de: [https://www.fidh.org/IMG/pdf/LIVRE\\_ESP\\_PDF\\_BD.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/LIVRE_ESP_PDF_BD.pdf)
17. Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Informe Hacia 2012, reformas estructurales y mano dura: el cerco en torno a los derechos humanos [Internet]. 2008. Recuperado a partir de: [http://www.centroprodh.org.mx/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=107&Itemid=28&lang=es](http://www.centroprodh.org.mx/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=107&Itemid=28&lang=es)
18. Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Participación ciudadana obstaculizada: el derecho al acceso a la información y a la consulta en el contexto de la integración económica de México [Internet]. 2008. Recuperado a partir de: [http://www2.congreso.gob.pe/sicr/cendocbib/con4\\_uibd.nsf/C02154304E7744C505257D0E00236A87/\\$FILE/4\\_PRO\\_PAR.pdf](http://www2.congreso.gob.pe/sicr/cendocbib/con4_uibd.nsf/C02154304E7744C505257D0E00236A87/$FILE/4_PRO_PAR.pdf)
19. Federación Internacional de Derechos Humanos. Estados Unidos-México. Muros, abusos y muertes en las fronteras. Violaciones flagrantes de los derechos de los migrantes indocumentados en camino a Estados Unidos [Internet]. 2008. Recuperado a partir de: <https://www.fidh.org/IMG/pdf/USAMexiquemigran488esp.pdf>
20. Human Rights Watch. La Comisión Nacional de los Derechos Humanos de México. Una evaluación crítica [Internet]. 2008. Recuperado a partir de: [http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico0208sp\\_1.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico0208sp_1.pdf)
21. Amnistía Internacional. México. Nuevos informes de violaciones de derechos humanos a manos del ejército [Internet]. 2009. Recuperado a partir de: <https://www.amnesty.org/download/Documents/44000/amr410582009es.pdf>
22. Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. ¿Comandante supremo? La ausencia de control civil sobre las Fuerzas armadas al inicio del sexenio de Felipe Calderón [Internet]. 2009. Recuperado a partir de: <http://www.boell-latinoamerica.org/downloads/InformeAbusosMilitaresCOMP090309.pdf>
23. Federación Internacional de Derechos Humanos. México: defensores de derechos humanos frente a la mutación política y la violencia [Internet]. 2009. Recuperado a partir de: <https://www.fidh.org/IMG/pdf/mx10022009e.pdf>
24. Federación Internacional de Derechos Humanos. Misión de actualización de la Misión internacional de investigación sobre la situación de los defensores de los derechos humanos en México (junio 2008) [Internet]. 2009. Recuperado a partir de: <https://www.fidh.org/IMG/pdf/RapObsMexicoES-2.pdf>
25. Human Rights Watch. Impunidad uniformada. Uso indebido de la justicia militar en México para investigar abusos cometidos durante operativos contra el narcotráfico y de seguridad pública [Internet]. 2009. Recuperado a partir de: <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico0409spwebwcover.pdf>
26. Amnistía Internacional. Exigiendo justicia y dignidad. Defensores y defensoras de los derechos humanos en México [Internet]. 2009. Recuperado a partir de: <https://www.amnesty.org/download/Documents/44000/amr410322009fra.pdf>
27. Amnistía Internacional. Víctimas invisibles. Migrantes en movimiento en México [Internet]. 2010. Recuperado a partir de: [http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/07/Mexico\\_Victimas\\_Invisibles\\_28\\_04\\_2010.pdf](http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/07/Mexico_Victimas_Invisibles_28_04_2010.pdf)
28. Centro de Derechos Humanos «Fray Francisco de Vitoria», O.P. A.C. Derechos humanos de las juventudes en México [Internet]. 2010. Recuperado a partir de: <http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/dhjo10.pdf>

- 29.
- Centro de Derechos Humanos «Fray Francisco de Vitoria», O.P. A.C. Experiencias de participación de movimientos sociales en la defensa y reivindicación de los derechos a la alimentación, vivienda y laborales en México [Internet]. 2010. Recuperado a partir de:  
[http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/informe\\_desca\\_nal\\_2012\\_1\\_.pdf](http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/informe_desca_nal_2012_1_.pdf)
- 30.
- Centro de Derechos Humanos «Fray Francisco de Vitoria», O.P. A.C. Informe DESCA 2010. Informe anual sobre la situación de los derechos económicos, sociales, culturales y ambientales en México, 2009-2010 [Internet]. 2010. Recuperado a partir de:  
[http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/desca\\_2010.pdf](http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/desca_2010.pdf)
- 31.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Sociedad amenazada. Violencia e impunidad, rostros del México actual [Internet]. 2010. Recuperado a partir de:  
[http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=50&Itemid=28&lang=es](http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=50&Itemid=28&lang=es)
- 32.
- Sin Fronteras I.A.P. I. Adolescentes migrantes no acompañados: estudio sobre sus derechos humanos durante el proceso de verificación migratoria, detención, deportación y recepción [Internet]. 2010. Recuperado a partir de:  
[http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1150/Informe\\_Adolescentes\\_NA\\_web.pdf](http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1150/Informe_Adolescentes_NA_web.pdf)
- 33.
- Centro de Derechos Humanos «Fray Francisco de Vitoria», O.P. A.C. Informe anual sobre la situación de los DESCA en México y su exigibilidad. [Internet]. 2011. Recuperado a partir de:  
<http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/desc11.pdf>
- 34.
- Centro de Derechos Humanos «Fray Francisco de Vitoria», O.P. A.C. Informe sobre la situación de los derechos humanos de las juventudes en México y en el Distrito Federal. 2010-2011 [Internet]. 2011. Recuperado a partir de: <http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/infjuv.pdf>
- 35.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Cuadernos sobre secuestro de migrantes. Dimensión, contexto y testimonios de la experiencia de la migración en tránsito por México [Internet]. 2011. Recuperado a partir de:  
[http://observatoriocolf.org/\\_admin/documentos/Cuaderno\\_Secuestros.pdf](http://observatoriocolf.org/_admin/documentos/Cuaderno_Secuestros.pdf)
- 36.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Informe sobre el Estado de México durante el sexenio de 2006-2011: la violación sistemática de derechos humanos como política de Estado. 2011.
- 37.
- Comité Cerezo México. Informe: Saldos de la represión en México 2009-2010. Una guerra contra el pueblo [Internet]. 2011. Recuperado a partir de: [http://comitecerezo.org/IMG/pdf/informe\\_2011\\_web.pdf](http://comitecerezo.org/IMG/pdf/informe_2011_web.pdf)
- 38.
- Comité Cerezo México. Informe sobre la desaparición forzada en México 2011. Presentado por las organizaciones integrantes de la Campaña nacional contra la desaparición forzada ante el Grupo de trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias de la ONU [Internet]. 2011. Recuperado a partir de:  
[http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/\\_espanol\\_informe\\_sobre\\_la\\_desaparicion\\_forzada\\_en\\_mexico\\_2011\\_gtdfonu\\_21-03-11.pdf](http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/_espanol_informe_sobre_la_desaparicion_forzada_en_mexico_2011_gtdfonu_21-03-11.pdf)
- 39.
- Human Rights Watch. Ni seguridad, ni derechos. Ejecuciones, desapariciones y tortura en la «guerra contra el narcotráfico» de México [Internet]. 2011. Recuperado a partir de:  
[www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico1111spwebwcover.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico1111spwebwcover.pdf)
- 40.
- Instituto de Estudios y Divulgación sobre Migración, A.C. Marco institucional y normativo en materia de migración internacional en México [Internet]. 2011. Recuperado a partir de:  
[http://www.imumi.org/attachments/INEDIM\\_Documento\\_de\\_Trabajo\\_No\\_3\\_Marco\\_Institucional\\_en\\_materia\\_de\\_migracion\\_29092011.pdf](http://www.imumi.org/attachments/INEDIM_Documento_de_Trabajo_No_3_Marco_Institucional_en_materia_de_migracion_29092011.pdf)
- 41.
- Amnistía Internacional. Culpables conocidos, víctimas ignoradas. Tortura y maltrato en México [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: [http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/07/Mexico\\_Tortura\\_y\\_Maltrato\\_11\\_10\\_2012.pdf](http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/07/Mexico_Tortura_y_Maltrato_11_10_2012.pdf)
- 42.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Han destruido la vida en este lugar. Megaproyectos, violaciones a derechos humanos y daños ambientales en México [Internet]. 2012.

- Recuperado a partir de:  
[http://www.centroprodh.org.mx/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=149&Itemid=28&lang=es](http://www.centroprodh.org.mx/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=149&Itemid=28&lang=es)
- 43.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. La frontera olvidada. Informe sobre las condiciones de las personas migrantes, desplazadas y defensoras de derechos humanos en Tenosique. Misión de observación civil. Tenosique, Tabasco, México, octubre de 2011 [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: <http://www.serapaz.org.mx/wp-content/uploads/2014/01/informetenosique1.pdf>
- 44.
- Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Femicidio e impunidad en México: un contexto de violencia estructural generalizada. Informe presentado ante el Comité para la eliminación de la discriminación contra la mujer [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: <http://cmdpdh.org/wp-content/uploads/2013/03/Femicidio-e-impunidad-en-M%C3%83%C2%A9xico-Un-contexto-de-violencia-estructural-y-generalizada.pdf>
- 45.
- Comité Cerezo México. Informe de violaciones a los derechos humanos en México 2011. Las víctimas del proceso de configuración de un Estado terrorista [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: [http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/informe\\_2012.pdf](http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/informe_2012.pdf)
- 46.
- Comité Cerezo México. Informe sobre Desaparición forzada de defensores de los derechos humanos en México 2012 [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: [http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/informe\\_sobre\\_la\\_desaparicion\\_forzada\\_de\\_defensores\\_de\\_los\\_derechos\\_humanos\\_en\\_mexico\\_2012.pdf](http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/informe_sobre_la_desaparicion_forzada_de_defensores_de_los_derechos_humanos_en_mexico_2012.pdf)
- 47.
- Sin Fronteras I.A.P. Blog En otra tierra: una ventana a la realidad de las personas migrantes, solicitantes de asilo y refugiados [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: [http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1405/Blog\\_EnOtraTierra\\_Final\\_web.pdf](http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1405/Blog_EnOtraTierra_Final_web.pdf)
- 48.
- Sin Fronteras I.A.P. Evolución y retos del marco normativo migratorio en México: una perspectiva histórica [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: [http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1406/informeMigracion\\_web.pdf](http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1406/informeMigracion_web.pdf)
- 49.
- Sin Fronteras I.A.P. La detención de personas extranjeras en estaciones migratorias [Internet]. 2012. Recuperado a partir de: [http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1403/Detencion\\_Extranjeros\\_Final\\_web.pdf](http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1403/Detencion_Extranjeros_Final_web.pdf)
- 50.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Transición traicionada: los derechos humanos en México durante el sexenio 2006-2012 [Internet]. 2013. Recuperado a partir de: <http://www.centroprodh.org.mx/comunicacion/Informe%20Sexenal%20150.pdf>
- 51.
- Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Acceso a la justicia en México: la constante impunidad en casos de violaciones a derechos humanos. Informe presentado ante el Consejo de Derechos Humanos con motivo del Examen periódico Universal de México, [Internet]. 2013. Recuperado a partir de: <http://www.cmdpdh.org/wp-content/uploads/2013/07/Acceso-a-la-Justicia-en-Mexico.pdf>
- 52.
- Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Ejecuciones extrajudiciales en el contexto de la militarización de la seguridad pública. Informe presentado con motivo de la visita del relator especial de las Naciones Unidas sobre ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias [Internet]. 2013. Recuperado a partir de: <http://cmdpdh.org/wp-content/uploads/2013/04/Ejecuciones-extrajudiciales-en-el-contexto-de-la-militarizaci%C3%83%C2%B3n-de-la-seguridad-p%C3%83%C2%BAblica1.pdf>
- 53.
- Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Grandes proyectos de desarrollo y las/los defensores de derechos humanos. Informe presentado ante la Relatora especial sobre defensores de derechos humanos [Internet]. 2013. Recuperado a partir de: <http://cmdpdh.org/wp-content/uploads/2013/07/Grandes-proyectos-de-desarrollo-y-las-y-los-defensores-de-derechos-humanos.pdf>
- 54.
- Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Informe conjunto presentado por organizaciones de la sociedad civil mexicana para la segunda ronda del Examen Periódico

- Universal a México [Internet]. 2013. Recuperado a partir de:  
[http://www.iccnw.org/documents/Informe\\_conjunto\\_presentado\\_por\\_organizaciones\\_de\\_la\\_sociedad\\_civil\\_mexicana.pdf](http://www.iccnw.org/documents/Informe_conjunto_presentado_por_organizaciones_de_la_sociedad_civil_mexicana.pdf)  
55.
- Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Situación General de los derechos humanos en México [Internet]. 2013. Recuperado a partir de:  
<http://www.fundar.org.mx/mexico/pdf/Audiencia-147Situacion-General-de-Derechos-Humanos-en-Mexico.pdf>  
56.
- Comité Cerezo México. Defender los derechos humanos en México: el costo de la dignidad. Junio de 2012 a mayo de 2013 [Internet]. 2013. Recuperado a partir de:  
[http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/defender\\_los\\_derechos\\_humanos\\_en\\_mexico.pdf](http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/defender_los_derechos_humanos_en_mexico.pdf)  
57.
- Human Rights Watch. Los desaparecidos de México. El persistente costo de una crisis ignorada [Internet]. 2013. Recuperado a partir de:  
[http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico0213sp\\_ForUpload\\_0\\_0.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/mexico0213sp_ForUpload_0_0.pdf)  
58.
- Sin Fronteras I.A.P. La ruta del encierro: situación de las personas en detención en estaciones migratorias y estancias provisionales [Internet]. 2013. Recuperado a partir de:  
<http://sinfronteras.org.mx/attachments/informe-2014.pdf>  
59.
- Sin Fronteras I.A.P. «Ser migrante no me hace delincuente». Situación de las personas en detención en las estaciones migratorias de Iztapalapa, Distrito Federal, Tenosique y Villa Hermosa, Tabasco 2011.2012 [Internet]. 2013. Recuperado a partir de:  
[http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1432/INFORME\\_EM\\_2013.pdf](http://www.sinfronteras.org.mx/attachments/article/1432/INFORME_EM_2013.pdf)  
60.
- Amnistía Internacional. Fuera de control. Tortura y otros malos tratos en México [Internet]. 2014. Recuperado a partir de: [http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/09/INFORME\\_TORTURA\\_AIM.pdf](http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2014/09/INFORME_TORTURA_AIM.pdf)  
61.
- Centro de Derechos Humanos «Fray Bartolomé de Las Casas, A.C. Los derechos humanos a debate. Entre el cinismo y la dignidad de los pueblos [Internet]. 2014. Recuperado a partir de:  
[http://www.frayba.org.mx/archivo/informes/1410\\_dh\\_a\\_debate\\_entre\\_el\\_cinismo\\_oficial\\_y\\_la\\_dignidad.pdf](http://www.frayba.org.mx/archivo/informes/1410_dh_a_debate_entre_el_cinismo_oficial_y_la_dignidad.pdf)  
62.
- Centro de Derechos Humanos «Fray Francisco de Vitoria», O.P. A.C. y otros. Informe sobre la situación de las personas privadas de libertad. Visita a México del Relator especial de Naciones Unidas sobre la tortura y otros tratos crueles, inhumanos o degradantes, Juan E. Méndez. Abril 21-mayo 2014 [Internet]. 2014. Recuperado a partir de:  
[http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/informe\\_relatorortura\\_privadaslibertad.pdf](http://www.derechoshumanos.org.mx/IMG/pdf/informe_relatorortura_privadaslibertad.pdf)  
63.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. 45 años de impunidad conmemorados bajo represión estatal. Informe de la Misión de observación del Centro Prodh. Marcha conmemorativa del 2 de octubre de 1968 en 2013 [Internet]. 2014. Recuperado a partir de:  
[http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=166&Itemid=28&lang=es](http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=166&Itemid=28&lang=es)  
64.
- Centro de Derechos Humanos «Miguel Agustín Pro Juárez», A.C. Migrantes en prisión. La incriminación de migrantes en México. Otro destino trágico. El caso de Ángel Amílcar Colón Quevedo y el panorama de las personas centroamericanas en reclusión [Internet]. 2014. Recuperado a partir de:  
<http://www.estudiosdemigracion.org/inedim2013/documentosypub/pub-ext/InformeMigrantesPrision.pdf>  
65.
- Colectivo de Abogadas y Abogados Solidarios CAUSA. Control del espacio público. Informe sobre retrocesos en las libertades de expresión y reunión en el actual gobierno [Internet]. 2014. Recuperado a partir de: <https://colectivodeabogadoscausa.files.wordpress.com/2014/11/informe-sobre-el-espacio-pc3bablico.pdf>  
66.
- Colectivo de Abogadas y Abogados Solidarios CAUSA. Derechos humanos y protesta social en México. Audiencia temática presentada ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la OEA [Internet]. 2014. Recuperado a partir de:

[http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=186&Itemid=28&lang=es](http://centroprodh.org.mx/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=186&Itemid=28&lang=es)

67.

Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. Informe sobre el estado del marco normativo y la práctica de la tortura en México. Presentado ante el Sr. Juan Méndez, Relator especial sobre la tortura de la Organización de Naciones Unidas [Internet]. 2014. Recuperado a partir de:

<http://sintortura.mx/wp-content/uploads/2014/06/Informe-sobre-tortura-Relator-ONU-Abril-2014-.pdf>

68.

Comité Cerezo México. Informe sobre Desaparición forzada 2014 [Internet]. 2014. Recuperado a partir de: [http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/informe\\_campana\\_nacional\\_2014.pdf](http://www.comitecerezo.org/IMG/pdf/informe_campana_nacional_2014.pdf)

69.

Federación Internacional de Derechos Humanos. México. Informe sobre presunta comisión de crímenes de lesa humanidad en Baja California entre 2006 y 2012 [Internet]. 2014. Recuperado a partir de: [https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport\\_mexique-ld2-1-2.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_mexique-ld2-1-2.pdf)

## Documentation du TPP : Rapports officiels classés par ordre chronologique

1. Comité de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales (CDESC). Examen de los informes presentados por los Estados partes con arreglo a los artículos 16 y 17 del pacto. (E/C.12/1993/16). 1994.
2. Comité de los Derechos del Niño (CDN). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes en Virtud del Artículo 44 de la Convención. (CRC/C/15/Add.13). 1994.
3. Comité de los Derechos Humanos (Comité DH). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes de Conformidad con el Artículo 40 del Pacto. (CCPR/C/79/Add.32). 1994.
4. Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial (CERD). Informe del Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial. (A/50/18). 1996.
5. Comité contra la Tortura (CAT). Informe del quincuagésimo segundo período de sesiones. Suplemento No. 44. (A/52/44). 1997.
6. Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial (CERD). Informe del Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial, (A/52/18). 1997.
7. Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas (GT Desapariciones ONU). Informe del Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas o Involuntarias. (E/CN.4/1998/43). 1998.
8. Relator Especial contra la Tortura (RE Tortura ONU). Informe del Relator Especial, Sr. Nigel S. Rodley, presentado con arreglo a la resolución 1997/38 de la Comisión de Derechos Humanos. (E/CN.4/1998/38/Add.2). 1998.
9. Relator Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía (RE Venta Niños ONU). Informe presentado por la Sra. Ofelia Calcetas-Santos, Relatora Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía. (E/CN.4/1998/101/Add.2). 1998.
10. Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer (CEDAW). Informe del Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer; Periodo de sesiones 18 y 19. (A/53/38/Rev.1). 1998.
11. Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). Informe Sobre la Situación de los Derechos Humanos en México. (OEA/Ser.L/V/II.100). 1998.
12. Relator especial sobre los efectos nocivos para el goce de los derechos humanos del traslado y vertimiento ilícitos de productos y desechos tóxicos y peligrosos (RE Desechos ONU). Informe de la Relatora Especial sobre desechos tóxicos, Sra. Fatma-Zohra Ksentini. (E/CN.4/1999/46/ADD.1). 1999.
13. Comité de los Derechos Humanos (Comité DH). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes de Conformidad con el Artículo 40 del Pacto. (CCPR/C/79/Add.109). 1999.
14. Comité de los Derechos del Niño (CDN). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes en Virtud del Artículo 44 de la Convención. (CRC/C/15/Add.112). 1999.
15. Relator Especial sobre Ejecuciones Extrajudiciales, Sumarias o Arbitrarias (RE Ejecuciones ONU). Informe de la Relatora, Sra. Asma Jahangir, relativo a las Ejecuciones Extrajudiciales, Sumarias o Arbitrarias y presentado en cumplimiento de la resolución 1999/35 de la Comisión de Derechos Humanos. (E/CN.4/2000/3/Add.3). 1999.
16. Comité de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales (CDESC). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes de Conformidad con los Artículos 16 y 17 del pacto. (E/C.12/1/ADD.41). 1999.
- 17.

- Grupo de trabajo sobre poblaciones indígenas. Informe presentado por la Sra. Erica-Irene a. Daes, Presidente-relatora del Grupo de trabajo sobre las poblaciones indígenas, acerca de su visita a México (del 28 de enero al 14 de febrero de 2000). E/CN.4/Sub.2/2000/40. 2000. 18.
- Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas (GT Desapariciones ONU). Informe del Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas o Involuntarias. (E/CN.4/2002/79). 2002. 19.
- Relatoría especial sobre la independencia de los magistrados y abogados DC. Los derechos civiles y políticos, en particular las cuestiones relacionadas con: la independencia del poder judicial, la administración de justicia, la impunidad. Informe del Relator especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, Sr. Dato'Param Coomarswamy, presentado de conformidad con la resolución 2001/39 de la Comisión de derechos humanos. Adición. Informe sobre la misión cumplida en México (del 13 al 23 de mayo de 2001). E/CN.4/2002/72/Add.1. 2002. 20.
- Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer (CEDAW). Informe del Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer; 26o y 27o Periodo de sesiones. (A/57/38). 2002. 21.
- Relator Especial sobre los Derechos Humanos de los Migrantes (RE Migrantes ONU). Informe presentado por la Relatora Especial sobre los Derechos Humanos de los Migrantes, Sra. Gabriela Rodríguez Pizarro, de conformidad con la resolución 2002/62 de la Comisión de Derechos Humanos. Adición. Misión a la frontera entre México y los Estados Unidos (2002).(E/CN.4/2003/85/Add.3). 2002. 22.
- Grupo de trabajo sobre la detención arbitraria. Los derechos civiles y políticos, en particular las cuestiones de la tortura y la detención. Informe del Grupo de trabajo sobre la detención arbitraria acerca de su visita a México (del 27 de octubre al 10 noviembre de 2001). Adición. E/CN.4/2003/8/Add.3. 2002. 23.
- Relatoría especial sobre los derechos humanos de los migrantes. Informe presentado por la Relatora especial, Sra. Gabriela Rodríguez Pizarro, de conformidad con la resolución 2002/62 de la Comisión de derechos humanos. Adición. Misión a la frontera entre México y los Estados Unidos. E/CN.4/2003/85/Add.3. 2002. 24.
- Oficina en México del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos (ONU-DH). Diagnóstico sobre la situación de los Derechos Humanos en México. 2003. 25.
- Representante especial sobre los desplazados internos. Informe del Representante del Secretario General sobre los desplazados internos, Sr. Francis M. Deng, presentado de conformidad con la resolución 2002/56 de la Comisión de derechos humanos. Adición. Pautas sobre los desplazamientos: México. E/CN.4/2003/86/Add.3. 2003. 26.
- Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). Situación de los derechos de la mujer en Ciudad Juárez, México: el derecho a no ser objeto de violencia y discriminación (2003). OEA/Ser.L/VII.117.Doc.1 rev. 1. 2003. 27.
- Relator Especial sobre una vivienda adecuada como parte del derecho a un nivel de vida adecuado, y sobre el derecho a la no discriminación (RE Vivienda ONU). Informe del Relator Especial sobre una vivienda adecuada como parte del derecho a un nivel de vida adecuado, y sobre el derecho a la no discriminación, Sr. Miloon Kothari. (E/CN.4/2003/5/Add.3). 2003. 28.
- Comité contra la Tortura (CAT). Informe sobre México preparado por el Comité, en el marco del artículo 20 de la Convención, y respuesta del gobierno de México (2003). CAT/C/75. 2003. 29.
- Relatoría especial sobre los derechos de los pueblos indígenas. Informe del Relator especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, Sr. Rodolfo Stavenhagen. Adición. Misión a México (del 1 al 18 de junio de 2003. E/CN.4/2004/80/Add.2. 2003. 30.
- Relator Especial sobre los derechos de los Trabajadores Migratorios y Miembros de sus Familias (RE migrantes CIDH). Visita In Loco a México de la Relatoría Especial sobre los Derechos de los Trabajadores Migratorios y Miembros de sus Familias. (OEA/Ser.L/V/II.118). 2003. 31.
- Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas (GT Desapariciones ONU). Informe del Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas o Involuntarias. (E/CN.4/2004/58). 2004. 32.

- Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer (CEDAW). Informe de México producido por el Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer bajo el Artículo 8 del Protocolo Facultativo de la Convención y respuesta del Gobierno de México. (CEDAW/C/2005/OP.8/MÉXICO). 2005. 33.
- Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas (RE Indígenas ONU). Informe de la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias, Yakin Ertürk. (E/CN.4/2006/61/Add.4). 2006. 34.
- Relatoría especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias YE. Integración de los derechos humanos de la mujer y la perspectiva de género: la violencia contra la mujer. Informe de la Relatora especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias, Yakin Ertürk. Adición. Misión a México. E/CN.4/2006/Add.4. 2006. 35.
- Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial (CERD). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes de Conformidad con el Artículo 9 de la Convención. (CERD/C/MEX/CO/15). 2006. 36.
- Comité de los Derechos del Niño (CDN). Examen de los Informes presentados por los Estados partes en virtud del artículo 44 de la Convención. Observaciones finales. México (2006). CRC/C/MEX/CO/3. 2006. 37.
- Comité de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales (CDESC). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes de Conformidad con los Artículos 16 y 17 del Pacto. (E/C.12/MEX/CO/4). 2006. 38.
- Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer (CEDAW). Observaciones finales del Comité para la eliminación de la discriminación contra la mujer: México (2006).CEDAW/C/MEX/CO/6. 2006. 39.
- Comité de la Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares (CMW). Examen de los Informes Presentados por los Estados Parte de Conformidad con el Artículo 9 de la Convención. (CMW/C/MEX/CO/1 ). 2006. 40.
- Oficina en México del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos (ONU-DH). Derechos Humanos de las Mujeres. Actualización del Capítulo 5 del Diagnóstico sobre la Situación de los Derechos Humanos en México. 2007. 41.
- Oficina en México del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos (ONU-DH). El acceso a la justicia para los indígenas en México. Estudio de caso en Oaxaca. 2007. 42.
- Oficina en México del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos (ONU-DH). El derecho a una vida libre de discriminación y violencia: mujeres indígenas de Chiapas, Guerrero y Oaxaca. 2007. 43.
- Comité contra la Tortura (CAT). Examen de los Informes Presentados por los Estados Partes en Virtud del Artículo 19 de la Convención. (CAT/C/MEX/CO/5). 2007. 44.
- Comité contra la Tortura (CAT). Examen de los Informes presentados por los Estados partes en virtud del artículo 19 de la Convención. Conclusiones y recomendaciones del Comité contra la tortura. México (2007). CAT/C/MEX/CO/4. 2007. 45.
- Relatoría especial sobre la cuestión de la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanas o degradantes. Informe del Relator especial sobre la cuestión de la tortura y otros tratos crueles, inhumanos o degradantes, Manfred Nowak. Adición. Seguimiento a las recomendaciones hechas por el Relator especial (2007). A/HRC/4/33/Add.2. 2007. 46.
- Relator Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía (RE Venta Niños ONU). Informe del Relatora Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía, Juan Miguel Petit. (A/HRC/7/8/Add.2). 2008. 47.
- Relatoría especial sobre la cuestión de la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes NM. Informe del Relator especial sobre la cuestión de la tortura y otros tratos crueles, Inhumanos o

- degradantes, Adición. Seguimiento a la recomendaciones hechas por el Relator especial (2008). A/HRC/7/3/Add.2. 2008. 48.
- Oficina en México del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos (ONU-DH). Defender los Derechos Humanos: Entre el compromiso y el riesgo. Informe sobre la situación de las y los Defensores de Derechos Humanos en México. 2009. 49.
- Relatoría especial sobre la vivienda adecuada como parte del derecho a un nivel de vida adecuado RR. Informe de la Relatora especial sobre la vivienda adecuada como parte del derecho a un nivel de vida adecuado, y sobre el derecho a la no discriminación en este contexto, . Adición. Seguimiento a las recomendaciones. A/HRC/10/7/Add.2. 2009. 50.
- Relatoría especial sobre los derechos humanos de los migrantes BJ. Promoción y protección de todos los derechos humanos, civiles, políticos, económicos, sociales y culturales, incluido el derecho al desarrollo. Informe del Relator sobre los derechos humanos de los migrantes, Sr. Jorge Bustamante. Adición, Misión a México (del 9 al 15 de marzo de 2008). A/HRC/11/7/Add.2. 2009. 51.
- Subcomité para la Prevención de la Tortura (SPT). Informe sobre la visita a México del Subcomité para la Prevención de la Tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes. (CAT/OP/MEX/R.1). 2009. 52.
- Consejo de Derechos Humanos. Informe del grupo de trabajo sobre el Examen periódico universal: México. A/HRC/11/27. 2009. 53.
- Comité de los Derechos Humanos (Comité DH). Examen de los informes presentados por los Estados partes en virtud del artículo 40 del Pacto. Observaciones finales del Comité de derechos humanos: México. CCPR/C/MEX/CO/5. 2010. 54.
- Subcomité para la Prevención de la Tortura (SPT). Informe sobre la visita a México del Subcomité para la prevención de la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes (del 27 de agosto al 12 de septiembre de 2008). CAT/OP/MEX/1. 2010. 55.
- Relator Especial sobre el derecho a la Educación (RE Educación ONU). Informe del Relator Especial sobre el derecho a la Educación, Sr. Vernor Muñoz. (A/HRC/14/25/Add.4). 2010. 56.
- Relator Especial sobre la Libertad de Expresión (RE Libertad de Expresión CIDH). Informe Especial sobre la Libertad de Expresión en México 2010. (OEA/Ser.L/V/II.Doc.5). 2011. 57.
- Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial (CERD). Examen de los informes presentados por los Estados partes de conformidad con el artículo 9 de la Convención. Observaciones finales del Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial. (CERD/C/MEX/CO/16-17). 2011. 58.
- Comité de la Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares (CMW). Examen de los informes presentados por los Estados partes en virtud del artículo 74 de la Convención. (CMW/C/MEX/CO/2). 2011. 59.
- Comité de los Derechos del Niño (CDN). Examen de los informes presentados por los Estados partes en virtud del párrafo 1 del artículo 12 del Protocolo facultativo de la Convención sobre los Derechos del Niño relativo a la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía. (CRC/C/OPSC/MEX/CO/1). 2011. 60.
- Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados (RE Magistrados ONU). Informe de la Relatora Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados. (A/HRC/17/30/Add.3). 2011. 61.
- Relator Especial sobre el derecho a la Libertad de Expresión (RE Libertad Expresión ONU). Informe del Relator Especial sobre la promoción protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, Frank La Rue. (A/HRC/17/27/Add.3). 2011. 62.
- Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas (GT Desapariciones ONU). Informe del Grupo de Trabajo sobre las Desapariciones Forzada o Involuntarias. (A/HRC/19/58/Add.2). 2011. 63.

- Relator Especial sobre el derecho a la Alimentación (RE Alimentación ONU). Informe del Relator Especial sobre el derecho a la alimentación, Oliver De Schutter. (A/HRC/19/59/Add.2). 2012. 64.
- Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer (CEDAW). Observaciones finales del Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer. (CEDAW/C/MEX/CO/7-8). 2012. 65.
- Comité contra la Tortura (CAT). Observaciones finales de los informes periódicos quinto y sexto combinados de México, adoptada por el Comité en su 49º periodo de sesiones. (CAT/C/MEX/CO/5-6). 2012. 66.
- Grupo de Trabajo sobre el Examen Periódico Universal del Consejo de Derechos Humanos (Consejo DH). Informe del Grupo de Trabajo sobre el Examen Periódico Universal. México (A/HRC/25/7). 2013. 67.
- Relator sobre los Derechos de los Migrantes. Derechos humanos de los migrantes y otras personas en el contexto de la movilidad humana en México. (OES/Ser.I./V/II.Doc-48/13). 2013. 68.
- Relator Especial sobre Ejecuciones Extrajudiciales, Sumarias o Arbitrarias (RE Ejecuciones ONU). Informe del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, Christof Heyns. Adición. Misión a México. (A/HRC/26/36/Add.1). 2014.

## Documentation du TPP : Cadre juridique dans l'ordre chronologique

Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos. 1917.	1.
Convenio Internacional del Trabajo No 11 relativo a los Derechos de Asociación y de Coalición de los Trabajadores Agrícolas. 1921.	2.
Convenio Internacional del Trabajo No 12 relativo a la Indemnización por Accidente del Trabajo en la Agricultura. 1921.	3.
Convenio Internacional del Trabajo No 14 relativo a la Aplicación del Descanso Semanal en las Empresas Industriales. 1921.	4.
Convención Internacional para la Represión de la Trata de Mujeres y Menores, Ginebra. 1921.	5.
Convenio Internacional del Trabajo No 17 relativo a la Indemnización por Accidentes de Trabajo. 1925.	6.
Convención Relativa a la Esclavitud, Ginebra. 1926.	7.
Convenio Internacional del Trabajo No 26 relativo al Establecimiento de Métodos para la Fijación de Salarios Mínimos. 1928.	8.
Convenio Internacional del Trabajo No 29 relativo al Trabajo Forzoso u Obligatorio. 1930.	9.
Convenio Internacional del Trabajo No 30 relativo a la Reglamentación de las Horas de Trabajo en el Comercio y las Oficinas. 1930.	10.
Código Penal Federal. 1931.	11.
Código de Justicia Militar. 1933.	12.
Convención Internacional Relativa a la Represión de la Trata de Mujeres Mayores de Edad, Ginebra. 1933.	13.
Convenio Internacional del Trabajo No 42 relativo a la Indemnización por Enfermedades Profesionales. 1934.	14.
Convenio sobre la Protección de Instituciones Artísticas y Científicas y Monumentos Históricos, Washington. 1935.	15.
Ley de Expropiación. 1936.	16.
Convenio Internacional del Trabajo No 52 relativo a las Vacaciones Anuales Pagadas. 1939.	17.
Ley de Vías Generales de Comunicación. 1940.	18.
Convención para la Protección de la Flora, de la Fauna y de las Bellezas Escénicas Naturales de los Países de América, Washington, D.C. 1940.	19.
AGNU. Declaración Universal de los Derechos Humanos, Resolución 217 (III). 1948.	20.
Convenio Internacional del Trabajo No 87 relativo a la Libertad Sindical y a la Protección del Derecho de Sindicación. 1948.	21.
Declaración Americana de los Derechos y Deberes del Hombre, Bogotá. 1948.	22.
AGNU. Convención para la Prevención y la Sanción del Delito de Genocidio, Resolución 260 A (III). 1948.	23.
Convenio Internacional del Trabajo No 95 relativo a la Protección del Salario. 1949.	24.
Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva No 98. 1949.	25.

Convenio de Ginebra relativo a la Protección de Personas Civiles en Tiempos de Guerra. 1949.	26.
Convenio Internacional del Trabajo No 99 relativo a los Métodos para la Fijación de Salarios Mínimos en la Agricultura. 1951.	27.
Convenio Internacional del Trabajo No 100 relativo a la Igualdad de Remuneración entre la Mano de Obra Masculina y la Mano de Obra Femenina por un Trabajo de Igual Valor. 1951.	28.
Convención sobre el Estatuto de los Refugiados, Ginebra. 1951.	29.
Convenio Internacional del Trabajo No 102 relativo a la Norma Mínima de la Seguridad Social. 1952.	30.
Convención Suplementaria sobre la Abolición de la Esclavitud, la Trata de Esclavos y las Instituciones y Prácticas Análogas a la Esclavitud, Ginebra. 1956.	31.
Convenio Internacional del Trabajo No 105 relativo a la Abolición del Trabajo Forzoso. 1957.	32.
Convenio Internacional del Trabajo No 106 relativo al Descanso Semanal en el Comercio y en las Oficinas. 1957.	33.
Convenio Internacional del Trabajo No 111 relativo a la Discriminación en Materia de Empleo y Ocupación. 1958.	34.
Convenio Internacional para la Protección de las Obtenciones Vegetales. 1961.	35.
Ley Federal de Trabajadores al Servicio del Estado. 1963.	36.
AGNU. Convención Internacional sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Racial, Resolución 2106 A (XX). 1965.	37.
AGNU. Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, Resolución 2200 A (XXI). 1966.	38.
AGNU. Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales, Resolución 2200 A (XXI). 1966.	39.
Primer Protocolo Facultativo del Pacto Internacional de Derecho Civiles y Políticos. 1966.	40.
AGNU. Protocolo sobre el Estatuto de los Refugiados, Resolución 2198 (XXI). 1967.	41.
AGNU. Convención sobre la Imprescriptibilidad de los Crímenes de Guerra y de los Crímenes de Lesa Humanidad, Resolución 2391 (XXIII). 1968.	42.
Convención Americana sobre Derechos Humanos, San José de Costa Rica. 1969.	43.
Convenio Internacional del Trabajo No 131 relativo a la Fijación de Salarios Mínimos, con Especial Referencia a los Países en Vías de Desarrollo. 1970.	44.
Ley Federal del Trabajo. 1970.	45.
Convención para la Protección del Patrimonio Mundial, Cultural y Natural, París. 1972.	46.
Convenio sobre la edad mínima, No 138. 1973.	47.
Ley General de Población. 1974.	48.
AGNU. Carta de Derechos y Deberes Económicos de los Estados, Resolución 3281 (XXIX). 1974.	49.
AGNU. Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación contra la Mujer, Resolución 34/180. 1979.	50.
	51.

Convenio Internacional del Trabajo No 155 sobre Seguridad y Salud de los Trabajadores y Medio Ambiente de Trabajo. 1981.	52.
Ley de Planeación. 1983.	53.
Corte IDH. Propuesta de Modificación a la Constitución Política de Costa Rica Relacionada con la Naturalización. Opinión Consultiva OC-4/84 Serie A No. 4. 1984.	54.
Ley General de Salud. 1984.	55.
AGNU. Convención contra la Tortura y Otros Tratos o Penas Crueles, Inhumanos o Degradantes, Resolución 39/46. 1984.	56.
Convenio Internacional del Trabajo No 161 sobre Servicios de Salud en el Trabajo. 1985.	57.
Convenio de Viena para la Protección de la Capa de Ozono, Viena. 1985.	58.
Convención Interamericana para Prevenir y Sancionar la Tortura, Cartagena de Indias, Colombia. 1985.	59.
Corte IDH. La Colegiación Obligatoria de Periodistas (Arts. 13 y 29 Convención Americana sobre Derechos Humanos). Opinión Consultiva OC-5/85 Serie A No. 5. 1985.	60.
Corte IDH. El Hábeas Corpus Bajo Suspensión de Garantías (arts. 27.2, 25.1 y 7.6 Convención Americana sobre Derechos Humanos). Opinión Consultiva OC- 8/87 Serie A No. 8. 1987.	61.
Corte IDH. Corte IDH. Garantías Judiciales en Estados de Emergencia (arts. 27.2, 25 y 8 Convención Americana sobre Derechos Humanos). Opinión Consultiva OC-9/87 Serie A No. 9. 1987.	62.
Ley General del Equilibrio Ecológico y la Protección del Ambiente. 1988.	63.
Corte IDH. Caso Velásquez Rodríguez Vs. Honduras. Fondo. Sentencia Serie C No. 4. 1988.	64.
Protocolo Adicional a la Convención Americana sobre Derechos Humanos en Materia de Derechos Económicos, Sociales y Culturales, San Salvador. 1988.	65.
Convenio Internacional del Trabajo No 169 sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes C169. 1989.	66.
AGNU. Convención sobre los Derechos del Niño, Resolución 44/25. 1989.	67.
Ley de Instituciones de Crédito. 1990.	68.
AGNU. Convención Internacional sobre la protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y sus Familiares, Resolución 45/158. 1990.	69.
Protocolo de Minnesota. 1991.	70.
Convenio Internacional sobre Cooperación, Preparación y Lucha contra la Contaminación por Hidrocarburos, Londres. 1991.	71.
Ley Federal para Prevenir y Sancionar la Tortura. 1991.	72.
Convenio de Naciones Unidas sobre la Diversidad Biológica. 1992.	73.
Ley sobre la Celebración de Tratados. 1992.	74.
Ley Agraria. 1992.	75.
Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático. 1992.	76.
Ley Minera. 1992.	77.

Ley de la Comisión Nacional de Derechos Humanos. 1992.	78.
Ley Federal sobre Metrología y Normalización. 1992.	79.
Ley de Aguas Nacionales. 1992.	80.
Ley General de Educación. 1993.	81.
Ley de Puertos. 1993.	82.
Ley General de Asentamientos Humanos. 1993.	83.
Ley de Comercio Exterior. 1993.	84.
Ley de Caminos, Puentes y Autotransporte Federal. 1993.	85.
Ley del Banco de México. 1993.	86.
Ley de Inversión Extranjera. 1993.	87.
Ley Reglamentaria del Servicio Ferroviario. 1995.	88.
Ley del Seguro Social. 1995.	89.
Convención Interamericana contra la Corrupción, Caracas. 1996.	90.
Ley de los Sistemas de Ahorro para el Retiro. 1996.	91.
Ley Federal de Variedades Vegetales. 1996.	92.
Ley Federal Contra la Delincuencia Organizada. 1996.	93.
Convención Interamericana contra la Fabricación y Tráfico Ilícitos de Armas de Fuego, Municiones, Explosivos y Otros Materiales Relacionados, Washington D.C. 1997.	94.
Protocolo de Kyoto a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático. 1997.	95.
Corte IDH. Caso Blake Vs. Guatemala. Fondo. Sentencia Serie C No. 36. 1998.	96.
Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional. 1998.	97.
Convenio Internacional del Trabajo No 182 sobre la Prohibición de las Peores Formas de Trabajo Infantil y la Acción Inmediata para su Eliminación. 1999.	98.
Protocolo de Estambul. 1999.	99.
Corte IDH. El Derecho a la Información sobre la Asistencia Consular en el Marco de las Garantías del Debido Proceso Legal. Opinión Consultiva OC-16/99 Serie A No. 16. 1999.	100.
Ley de Adquisiciones, Arrendamientos y Servicios del Sector Público. 2000.	101.
Ley de Obras Públicas y Servicios Relacionados con las Mismas. 2000.	102.
Protocolo de Cartagena sobre Seguridad de la Biotecnología del Convenio sobre la Diversidad Biológica. 2000.	103.
Ley para la Protección de los Derechos de Niñas, Niños y Adolescentes. 2000.	104.
AGNU. Convención de las Naciones Unidas contra la Delincuencia Organizada Transnacional, Resolución 55/25. 2000.	105.

Protocolo contra el Tráfico Ilícito de Migrantes por Tierra, Mar y Aire, que Complementa la Convención de las Naciones Unidas contra la Delincuencia Organizada Transnacional. 2000.	106.
Protocolo para Prevenir, Reprimir y Sancionar la Trata de Personas, Especialmente Mujeres y niños, que Complementa la Convención de las Naciones Unidas contra la Delincuencia Organizada Transnacional. 2000.	107.
Corte IDH. Caso “La Última Tentación de Cristo“ (Olmedo Bustos y otros) Vs. Chile. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 73. 2001.	108.
Corte IDH. Caso de los «Niños de la Calle» (Villagrán Morales y otros) Vs. Guatemala. Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 77. 2001.	109.
AGNU. Protocolo contra la Fabricación y el Tráfico Ilícitos de Armas de Fuego, sus Piezas y Componentes y Municiones que Complementa la Convención de las Naciones Unidas contra la Delincuencia Organizada Transnacional, Resolución 55/25. 2001.	110.
Corte IDH. Caso de la Comunidad Mayagna (Sumo) Awas Tingni Vs. Nicaragua. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 79. 2001.	111.
Ley de Ciencia y Tecnología. 2002.	112.
Ley Federal de Transparencia y Acceso a la Información Pública Gubernamental. 2002.	113.
Corte IDH. Condición Jurídica y Derechos Humanos del Niño. Opinión Consultiva OC-17/02 Serie A No. 17. 2002.	114.
Ley Federal para la Administración y Enajenación de Bienes del Sector Público. 2002.	115.
Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable. 2003.	116.
Ley Federal para Prevenir y Eliminar la Discriminación. 2003.	117.
Corte IDH. Condición Jurídica y Derechos de los Migrantes Indocumentados. Opinión Consultiva OC-18/03 Serie A No. 18. 2003.	118.
Ley General para la Prevención y Gestión Integral de los Residuos. 2003.	119.
Convención para la Salvaguardia del Patrimonio Cultural Inmaterial, París. 2003.	120.
AGNU. Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción, Resolución 58/4. 2003.	121.
Corte IDH. Caso Baena Ricardo y otros Vs. Panamá. Competencia. Sentencia Serie C No. 104. 2003.	122.
Ley General de Desarrollo Social. 2004.	123.
Ley General de Bienes Nacionales. 2004.	124.
Corte IDH. Caso Herrera Ulloa Vs. Costa Rica. Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 107. 2004.	125.
Corte IDH. Caso 19 Comerciantes Vs. Colombia. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 109. 2004.	126.
Ley sobre la Aprobación de Tratados Internacionales en Materia Económica. 2004.	127.
Corte IDH. Caso Masacre Plan de Sánchez Vs. Guatemala. Reparaciones. Sentencia Serie C No. 116. 2004.	128.
Ley Federal de Responsabilidad Patrimonial del Estado. 2004.	129.
Ley de Bioseguridad de Organismos Genéticamente Modificados. 2005.	

Ley de Cámaras Empresariales y sus Confederaciones. 2005.	130.
Ley de Seguridad Nacional. 2005.	131.
Corte IDH. Caso Comunidad Indígena Yakye Axa Vs. Paraguay. Fondo Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 125. 2005.	132.
Corte IDH. Caso de la «Masacre de Mapiripán» Vs. Colombia. Sentencia Serie C No. 134. 2005.	133.
Convención sobre la Protección y Promoción de la Diversidad de las Expresiones Culturales, París. 2005.	134.
AGNU. Principios y directrices básicos sobre el derecho de las víctimas de violaciones manifiestas de las normas internacionales de derechos humanos y de violaciones graves del derecho internacional humanitario a interponer recursos y obtener reparaciones, Resolución 60/147. 2005.	135.
Corte IDH. Caso de la Masacre de Pueblo Bello Vs. Colombia. Sentencia Serie C No. 140. 2006.	136.
Corte IDH. Caso Comunidad Indígena Sawhoyamaya Vs. Paraguay. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 146. 2006.	137.
Ley de Vivienda. 2006.	138.
Corte IDH. Caso de las Masacres de Ituango Vs. Colombia. Sentencia Serie C No. 148. 2006.	139.
Ley Federal de Seguridad Privada. 2006.	140.
Ley General para la Igualdad entre Hombres y Mujeres. 2006.	141.
Corte IDH. Caso Claude Reyes y otros Vs. Chile. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 151. 2006.	142.
Corte IDH. Caso Almonacid Arellano y otros Vs. Chile. Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 154. 2006.	143.
AGNU. Convención Internacional para la Protección de Todas las Personas de la Desaparición Forzada. 2006.	144.
Ley Federal de Producción, Certificación y Comercio de Semillas. 2007.	145.
Ley General de Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia. 2007.	146.
Ley General de Pesca y Acuicultura Sustentables. 2007.	147.
AGNU. Declaración de las Naciones Unidas sobre los derechos de los pueblos indígenas, Resolución 61/295. 2007.	148.
Corte IDH. Caso del Pueblo Saramaka. Vs. Surinam. Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 172. 2007.	149.
Corte IDH. Caso Apitz Barbera y otros («Corte Primera de lo Contencioso Administrativo») Vs. Venezuela. Excepción Preliminar, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 182. 2008.	150.
Corte IDH. Caso Castañeda Gutman vs. México. Excepciones preliminares, fondo, reparaciones y costas. Sentencia Serie C No. 184. 2008.	151.
Corte IDH. Caso del Pueblo Saramaka Vs. Surinam. Interpretación de la Sentencia de Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 185. 2008.	152.
Ley de Fiscalización y Rendición de Cuentas de la Federación. 2009.	153.
	154.

Ley General del Sistema Nacional de Seguridad Pública. 2009.	155.
Corte IDH. Caso Kawas Fernández Vs. Honduras. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 196. 2009.	156.
Ley de la Policía Federal. 2009.	157.
Ley General de Turismo. 2009.	158.
Corte IDH. Caso González y otras («Campo algodón» vs. México. Excepción preliminar, fondo, reparaciones y costas. Sentencia Serie C No. 205. 2009.	159.
Corte IDH. Caso Radilla Pacheco vs. México. Excepciones preliminares, Fondo, reparaciones y costas. Sentencia Serie C No. 209. 2009.	160.
Corte IDH. Caso De la Masacre de las Dos Erres Vs. Guatemala. Excepción Preliminar, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 211. 2009.	161.
Corte IDH. Caso Comunidad Indígena Xákmok Kásek. Vs. Paraguay. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 214. 2010.	162.
Corte IDH. Caso Fernández Ortega y otros vs. México. Excepción preliminar, fondo, reparaciones y costas. Sentencia Serie C No. 215. 2010.	163.
Corte IDH. Caso Rosendo Cantú y otra vs. México. Excepción preliminar, fondo, reparaciones y costas. Sentencia Serie C No. 216. 2010.	164.
Protocolo de Nagoya sobre Acceso a los Recursos Genéticos y Participación Justa y Equitativa en los Beneficios que se Deriven de su Utilización al Convenio sobre la Diversidad Biológica. 2010.	165.
Corte IDH. Caso Vélez Lóor Vs. Panamá. Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 218. 2010.	166.
Corte IDH. Caso Gomes Lund y otros («Guerrilha do Araguaia») Vs. Brasil. Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 219. 2010.	167.
Corte IDH. Caso Cabrera García y Montiel Flores vs. México. Excepción preliminar, fondo, reparaciones y costas. Sentencia Serie C No. 220. 2010.	168.
Ley General para Prevenir y Sancionar los Delitos en Materia de Secuestro. 2010.	169.
Corte IDH. Caso Gelman Vs. Uruguay. Fondo y Reparaciones. Sentencia Serie C No.221. 2011.	170.
Ley de Migración. 2011.	171.
Corte IDH. Caso Fleury y otros Vs. Haití. Fondo y Reparaciones. Sentencia Serie C No. 236. 2011.	172.
Ley de Asociaciones Público Privadas. 2012.	173.
Ley General para la Prevención Social de la Violencia y la Delincuencia. 2012.	174.
Ley del Registro Nacional de Datos de Personas Extraviadas o Desaparecidas. 2012.	175.
Ley General de Cambio Climático. 2012.	176.
Ley Federal Anticorrupción en Contrataciones Públicas. 2012.	177.
Ley General para Prevenir, Sancionar y Erradicar los Delitos en Materia de Trata de Personas y para la Protección Asistencia de las Víctimas de estos Delitos. 2012.	178.
Ley para la Protección de Personas Defensoras de Derechos Humanos y Periodistas. 2012.	179.

Corte IDH. Caso Pueblo Indígena Kichwa de Sarayaku Vs. Ecuador. Fondo y reparaciones. Sentencia Serie C No. 245. 2012.	180.
Ley Federal para la Prevención e Identificación de Operaciones con Recursos de Procedencia Ilícita. 2012.	181.
Ley General de Víctimas. 2013.	182.
Corte IDH. Caso Gelman Vs. Uruguay. Supervisión de Cumplimiento de Sentencia. Resolución de la Corte Interamericana de Derechos Humanos. 2013.	183.
Ley de Amparo. 2013.	184.
Ley Federal de Responsabilidad Ambiental. 2013.	185.
Ley General del Servicio Profesional Docente. 2013.	186.
Corte IDH. Caso García Cruz y Sánchez Silvestre vs. México. Fondo, reparaciones y costas. Sentencia Serie C No. 273. 2013.	187.
Código Nacional de Procedimientos Penales. 2014.	188.
Ley Federal de Consulta Popular. 2014.	189.
Ley Federal de Competencia Económica. 2014.	190.
Corte IDH. Caso Norín Catrimán y otros (Dirigentes, miembros y activista del Pueblo Indígena Mapuche) Vs. Chile. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia Serie C No. 279. 2014.	191.
Ley Federal de Telecomunicaciones Radiodifusión. 2014.	192.
Ley de Energía Geotérmica. 2014.	193.
Ley de Hidrocarburos. 2014.	194.
Ley de la Industria Eléctrica. 2014.	195.
Corte IDH. Derechos y garantías de niñas y niños en el contexto de la migración y/o en necesidad de protección internacional. Opinión Consultiva OC-21/14. Serie A No. 21. 2014.	

## Revue de presse : Ayotzinapa (ordre chronologique)

1. Normales rurales de norte a sur, en pie de lucha, por Federación de Estudiantes Campesinos Socialistas de México [Internet]. Red Voltaire. 2010 [citado 12 de agosto de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.voltairenet.org/article166602.html>
2. La Jornada: Matan policías a dos estudiantes al desalojar un bloqueo carretero [Internet]. 2011 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2011/12/13/politica/002n1pol>
3. Muere empleado de gasolinera incendiada durante desalojo de normalistas [Internet]. 2012 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=293339>
4. La Jornada: Aplicar mano dura contra maestros de Guerrero, estima Graco Ramírez [Internet]. 2013 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2013/04/26/politica/012n1pol>
5. Teachers reject Education Reform in Mexico | Demotix.com [Internet]. 2013 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.demotix.com/news/2056413/teachers-reject-education-reform-mexico#media-2056342>
6. Empresarios piden «mano dura» contra maestros de la CNTE - Tlalnepantla - El Universal Estado de México [Internet]. 2013 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversaledomex.mx/tlalnepantla/empresarios-piden-mano-dura-contra-maestros-de-la-cnte-.html>
7. Gobierno federal debe aplicar ‘mano dura’ a profesores de la CNTE [Internet]. 2013 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.oronoticias.com.mx/nota/107430/Gobierno-federal-debe-aplicar-mano-dura-a-profesores-de-la-CNTE>
8. La Jornada: Comerciantes de Tepito atacan a maestros; la CNTE culpa al gobierno de la agresión [Internet]. 2013 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2013/10/18/politica/010n1pol>
9. Empresarios: «mano dura» contra maestros [Internet]. 2013 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.afntijuana.info/informacion\\_general/22237\\_empresarios\\_mano\\_dura\\_contra\\_maestros](http://www.afntijuana.info/informacion_general/22237_empresarios_mano_dura_contra_maestros)
10. La Jornada: Mano dura, pide Federico Döring (PAN) [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/01/07/capital/026n2cap>
11. El Universal - DF - Eruviel plantea cárcel para profesores faltistas [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/ciudad-metropoli/2014/eruviel-plantea-carcel-para-profesores-faltistas-979628.html>
12. Presenta AMLO denuncia en la PGR contra Peña Nieto [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/02/05/presenta-hoy-amlo-denuncia-en-pgr-contra-pena-nieto-3056.html>
13. Echec et mat pour la gauche mexicaine, par Jean-François Boyer (Le Monde diplomatique, mars 2014) [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/BOYER/50239>
14. Le Mexique privatise son pétrole, par John Mill Ackerman (Le Monde diplomatique, mars 2014) [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/MILL\\_ACKERMAN/50153](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/MILL_ACKERMAN/50153)
- 15.

- Dossier - Retour de la violence dans l'Etat de Mexico [Internet]. Le Grand Journal du Mexique. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.legrandjournal.com.mx/categoria/dossiers/dossier-retour-de-la-violence-dans-letat-de-mexico> 16.
- Tiroteo entre militares y civiles deja 22 muertos en el Estado de México - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/06/30/tiroteo-entre-militares-y-presuntos-delincuentes-deja-22-muertos-en-edomex> 17.
- País EE. Silencio, aquí se mata [Internet]. EL PAÍS. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://internacional.elpais.com/internacional/2014/07/05/actualidad/1404594964\\_269006.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2014/07/05/actualidad/1404594964_269006.html) 18.
- Allende, Coahuila: la masacre silenciada - Rubén Luengas - Entre noticias [Internet]. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://rubenluengas.com/allende-coahuila-la-masacre-silenciada/#.VF5njIc2WBV> 19.
- El Universal - Opinion - «Les vamos a romper la madre» [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversalmas.com.mx/columnas/2014/08/108239.php> 20.
- Saquean normalistas vehículos con productos comerciales [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.novedadesacapulco.mx/la-costa/saquean-normalistas-vehiculos-con-productos-comerciales> 21.
- Exclusiva: Testigo revela ejecuciones en el Estado de México [Internet]. Esquire México. 2014 [citado 2 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.esquirelat.com/reportajes/14/09/17/esclusiva-esquire-Testigo-revela-ejecuciones-ejercito> 22.
- Investigación de Esquire confirma fusilamiento de civiles en Tlatlaya [Internet]. 2014 [citado 2 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.metricadigital.com/home/index.php/rendicion-de-cuentas/item/238-investigacion-de-esquire-confirma-fusilamiento-de-civiles-en-tlatlaya> 23.
- Continúa el robo de diesel a autobuses por parte de normalistas - Quadratín [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://guerrero.quadratín.com.mx/Continua-el-robo-de-diesel-autobuses-por-parte-de-normalistas/> 24.
- 8 militares detenidos por la muerte de 22 personas en Tlatlaya, Edomex - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/09/25/8-militares-detenido-por-la-muerte-de-22-personas-en-tlatlaya-edomex> 25.
- El caso Tlatlaya desafía la estrategia de seguridad de Peña: analistas - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/09/26/el-caso-tlatlaya-desafia-la-estrategia-de-seguridad-de-pena-analistas> 26.
- Balaceras dejan 8 muertos en Iguala; Guerrero condena los hechos | El Financiero [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elfinanciero.com.mx/sociedad/balaceras-dejan-muertos-en-iguala-guerrero-condena-los-hechos.html> 27.
- Caso Tlatlaya: la «indisciplina» militar que mató a 22 personas [Internet]. Proceso. 2014 [citado 2 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=383212> 28.
- Iguala, Guerrero, tiene un viernes violento con ataques y muertes - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/09/27/iguala-guerrero-tiene-una-noche-violenta-con-ataques-y-muertes> 29.
- Policía de Iguala disparó a normalistas; reporta PGJ seis muertos por ataques [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=383181> 30.
- POR FIN SE PONE ORDEN [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.diariodeguerrero.com.mx/secciones/noticias-del-dia/1905-por-fin-se-pone-orden>

31. Caballeros Templarios, entrenados por Estados Unidos, Egipto e Israel | [www.contralinea.com.mx](http://www.contralinea.com.mx) | Revista Contralínea [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2014/09/28/caballeros-templarios-entrenado-estados-unidos-egipto-e-israel-familia-michoacana-guerra-inteligencia-trasiego-droga-lavado-de-dinero-expediente-pgr-martin-rosales-magana-testigo-protigid/>
32. Confirman seis muertos en Iguala; PGJE investiga los hechos | [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/09/28/983980>
33. Detienen a 22 policías municipales por balacera contra normalistas en Iguala — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/09/28/trasladan-a-acapulco-a-22-policias-municipales-relacionados-con-hechos-violentos-en-iguala-5457.html>
34. Dos balaceras dejan 6 muertos y 17 heridos en Iguala, Guerrero [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.oem.com.mx/laprensa/notas/n3552537.htm>
35. El Universal - Los Estados - Identifican cuerpo desollado como normalista de Ayotzinapa [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/estados/2014/identifican-cuerpo-desollado-como-normalista-de-ayotzinapa-1041792.html>
36. La Jornada: Policías balean a normalistas de Ayotzinapa en Iguala; 5 muertos [Internet]. 2014 [citado 26 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/09/28/politica/005n1pol>
37. 22 Mexican police officers held in killings - LA Times [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.latimes.com/world/mexico-americas/la-fg-22-mexican-police-held-in-killings-20140929-story.html>
38. Alcalde de Iguala no supo de los ataques porque estaba en un baile [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=383356>
39. Autoridades de México buscan a 57 estudiantes desaparecidos | CNNEspañol.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://cnnespanol.cnn.com/2014/09/29/autoridades-de-mexico-buscan-a-57-estudiantes-desaparecidos/>
40. Avispones niegan que ataque fue por venganza - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/Niegan\\_que\\_muerte\\_de\\_futbolista\\_muere\\_futbolista\\_Guerrero-venganza-Los\\_avispones\\_0\\_381561927.html](http://www.milenio.com/estados/Niegan_que_muerte_de_futbolista_muere_futbolista_Guerrero-venganza-Los_avispones_0_381561927.html)
41. Buscan a 58 jóvenes desaparecidos tras enfrentamientos a tiros en el estado de Guerrero | México | EL MUNDO [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elmundo.es/america/2014/09/29/542924b6268e3ef7118b4577.html>
42. Buscan en Iguala a 58 normalistas; detienen a 22 policías. [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/09/29/984074>
43. Consignan a 22 policías de Iguala por presunto homicidio de 6 personas [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/09/reconoce-pgj-guerrero-abuso-de-autoridad-de-policias-de-iguala-contra-normalistas-de-ayotzinapa/>
44. Diario 21 - El Periodico Plural del Estado - Principal [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.diario21.com/?cmd=displaystory&story\\_id=134863&format=html](http://www.diario21.com/?cmd=displaystory&story_id=134863&format=html)
45. El Universal - Los Estados - Alcalde de Iguala descarta renunciar tras violencia [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/estados/2014/edil-iguala-enfrentamientos-1041995.html>
- 46.

- El Universal - Los Estados - No supe de enfrentamientos, estaba en un baile: alcalde [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/estados/2014/guerrero-iguala-edil-1041959.html> 47.
- Investigan desaparición de 57 estudiantes en violento estado al sur de México | Titulares | Reuters [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mx.reuters.com/article/topNews/idMXL2N0RU1Z020140929> 48.
- «La agresión fue directa»: testigo de ataques en Iguala - Animal Político [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/09/atribuyen-policias-crimenes-en-iguala/> 49.
- La Jornada: En Guerrero se ataca a los movimientos sociales: Encinas [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/09/29/politica/006n1pol> 50.
- La Jornada: Padres de familia inician la búsqueda de 57 desaparecidos [Internet]. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/09/29/politica/005n1pol> 51.
- Los 22 policías detenidos en Iguala son trasladados a Cereso de Acapulco [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.sinembargo.mx/29-09-2014/1130046> 52.
- Mexican students missing after protest in Iguala - BBC News [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-29406630> 53.
- Ordené a policías no caer en provocación: alcalde de Iguala - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/Ataques\\_normalistas\\_Iguala-normalistas\\_Ayotzinapa\\_Iguala-enfrentamiento\\_Iguala\\_0\\_381561904.html](http://www.milenio.com/estados/Ataques_normalistas_Iguala-normalistas_Ayotzinapa_Iguala-enfrentamiento_Iguala_0_381561904.html) 54.
- Acusa PGR de homicidio a 3 militares en caso Tlatlaya [Internet]. 2014 [citado 30 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: [http://diario.mx/Nacional/2014-09-30\\_e5f36d6c/acusa-pgr-de-homicidio-a-3-militares-en-caso-tlatlaya/](http://diario.mx/Nacional/2014-09-30_e5f36d6c/acusa-pgr-de-homicidio-a-3-militares-en-caso-tlatlaya/) 55.
- Alcalde de Iguala pide licencia después de asesinatos cometidos por la policía - Animal Político [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/09/aparecen-dos-normalistas-de-ayotzinapa-investiga-pgje-desaparicion-forzada/> 56.
- Alcalde de Iguala pide licencia - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/Alcalde\\_de\\_Iguala-pide\\_renuncia\\_0\\_382162071.html](http://www.milenio.com/estados/Alcalde_de_Iguala-pide_renuncia_0_382162071.html) 57.
- Aparecen 13 normalistas de Ayotzinapa - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/normalistas\\_Ayotzinapa-Iguala\\_Guerrero-57\\_normalistas\\_desaparecidos-Derechos\\_Humanos\\_0\\_382161833.html](http://www.milenio.com/policia/normalistas_Ayotzinapa-Iguala_Guerrero-57_normalistas_desaparecidos-Derechos_Humanos_0_382161833.html) 58.
- Caso Tlatlaya [Internet]. 2014 [citado 2 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.esquirelat.com/reportajes/14/09/19/Caso-Tlatlaya-posible-ejecucion-ejercito/> 59.
- El alcalde de Iguala insiste en que nada sabía de muertos y heridos — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/09/30/el-alcalde-de-iguala-insiste-en-que-nada-sabia-de-muertos-y-heridos-8230.html> 60.
- La Jornada: Miles demandan en Chilpancingo juicio político al gobernador Aguirre Rivero [Internet]. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/09/30/politica/005n1pol> 61.
- La Jornada: “No tengo informes de muertos”: edil de Iguala [Internet]. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/09/30/politica/005n2pol> 62.
- Student protests in central Mexico leave 43 missing, 6 dead and 22 cops arrested | Fox News Latino [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://latino.foxnews.com/latino/news/2014/09/30/student-protests-in-central-mexico-leave-57-missing-6-dead-and-22-cops-arrested/>

63. Alcalde de Iguala está prófugo; emiten orden de presentación en su contra [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=383570>
64. 'Esquire' y AP cuentan cómo ganaron a PGR investigación de matanza en Tlatlaya [Internet]. 2014 [citado 2 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://aristeguinoticias.com/0110/mexico/esquire-y-ap-cuentan-en-cnn-como-le-ganaron-a-pgr-investigacion-de-matanza-en-tlatlaya/>
65. Huye el alcalde de Iguala luego de pedir licencia [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.oem.com.mx/laprensa/notas/n3555686.htm>
66. Mexico Searches for 43 Missing Students in Violent Guerrero State - WSJ [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.wsj.com/articles/mexico-searches-for-43-missing-students-in-violent-guerrero-state-1412289024>
67. Temores y sospechas por misteriosa desaparición de normalistas en Iguala - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/10/02/temores-y-sospechas-por-misteriosa-desaparicion-de-normalistas-en-iguala>
68. Atrae la PGR el caso de los 43 normalistas desaparecidos en Iguala — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/04/atrae-pgr-investigacion-de-los-43-normalistas-desaparecidos-en-iguala-3218.html>
69. 28 cuerpos, los encontrados en fosas clandestinas de Iguala - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/10/05/28-cuerpos-los-encontrados-en-fosas-clandestinas-de-iguala>
70. CNDH: en Ayotzinapa hubo violaciones graves a derechos - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/normalistas-desaparecidos-investiga-CNDH-Iguala-violacion-derechos\\_humanos\\_0\\_385161602.html](http://www.milenio.com/estados/normalistas-desaparecidos-investiga-CNDH-Iguala-violacion-derechos_humanos_0_385161602.html)
71. Governor says human remains found in Mexico mass grave had been burned | World news | The Guardian [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.theguardian.com/world/2014/oct/05/mass-grave-found-mexican-town-43-students-missing>
72. Matanza en México: «Los quemaron vivos en la fosa» | EL MUNDO [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elmundo.es/internacional/2014/10/05/543195e6e2704e065f8b4578.html>
73. Mexican officials fear mass grave holds remains of 43 student protesters allegedly «slaughtered» by local police | National Post [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://news.nationalpost.com/2014/10/05/mexican-officials-fear-mass-grave-holds-remains-of-43-student-protesters-allegedly-slaughtered-by-local-police/>
74. A Mass Grave Points to a Student Massacre in Mexico — The Atlantic [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.theatlantic.com/international/archive/2014/10/mass-grave-uncovered-in-mexico/381131/>
75. Are missing students in mass graves found near Iguala, Mexico? [Internet]. CNN. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.cnn.com/2014/10/05/world/americas/mexico-mass-graves-missing-students/index.html>
76. Borderland Beat: Guerreros Unidos: Narco Banners appear demanding release of 22 municipal police... [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.borderlandbeat.com/2014/10/guerreros-unidos-narco-banners-appear.html>
77. Charred bodies found in 'the land of the wicked' may be missing Mexican students - The Washington Post [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.washingtonpost.com/news/morning-mix/wp/2014/10/06/charred-bodies-found-in-the-land-of-the-wicked-may-be-missing-mexican-students/>
- 78.

- Crean 53 Ong plataforma de solidaridad con normalistas de Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/06/crean-53-ong-plataforma-de-solidaridad-con-normalistas-de-ayotzinapa-3048.html> 79.
- Dan de alta a 21 heridos durante ataques en Iguala - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/Normal\\_de\\_Ayotzinapa-normalistas\\_de\\_Ayotzinapa-Iguala\\_Guerrero-Jose\\_Luis\\_Abarca\\_0\\_385761848.html](http://www.milenio.com/estados/Normal_de_Ayotzinapa-normalistas_de_Ayotzinapa-Iguala_Guerrero-Jose_Luis_Abarca_0_385761848.html) 80.
- El negro historial de Abarca Velázquez [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.sinembargo.mx/opinion/06-10-2014/27853> 81.
- El Universal - Los Estados - Gendarmería asume control de Iguala [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/estados/2014/gendarmeria-asume-control-de-iguala-1043929.html> 82.
- La esposa de uno de los estudiantes muertos en Iguala cuenta su historia - Univision Noticias [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://noticias.univision.com/article/2115644/2014-10-06/mexico/noticias/la-esposa-de-uno-de-los-estudiantes-muertos-iguala-historia> 83.
- Mexican troops head to site of mass graves, where 43 students went missing [Internet]. CNN. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.cnn.com/2014/10/06/world/americas/mexico-iguala-mass-graves-missing-students/index.html> 84.
- Mexico leader vows justice over 43 missing students - Yahoo News [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://news.yahoo.com/hitmen-admit-killing-17-mexican-students-prosecutor-005040009.html;\\_ylt=AwrSyCTVHDJUp1wALnrQtDMD](http://news.yahoo.com/hitmen-admit-killing-17-mexican-students-prosecutor-005040009.html;_ylt=AwrSyCTVHDJUp1wALnrQtDMD) 85.
- MEXIQUE • Etudiants exécutés : le massacre de la honte | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/06/etudiants-executes-le-massacre-de-la-honte> 86.
- La esposa del alcalde de Iguala, hermana de integrantes de los Beltrán Leyva - Aristegui Noticias [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://aristeguinoticias.com/0710/mexico/la-esposa-del-alcalde-hermana-de-integrantes-de-los-beltran-leyva/> 87.
- La OEA exige esclarecer desaparición de normalistas [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=384075> 88.
- ¿Quiénes son los normalistas desaparecidos de Ayotzinapa? | VICE | México [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.vice.com/es\\_mx/read/entramos-a-la-escuela-normal](http://www.vice.com/es_mx/read/entramos-a-la-escuela-normal) 89.
- Salen del hospital 21 de los 25 heridos por hechos violentos en Iguala | El Financiero [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elfinanciero.com.mx/sociedad/salen-del-hospital-21-de-los-25-heridos-por-hechos-violentos-en-iguala.html> 90.
- Anatomy of a Mexican Student Massacre - The Daily Beast [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.thedailybeast.com/articles/2014/10/08/anatomy-of-a-mexican-student-massacre.html#> 91.
- Desapariciones y ejecuciones en Iguala, responsabilidad del Estado: familiares [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/08/desapariciones-y-ejecuciones-en-iguala-responsabilidad-del-estado-mexicano-familiares-1098.html> 92.
- Diputados instalan Comisión Especial para el caso Ayotzinapa; coinciden en no politizar trabajos [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.oem.com.mx/oem/notas/n3564318.htm>

93. ¿Dónde y a que hora iniciarán las marchas por normalistas de Ayotzinapa? | 24 Horas [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.24-horas.mx/marcha-nacional-por-normalistas-de-ayotzinapa-logra-eco-mundial/>
94. Editorial / La masacre de Iguala, ante el escrutinio mundial [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/08/editorial-la-masacre-de-iguala-ante-el-escrutinio-mundial-5413.html>
95. Hoy es la marcha nacional por la desaparición de normalistas de Ayotzinapa (sedes y horarios) - Animal Político [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/10/hoy-es-la-marcha-nacional-por-la-desaparicion-de-normalistas-de-ayotzinapa-sedes-y-horarios/>
96. La Jornada: Toman normalistas la PGJE de Guerrero; exigen presentar vivos a los desaparecidos [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/10/08/politica/008n1pol>
97. La masacre de Ayotzinapa peor que la de Tlatelolco: Human Rights Watch | Al Momento Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.almomento.mx/la-masacre-de-ayotzinapa-peor-que-la-de-tlatelolco-human-rights-watch/>
98. Mientras el país se manifiesta, Peña se toma selfies con las regiomontanas [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=384190/>
99. ¿Quién es José Luis Abarca? - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/Jose\\_Luis\\_Abarca\\_Velazquez-Fosas\\_Iguala-normalistas\\_de\\_Ayotzinapa-alcade\\_de\\_Iguala\\_0\\_386961607.html](http://www.milenio.com/policia/Jose_Luis_Abarca_Velazquez-Fosas_Iguala-normalistas_de_Ayotzinapa-alcade_de_Iguala_0_386961607.html)
100. Ya me cansé - Llegó la hora del cambio - YouTube [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [https://www.youtube.com/watch?v=1a\\_GoOoibpQ#t=27](https://www.youtube.com/watch?v=1a_GoOoibpQ#t=27)
101. «Ya no podemos permitir ni un muerto más!» Marchan por normalistas desaparecidos en México y el mundo [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/10/marchan-en-la-ciudad-de-mexico-por-los-normalistas-de-ayotzinapa/>
102. EPN urge acelerar investigación del caso Iguala, al que calificó como un «acto de barbarie» - 20minutos.com.mx [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.20minutos.com.mx/noticia/18204/0/enrique-pena-nieto-acelerar/investigacion-caso-iguala/ayotzinapa-acto-barbarie/>
103. Integran normalistas y ONG comisión para dar seguimiento al caso Iguala [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/09/integran-normalistas-y-ong-comision-para-dar-seguimiento-al-caso-iguala-8075.html>
104. Investigación por caso Iguala, «tope hasta donde tope»: EPN | El Economista [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://eleconomista.com.mx/sociedad/2014/10/09/investigacion-caso-iguala-tope-hasta-donde-tope-epn>
105. Juez otorga suspensión que impide captura de Abarca - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/Fosas\\_Iguala-normalistas\\_de\\_Ayotzinapa-Ayotzinapa\\_Guerrero-alcade\\_de\\_Iguala\\_0\\_387561633.html](http://www.milenio.com/policia/Fosas_Iguala-normalistas_de_Ayotzinapa-Ayotzinapa_Guerrero-alcade_de_Iguala_0_387561633.html)
106. Mexico missing students: Nationwide protests held - BBC News [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-29538079>
107. MEXIQUE • Colère face à une «accumulation» de massacres | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/09/colere-face-a-une-accumulation-de-massacres>
- 108.

- Crean comité de notables para impulsar búsqueda de desaparecidos en Iguala [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/10/crean-comite-de-notables-para-impulsar-busqueda-de-desaparecidos-en-iguala-4025.html> 109.
- La reina de Iguala | Reporte Indigo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.reporteindigo.com/reporte/mexico/la-reina-de-iguala> 110.
- Mass kidnapping of students in Iguala, Mexico, brings outrage and protests - The Washington Post [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.washingtonpost.com/blogs/worldviews/wp/2014/10/11/in-mexico-mass-kidnapping-and-slaying-of-students-in-iguala-brings-outrage-and-protests-against-gangs-and-government/> 111.
- More bodies found in case of 43 missing Mexican students [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.pbs.org/newshour/rundown/bodies-found-case-43-missing-mexican-students/> 112.
- La Jornada: El Tribunal Permanente de los Pueblos y Ayotzinapa [Internet]. 2014 [citado 19 de mayo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/10/11/opinion/022a2pol> 113.
- MEXIQUE • Ayotzinapa, l'école militante des étudiants disparus | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/11/ayotzinapa-l-ecole-militante-des-etudiants-disparus> 114.
- Trasladan a Nayarit a policías involucrados en matanza de normalistas en Iguala | nayaritenlinea.mx [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.nayaritenlinea.mx/2014/10/12/trasladan-a-nayarit-a-policias-involucrados-en-matanza-de-normalistas-en-iguala> 115.
- At college of missing Mexican students, history of revolutionary zeal - CSMonitor.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.csmonitor.com/World/Americas/2014/1013/At-college-of-missing-Mexican-students-history-of-revolutionary-zeal> 116.
- Iguala: la historia no oficial [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=390560> 117.
- Normalistas y maestros queman el Palacio de Gobierno en Chilpancingo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.oem.com.mx/laprensa/notas/n3570180.htm> 118.
- Paro de 48 horas en la UNAM, en apoyo a desaparecidos de Ayotzinapa - Aristegui Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://aristeginoticias.com/1310/mexico/paro-de-48-horas-en-la-unam-en-apoyo-a-desaparecidos-de-ayotzinapa/> 119.
- Policías atacaron a normalistas sin motivo y un comandante amenazó: «los voy a venir a levantar» | El Sur de Acapulco I Periódico de Guerrero [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://suracapulco.mx/archivos/216270> 120.
- Protesters burn Mexican city's government offices over suspected murder of students - The Washington Post [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.washingtonpost.com/world/protesters-burn-mexican-citys-government-offices-over-suspected-murder-of-students/2014/10/13/ddfa3392-5346-11e4-ba4b-f6333e2c0453\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/protesters-burn-mexican-citys-government-offices-over-suspected-murder-of-students/2014/10/13/ddfa3392-5346-11e4-ba4b-f6333e2c0453_story.html) 121.
- The couple that danced among the dead | In English | Móvil EL PAÍS [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://elpais.com/m/elpais/2014/10/13/inenglish/1413225016\\_695313.html](http://elpais.com/m/elpais/2014/10/13/inenglish/1413225016_695313.html) 122.
- Miroff N. Protesters burn Mexican city's government offices over suspected murder of students. The Washington Post [Internet]. 14 de octubre de 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir

- de: [http://www.washingtonpost.com/world/protesters-burn-mexican-citys-government-offices-over-suspected-murder-of-students/2014/10/14/89cba61a-535b-11e4-892e-602188e70e9c\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/protesters-burn-mexican-citys-government-offices-over-suspected-murder-of-students/2014/10/14/89cba61a-535b-11e4-892e-602188e70e9c_story.html) 123.
- Desahogaron su frustración por la desaparición de los 43 normalistas [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.diariodeguerrero.com.mx/secciones/noticias-del-dia/2135-desahogaron-su-frustracion-por-la-desaparicion-de-los-43-normalistas> 124.
- Hallan otras 4 fosas en Iguala; cuerpos de las primeras no son de estudiantes: Murillo Karam [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=384773> 125.
- Líder de Guerreros Unidos en Morelos se suicida tras operativo | El Financiero [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elfinanciero.com.mx/sociedad/abaten-a-lider-de-guerrero-unidos-en-morelos.html> 126.
- Gobierno de Aguirre supo del ataque a normalistas en Iguala cuando ocurría — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/15/reconoce-aguirre-que-se-entero-en-el-momento-del-ataque-en-iguala-771.html> 127.
- Aguirre cesa a su titular de Salud; lo liga al edil Abarca — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/16/renuncia-el-secretario-de-salud-de-guerrero-lazaro-mazon-2263.html> 128.
- Le soutien aveugle de la France au président mexicain [Internet]. <http://www.liberation.fr>. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.liberation.fr/monde/2014/10/16/le-soutien-aveugle-de-la-france-au-president-mexicain\\_1123300](http://www.liberation.fr/monde/2014/10/16/le-soutien-aveugle-de-la-france-au-president-mexicain_1123300) 129.
- Le soutien aveugle de la France au président mexicain - Libération [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://www.liberation.fr/monde/2014/10/16/le-soutien-aveugle-de-la-france-au-president-mexicain\\_1123300](http://www.liberation.fr/monde/2014/10/16/le-soutien-aveugle-de-la-france-au-president-mexicain_1123300) 130.
- MEXIQUE • Le business fuit la violence [Internet]. *Courrier international*. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/16/le-business-fuit-la-violence> 131.
- El mapa de las desapariciones en México - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/infografias/2014/10/17/el-mapa-de-las-desapariciones-en-mexico> 132.
- Iguala y los 43 estudiantes desaparecidos: la más grave crisis del gobierno mexicano | Telemundo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.telemundo.com/noticias/2014/10/17/iguala-y-los-43-estudiantes-desaparecidos-la-mas-grave-tesis-del-gobierno> 133.
- «Los 43 normalistas están muertos, algunos fueron quemados vivos»: Solalinde [Internet]. *Proceso*. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=385089> 134.
- Mass Graves and Political Protest in Mexico — The Atlantic [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.theatlantic.com/international/archive/2014/10/protests-spread-across-mexico-as-more-mysterious-graves-are-found/381576/> 135.
- Senado determinará si hay causales para la desaparición de poderes en Guerrero [Internet]. *Proceso*. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=385131> 136.
- Testimonios recogidos por el padre Solalinde dicen que algunos normalistas «fueron quemados vivos» — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/17/201cfueron-quemados-vivos201d-le-dijeron-al-padre-solalinde-de-algunos-normalistas-desaparecidos-3392.html> 137.
- Lepetitjournal.com - REVUE DE PRESSE - Dans la presse mexicaine ces derniers jours (octobre #3) [Internet]. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de:

- <http://www.lepetitjournal.com/mexico/accueil/actualite-mexique/197216-revue-de-presse-dans-la-presse-mexicaine-ces-derniers-jours-octobre-3> 138.
- Mexico catches chief of gang in missing students case - Telegraph [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/centralamericaandthecaribbean/mexico/11171233/Mexico-catches-chief-of-gang-in-missing-students-case.html> 139.
- MEXIQUE • Violence : la part de l'Etat | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/19/violence-la-part-de-l-etat> 140.
- Convocan a paro nacional por normalistas desaparecidos [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=385312> 141.
- Académicos extranjeros denuncian los «nulos» resultados por Ayotzinapa - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/10/21/academicos-extranjeros-denuncian-los-nulos-resultados-por-ayotzinapa> 142.
- Intelectuales del mundo a Peña: “¿De qué tamaño son las fosas en México, cuántos más caben en ellas?” [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=385409> 143.
- MEXIQUE • Les étudiants disparus auraient été brûlés vifs | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/21/les-etudiants-disparus-auraient-ete-brules-vifs> 144.
- Abarca ordenó atacar a normalistas, confirma PGR - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/Fosas\\_Iguala-normalistas\\_de\\_Ayotzinapa-Ayotzinapa\\_Guerrero-alcalde\\_de\\_Iguala\\_0\\_395360653.html](http://www.milenio.com/policia/Fosas_Iguala-normalistas_de_Ayotzinapa-Ayotzinapa_Guerrero-alcalde_de_Iguala_0_395360653.html) 145.
- Abarca y esposa, autores intelectuales de la desaparición de normalistas: PGR [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=385477> 146.
- Cobertura de marcha por Ayotzinapa: padres dan plazo de 2 días a autoridades — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/22/jornada-de-accion-global-por-ayotzinapa-1107.html> 147.
- Considera ONU una desaparición forzada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elsiglodetorreon.com.mx/noticia/1049703.considera-onu-una-desaparicion-forzada.html> 148.
- Difunden en redes todas las protestas de este miércoles #AyotzinapaSomosTodos - Aristegui Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://aristeginoticias.com/2210/mexico/difunden-en-redes-todas-las-protestas-de-este-miercoles-ayotzinapasomostodos/> 149.
- ESPAÑOL – #AyotzinapaSomosTodos | #Ayotzinapa Somos Todos [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <https://ayotzinapasomostodos.wordpress.com/2014/10/17/carta-abierta-desde-el-extranjero-ayotzinapasomostodos/> 150.
- Estoy orgulloso de mi hijo donde quiera que esté: padre de normalista - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/df/marcha\\_normalistas\\_Ayotzinapa-luz\\_por\\_Ayotzinapa-normalistas\\_desaparecidos-Iguala\\_0\\_395360786.html](http://www.milenio.com/df/marcha_normalistas_Ayotzinapa-luz_por_Ayotzinapa-normalistas_desaparecidos-Iguala_0_395360786.html) 151.
- Mexican Government -- Tell Us the Truth -- Where are the Ayotzinapa 43? | Ted Lewis [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.huffingtonpost.com/ted-lewis/mexican-government-tell-u\\_b\\_6025544.html](http://www.huffingtonpost.com/ted-lewis/mexican-government-tell-u_b_6025544.html) 152.

- Mexico's 43 Missing Students: Theories Behind Mysterious Disappearance [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.ibtimes.co.uk/mexicos-43-missing-students-theories-behind-mysterious-disappearance-1471291> 153.
- Protesters burn city hall in Mexico town where 43 students vanished | News & Observer News & Observer [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.newsobserver.com/news/nation-world/world/article10104275.html> 154.
- Señala PGR a Abarca y su esposa como autores intelectuales del ataque en Iguala — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/22/senala-pgr-a-la-esposa-de-abarca-como-principal-operadora-de-guerreros-unidos-2245.html> 155.
- Una luz por Ayotzinapa — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/22/accion-global-por-ayotzinapa> 156.
- Ángel Aguirre se va - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/politica/renuncia\\_Aguirre-gobernador\\_de\\_Guerrero-Angel\\_Aguirre-PRD-caso\\_Iguala-normalistas\\_0\\_395960575.html](http://www.milenio.com/politica/renuncia_Aguirre-gobernador_de_Guerrero-Angel_Aguirre-PRD-caso_Iguala-normalistas_0_395960575.html) 157.
- Desmiente Murillo Karam que se haya detenido a Abarca — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/23/desmiente-murillo-karam-que-se-haya-detenido-a-abarca-3531.html> 158.
- Iguala, Mexico, ex-mayor «probable» suspect in case of 43 missing students [Internet]. CNN. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.cnn.com/2014/10/23/world/americas/mexico-missing-students/index.html> 159.
- In Mexico, an Embattled Governor Resigns - NYTimes.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.nytimes.com/2014/10/24/world/americas/in-mexico-an-embattled-governor-resigns.html> 160.
- Lo que ocurrió el 26 de septiembre en Iguala, según PGR | Red Política - El Universal [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.redpolitica.mx/nacion/lo-que-ocurrio-el-26-de-septiembre-en-iguala-segun-pgr> 161.
- Mexican mayor and wife wanted over disappearance of 43 students | World news | The Guardian [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.theguardian.com/world/2014/oct/23/mexican-mayor-disappearance-students-iguala> 162.
- Mexico: Mayor linked to deadly attack on students [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.usatoday.com/story/news/world/2014/10/23/mexico-mayor-student-attack/17760945/> 163.
- Solalinde reporta a la PGR supuesto asesinato de normalistas desaparecidos - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/10/23/solalinde-reporta-a-la-pgr-supuesto-asesinato-de-normalistas-desaparecidos> 164.
- Abarca: los asesinatos que ordenó [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/opinion/martin-moreno/2014/10/24/988635> 165.
- Ángel Aguirre pide licencia como gobernador de Guerrero | Excélsior [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/10/24/988581> 166.
- Mass protests in Mexico over Iguala Massacre - World Socialist Web Site [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.wsws.org/en/articles/2014/10/24/mexi-o24.html> 167.
- Mexican governor steps aside after student kidnappings [Internet]. CNN. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.cnn.com/2014/10/24/world/americas/mexico-missing-students/index.html> 168.

- Mexico: Guerrero governor out after students kidnapped - CNN.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://edition.cnn.com/2014/10/24/world/americas/mexico-missing-students/> 169.
- MEXIQUE • Le maire et son épouse, le couple «impérial» d'Iguala [Internet]. Courrier international. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/24/le-maire-et-son-epouse-le-couple-imperial-d-iguala> 170.
- Padres de los 43 normalistas desaparecidos piden audiencia con Peña Nieto - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/10/24/padres-de-los-43-normalistas-desaparecidos-piden-audiencia-con-pena-nieto> 171.
- ‘Yo participé matando a dos de los ayotzinapos, dándoles un balazo en la cabeza...’ [Guerrero] - 24/10/2014 | Periódico Zócalo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.zocalo.com.mx/seccion/articulo/yo-participe-matando-a-dos-de-los-ayotzinapos-dandoles-un-balazo-en-la-cabe> 172.
- Universitarios llaman a paro nacional por normalistas - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/df/Asamblea\\_Interuniversitaria-apoyo\\_universitarios\\_normalistas-normalistas\\_Ayotzinapa\\_0\\_397160418.html](http://www.milenio.com/df/Asamblea_Interuniversitaria-apoyo_universitarios_normalistas-normalistas_Ayotzinapa_0_397160418.html) 173.
- Familiares impiden a Solalinde officiar misa en Normal de Ayotzinapa - Animal Político [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/10/familiares-impiden-solalinde-officiar-misa-en-normal-de-ayotzinapa/> 174.
- La Jornada: La justicia no va a llegar, aunque la busquemos, lamentan en Ayotzinapa [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/10/26/politica/006n1pol> 175.
- Point de vue - Mexique, un État failli planifié [Internet]. Le Grand Journal du Mexique. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.legrandjournal.com.mx/categorie/dossiers/point-vue-mexique-etat-failli-planifie> 176.
- Rogelio Ortega Martinez Named as New Governor of Guerrero, Mexico | HispanicallySpeakingNews.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.hispanicallyspeakingnews.com/latino-daily-news/details/rogelio-ortega-martinez-named-as-new-governor-of-troubled-guerrero-mexico/31381/> 177.
- Un mes, 52 detenidos y todavía no aparecen [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/10/26/988986> 178.
- El Universal - Los Estados - Colocan cruces en sitio donde asesinaron a tres normalistas [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/estados/2014/colocan-cruces-padres-de-normalistas-en-iguala-1049588.html> 179.
- El Universal - Serpientes y Escaleras [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://m.eluniversal.com.mx/notas/columnistas/2014/10/109479.html> 180.
- Rogelio Ortega, nuevo gobernador sustituto de Guerrero | Excelsior [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/10/27/989005> 181.
- Alejandro Solalinde ofrece disculpas a familiares de normalistas desaparecidos | SDP Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.sdpnoticias.com/nacional/2014/10/28/alejandro-solalinde-ofrece-disculpas-a-familiares-de-normalistas-desaparecidos> 182.
- A unas horas de asumir el cargo, Mazón pide licencia a alcaldía de Iguala - Animal Político [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/10/luis-mazon-asume-la-alcaldia-de-iguala/>

183.  
Hunt for Mexico's missing students moves to rubbish dump | World news | The Guardian [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.theguardian.com/world/2014/oct/28/mexico-missing-students-guerrero>
184.  
In Mexico, a New Lead on Missing Students - NYTimes.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.nytimes.com/2014/10/29/world/americas/mexico-missing-students-search.html>
185.  
Mexico focuses on new mass grave in students' disappearance - LA Times [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.latimes.com/world/mexico-americas/la-fg-mexico-grave-20141028-story.html>
186.  
New mass grave found in hunt for missing Mexican students | Al Jazeera America [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://america.aljazeera.com/articles/2014/10/28/guerrero-mexico-graves.html>
187.  
Ayotzinapa: «Vivos los queremos» | Periódico El Turbión [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://elturbion.com/?p=10237>
188.  
Decepcionante cita en Los Pinos: padres de desaparecidos [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/29/insuficientes-acuerdos-con-gobierno-federal-familiares-de-normalistas-3195.html>
189.  
El Universal - El Mundo - Papa envía oración por desaparición de 43 normalistas [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/el-mundo/2014/papa-alude-a-los-estudiantes-desaparecidos-en-mexico-1049964.html>
190.  
El Universal - Primera - Preocupante, el caso de Ayotzinapa: Obama [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/primera-plana/2014/impreso/preocupantes-reportes-sobre-la-situacion-en-guerrero-eu-47368.html>
191.  
Indagan nexo cártel-normalistas El Mañana de Nuevo Laredo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://elmanana.com.mx/noticia/48226/Indagan-nexo-cartelnormalistas-.html>
192.  
Luis Mazón rinde protesta como alcalde de Iguala... y luego pide licencia - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/adnpolitico/2014/10/29/luis-mazon-alonso-rinde-protesta-como-alcalde-de-iguala-guerrero>
193.  
Mensaje de universitarios se transmitirá tres veces al día por Radio UNAM — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/29/marchan-universitarios-sobre-insurgentes-por-caso-ayotzinapa-3441.html>
194.  
Mexico's First Lady of Murder Is on the Lam - The Daily Beast [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.thedailybeast.com/articles/2014/10/29/mexico-s-first-lady-of-murder-is-on-the-lam.html#>
195.  
MEXIQUE • Etudiants disparus : une nouvelle fosse découverte, l'enquête s'accélère | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/29/etudiants-disparus-une-nouvelle-fosse-decouverte-l-enquete-s-accelere>
196.  
No ayudé a escapar a Abarca; es culpa de Iñaky Blanco: Zambrano | [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/10/29/989521>
197.  
COCULA, Mexico: In missing students case, Mexico draws world attention it doesn't want | Mexico | McClatchy DC [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.mcclatchydc.com/2014/10/30/245214\\_in-missing-students-case-mexico.html?rh=1](http://www.mcclatchydc.com/2014/10/30/245214_in-missing-students-case-mexico.html?rh=1)
- 198.

- Con Cabildo de Iguala no puedo trabajar: Luis Mazón - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/Luis\\_Mazon\\_Iguala-caso\\_Iguala\\_Abarca-alcalde\\_de\\_Iguala\\_0\\_400160039.html](http://www.milenio.com/estados/Luis_Mazon_Iguala-caso_Iguala_Abarca-alcalde_de_Iguala_0_400160039.html) 199.
- MEXIQUE • Des artistes donnent un visage aux étudiants disparus | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/30/des-artistes-donnent-un-visage-aux-etudiants-disparus> 200.
- Was a Mexican mayor's bling-loving wife the reason 43 students are missing? | Toronto Star [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.thestar.com/news/world/2014/10/30/a\\_mexican\\_massacre\\_and\\_the\\_queen\\_of\\_iguala.html](http://www.thestar.com/news/world/2014/10/30/a_mexican_massacre_and_the_queen_of_iguala.html) 201.
- Gordts E. 11 Numbers To Help You Understand The Violence Rocking Mexico [Internet]. Huffington Post. 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://www.huffingtonpost.com/2014/10/31/mexico-violence-numbers\\_n\\_6075258.html](http://www.huffingtonpost.com/2014/10/31/mexico-violence-numbers_n_6075258.html) 202.
- 5 preguntas básicas sobre las licencias de los funcionarios - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/adnpolitico/2014/10/31/5-preguntas-basicas-sobre-las-licencias-de-los-funcionarios> 203.
- Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane, par Patrick Howlett-Martin (Le Monde diplomatique, novembre 2014) [Internet]. 2014 [citado 7 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://www.monde-diplomatique.fr/2014/11/HOWLETT\\_MARTIN/50943](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/11/HOWLETT_MARTIN/50943) 204.
- Saviez-vous qu'en Bolivie... ?, par Serge Halimi (Le Monde diplomatique, novembre 2014) [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/11/HALIMI/50927> 205.
- Fearing for the rule of law in Mexico - San Antonio Express-News [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.mysanantonio.com/opinion/editorials/article/Fearing-for-the-rule-of-law-in-Mexico-5861873.php> 206.
- reforma.com --- La renuncia de Peña Nieto [Internet]. 2014 [citado 9 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.reforma.com/aplicacioneslibre/editoriales/editorial.aspx?id=39483&md5=296cff127522cd5cf2b5dcca4e53d083&ta=0dfdbac11765226904c16cb9ad1b2efe> 207.
- Villegas P, Archibold RC. Keeping Mexico's Revolutionary Fires Alive. The New York Times [Internet]. 2 de noviembre de 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir de: <http://www.nytimes.com/2014/11/03/world/americas/mexico-missing-students.html> 208.
- Keeping Mexico's Revolutionary Fires Alive - NYTimes.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.nytimes.com/2014/11/03/world/americas/mexico-missing-students.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2014/11/03/world/americas/mexico-missing-students.html?_r=0) 209.
- Un paro nacional por Ayotzinapa, acuerda la Asamblea Interuniversitaria - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/02/un-paro-nacional-por-ayotzinapa-acuerda-la-asamblea-interuniversitaria> 210.
- Los muertos de Peña Nieto [Internet]. 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.americaeconomia.com/analisis-opinion/los-muertos-de-pena-nieto> 211.
- Partlow J. Fugitive Mexican mayor and wife arrested in connection with missing students case. The Washington Post [Internet]. 4 de noviembre de 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir de: [http://www.washingtonpost.com/world/fugitive-mexican-mayor-and-wife-arrested-in-connection-with-missing-students-case/2014/11/04/0206c1cd-db65-4ce7-9e4a-4435ed29cad8\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/fugitive-mexican-mayor-and-wife-arrested-in-connection-with-missing-students-case/2014/11/04/0206c1cd-db65-4ce7-9e4a-4435ed29cad8_story.html) 212.

- Salinas JR. Confirmada la detención en el DF por Policía Federal de José Luis Abarca y esposa. [Internet]. @joserra\_salinas. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [https://twitter.com/joserra\\_salinas/status/529586193374392320](https://twitter.com/joserra_salinas/status/529586193374392320)
- 213.
- British Prince Charles continues his visit to Mexico [Internet]. 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://forum.home.news.cn/post/viewPost.do?id=134387264&pg=1&lan=en>
- 214.
- Confiesan que los 43 normalistas fueron ejecutados | SDP Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.sdpnoticias.com/local/guerrero/2014/11/04/confiesan-que-los-43-normalistas-fueron-ejecutados>
- 215.
- Detienen a José Luis Abarca exalcalde de Iguala y a su esposa María de los Ángeles Pineda - Wikinoticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [https://es.wikinews.org/wiki/Detienen\\_a\\_Jos%C3%A9\\_Luis\\_Abarca\\_exalcalde\\_de\\_Iguala\\_y\\_a\\_su\\_esposa\\_a\\_Mar%C3%ADA\\_de\\_los\\_%C3%81ngeles\\_Pineda](https://es.wikinews.org/wiki/Detienen_a_Jos%C3%A9_Luis_Abarca_exalcalde_de_Iguala_y_a_su_esposa_a_Mar%C3%ADA_de_los_%C3%81ngeles_Pineda)
- 216.
- El gobierno detalla el arresto de Abarca y esposa... pero de los muchachos, nada [Guerrero] - 04/11/2014 | Periódico Zócalo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.zocalo.com.mx/seccion/articulo/el-gobierno-detalla-el-arresto-de-abarca-y-esposa-pero-de-los-muchachos-nad>
- 217.
- «El mundo está viendo a México», dicen estudiantes en EU por Ayotzinapa - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/04/el-mundo-esta-viendo-a-mexico-dicen-estudiantes-en-eu-por-ayotzinapa>
- 218.
- El rastro de Noemí llevó a los Abarca - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/Jose\\_Luis\\_Abarca\\_detenido-alcalde\\_de\\_Iguala\\_detenido-Maria\\_de\\_los\\_Angeles\\_Pineda\\_0\\_403159959.html](http://www.milenio.com/policia/Jose_Luis_Abarca_detenido-alcalde_de_Iguala_detenido-Maria_de_los_Angeles_Pineda_0_403159959.html)
- 219.
- Integrantes de Guerreros Unidos confiesan ejecución de normalistas - Aristegui Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://aristeguinoticias.com/0411/mexico/integrantes-de-guerreros-unidos-confiesan-ejecucion-de-normalistas/>
- 220.
- Mexican fugitive ex-mayor arrested | News | DW.DE | 04.11.2014 [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.dw.de/mexican-fugitive-ex-mayor-arrested/a-18038197>
- 221.
- Mexican mayor, wife arrested in case of missing students [Internet]. CNN. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.cnn.com/2014/11/04/world/americas/mexico-missing-students/index.html>
- 222.
- MEXIQUE • Etudiants disparus : arrestation du «couple impérial» | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/11/04/etudiants-disparus-arrestation-du-couple-imperial>
- 223.
- Noemí Berumen, la 'agente inmobiliaria' de los Abarca - Economía - CNNExpansion.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.cnnexpansion.com/economia/2014/11/04/noemi-berumen-la-agente-inmobiliaria-de-los-abarca>
- 224.
- PERFIL Abarca y Pineda, la «narcopareja» que gobernó Iguala | Red Política - El Universal [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.redpolitica.mx/nacion/perfil-abarca-y-pineda-la-narcopareja-que-gobierno-iguala>
- 225.
- PGR confirma detención de Noemí Berumen por encubrir a los Abarca | 24 Horas [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.24-horas.mx/pgr-confirma-detencion-de-noemi-berumen-por-encubrir-a-los-abarca/>
- 226.

- Revelan detalles de la detención del exalcalde de Iguala y su esposa - Univision Noticias [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://noticias.univision.com/article/2147855/2014-11-04/mexico/noticias/detienen-a-jose-luis-abarca-exalcalde-de-iguala> 227.
- Partlow J. Mexican students protest for their disappeared classmates. The Washington Post [Internet]. 5 de noviembre de 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir de: [http://www.washingtonpost.com/world/mexican-students-protest-for-their-disappeared-classmates/2014/11/05/523821cc-ff36-4933-8fe2-4387b01b99d2\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/mexican-students-protest-for-their-disappeared-classmates/2014/11/05/523821cc-ff36-4933-8fe2-4387b01b99d2_story.html) 228.
- 60 policías y el rastro de Noemí, clave para la detención de los Abarca - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/04/60-policias-y-el-rastro-de-noemi-clave-para-la-detencion-de-los-abarca> 229.
- Abarca estaba cansado de esconderse [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=386734> 230.
- Así se fraguó la detención del matrimonio Abarca en Iztapalapa [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/11/asi-se-fraguo-la-detencion-del-matrimonio-abarca-en-iztapalapa/> 231.
- Cedro 50, la casa en que Fuerzas Federales detuvieron a los Abarca. [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/11/05/990591> 232.
- Coahuila tiene su propia Ayotzinapa, desaparecieron 300 en Allende: académico [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://aristeguinoticias.com/0511/mexico/coahuila-tiene-su-propia-ayotzinapa-desaparecieron-300-en-allende-academico/> 233.
- Coro en India: «We want them alive» - Aristegui Noticias [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://aristeguinoticias.com/0511/mexico/coro-en-india-we-want-them-alive/> 234.
- Encapuchados prenden fuego a unidad de Metrobus frente a CU [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/05/encapuchados-prenden-fuego-a-unidad-de-metrobus-frente-a-cu-950.html> 235.
- Entre 12 perros vivían ex Alcalde y su esposa [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.noroeste.com.mx/publicaciones.php?id=986526&cid\\_seccion](http://www.noroeste.com.mx/publicaciones.php?id=986526&cid_seccion) 236.
- Juez federal dicta arraigo de 40 días a esposa de Abarca [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://noticias.terra.com.mx/mexico/juez-federal-dicta-arraigo-de-40-dias-a-esposa-de-abarca,65e87ab52f289410VgnVCM20000099cceb0aRCRD.html> 237.
- La captura de los Abarca | El Financiero [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elfinanciero.com.mx/opinion/la-captura-de-los-abarca.html> 238.
- Padres de normalistas amagan con un «paro nacional» si no ven resultados - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/05/tercera-megamarcha-por-ayotzinapa-df-protestas> 239.
- PGR detalla detención de los Abarca; aprehenden a mujer que los encubrió [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/11/pgr-detalla-detencion-de-los-abarca-aprehenden-mujer-que-los-encubrio/> 240.
- Trabajos de inteligencia que llevaron a la localización de la «Pareja Imperial» | México | Noticieros Televisa [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://noticieros.televisa.com/mexico/1411/trabajos-inteligencia-llevaron-localizacion-pareja-imperial/> 241.
- Trasladan a Abarca al Altiplano y arraigan a esposa - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/Jose\\_Luis\\_Abarca\\_detenido-alcalde\\_de\\_Iguala\\_detenido-Maria\\_de\\_los\\_Angeles\\_Pineda\\_0\\_403759970.html](http://www.milenio.com/policia/Jose_Luis_Abarca_detenido-alcalde_de_Iguala_detenido-Maria_de_los_Angeles_Pineda_0_403759970.html) 242.

- Trasladan a José Luis Abarca a penal del Altiplano :: El Informador [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.informador.com.mx/mexico/2014/558067/6/trasladan-a-jose-luis-abarca-a-penal-del-altiplano.htm> 243.
- «Ya no aguantaba esconderme», dijo el ex alcalde de Iguala El Mañana de Nuevo Laredo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://elmanana.com.mx/noticia/48808/%E2%80%9CYa-no-aguantaba-esconderme%E2%80%9D-dijo-el-ex-alcalde-de-Iguala.html> 244.
- Abordan hoy SEP y politécnicos nombramiento de director general en mesa de diálogo [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/abordan-hoy-sep-y-politecnicos-nombramiento-de-director-general-en-mesa-de-dialogo-3369.html> 245.
- AMÉRIQUE LATINE • Des armées monopolisées par la lutte contre les narcos | Courrier international [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.courrierinternational.com/article/2014/11/06/des-armees-monopolisees-par-la-lutte-contre-les-narcos> 246.
- Caso Ayotzinapa avergüenza a la nación entera: Narro [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/vive-mexico-momentos-complicados-narro-9500.html> 247.
- «Clausuran» estudiantes sede de la PGR por caso Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/clausuran-estudiantes-sede-de-la-pgr-por-caso-ayotzinapa-2469.html> 248.
- Con el poder; sin el poder. Yazareth Abarca, de Brasil a Iztapalapa. [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/11/06/990810#imagen-2> 249.
- Continúa paro de actividades en escuelas y facultades de la UNAM por Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/continua-paro-de-actividades-en-escuelas-y-facultades-de-la-unam-por-ayotzinapa-8778.html> 250.
- Fotos: Día de acción global por Ayotzinapa, sigue el repudio a la clase política [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://aristeguinoicias.com/0511/mexico/fotos-dia-de-accion-global-por-ayotzinapa-sigue-el-repudio-a-la-clase-politica/> 251.
- Hoy quieren anunciar que están muertos, pero no lo aceptaremos: padres de normalistas — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/hoy-quieren-anunciar-que-estan-muertos-pero-no-lo-aceptaremos-padres-de-normalistas-9511.html> 252.
- Iguala y Tlatlaya, de los episodios más graves en historia reciente de AL: HRW — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/hrw-ayotzinapa-y-tlatlaya-de-los-episodios-mas-graves-en-historia-reciente-de-al-4900.html> 253.
- La matanza en Tlatlaya no es un caso aislado, subraya la ONU [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/la-matanza-en-tlatlaya-no-es-un-caso-aislado-subraya-la-onu-1828.html> 254.
- La vigilancia en Iguala, a manos de la Gendarmería — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/10/06/gendarmeria-y-ejercito-controlan-seguridad-en-iguala-anuncia-rubido-8035.html> 255.
- México, en punto de inflexión; el gobierno, mafioso, y Estado débil: Buscaglia en CNN [Internet]. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de:

- <http://aristeguinoticias.com/0611/mexico/mexico-en-punto-de-inflexion-el-gobierno-mafioso-y-estado-debil-buscaglia-en-cnn/> 256.
- Padre de normalista sugiere a Peña renunciar y le dice: «no creo que pueda dormir tranquilo» [Internet]. Proceso. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=386927> 257.
- Protesters Demand Mexico Find 43 Missing Students [Internet]. Huffington Post. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://www.huffingtonpost.com/2014/11/05/protesters-mexico-missing-students\\_n\\_6111616.html](http://www.huffingtonpost.com/2014/11/05/protesters-mexico-missing-students_n_6111616.html) 258.
- Protesters Descend on Mexico City to Demand Action for Missing Ayotzinapa Students · Global Voices [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://globalvoicesonline.org/2014/11/06/protesters-descend-on-mexico-city-to-demand-action-for-missing-ayotzinapa-students/> 259.
- Se desmarcan el PRD y sus «tribus» del caso Iguala - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/politica/captura\\_Abarca-caso\\_Iguala-deslinde\\_PRD\\_Abarca-PRD\\_Abarca\\_0\\_404359573.html](http://www.milenio.com/politica/captura_Abarca-caso_Iguala-deslinde_PRD_Abarca-PRD_Abarca_0_404359573.html) 260.
- Tourism activity in Mexico grows 1 pct. [Internet]. EFE. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://latino.foxnews.com/latino/news/2014/11/06/tourism-activity-in-mexico-grows-1-pct/> 261.
- Trasladan a Gobernación reunión entre procurador y el embajador de EU en México [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/06/trasladan-a-gobernacion-reunion-entre-procurador-y-el-embajador-de-eu-en-mexico-3007.html> 262.
- Where are Mexico's lost boys? [Internet]. CNN. 2014 [citado 6 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.cnn.com/2014/10/24/opinion/navarrette-mexico-lost-boys/index.html> 263.
- Archibold RC. Drug Gang Killed Students, Mexican Law Official Says. The New York Times [Internet]. 7 de noviembre de 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir de: <http://www.nytimes.com/2014/11/08/world/americas/drug-gang-killed-students-mexico-law-official-says.html> 264.
- La gota que derramó el vaso. Ya no tenemos miedo. - YouTube [Internet]. 2014 [citado 10 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.youtube.com/watch?v=bKWgSvcGgm4> 265.
- Confiesan narcos haber asesinado a normalistas; «siguen desaparecidos»: PGR [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=386957> 266.
- Cronología: Paso a paso del caso de los normalistas de Ayotzinapa [Internet]. Excélsior. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/11/07/991208> 267.
- Detenidos confiesan haber asesinado y quemado a normalistas: PGR - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/07/pgr-murillo-ayotzinapa-reporte-43-dias> 268.
- Drug Gang Killed Students, Mexican Law Official Says - NYTimes.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.nytimes.com/2014/11/08/world/americas/drug-gang-killed-students-mexico-law-official-says.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2014/11/08/world/americas/drug-gang-killed-students-mexico-law-official-says.html?_r=0) 269.
- El Procurador relata el crimen de los estudiantes - Univision Noticias [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://noticias.univision.com/article/2152356/2014-11-07/mexico/noticias/murillo-karam-tres-detenedos-confiesan-haber-asesinado-a-los-43-estudiantes> 270.
- La Crónica de Hoy | Sale libre Noemí Berumen tras pagar fianza [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.cronica.com.mx/notas/2014/866828.html>

271.  
La Jornada: El alcalde igualteco cumplió su amenaza: mató a Arturo Hernández y 2 compañeros [Internet]. 2014 [citado 27 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/11/07/politica/004n1pol>
272.  
Los mataron: PGR - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/43\\_normalistas-Iguala-Ayotzinapa-estan\\_muertos\\_los\\_43-Guerrero\\_0\\_398960453.html](http://www.milenio.com/policia/43_normalistas-Iguala-Ayotzinapa-estan_muertos_los_43-Guerrero_0_398960453.html)
273.  
Macabras declaraciones | Reporte Indigo [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.reporteindigo.com/reporte/mexico/macabras-declaraciones>
274.  
Mexican Official: Remains Believed to Be Students Found - WSJ [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.wsj.com/articles/mexican-official-remains-believed-to-be-students-found-1415398428>
275.  
México confirma que los 43 estudiantes desaparecidos fueron asesinados y quemados [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.prensa.com/mundo/Mexico-estudiantes-desaparecidos-asesinados-quemados\\_0\\_4067593203.html](http://www.prensa.com/mundo/Mexico-estudiantes-desaparecidos-asesinados-quemados_0_4067593203.html)
276.  
Mexico: Delays, Cover-Up Mar Atrocities Response | Human Rights Watch [Internet]. 2014 [citado 24 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.hrw.org/news/2014/11/07/mexico-delays-cover-mar-atrocities-response>
277.  
México ya no puede ser indiferente, Ayotzinapa es un hecho para alzar la voz: Nobel de la Paz [Internet]. SinEmbargo MX. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.sinembargo.mx/07-11-2014/1163157>
278.  
Normalistas rechazan versión de la PGR; piden pruebas contundentes [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/07/normalistas-rechazan-version-de-la-pgr-piden-pruebas-contundentes-1759.html>
279.  
Palabras del procurador Jesús Murillo Karam, durante conferencia sobre desaparecidos de Ayotzinapa — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/07/intervencion-del-procurador-de-la-republica-jesus-murillo-karam-durante-la-conferencia-de-prensa-para-exponer-el-caso-de-los-estudiantes-de-ayotzinapa-4374.html>
280.  
PGR y padres de normalistas se reúnen en Chilpancingo | El Economista [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://eleconomista.com.mx/seguridad-publica/2014/11/07/pgr-familiares-normalistas-se-reunen-chilpancingo>
281.  
Van tras «El Gil» y otros nueve [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.oem.com.mx/laprensa/notas/n3599418.htm>
282.  
País EE. La hoguera que oscureció la noche de Iguala [Internet]. EL PAÍS. 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/08/actualidad/1415475628\\_050143.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/08/actualidad/1415475628_050143.html)
283.  
Drug gang confesses to killing 43 students: Is this «Mexico»s Moment? (+video) - CSMonitor.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.csmonitor.com/World/Americas/2014/1108/Drug-gang-confesses-to-killing-43-students-Is-this-Mexico-s-Moment-video>
284.  
Editorial / Murillo Karam: falla el Estado — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/08/murillo-karam-falla-el-estado-3446.html>
285.  
La Fiscalía mexicana confirma que los 43 estudiantes desaparecidos fueron asesinados | México | EL MUNDO [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elmundo.es/internacional/2014/11/07/545d2aa4ca4741b4638b4574.html>

286.  
Los mataron: PGR; detenidos confiesan ejecución de más de 40 estudiantes. [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/11/08/991166>
287.  
Los padres de los alumnos de Iguala rechazan el informe de la Fiscalía por falta de evidencias - Télam - Agencia Nacional de Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.telam.com.ar/notas/201411/84603-los-padres-de-los-alumnos-de-iguala-rechazan-el-informe-de-la-fiscalia-por-falta-de-evidencias.html>
288.  
Mataron y quemaron a «43 o 44» en Cocula - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/politica/Mataron-quemaron-Cocula-normalistas-restos-humanos-Iguala-homicidio-Guerreros-Unido\\_0\\_405559472.html](http://www.milenio.com/politica/Mataron-quemaron-Cocula-normalistas-restos-humanos-Iguala-homicidio-Guerreros-Unido_0_405559472.html)
289.  
Mexican gang suspected of killing 43 students admits to mass murder | World news | The Guardian [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.theguardian.com/world/2014/nov/07/gang-suspected-43-mexican-students>
290.  
México: #YaMeCansé se hace viral en las redes sociales | Noticias | teleSUR [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.telesurtv.net/news/Mexico-YaMeCanse-se-hace-viral-en-las-redes-sociales-20141108-0029.html>
291.  
Mexique: des suspects avouent le meurtre des 43 étudiants disparus [Internet]. nouvelobs.com. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20141108.OBS4484/mexique-des-suspects-avouent-le-meurtre-de-40-etudiants-disparus.html>
292.  
Peña Nieto cae 23 lugares en la lista de los más poderosos - Forbes México [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.forbes.com.mx/pena-nieto-cae-23-lugares-en-la-lista-de-los-mas-poderosos/>
293.  
Preocupante, que declaraciones de Karam sobre Ayotzinapa estén basadas en confesiones&#8221;; CIDE [Internet]. Animal Político. 2014 [citado 9 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/11/preocupante-que-declaraciones-de-karam-sobre-ayotzinapa-esten-basadas-en-confesiones-estudiantes-cide/>
294.  
Press A. «I've had enough,' says Mexican attorney general in missing students gaffe. The Guardian [Internet]. 9 de noviembre de 2014 [citado 9 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir de: <http://www.theguardian.com/world/2014/nov/09/protests-flare-in-mexico-after-attorney-generals-enough-im-tired-remarks>
295.  
Caravana 43x43 exige renuncia del Procurador de México | Noticias | teleSUR [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.telesurtv.net/news/Caravana-43x43-exige-renuncia-del-Procurador-de-Mexico-20141109-0034.html>
296.  
La casa blanca de Enrique Peña Nieto (investigación especial) [Internet]. 2014 [citado 13 de agosto de 2015]. Recuperado a partir de: <http://aristeginoticias.com/0911/mexico/la-casa-blanca-de-enrique-pena-nieto/>
297.  
La Jornada: Esto apenas empieza, advierten normalistas [Internet]. 2014 [citado 9 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2014/11/09/politica/002n1pol>
298.  
La lujosa mansión presidencial, bajo el escrutinio público - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 16 de agosto de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/09/pena-nieto-posee-una-residencia-a-nombre-de-una-constructora-aristegui>
299.  
Lille: quarante-trois chaises vides sur la Grand-Place, en hommage aux étudiants mexicains disparus (VIDEO) - Lille et ses environs - La Voix du Nord [Internet]. 2014 [citado 10 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.lavoixdunord.fr/region/lille-quarante-trois-chaises-vides-sur-la-grand-place-en-ia19b0n2481499?xtor=RSS-2>
- 300.

- Mexico: protests at admission that 43 missing students were massacred | World news | The Guardian [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.theguardian.com/world/2014/nov/09/mexico-demonstration-43-students-confirmed-massacred> 301.
- Video: Manifestantes encapuchados prenden fuego al Palacio de Gobierno en Chilpancingo - RT [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://actualidad.rt.com/actualidad/view/146392-encapuchados-fuego-palacio-gobierno-chilpancingo> 302.
- Krauze E. Mexico's Barbarous Tragedy. The New York Times [Internet]. 10 de noviembre de 2014 [citado 13 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir de: <http://www.nytimes.com/2014/11/10/opinion/enrique-krauze-mexicos-barbarous-tragedy.html> 303.
- Mundo RB. Mansión presidencial desata controversia en México [Internet]. BBC Mundo. 2014 [citado 13 de agosto de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.bbc.com/mundo/ultimas\\_noticias/2014/11/141110\\_ulntot\\_mexico\\_pena\\_nieto\\_mansion\\_e\\_sposa\\_men](http://www.bbc.com/mundo/ultimas_noticias/2014/11/141110_ulntot_mexico_pena_nieto_mansion_e_sposa_men) 304.
- El Universal - Los Estados - Finaliza bloqueo al Aeropuerto de Acapulco [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/estados/2014/finaliza-bloqueo-a-aeropuerto-de-acapulco-1053087.html> 305.
- «Estoy cansado de la violencia brutal que me cimbra», aclara Murillo [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 10 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/10/estoy-cansado-de-la-violencia-brutal-que-me-cimbra-aclara-murillo-6097.html> 306.
- Expresa Evo Morales solidaridad con familiares de normalistas mexicanos [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 10 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/10/expresa-evo-morales-solidaridad-con-familiares-de-normalistas-mexicanos-9333.html> 307.
- Levantán normalistas y padres de familia protesta en aeropuerto de Acapulco — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/10/acapulco-normalistas-repliegan-a-policias-antimotines-7264.html> 308.
- Mexico: A country at the breaking point [Internet]. 2014 [citado 13 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/11/mexico-country-at-breaking-point-201411981948837496.html> 309.
- Mexico: Shocking rise in reports of torture and ill-treatment as authorities turn a blind eye | Amnesty International [Internet]. 2014 [citado 8 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.amnesty.org/en/news/mexico-shocking-rise-reports-torture-and-ill-treatment-authorities-turn-blind-eye-2014-09-04> 310.
- Nunca los van a encontrar: «El Gil» - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/normalistas-Jesus\\_Murillo\\_Karam-estudiantes\\_normalistas\\_desaparecidos\\_0\\_406759584.html](http://www.milenio.com/policia/normalistas-Jesus_Murillo_Karam-estudiantes_normalistas_desaparecidos_0_406759584.html) 311.
- Goldston JA. In Mexico, Still No Justice. The New York Times [Internet]. 11 de noviembre de 2014 [citado 13 de noviembre de 2014]; Recuperado a partir de: <http://www.nytimes.com/2014/11/12/opinion/in-mexico-still-no-justice.html> 312.
- Mundo MENB. México: el tren bala, la mansión presidencial y el enojo de China [Internet]. BBC Mundo. 2014 [citado 16 de agosto de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.bbc.com/mundo/noticias/2014/11/141111\\_mexico\\_china\\_reaccion\\_cancelacion\\_tren\\_men](http://www.bbc.com/mundo/noticias/2014/11/141111_mexico_china_reaccion_cancelacion_tren_men) 313.
- Abarca, capturado en Veracruz y sembrado en DF: Solalinde [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://regeneracion.mx/causas-justas/abarcas-fue-capturado-en-veracruz-y-sembrado-en-el-df-denuncia-solalinde/> 314.

- Clashes at protest over Mexico student deaths [Internet]. 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.aljazeera.com/news/americas/2014/11/clashes-at-mexico-student-deaths-protest-2014111018156942591.html> 315.
- De los restos en seis fosas, 24 no son de los 43 [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/11/restos-de-fosas-analizados-por-peritos-argentinos-no-son-de-normalistas-desaparecidos-599.html> 316.
- El Congreso de Guerrero elige a Silvano Mendiola como alcalde de Iguala - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/adnpolitico/2014/11/11/el-congreso-de-guerrero-elige-a-silvano-mendiola-como-alcalde-de-iguala> 317.
- Policías en Reynosa hieren a menor estadounidense [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 11 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/11/policias-en-reynosa-hieren-a-menor-estadunidense-4283.html> 318.
- Remains could be 43 missing Mexican students - CNN.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://edition.cnn.com/2014/11/07/world/americas/mexico-missing-students/> 319.
- Aficionados del Tri protestan en el estadio de Amsterdam por Ayotzinapa - Deportes - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/deportes/2014/11/12/mexicanos-protesta-estadio-holanda-mexico-ayotzinapa> 320.
- Cinq questions sur la disparition des 43 étudiants mexicains [Internet]. Le Monde.fr. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: [http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/11/12/cinq-questions-sur-la-disparition-des-43-etudiants-mexicains\\_4522105\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/11/12/cinq-questions-sur-la-disparition-des-43-etudiants-mexicains_4522105_3222.html) 321.
- Desaparición de estudiantes en México: La matanza de Iguala agrava la crisis de la izquierda mexicana | Internacional | EL PAÍS [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/12/actualidad/1415825349\\_089539.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/12/actualidad/1415825349_089539.html) 322.
- El gobierno actuó con «absoluta transparencia» en caso Iguala: SRE [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/12/el-gobierno-actuo-con-201cabsoluta-transparencia201d-en-caso-iguala-sre-3659.html> 323.
- Estudiantes venezolanos condenan la desaparición de los 43 normalistas [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/12/estudiantes-venezolanos-condenan-desaparicion-de-los-43-normalistas-de-ayotzinapa-3224.html> 324.
- Firman México y CIDH convenio de asistencia técnica por Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/12/firman-mexico-y-cidh-convenio-de-asistencia-tecnica-por-ayotzinapa-6882.html> 325.
- Francisco expresa apoyo a México por el “asesinato de los estudiantes” - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/12/francisco-expresa-apoyo-a-mexico-por-el-asesinato-de-los-estudiantes> 326.
- Incendios y bloqueos carreteros en Guerrero por el caso Ayotzinapa - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/12/manifestantes-bloquean-3-carreteras-en-guerrero-por-el-caso-ayotzinapa> 327.
- México, aún incapaz de frenar asesinatos y eliminar corrupción : NYT [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/12/mexico-aun-incapaz-de-frenar-asesinatos-y-eliminar-corrupcion-nyt-1698.html>

328. México: manifestantes prenden fuego al Parlamento de Guerrero [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.primeraedicionweb.com.ar/nota/digital/85357/mexico-manifestantes-prenden-fuego-al-parlamento-de-guerrero.html>
329. Papa recuerda a los 43 normalistas desaparecidos [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/12/papa-recuerda-a-los-43-normalistas-desaparecidos-5627.html>
330. Rusia: patrullajes se extenderán al Golfo de México [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 12 de noviembre de 2014]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/12/rusia-patrullajes-se-extenderan-a-golfo-de-mexico-103.html>
331. Ayotzinapa y Tlatlaya, prioridades de nuevo titular de la CNDH | El Economista [Internet]. 2014 [citado 30 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: [http://eleconomista.com.mx/sociedad/2014/11/13/ayotzinapa-tlatlaya-prioridades-nuevo-titular-cndh?cx\\_Unoticias=Nota05](http://eleconomista.com.mx/sociedad/2014/11/13/ayotzinapa-tlatlaya-prioridades-nuevo-titular-cndh?cx_Unoticias=Nota05)
332. El Universal - Los Estados - Protestan normalistas de Chiapas en apoyo a Ayotzinapa [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/estados/2014/normalistas-chiapas-protestan-chiapas-caso-ayotzinapa-1054032.html>
333. Estudiantes retienen camiones repartidores en Oaxaca - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/Ayotzinapa-normales-saqueos-bloqueos-agresiones\\_0\\_408559278.html](http://www.milenio.com/estados/Ayotzinapa-normales-saqueos-bloqueos-agresiones_0_408559278.html)
334. Forenses argentinos recomendaron a la PGR enviar restos calcinados a Austria [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/14/forenses-argentinos-recomendaron-a-la-pgr-enviar-restos-calcinados-a-austria-9919.html>
335. Hallan en fosa de Guerrero a misionero de Uganda [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://prodigy.msn.com/es-mx/noticias/mexico/hallan-en-fosa-de-guerrero-a-misionero-de-uganda/ar-BBdLiML?ocid=mailsignout>
336. Secretario de Seguridad de Iguala entregó a sus policías y se ‘esfumó’ - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/Jose\\_Luis\\_Abarca\\_detenido-alcalde\\_de\\_Iguala\\_detenido-Felipe\\_Flores-primo\\_de\\_Abarca\\_0\\_407359623.html](http://www.milenio.com/policia/Jose_Luis_Abarca_detenido-alcalde_de_Iguala_detenido-Felipe_Flores-primo_de_Abarca_0_407359623.html)
337. Toma de alcaldías, bloqueos y saqueos en tres estados fue el saldo de protestas pro Ayotzinapa | Pulso Diario de San Luis [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://pulsoslp.com.mx/2014/11/14/toma-de-alcaldias-bloqueos-y-saqueos-en-tres-estados-fue-el-saldo-de-protestas-pro-ayotzinapa/>
338. Main Mexico leftist party on verge of dissolution, leader says | Top News | Reuters [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://ca.reuters.com/article/topNews/idCAKCN0J00ZG20141116?sp=true>
339. Grupo de 10 expertos de la CIDH asesorará a México por caso Iguala [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/17/grupo-de-10-expertos-asesorara-a-mexico-por-caso-iguala-3128.html>
340. Ayotzinapa y su efecto en el PRD [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://blogs.eluniversal.com.mx/weblogs\\_detalle21098.html](http://blogs.eluniversal.com.mx/weblogs_detalle21098.html)
341. Disturbios marcaron la jornada de protesta en México por los desaparecidos - Internacional [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com/internacional/141120/disturbios-marcaron-la-jornada-de-protesta-en-mexico-por-los-desaparec>
- 342.

- Lila Downs dedica su Grammy Latino a México por los 43 normalistas desaparecidos | SDP Noticias [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.sdpnoticias.com/estilo-de-vida/2014/11/20/lila-downs-dedica-su-grammy-latino-a-mexico-por-los-43-normalistas-desaparecidos> 343.
- Así ocurrió: Multitudinaria marcha por los estudiantes de Ayotzinapa - BBC Mundo [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/11/141120\\_livertext\\_protestas\\_mexico\\_vivo\\_lav](http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/11/141120_livertext_protestas_mexico_vivo_lav) 344.
- El mundo se solidariza con Ayotzinapa [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.animalpolitico.com/2014/11/marchan-en-mexico-y-el-mundo-por-ayotzinapa/> 345.
- El Universal - Nación - Claman justicia en 33 países [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/nacion-mexico/2014/impreso/claman-justicia-en-33-paises-220552.html> 346.
- Esta vez no hubo desfile, sino marcha pacífica por Ayotzinapa [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.plazajuarez.mx/index.php/region/item/14118-esta-vez-no-hubo-desfile-sino-marcha-pacifica-por-ayotzinapa> 347.
- Mexico missing students: Capital sees mass protests - BBC News [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-30127458> 348.
- Página/12 :: El mundo :: Todo México reclama el fin de la impunidad [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-260322-2014-11-21.html> 349.
- Dejan el miedo y salen a buscar a sus desaparecidos en Iguala; hallan 7 fosas y restos óseos [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=388721> 350.
- El Ejército participó en la desaparición de los normalistas: General Gallardo - Regeneración [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://regeneracion.mx/sociedad/el-ejercito-participo-en-la-desaparicion-de-los-normalistas-general-gallardo/> 351.
- Padres de otros desaparecidos hallan 10 fosas más en Iguala - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/Padres\\_de\\_otros\\_desaparecidos\\_hallan\\_fosas\\_Iguala\\_encuentran\\_10\\_fosas\\_clandestinas\\_0\\_415158497.html](http://www.milenio.com/estados/Padres_de_otros_desaparecidos_hallan_fosas_Iguala_encuentran_10_fosas_clandestinas_0_415158497.html) 352.
- UPOEG integrará comités de búsqueda - Periódico am [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.am.com.mx/leon/mexico/upoeg-integrara-comites-de-busqueda-161670.html> 353.
- Cauhtémoc Cárdenas renuncia al PRD, el partido que fundó hace 25 años [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=388969> 354.
- Forenses argentinos identifican tres de los restos de Cerro Viejo [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/11/25/tres-de-los-30-restos-estudiados-por-forenses-argentinos-no-son-de-normalistas-9536.html> 355.
- La Jornada San Luis Asegura la Upoeg que halló en 2 años 500 cuerpos de ejecutados - La Jornada San Luis [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://lajornadasanluis.com.mx/nacional/25/11/2014/asegura-la-upoeg-que-hallo-en-2-anos-500-cuerpos-de-ejecutados/> 356.
- Llegan peritos de PGR a Iguala para analizar restos de fosas - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/fosas\\_en\\_Iguala\\_cuerpos\\_en\\_Iguala-traslado\\_de\\_cuerpos-PGR\\_0\\_415758530.html](http://www.milenio.com/estados/fosas_en_Iguala_cuerpos_en_Iguala-traslado_de_cuerpos-PGR_0_415758530.html) 357.
- John . Ackerman. Why America Is to Blame for Mexico's Carnage and Corruption | Foreign Policy [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://foreignpolicy.com/2014/11/26/why-america-is-to-blame-for-mexicos-carnage-and-corruption/> 358.

- La Crónica de Hoy | Encapuchados realizan destrozos en la calle de Florencia; reportan persona herida [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.cronica.com.mx/notas/2014/871129.html> 359.
- Miles de manifestantes marchan en el DF tras dos años del gobierno de Peña - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/12/01/manifestantes-marchan-el-df-tras-dos-anos-del-gobierno-del-presidente-pena> 360.
- Ya Nos Cansamos, We are Tired: The Story of the Ayotzinapa Protests from those on the Ground [Internet]. GC ADVOCATE. 2014 [citado 12 de agosto de 2015]. Recuperado a partir de: <http://opencuny.org/theadvocate/2014/12/03/ya-nos-cansamos-we-are-tired-the-story-of-the-ayotzinapa-protests-from-those-on-the-ground/> 361.
- El secretario de Seguridad del DF, Jesús Rodríguez Almeida, renuncia - CNNMexico.com [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/adnpolitico/2014/12/05/el-secretario-de-seguridad-del-df-jesus-rodriguez-almeida-renuncia> 362.
- De un normalista, restos hallados en Cocula, confirma gabinete de seguridad — La Jornada [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/12/06/restos-hallados-en-cocula-de-uno-de-los-43-confirma-gabinete-de-seguridad-5380.html> 363.
- El Universal - Nación - Confirman que restos en Cocula son de normalista [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/nacion-mexico/2014/confirman-que-restos-en-cocula-son-de-normalista-1059948.html> 364.
- El Universal - Nación - Cuerpo sí es de normalista: vocero de padres [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.eluniversal.com.mx/nacion-mexico/2014/confirman-padre-que-cuerpo-si-es-de-normalista-1059963.html> 365.
- Identifican a uno de los normalistas entre restos hallados en basurero de Cocula [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=390090> 366.
- Identifican peritos restos de uno de los 43 normalistas [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/12/06/normalistas-2658.html> 367.
- Identifican restos de uno de los 43 normalistas en basurero de Cocula - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/estados/restos\\_basurero\\_Cocula-peritos\\_argentinos\\_confirman\\_restos\\_argentinos\\_0\\_422357934.html](http://www.milenio.com/estados/restos_basurero_Cocula-peritos_argentinos_confirman_restos_argentinos_0_422357934.html) 368.
- Reportan que peritos argentinos confirman identidad de normalista | El Financiero [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elfinanciero.com.mx/sociedad/reportan-que-peritos-argentinos-confirman-identidad-de-normalista.html> 369.
- Confirma PGR que restos hallados son de un normalista - Grupo Milenio [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.milenio.com/policia/nosmalistas\\_desaparecidos-Alexander\\_Mora\\_Venancio-identifican\\_restos\\_normalista\\_0\\_422957821.html](http://www.milenio.com/policia/nosmalistas_desaparecidos-Alexander_Mora_Venancio-identifican_restos_normalista_0_422957821.html) 370.
- En la casa de la familia Mora Venancio velan las fotos de Alexander | excelsior [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2014/12/07/996315> 371.
- Falta evidencia para precisar el destino de los normalistas: forenses argentinos [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/12/07/falta-evidencia-para-precisar-el-destino-de-los-normalistas-dicen-forenses-argentinos-6786.html> 372.
- Hallan los restos de un normalista [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.noroeste.com.mx/publicaciones.php?id=994130> 373.

- MEXICO CITY: A charred eye socket provides proof that 43 missing Mexico students are dead | Mexico | McClatchy DC [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.mcclatchydc.com/2014/12/07/249260/a-charred-eye-socket-provides.html> 374.
- «No nos vamos a quedar a llorar, seguiremos luchando por encontrarles» | Internacional | EL MUNDO [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elmundo.es/internacional/2014/12/07/54844e61268e3e905a8b457d.html> 375.
- Reciben forenses argentinos pruebas de identificación de Alexander Mora [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/12/07/reciben-forenses-argentinos-pruebas-de-identificacion-de-alexander-mora-7537.html> 376.
- Su sueño era ser maestro y ni modo, le quitaron la vida... [Internet]. La Jornada. 2014 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/12/07/su-sueno-era-formarse-como-maestro-6638.html> 377.
- In Mexico, missing students' parents won't give up - CNN.com [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://edition.cnn.com/2014/12/07/world/americas/mexico-missing-student-id/> 378.
- La Crónica de Hoy | Habrá 3 días de luto en Guerrero por el normalista identificado [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.cronica.com.mx/notas/2014/872267.html> 379.
- Missing Mexican Students: Tests confirm first victim Alexander Mora Venancio's identity [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.ibtimes.co.uk/missing-mexican-students-tests-confirm-first-victim-alexander-mora-venancios-identity-1478571> 380.
- Malala Yousafzai says Mexican protester's actions show «There are problems in Mexico» | Fox News Latino [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://latino.foxnews.com/latino/news/2014/12/11/malala-yousafzai-says-mexican-protester-actions-show-there-are-problems-in/> 381.
- Agresión de federales a normalistas que preparaban un concierto desata tres horas de violenta confrontación | El Sur de Acapulco I Periódico de Guerrero [Internet]. 2014 [citado 19 de mayo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://suracapulco.mx/archivos/240005> 382.
- Amplían arraigo a María de los Ángeles Pineda | SDP Noticias [Internet]. 2014 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <https://web.archive.org/web/20141216012232/http://www.sdpnoticias.com/nacional/2014/12/15/amp-lian-arraigo-a-maria-de-los-angeles-pineda> 383.
- Enfrentamiento entre normalistas y la PFP [Internet]. 2014 [citado 19 de mayo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.oem.com.mx/elsoldeacapulco/notas/n3640903.htm> 384.
- Ordenan libertad de dos mujeres de caso Tlatlaya [Internet]. 2014 [citado 30 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.elfinanciero.com.mx/sociedad/ordenan-libertad-de-dos-mujeres-de-caso-tlatlaya.html> 385.
- Preparaban un concierto los normalistas en Chilpancingo cuando fueron atacados - La Jornada Guerrero [Internet]. 2014 [citado 19 de mayo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.lajornadaguerrero.com.mx/2014/12/15/index.php?section=politica&article=005n1pol> 386.
- Ayotzinapa en la memoria colectiva: un recuerdo que insiste y resiste [Internet]. 2014 [citado 19 de mayo de 2015]. Recuperado a partir de: [http://www.academia.edu/11125477/Ayotzinapa\\_en\\_la\\_memoria\\_colectiva\\_un\\_reuerdo\\_que\\_insiste\\_y\\_resiste](http://www.academia.edu/11125477/Ayotzinapa_en_la_memoria_colectiva_un_reuerdo_que_insiste_y_resiste) 387.
- The Mexican morass. The Economist [Internet]. enero de 2015 [citado 29 de enero de 2015]; Recuperado a partir de: <http://www.economist.com/news/americas/21640397-president-who-doesnt-get-he-doesnt-get-it-mexican-morass?zid=309&ah=80dcf288b8561b012f603b9fd9577f0e>

388.  
Nayarit: trasladan a María de los Ángeles Pineda Villa a penal federal [Internet]. 2015 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://sipse.com/mexico/nayarit-trasladan-maria-de-los-angeles-pineda-villa-penal-federal-130826.html>
389.  
Mexico missing: Protesters try to enter army base - BBC News [Internet]. 2015 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-30793499>
390.  
Investigan a funcionarios de la PGJEM por caso Tlatlaya | Estados | Noticieros Televisa [Internet]. 2015 [citado 30 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://noticieros.televisa.com/mexico-estados/1501/investigan-funcionarios-pgjem-caso-tlatlaya/>
391.  
CIDH designa grupo de expertos para dar asesoría a México en caso Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/16/cidh-designa-grupo-de-expertos-para-dar-asesoria-a-mexico-en-caso-ayotzinapa-3909.html>
392.  
Mexico: Investigation into the enforced disappearance of 43 students is far from conclusive [Internet]. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.amnesty.ca/news/news-releases/mexico-investigation-into-the-enforced-disappearance-of-43-students-is-far-from>
393.  
Pide AI investigar al Ejército por caso Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 23 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/22/ai-limitadas-e-insuficientes-pesquisas-de-la-pgr-sobre-ayotzinapa-2510.html>
394.  
Dudas sobre el sitio real donde se hallaron restos del normalista [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/25/dudas-sobre-el-sitio-real-donde-se-hallaron-restos-del-normalista-4248.html>
395.  
La Jornada: Dudan peritos del lugar donde afirma la PGR hallaron restos de Alexander Mora [Internet]. 2015 [citado 25 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/01/25/politica/006n1pol>
396.  
43 claves para entender el caso Ayotzinapa, a cuatro meses de su inicio - Nacional - CNNMexico.com [Internet]. 2015 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://mexico.cnn.com/nacional/2014/11/07/43-claves-para-entender-el-caso-ayotzinapa-a-43-dias-de-su-inicio>
397.  
«Alarmante» que se dé por concluido caso Ayotzinapa: WOLA [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/alarmante-que-autoridades-den-por-concluido-caso-ayotzinapa-wola-9570.html>
398.  
La Jornada en Internet: Miércoles 28 de enero de 2015 [Internet]. 2015 [citado 28 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/01/28/>
399.  
La Jornada: Guerreros Unidos asesinó a los 43 normalistas: Murillo [Internet]. 2015 [citado 28 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/01/28/politica/002n1pol>
400.  
PGR da versión oficial, no verdad histórica: HRW [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/version-de-pgr-sobre-ayotzinapa-no-es-verdad-historica-hasta-ahora-solo-oficial-hrw-5054.html>
401.  
Poniatowska: seguiremos indignados por Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/poniatowska-seguiremos-indignados-por-ayotzinapa-8189.html>
402.  
Preocupa negativa de PGR a continuar investigación: AI [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/preocupante-negativa-de-pgr-de-abrir-otras-lineas-de-investigacion-ai-2497.html>
403.  
Revisará ONU desapariciones forzadas en México la próxima semana [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de:

- <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/28/revisara-onu-desapariciones-forzadas-en-mexico-la-proxima-semana-1175.html> 404.
- Disparus du Mexique : Human Rights Watch et Amnesty mettent en doute la version officielle [Internet]. Le Grand Journal du Mexique. 2015 [citado 30 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.legrandjournal.com.mx/categorie/actu-mexique/disparus-du-mexique-human-rights-watch-et-amnesty-mettent-en-doute-la-version-officielle> 405.
- El pantano mexicano (artículo completo publicado en “The Economist”) [Internet]. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://aristeguinoticias.com/2301/mexico/el-pantano-mexicano-articulo-textual-publicado-en-the-economist/> 406.
- ONU: Gobierno mexicano no puede dar por muertos a los normalistas [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 29 de enero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/29/onu-gobierno-mexicano-no-puede-dar-por-muertos-a-normalistas-8092.html> 407.
- Expertos de CIDH iniciarán indagatoria sobre caso Ayotzinapa en febrero [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/01/30/equipo-de-cidh-sesionara-en-washington-por-caso-ayotzinapa-en-febrero-4732.html> 408.
- Caso Ayotzinapa: Los detenidos «se lastimaban solos», dicen marinos [Internet]. Proceso. 2015 [citado 1 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.proceso.com.mx/?p=394716> 409.
- Nos ofrecieron dinero a cambio de parar protestas: normalistas de Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 1 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/01/nos-ofrecieron-dinero-a-cambio-de-parar-protestas-normalistas-de-ayotzinapa-3013.html> 410.
- La Jornada: Desapariciones y Ayotzinapa, temas que González Pérez lleva hoy a Ginebra [Internet]. 2015 [citado 2 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/02/02/politica/003n1pol> 411.
- ONG piden en Ginebra no cerrar aún el caso Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/02/ponderara-hoy-la-onu-dos-visiones-sobre-ayotzinapa-3959.html> 412.
- Anuncian ley sobre desaparición forzada para junio — La Jornada [Internet]. 2015 [citado 23 de mayo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/03/mexico-espera-aprobar-ley-sobre-desapariciones-forzadas-en-junio-robledo-6125.html> 413.
- Parlamento Europeo auspicia investigación sobre Ayotzinapa [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 5 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/05/parlamento-europeo-financiara-investigacion-independiente-sobre-ayotzinapa-7849.html> 414.
- PGR, sin pruebas científicas de que quemaron a los 43 [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/07/peritos-argentinos-senalan-201cirregularidades201d-en-investigacion-de-ayotzinapa-1759.html> 415.
- Padres de normalistas respaldan a forenses argentinos [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/09/forenses-argentinos-comprueban-que-la-pgr-miente-no-dan-la-razon-padres-de-los-43-8031.html> 416.
- PGR revira: «alejados de la realidad» dichos de peritos argentinos [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 9 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/09/pgr-201calejados-de-la-realidad201d-los-senalamientos-de-peritos-argentinos-5889.html> 417.
- Texto completo del comunicado de la PGR [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/09/texto-completo-del-comunicado-de-la-pgr-4630.html>

418. Fallida respuesta de la PGR a peritos argentinos, dice AI [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 10 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/10/respuesta-de-pgr-no-ponde-a-criticas-de-forenses-argentinos-ai-9594.html>
419. PGR rompió diálogo con abogados, denuncian padres de normalistas — La Jornada [Internet]. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/10/pgr-rompio-dialogo-con-abogados-denuncian-padres-de-normalistas-5017.html>
420. Expertos de CIDH no asumirán tesis oficial sobre muerte de normalistas [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/12/expertos-de-cidh-no-asumiran-tesis-oficial-sobre-asesinato-de-normalistas-9337.html>
421. ONU exhorta a México a crear unidad fiscal contra desapariciones forzadas [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 13 de febrero de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/13/onu-exhorta-a-mexico-crear-fiscalia-de-desapariciones-forzadas-6669.html>
422. Eurodiputados piden esclarecer caso Ayotzinapa con «hechos palpables» [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/19/eurodiputados-piden-a-pena-esclarecer-caso-ayotzinapa-con-201chechos-palpables201d-5496.html>
423. Gobierno debe permitir a expertos de CIDH esclarecer caso Iguala: familiares [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/02/19/familiares-de-normalistas-demandan-condiciones-para-que-trabajen-expertos-de-cidh-2100.html>
424. Responde Peña Nieto a Alejandro González Iñárritu tras discurso | Excélsior [Internet]. 2015 [citado 20 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2015/02/23/1009945>
425. Murillo sale de la PGR; propondrán a Arely Gómez como nueva titular :: El Informador [Internet]. 2015 [citado 19 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.informador.com.mx/mexico/2015/578704/6/jesus-murillo-karam-deja-la-pgr.htm>
426. Reclaman al Senado leyes sobre desaparición forzada y tortura [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 4 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/03/04/aun-pendientes-en-mexico-las-leyes-sobre-desapariciones-y-tortura-expertos-2333.html>
427. La Jornada: Al PRI le debemos todo el desorden que vivimos, asegura Francisco Toledo [Internet]. 2015 [citado 7 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/07/politica/007n2pol>
428. La Jornada: La comisión de expertos de la CIDH puede cambiar las pesquisas sobre el caso Iguala [Internet]. 2015 [citado 7 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/07/politica/007n1pol>
429. La Jornada: Murillo manejó mal las pesquisas de Ayotzinapa [Internet]. 2015 [citado 7 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/07/politica/007n3pol>
430. AI: México vive la peor crisis de derechos humanos de América Latina [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 12 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/03/09/ai-mexico-vive-la-peor-crisis-de-derechos-humanos-de-america-latina-5253.html>
431. Relator de ONU reitera acusaciones de tortura contra México — La Jornada [Internet]. 2015 [citado 12 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/03/11/relator-de-onu-reitera-acusaciones-de-tortura-contra-mexico-2784.html>
- 432.

- «Desaparición forzada» en caso Ayotzinapa, concluye CIDH [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 19 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/03/19/expertos-de-la-cidh-piden-seguir-busqueda-de-los-normalistas-7706.html> 433.
- Le Comité des disparitions forcées des Nations Unies émet un rapport accablant concernant le Mexique [Internet]. 2015 [citado 14 de abril de 2015]. Recuperado a partir de: <http://blogs.mediapart.fr/blog/florian-herve/190315/le-comite-des-disparitions-forcees-des-nations-unies-emet-un-rapport-accablant-concernant-le-mexi> 434.
- La Jornada: Banco de ADN, herramienta para buscar a desaparecidos [Internet]. 2015 [citado 22 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/22/politica/003n1pol> 435.
- La Jornada: Desapariciones en Iguala no son delitos de lesa humanidad: PGR [Internet]. 2015 [citado 22 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/22/politica/005n1pol> 436.
- La Jornada: Espeluznantes, los métodos usados en México para desaparecer personas: forense peruano [Internet]. 2015 [citado 22 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/2015/03/22/politica/010n1pol> 437.
- Caso Iguala marcó un antes y un después para México: González Pérez (CNDH) [Internet]. La Jornada. 2015 [citado 26 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/03/25/gravedad-de-caso-iguala-un-antes-y-despues-para-mexico-cndh-1685.html> 438.
- Guerrero: The Monster in the Mountains [Internet]. The New Yorker Videos. 2015 [citado 29 de marzo de 2015]. Recuperado a partir de: <http://video.newyorker.com/watch/a-reporter-at-large-guerrero-the-monster-in-the-mountains2> 439.
- Mexique : trois proches et parents des étudiants disparus sillonnent l'Europe pour obtenir la réouverture de l'enquête [Internet]. 2015 [citado 16 de agosto de 2015]. Recuperado a partir de: <https://blogs.mediapart.fr/blog/julie-thoin-bousquie/040515/mexique-trois-proches-et-parents-des-etudiants-disparus-sillonnent-l-europe-pour-obtenir-l>

Open Letter to:

Dra. Julia Tagüeña Parga

Directora Adjunta de Desarrollo Científico, Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología (Deputy Director of Scientific Development, National Council for Science and Technology)

José Antonio Meade Kuribreña, Secretario de Relaciones Exteriores de Mexico [Mexican Foreign Minister]

We find the decision to remove Dr. Edur Velasco Arregui from the SNI (National System of Researchers) in Mexico deeply troubling on a number of levels. We are alarmed by evidence that political considerations entered into the evaluation of Professor Velasco Arregui's work, as the quality and quantity of his work is impressive and, as we understand it, well meets and surpasses the requirements for SNI renewal. Dr. Velasco Arregui is well known for his scholarly contributions to the study of the political economy of Mexico and of the Mexican labor movement. He has also made important contributions to the study of North America as a whole, especially of the impact of the North American Free Trade Agreement on unions and workers in Canada, Mexico and the United States. His scholarly contributions are recognized in Latin America, North America and Europe. His interdisciplinary approach, which combines perspectives drawn from the disciplines of Law, History and Economics, has contributed to the original character of his work. We call on you to reverse your decision to deny Dr. Edur Velasco Arregui renewal as a member of the National System of Researchers of Mexico.

## **SIGNERS OF SUPPORT LETTER FOR DR. EDUR VELASCO ARREGUI**

*Updated Oct. 28, 2013*

Name (Affiliation for Identification only)

Nahla Abdo (Dept. of Sociology and Anthropology, Carleton University, Ottawa, Canada)

Rodolfo F. Acuña (Professor Emeritus, California State University, Northridge)

Greg Albo (Professor, Political Science, York University, co-editor, Socialist Register)

Linda Alkana (California State University, Long Beach)

Guillermo Almeyra (Latin American writer, Universidad de Buenos Aires, Argentina)

Sedef Arat-Koc (Dept. of Politics and Public Administration Ryerson University)

Stanley Aronowitz (Graduate Center, City University of New York)

David Bacon (Independent photojournalist and author)

Abigail B. Bakan (Professor and Chair, Dept. of Humanities, Social Sciences and Social Justice Education, Ontario Institute for Studies in Education, University of Toronto)

Elaine Bernard (Executive Director, Labor and Worklife Program, Harvard Law School)

David Camfield (Associate Professor of Labour Studies, University of Manitoba)

Barry Carr (Senior Fellow, Institute of Latin American Studies, La Trobe University, Melbourne, Australia)

Ronald H. Chilcote (Professor Emeritus of Economics and Political Science, University of California, Riverside, California)

Noam Chomsky (Massachusetts Institute of Technology)

James Cockcroft (Internet professor SUNY, Honorary Editor Latin American Perspectives)

Stephen Diamond (Associate Professor of Law, School of Law, Santa Clara University)

Myrna Cherkoss Donahoe (Professor Emeritus of Interdisciplinary Studies and Labor Studies, California State University, Dominguez Hills, Carson, CA)

Ariel Dorfman (playwright, novelist, poet, journalist; he holds the Walter Hines Page Chair of Literature and Latin American Studies at Duke University.)

Senator Alejandro Encinas (Senator for the state of Mexico in the upper house of the Mexican Congress)

Peter Evans (University of California, Berkeley)

Samuel Farber (Professor Emeritus, Department of Political Science, Brooklyn College of CUNY)

Susan Ferguson (Coordinator, Journalism Program, Wilfred Laurier University)

David Finkel (managing editor of Against the Current)

Sam Gindin (former chief economist and assistant to the President, Canadian Auto Workers union [CAW])

Alfonso Gonzales (Department of Political Science, Lehman College, City University of New York)

Gilbert Gonzalez (Professor Emeritus, Chicano Latino Studies, University of California, Irvine)

Van Gosse (Associate Chair, Department of History, Franklin & Marshall College, Lancaster PA)

Ricardo Grinspun (Associate Professor, Department of Economics, York University)

Michael M. Hall ((Universidade Estadual de Campinas, Brazil)

Thomas Harrison (The Brearley School)

Teresa Healy (Adjunct Research Professor at Institute of Political Economy, Carleton University)

Judy Hellman (Professor of Political and Social Science, York University)

Stephen Hellman (Professor of Political Science, York University)

Wythe Holt (University Research Professor of Law Emeritus, University of Alabama School of Law)

Robin D. G. Kelley (Gary B. Nash Professor of U.S. History, University of California at Los Angeles)

Howard Kling (Director, Labor Education Service Telecommunications Project, University of Minnesota & Secretary, International Labor Communications Association, AFL-CIO, CLC, CTW)

Mustafa Koc (Ryerson University)

Kathryn Kopinak (Professor Emerita, Department of Sociology, King's University College at Western University, Senior Fellow, Center for Comparative Immigration Studies, University of California San Diego, and Guest Scholar, Center for U.S.-Mexican Studies, UCSD.

Dan La Botz (editor of Mexican Labor News and Analysis)

Joanne Landy (MPH, Co-Director, Campaign for Peace and Democracy, New York City)

Jesse Lemisch (John Jay College of Criminal Justice, City University of New York)

Nelson Lichtenstein (MacArthur Foundation Chair in History and Director, Center for the Study of Work, Labor and Democracy, University of California, Santa Barbara)

Ignacio Llovet (Universidad Nacional de Lujan, Argentina)

Stephanie Luce (Associate Professor, Murphy Institute, City University of New York)

Moshé Machover (Professor Emeritus, VPP, CPNSS, London School of Economics)

Thomas Marois (Senior Lecturer, Department of Development Studies, SOAS, University of London)

J.J. McMurtry (Graduate Program Director, Social and Political Thought & Associate Professor, Business and Society Program York University)

Teresa A. Meade (Florence B. Sherwood Professor of History and Culture, Union College, Schenectady, NY)

David McNally (Professor of Political Science, York University, Toronto)

Kevin Middlebrook (Institute for the Study of the Americas, University College London, United Kingdom)

Colin Mooers, (Department of Politics and Public Administration, Ryerson University)

His Excellency Porfirio Muñoz Ledo (Mexico's UN Ambassador from 1978- 1985 and Mexico's Secretary of Labor from 1972-1975)

Miguel Murmis ( Dr.Honoris Causa, Universidad de Buenos Aires, Retired Researcher, Consejo Nacional de Investigaciones, Argentina)

Immanuel Ness (Brooklyn College, City University of NY)

José Nun (President of the Fundación de Altos Estudios Sociales, Argentina)

Gilda L. Ochoa (Professor of Chicana/o-Latina/o Studies and Sociology, Pomona College)

Enrique C. Ochoa (Professor of Latin American Studies and History, California State University, Los Angeles)

Leo Panitch (Canada Research Chair in Comparative Political Economy and Distinguished Research Professor of Political Science, York University)

Viviana Patroni (Associate Professor, International Development Studies and former Director of the Centre for Research on Latin America and the Caribbean, York University)

Peter Rachleff (Professor of History, Macalester College, Saint Paul, Minnesota)

Judy Rebick (former President of the National Action Committee on the Status of Women; writer and radio and TV commentator, Toronto)

Gaspar Rivera-Salgado (UCLA Labor Center)

Chris Roberts (Senior Researcher, Canadian Labour Congress)

Ian Robinson (Lecturer and Research Scientist, Department of Sociology, University of Michigan-Ann Arbor)

David Roediger (Kendrick C. Babcock Professor of History, University of Illinois)

Herman Rosenfeld (Retired Canadian Auto Workers National Representative, Education Department)

Dr. Stephanie Ross (President, Canadian Association for Work and Labour Studies)

Chris Schenk (Centre for Industrial Relations and Human Resources, University of Toronto and former Research Director, Ontario Federation of Labour)

Katherine Sciacchitano (Professor, National Labor College, Washington, D.C.)

Nicola Short (York University)

Pete Sigal (Director of Graduate Studies, Department of History, Duke University and Senior Editor, with Jocelyn Olcott and John D. French, *Hispanic American Historical Review*)

Edward Silva (Professor Emeritus, University of Toronto)

António Simões do Paço (Executive editor, *Workers of the World – International Journal on Strikes and Social Conflicts & Researcher in Contemporary History* at the IHC (Instituto de História Contemporânea), Universidade Nova de Lisboa)

John Simoulidus (York University)

Jack Stuart (California State University, Long Beach)

Lillian Taiz, (President of the California Faculty Association)

Ernest Tate (Toronto)

Miguel Tinker Salas (Professor, History Pomona College)

Patricia Tomic (University of British Columbia Okanagan)

Ricardo Trumper (Sociology, University of British Columbia, Okanagan)

Steven Tufts (Geography, York University)

Marcel van der Linden (Research Director, International Institute of Social History, Amsterdam)

Raquel Varela (Instituto de História Contemporânea, Universidade Nova de Lisboa & Honorary Fellow IISH [Amsterdam])

Patricio Véjar Mercado (Coordinador, Comunidad Martin Luther King, Movimiento Generación 80 (G80), Chile)

His Excellency José Raúl Vera López (Bishop of the Roman Catholic Diocese of Saltillo, Coahuila, Mexico and human rights activist)

Leandro Vergara-Camus (Lecturer, Department of Development Studies, School of Oriental and African Studies, University of London)

Marcelo Vieta (Social Economy Centre, Ontario Institute for Studies in Education, University of Toronto)

Immanuel Wallerstein (Yale University and former President of the International Sociological Association)

Mel Watkins (Professor Emeritus of Economics and Political Science, University of Toronto)

Jeffery R. Webber (Senior Lecturer, School of Politics and International Relations, Queen Mary, University of London)

Don Wells (Professor, School of Labour Studies and Department of Political Science, McMaster University)

Michael D. Yates (Professor Emeritus-Economics, University of Pittsburgh at Johnstown, Adjunct Professor, University of Massachusetts-Amherst, Director of Monthly Review Press)

Anna Zalik (Associate Professor, Faculty of Environmental Studies, York University)

**A la atención de la baronesa Catherine Ashton, Alta Representante de la UE para Asuntos Exteriores**

**A la atención de la señora Federica Mogherini, Alta Representante designada de la UE para Asuntos Exteriores**

**A la atención del Sr. Enrique Peña Nieto, Presidente de los Estados Unidos de México**

Bruselas, 10 de Octubre de 2014

Estimada Baronesa Ashton, Estimada Señora Mogherini, Estimado Señor Presidente Peña Nieto,

Nosotros, los miembros del Parlamento Europeo, estamos profundamente consternados por los recientes acontecimientos acaecidos en el Estado de Guerrero / México. En la noche y madrugada del 26 al 27 de septiembre de 2014, tres estudiantes de la Escuela Rural Normal de Ayotzinapa fueron presuntamente asesinados por la policía en la ciudad de Iguala. Desde esa noche, 43 estudiantes más están desaparecidos. Los 28 cadáveres encontrados en fosas comunes cerca del sitio muy probablemente son restos de ellos. Durante la misma noche, al menos otras tres personas murieron por disparos de la policía, y dos sindicalistas fueron seriamente heridos, junto con otras personas. Uno de los estudiantes asesinados presenta además signos de terrible tortura.

Todo esto ocurrió en presencia de la policía local y federal, así como de las fuerzas militares mexicanas, en particular, del batallón de infantería 27 y el tercer batallón, una unidad de

fuerzas especiales a cargo, entre otras, de las tareas de inteligencia. Ambos batallones tienen sus cuarteles en Iguala.

La sociedad mexicana, así como una comunidad internacional horrorizada, necesitan saber con urgencia donde están los estudiantes desaparecidos. Nosotros los queremos de vuelta con vida junto con sus aterrorizadas familias.

Todos necesitamos saber quién adujo a los estudiantes y por qué las autoridades y fuerzas de seguridad mantuvieron la vista gorda sobre los ataques, secuestros y asesinatos.

Necesitamos saber a quiénes corresponden los 28 cadáveres encontrados en fosas comunes. Los restos deben ser identificados. Los miembros del equipo de antropólogos forenses argentinos, que ya están en Iguala, necesitan tener todo el apoyo necesario para llevar a cabo su trabajo.

Necesitamos tener toda la información acerca de la cooperación establecida entre las autoridades locales, la policía y el crimen organizado.

Necesitamos ver que las investigaciones se están llevando a cabo atendiendo a todos los detalles, que se fijan las responsabilidades pertinentes, tanto de los autores intelectuales como de los a los ejecutores materiales, que se emprenden acciones legales contra todas las personas implicadas y que se realizan los juicios y condenas pertinentes, de acuerdo con la ley.

La sociedad mexicana tiene derecho a ser informada por su Gobierno acerca de la estructura criminal y la verdad sobre la supuesta cooperación entre autoridades y la delincuencia organizada, a nivel local, estatal y federal, y a ver las medidas concretas adoptadas para su desmantelamiento efectivo. Los acontecimientos sucedidos en Guerrero son sólo el último de una larga lista de delitos que han quedado en total impunidad. La sociedad mexicana necesita seguridad jurídica para su futuro.

Por todo esto nosotros, los diputados al Parlamento Europeo, instamos a la Alta representante de la Unión para Asuntos Exteriores y Política de Seguridad, y la Alta Representante designada a que públicamente transmitan este mensaje al Gobierno de México, y pedimos al Gobierno garantías reales

que la larga lista de total impunidad llegue a su fin.

El Acuerdo Global del 2000 y la Asociación Estratégica del 2008, celebrados entre México y la Unión Europea, establecen mecanismos de cooperación entre ambas partes en el respeto indivisible de los derechos humanos y la seguridad de los ciudadanos, como se estipula en la cláusula de derechos humanos.

Por lo tanto, creemos firmemente que cualquier modernización del Acuerdo Global, como se prevé para el próximo año 2015, tiene que ser puesta en espera y sus objetivos y áreas previstas para la liberalización deben ser revisadas. El primer y principal deber ahora es reconstruir la confianza en la aplicación efectiva del respeto de los derechos humanos, a los que el Estado mexicano se ha comprometido a nivel nacional e internacional. El crimen organizado tiene que ser detenido, dondequiera que se halle, y las lagunas jurídicas tienen que ser eliminadas más allá del área económica. Los efectos secundarios son indeseables. Aquí las dos partes, la Unión Europea y México, tienen una responsabilidad compartida.

Estimada Baronesa Ashton, estimada señora Mogherini, estimado Señor Presidente, ya es hora de acabar con la impunidad en México. No deben ocurrir de nuevo casos como el de los 43 estudiantes secuestrados de Guerrero y de las tumbas encontradas cerca del lugar.

Le instamos a que haga todo lo posible para esclarecer plenamente los hechos en Iguala/Guerrero y sancionar a todos los responsables. Y exigimos firmemente que no se dé ningún paso adicional en relación con los acuerdos comerciales antes de que la situación de los derechos humanos en México haya mejorado de manera significativa.

Estaremos muy agradecidos si usted puede mantenernos informados sobre las medidas adoptadas por las autoridades en relación con el esclarecimiento de los hechos y el enjuiciamiento de los autores de los crímenes cometidos en Iguala.

Los y las abajo firmantes, Ulrike LUNACEK, Austria,  
Vicepresidenta del Parlamento Europeo José BOVE,  
Francia Bodil CEBALLOS, Suecia Sven GIEGOLD,  
Alemania Martin HÄUSLING, Alemania Heidi HAUTALA,  
Finlandia Maria HEUBUCH, Alemania Eva JOLY, Francia Ska  
KELLER, Alemania Jean LAMBERT, Reino Unido Barbara  
LOCHBIHLER, Alemania Molly SCOTT CATO, Reino  
Unido Jordí SEBASTIA, Estado Español Bart STAES,  
Bélgica Josep-María TERRICABRAS, Estado Español Ernest  
URTASUN, Estado Español

Gabi ZIMMER, Presidenta del Grupo GUE/NGL

Miembros del Parlamento Alemán (Bundestag) Peter  
Meiwald Annette Groth Heike Hänsel

Andrej Hunko

## **Manifiesto: Reconstruyamos nuestra nación. 2014.**

Consejo Nacional de Universitarios por una Nueva Estrategia de Desarrollo.

<http://regeneracion.mx/causas-justas/manifiesto-reconstruyamos-nuestra-nacion/>

“El derecho al desarrollo es un derecho humano inalienable en virtud del cual todo ser humano y todos los pueblos están facultados para participar en un desarrollo económico, social, cultural y político en el que puedan realizarse plenamente todos los derechos humanos y libertades fundamentales, a contribuir a ese desarrollo y a disfrutar de él.” (Declaración sobre el derecho al desarrollo, Asamblea General de la ONU, 1986).

Quienes firmamos este documento, catedráticos e investigadores miembros del Consejo Nacional de Universitarios por una Nueva Estrategia de Desarrollo, compartimos la indignación y el hartazgo de la ciudadanía ante la crisis de derechos humanos, la inseguridad pública, la violencia y la complicidad entre autoridades y delincuentes; ante la corrupción y los pactos de impunidad explícitos o implícitos que estimulan los crímenes y fomentan el enriquecimiento ilícito; ante la flotante casta de políticos que luchan por los cargos públicos como botín pero no conectan con las necesidades y aspiraciones de los ciudadanos; ante los privilegios que se autoasignan los altos funcionarios públicos y la vida de reyes que se dan con dinero de los contribuyentes; ante la afrentosa desigualdad que ubica al presidente de la Suprema Corte de Justicia de México como el mejor pagado del planeta (con un salario mensual de 563,417 pesos) y al salario mínimo en México (de 2,132 pesos al mes) como el más bajo no solo entre los países de la OCDE sino también de América Latina; ante la creciente pobreza, marginación, polarización social y exilio de más de doce millones de mexicanos que se han ido al extranjero durante las últimas tres décadas en busca de empleos que no encuentran en nuestra patria, debido a la obcecada aplicación de una estrategia económica claramente fracasada en términos de crecimiento del producto nacional y del bienestar de la mayoría de los mexicanos.

De hecho, cumplimos ya tres décadas perdidas para el desarrollo y estamos al comienzo de la cuarta década perdida. Durante el periodo 1983-2014, el crecimiento del PIB mexicano ha sido de 2.3% anual (y en el primer bienio de gobierno de Peña Nieto fue de 1.8% anual), de modo que el PIB per cápita apenas ha crecido a una tasa media de 0.6% anual con un crecimiento acumulado de 22.4% en estos 32 años, sin considerar a los 12 millones de emigrados al extranjero; si los incluimos, el PIB per cápita sólo ha crecido 0.3% anual, con un crecimiento acumulado de 10.2%.

Comparativamente, durante el periodo 1935-1982, el PIB mexicano creció a una tasa media de 6.1% anual y el crecimiento del PIB per cápita fue de 3.2% anual, con un crecimiento acumulado per cápita de 348% en 48 años. En 1982, México era la octava economía del planeta con un PIB de 632,521 millones de dólares estadounidenses a precios constantes de 1990 corregidos a paridad de poder adquisitivo (PPA), mientras que China era la décima economía, con un PIB de 515,321.3 millones de dólares PPA de 1990. Treinta y un años después, China se convirtió en la segunda economía del mundo, con un PIB de 10,102,998.9 mdd PPA de 1990, mientras que México descendió al onceavo lugar con un PIB de 1,288,065.8 mdd PPA de 1990.

No sólo extraviamos el camino del desarrollo, también sufrimos un fuerte deterioro del bienestar de las mayorías nacionales. Durante el periodo 1983-2014, los salarios mínimos perdieron el 71.9% de su poder de compra, los salarios contractuales en las ramas de jurisdicción federal sufrieron una caída real de 64.4%, y los ingresos medios de los campesinos se redujeron más de un tercio en términos reales; se agigantó el sector informal de la economía hasta incluir al 58% de los ocupados; y más de treinta millones de mexicanos cayeron en la pobreza. Nos enfilamos así hacia una grave pérdida de cohesión social, cuyas manifestaciones son cada vez más alarmantes.

Saldremos de este túnel oscuro. El estallido de indignación emergido desde muy amplios y diversos segmentos sociales unidos en el clamor de ¡¡basta ya!! es la expresión de la esperanza. ¿Pero qué habrá después de la oscuridad? ¿Cuál es el México posible al que aspiramos y deseamos ver a plena luz? No hay duda: la restauración de la cohesión social, de la convivencia justa y digna entre los mexicanos, exige un magno esfuerzo de inteligencia colectiva, de buena fe y de convergencia de voluntades para encontrar los caminos viables de un México mejor.

Precisamente cuando fundamos el Consejo Nacional de Universitarios por una Nueva Estrategia de Desarrollo nos trazamos como primer objetivo: “conjuntar nuestros esfuerzos para formular un sistema integral de propuestas viables de políticas públicas capaces de superar el pobre y errático desempeño mostrado por la economía mexicana durante las últimas décadas, fortalecer la cohesión social de nuestra nación y abrir los cauces de un desarrollo sustentable, incluyente, equitativo y democrático”.\* Ahora, frente a la profunda crisis que ha sacudido la conciencia ciudadana, proponemos los siguientes cursos de acción para la reconstrucción de nuestra nación:\*\*

## I QUÉ HACER PARA QUE LA ECONOMÍA CREZCA MÁS Y GENERE SUFICIENTES EMPLEOS DIGNOS

El primer gran reto es superar la pobreza y reducir la desigualdad que padece nuestra nación, lo cual no es susceptible de lograrse a través de simples mecanismos de compensación social; para lograrlo es preciso articular, sinérgica y positivamente, la política económica y la social, a fin de asegurar la plena inclusión de toda la población en las tareas y los beneficios del desarrollo, dejando atrás la marginación y la exclusión. Por ello proponemos:

1. Fortalecer el mercado interno como el principal motor del desarrollo económico, a través de la elevación sostenida del poder adquisitivo de los salarios y del estímulo a la producción de bienes de consumo, intermedios y de capital de origen nacional, lo que traerá consigo el mejoramiento de la calidad de vida de la población y mayores encadenamientos productivos internos, tanto de las industrias que abastecen el mercado interno como de las industrias exportadoras, con la consiguiente mayor generación de empleos dignos. (Por el contrario, la estrategia económica vigente que erige el mercado externo como el principal motor de desarrollo fincando la competitividad de las exportaciones en una política de bajos salarios y en la liberalización comercial para importar bienes intermedios y de capital, ha traído consigo la caída del poder de compra de los trabajadores, la desarticulación interna de la planta productiva y una menor generación de empleos, debilitando sistemáticamente el mercado interno).

Para lograr un mayor y más dinámico crecimiento del mercado interno es necesario promover la competencia y regular los mercados oligopólicos para poner coto a los poderes económicos dominantes, reduciendo así la pérdida absoluta de los hogares y de las micro, pequeñas y medianas empresas que pagan precios oligopólicos por numerosos bienes y servicios, liberando de este modo un poder de compra adicional que hará crecer más el mercado interno. En consecuencia, proponemos asegurar la plena autonomía y el fortalecimiento de las instituciones responsables de promover la competencia y, sobre todo, establecer precios máximos para los bienes y servicios en mercados oligopólicos.

1. Proponemos también aplicar una política de comercio exterior pragmática que utilice al máximo los márgenes de maniobra para regular nuestro comercio exterior, aplicando (exactamente igual a como proceden —aunque no lo prediquen— Estados Unidos, Canadá y los demás países desarrollados) aranceles, normas técnicas, salvaguardas y disposiciones contra prácticas desleales de comercio, a las cuales tenemos derecho como parte contratante de la OMC e incluso del TLCAN (y de otros acuerdos comerciales), sin demérito de aplicar órdenes de mercadeo y otras restricciones cuantitativas habitualmente aplicadas por los países desarrollados y por las exitosas economías emergentes.

2. Para minimizar la volatilidad del crecimiento económico y de la generación de empleos proponemos redireccionar las políticas macroeconómicas (monetaria, fiscal y cambiaria) desde el enfoque actual centrado en la estabilidad de precios y el balance fiscal, hacia un enfoque centrado en el crecimiento sostenido de la economía real. Para lograr este objetivo proponemos reformar la Ley del Banco de México, a fin de ampliar el mandato de nuestro banco central, que hoy tiene como única tarea macroeconómica el control de la inflación, para que se ocupe también —como hacen los bancos centrales de Estados Unidos y Canadá— del crecimiento sostenido del producto nacional y del empleo; y reformar la Ley Federal de Presupuesto y Responsabilidad Hacendaria, a fin de ampliar el mandato de la SHCP para que no sólo atienda el balance fiscal, sino también sea corresponsable del crecimiento sostenido de la economía real y del empleo. Proponemos también una política de tipo de cambio real competitivo que contribuya al crecimiento sostenido del producto nacional y del empleo por dos vías: 1) apuntalando la competitividad-precio de los productos mexicanos, tanto en los mercados externos, como en el mercado interno frente a las importaciones, y 2) asegurando el equilibrio sostenible de las cuentas externas, lo que permitirá poner fin a los ciclos de freno y arranque originados en choques externos que desfondan nuestra economía debido a la vulnerabilidad que provoca la insana dependencia del ahorro externo. Finalmente, para reducir los elevados costos de la acumulación de reservas internacionales —y los riesgos que esto implica, derivados del carácter golondrino de la inversión extranjera en títulos de deuda pública— proponemos reducir los requerimientos de reserva mediante los mecanismos macroprudenciales aprobados por el FMI, que incluyen el eventual control de capitales,

liberando así excedentes de divisas que deben ser utilizados para estimular el crecimiento económico, canalizándolos a inversiones productivas.

3. Desplegar una nueva estrategia de industrialización con cuatro objetivos básicos: 1) incrementar la articulación interna de la planta productiva; 2) lograr una balanza comercial manufacturera equilibrada; 3) inducir una elevada tasa de generación de empleos manufactureros; 4) cerrar la brecha tecnológica y de estructura industrial entre México y los países líderes, incluso en las industrias de tecnología avanzada. Para lograr estos objetivos, los instrumentos fundamentales de política pública son: 1) políticas macroeconómicas favorables al desarrollo manufacturero, especialmente la política de tipo de cambio real competitivo antes indicada; 2) políticas generales de fomento económico (construcción de infraestructura, formación de recursos humanos, sistema financiero competitivo, etc.); 3) instrumentos horizontales de fomento manufacturero, es decir aplicables sin distinción de sectores, como son los incentivos a la innovación y a la transferencia tecnológica, y los apoyos crediticios con tasas preferenciales para micros, pequeñas y medianas industrias, entre otros; 4) formulación de una estrategia sectorizada de desarrollo industrial dirigida prioritariamente a aquellos sectores que generan mayores beneficios y efectos multiplicadores (desarrollo tecnológico, encadenamientos productivos con mayor participación de micros, pequeñas y medianas empresas, economías de redes, etc.); 5) instrumentos sectoriales de fomento de los sectores prioritarios e innovadores, utilizando los márgenes de maniobra que tenemos en el TLCAN y la OMC, como son el crédito preferencial, las compras públicas, el apalancamiento o asociación con capital de riesgo por la banca de desarrollo, y subsidios especiales. Hay que recordarlo: los procesos de industrialización exitosos han derivado de especialidades y ventajas competitivas adquiridas a propósito mediante resueltas acciones de política industrial.
4. Restablecer nuestra soberanía alimentaria y promover el desarrollo incluyente del sector agropecuario, forestal y pesquero. Es factible sustituir la importación de alimentos por producción nacional, aumentando la productividad y el empleo rural, así como el ingreso de los campesinos y demás productores, mediante los siguientes instrumentos de fomento: 1) un sistema de precios de garantía o soporte, o bien generalizar el sistema de ingreso objetivo introducido desde 2002-2003, extendiéndolo a todas las zonas de producción del país y a todos los productos y cultivos básicos definidos en la Ley de Desarrollo Rural Sustentable; 2) reestructurar el sistema público de desarrollo de la ciencia y la tecnología en el ámbito agropecuario, forestal y pesquero, para disminuir costos unitarios, introducir tecnologías de bajo costo energético y minimizar los efectos del cambio climático, apoyando su difusión a través de robustos programas de extensionismo; 3) incrementar sustancialmente la inversión pública en infraestructura rural (obras hidráulicas, caminos, recuperación de suelos, bodegas, etc.); 4) asegurar una oferta satisfactoria de crédito fresco para las actividades agropecuarias (con segmentación de tasas, según el tipo de productor y vinculándolo a programas de asistencia técnica), acompañando el crédito con seguro agrícola con primas subsidiadas, e introduciendo un sesgo preferente hacia los fondos de autoaseguramiento y las organizaciones de productores; 5) desarrollar programas diferenciados para la atención de los diversos segmentos de productores, dada la macrodiversidad productiva y la estructura de productores de nuestro país, atendiendo especialmente a las pequeñas unidades de producción campesinas; 6) un sistema integral de pagos por servicios ambientales, orientado a mitigar el cambio climático y detener o revertir el deterioro de nuestros recursos naturales; 7) intervención para la corrección de fallas de mercado, atacando prácticas anticompetitivas, reduciendo el peso de los monopolios, corrigiendo también las formas de intervención gubernamental que auspician la creación de monopolios privados, y promoviendo la reducción de costos de intermediación a través de la modernización de los arcaicos sistemas de mercado y logística de los alimentos que aún prevalecen en amplias zonas del país; 8) asegurar una oferta suficiente de semillas mejoradas de polinización libre y aplicar el principio precautorio respecto a las semillas transgénicas.
5. Proponemos una política energética en los siguientes cursos de acción: 1) administrar inteligentemente los declinantes recursos petroleros del país; 2) acelerar la transición hacia las fuentes renovables de energía; 3) establecer una estrategia endógena de investigación y desarrollo tecnológico en materia energética con visión de largo plazo; 4) concentrar atención y recursos en la racionalización del consumo de energía; 5) elevar la eficiencia y la seguridad en la cadena de suministro de petrolíferos y gas natural reduciendo la importación de petrolíferos y aumentando la integración nacional de la petroquímica; 6) garantizar el acceso

de todos a la electricidad y eliminar el riesgo de escasez y precios altos; 7) revalorar el papel de Pemex y CFE en el desarrollo; 8) mejorar la transparencia y la rendición de cuentas en las actividades, las empresas y los reguladores; y 9) democratizar la política energética y respetar las decisiones de las comunidades; 10) para asegurar la sostenibilidad energética del país, y en virtud de que la reforma energética recientemente aprobada por el Congreso fue rechazada por más del sesenta por ciento de la ciudadanía según diversas encuestas, proponemos derogar dicha reforma devolviendo al Estado la plena soberanía en materia energética. Mientras tanto, una de nuestras mayores preocupaciones —aducida por la ciudadanía como una de las razones de su rechazo a la reforma energética— ha sido también compartida por el colega Paul Krugman quien durante su reciente estancia en México (27/03/2015) advirtió que en procesos de privatización del sector energético ha habido casos, incluso en Estados Unidos e Israel en los que las concesiones o licitaciones “han resultado ser un regalo”. Por eso proponemos una urgente batería de medidas en materia de transparencia y rendición de cuentas en el sector energético, comenzando por garantizar la difusión y la consulta pública de autorizaciones, contratos, asignaciones, permisos, alianzas, sociedades, asociaciones, coinversiones que el Estado conceda o suscriba con particulares, empresas productivas del Estado, subsidiarias y filiales, así como de todos aquellos que éstas celebren.

6. Proponemos una política de Estado en materia de ciencia, tecnología, innovación y competitividad a través de los siguientes cursos de acción: 1) incrementar significativamente la cantidad y la calidad del gasto público en ciencia y tecnología; 2) descentralizar el sistema científico y tecnológico bajo una clara estrategia de regionalización y articulación con la estrategia de industrialización antes definida; 3) invertir en la formación de recursos humanos que impulsen la generación y transferencia de conocimientos así como la innovación en las esferas productiva, gubernamental, científica y de desarrollo tecnológico; 4) fomentar los vínculos de las empresas privadas y del sector social con los centros de investigación públicos y con las instituciones educativas; 5) desarrollar programas de fomento a la innovación atendiendo especialmente las redes locales de pymes innovadoras; 6) pasar a una visión integral de la competitividad sistémica de la economía nacional, que atienda el conjunto de sus determinantes, incluyendo la calidad de las instituciones, la infraestructura, el ambiente macroeconómico, la salud de la población, la educación superior y la capacitación de los trabajadores, el desarrollo del sistema financiero, etcétera, a fin de que el Estado asuma y cumpla eficazmente sus responsabilidades en el desarrollo de la competitividad nacional. La atención de estas áreas es uno de los factores explicativos del éxito económico de las naciones; constituye un componente fundamental de una estrategia consistente para elevar la eficiencia y generar empleos cada vez mejor remunerados; y es, por ello, factor relevante para que México logre ir cerrando las brechas —de productividad, ingreso y calidad de vida— que nos separan de los países industrializados o de altos ingresos.

## II

### QUÉ HACER PARA LOGRAR EL PLENO EJERCICIO DE LOS DERECHOS ECONÓMICOS, SOCIALES Y CULTURALES

Para reconstruir la cohesión social de nuestra nación y avanzar hacia niveles superiores de desarrollo, dos esfuerzos —magnos pero económicamente viables— son indispensables: 1) lograr la plena inclusión de todos los mexicanos en las tareas y los beneficios del desarrollo; 2) que el Estado mexicano cumpla cabalmente su mandato constitucional de garantizar el pleno ejercicio de los derechos económicos, sociales y culturales reconocidos en nuestra Constitución y en los tratados internacionales de los que México es parte. Para ello proponemos:

1. Instrumentar políticas de empleo digno, distribución del ingreso y superación de la pobreza. Puesto que la insuficiente generación de empleos formales está asociada a la baja tasa media de crecimiento del PIB (que fue de 2.3% anual durante el periodo 1983-2014), la cual ha sido

causado por la estrategia económica aplicada desde 1983 hasta el presente, proponemos pasar a una nueva estrategia de desarrollo —cuyos instrumentos fundamentales resumimos en este documento— que asegure un crecimiento del PIB similar al observado durante el periodo 1935-1982, que fue de 6.1% anual.

Proponemos también una política salarial que tenga dos objetivos: 1) elevar paulatinamente el poder adquisitivo de los trabajadores; y 2) mejorar la distribución del ingreso entre los factores de la producción. Para lograrlo, la tasa de incremento anual de los salarios mínimos debe superar la suma de las tasas de inflación y de incremento de la productividad observadas en el año previo. Una política salarial así fue aplicada en México durante la época del desarrollo estabilizador: no provocó inflación (su tasa media fue de 2.5% anual en el periodo 1959-1970), y sí permitió un incremento del PIB a una tasa media del 6.7% anual, debido al robusto crecimiento del mercado interno.

Hacer realidad el Estado democrático de derecho en el mundo laboral, a través de los siguientes cursos de acción: 1) crear un instituto autónomo para el establecimiento del salario mínimo; 2) crear un instituto autónomo para el registro de sindicatos y contratos colectivos de trabajo, como garante de la libertad y democracia sindical y de la auténtica contratación colectiva; 3) suprimir las Juntas de Conciliación y Arbitraje y crear en su lugar Jueces de lo Laboral; 4) derogar la reforma laboral aprobada por el Congreso en 2012 y realizar una reforma laboral acorde con la normatividad de la Organización Internacional del Trabajo.

Proponemos también ampliar el programa Prospera en las zonas urbanas, donde está creciendo la pobreza, eliminando las condicionalidades que suponen la inversión de tiempo de las mujeres, y aplicar Prospera en las comunidades rurales sin escuela y/o sin clínica que en una alta proporción son indígenas y hoy están desatendidas. En el mediano plazo se propone la desaparición de Prospera y su sustitución por la institución gradual de un ingreso ciudadano garantizado, cuya viabilidad económica se evidencia en el hecho de que otros países con un PIB per cápita menor del que actualmente tiene México, instituyeron, en su momento, modelos muy avanzados de Estado de bienestar.

2. Construir un Estado de bienestar moderno que asegure el pleno ejercicio de los derechos sociales mediante los siguientes cursos de acción: 1) instituir un sistema único de salud, público y gratuito que garantice el derecho a los servicios de salud para todos, a partir de un modelo normativo que asegure igualdad de acceso a un conjunto creciente de servicios, ofrecidos con la misma calidad para todos; 2) garantizar una pensión universal para los adultos mayores de 65 años que carezcan de seguridad social, que forme parte de un sistema de pensiones públicas, financiado públicamente y no contributivo, que fije montos suficientes para asegurar una vida digna a quienes las reciban, complementado de un plan contributivo para quienes trabajan en el sector formal, de administración pública y con una pensión digna; 3) desarrollar un sistema de seguro del desempleo, universal no contributivo, articulado con políticas de capacitación y calificación laboral, así como de políticas de activación laboral; 4) instituir gradualmente un ingreso ciudadano universal mínimo garantizado, para reemplazar el programa Prospera, y concebir este nuevo derecho como un seguro contra la pobreza extrema y como un mecanismo anticíclico en situaciones de crisis y vulnerabilidad; 5) establecer un sistema universal de vigilancia y promoción nutricional para detectar y prevenir de manera oportuna riesgos y daños derivados de la desnutrición y de la obesidad infantil; 6) establecer una política de vivienda para hacer frente a la exclusión de los programas de vivienda de la mitad de la población, que busque el pleno ejercicio del derecho constitucional a disfrutar de una vivienda digna; 7) promover y garantizar la equidad de género en el trabajo, la escuela, la

familia y en todos los ámbitos públicos y privados; 8) garantizar el pleno ejercicio de una ciudadanía étnica que asegure el derecho de los pueblos indígenas a la libre determinación.

Para el cumplimiento cabal de estos derechos, proponemos instituir una procuraduría de derechos sociales, y realizar las reformas legales pertinentes para hacer exigibles los derechos sociales, estipulando los sujetos obligados a otorgar los respectivos bienes públicos, su financiamiento multianual y las penas a los funcionarios que incumplan.

3. Instrumentar una auténtica reforma educativa que resuelva de raíz las desigualdades de acceso, permanencia y resultados de aprendizaje y al mismo tiempo incrementemente sustancialmente la calidad académica desde el preescolar hasta el posgrado. Es indispensable reconocer el papel central de la educación en el desarrollo de las capacidades necesarias para la construcción de una sociedad más justa y cohesionada. Para ello proponemos: 1) elevar la cantidad, pero sobre todo la calidad, del gasto público en educación y distribuirlo con criterios de equidad con el fin de atender proporcionalmente las necesidades de los grupos vulnerables; 2) revertir los rezagos de cobertura en educación básica, media superior y superior, 3) desarrollar modelos educativos con relevancia social y pertinencia cultural, 4) impulsar la introducción de innovaciones pedagógicas, precedida de procesos cuidadosos de desarrollo experimental; 5) impulsar como prioridad programas y estrategias efectivas de formación y actualización del magisterio y un sistema de incentivos para el desarrollo de la carrera académica.
4. Una política integral de atención a la problemática de los jóvenes que los reconozca cabalmente como sujetos de derechos, y asuma que los jóvenes no son sólo un recurso para el desarrollo, sino que el desarrollo económico, social, cultural e institucional es un recurso para el desarrollo de los jóvenes, para que cada uno de ellos encuentre caminos abiertos para realizar de manera independiente su propio proyecto de vida. Para ello proponemos: 1) asegurar una oferta suficiente de empleos dignos para aquellos que desean insertarse en el mercado laboral, mediante un robusto crecimiento económico y el cumplimiento cabal de la función de inspección laboral por la autoridad correspondiente, además de programas especiales de empleo para jóvenes sobre todo en actividades de impacto comunitario, así como para promover que los jóvenes egresados de educación superior y de posgrado consigan empleos en las respectivas áreas para la que fueron formados; 2) superar la insuficiente oferta de oportunidades para que los jóvenes ingresen a la educación media superior en instituciones de calidad que permitan continuar con estudios profesionales; 3) elevar aceleradamente la cobertura de educación superior y asegurar que los procesos de admisión para educación media superior y superior realmente garanticen igualdad de oportunidades para los grupos más vulnerables; 4) reconociendo los diferentes perfiles, culturas y necesidades de los jóvenes, conformar programas y proyectos sociales, culturales, artísticos, deportivos y civilizatorios diseñados, ejecutados y supervisados por jóvenes, abrir espacios a los jóvenes en el campo político y conjugar políticas públicas para construir ciudadanía entre los jóvenes.
5. Puesto que durante el periodo 1983-2014 más de doce millones de mexicanos emigraron al extranjero en busca de empleos que no encontraron en nuestro país, y haciéndonos cargo de que en Estados Unidos residen más de treinta millones de personas de origen mexicano, proponemos nuevas políticas públicas sobre migrantes. En lugar del enfoque policiaco de seguridad nacional que hoy prevalece, debemos adoptar un enfoque de seguridad humana establecido en las convenciones internacionales, que permita exigir el respeto irrestricto de los derechos humanos de todos los migrantes mexicanos en Estados Unidos y en otros países, y nos obligue a garantizar los derechos humanos de todos los extranjeros que radiquen en México o transiten por el territorio nacional. Con un criterio de colaboración permanente, debemos desarrollar una estrategia para estrechar los vínculos sociales, económicos, culturales y políticos con la comunidad hispano-mexicana de E.U; promover el fortalecimiento de las organizaciones comunitarias vinculadas con organizaciones de migrantes; y fomentar las alianzas en planes, programas y proyectos de desarrollo regional con enfoque transnacional.

## CÓMO ASEGURAR LA SUSTENTABILIDAD DEL DESARROLLO Y LOGRAR UN MEJOR DESARROLLO REGIONAL Y URBANO

Sociedad, territorio y ambiente conforman una gran unidad que requiere políticas integrales. Por ello es necesario asumir el imperativo nacional de un desarrollo territorial incluyente y sustentable, para lo cual proponemos:

1. Asegurar la sustentabilidad del desarrollo mediante los siguientes cursos de acción: 1) adoptar operativamente el enfoque de integración de políticas para que las decisiones económicas y sociales se adopten tomando en cuenta los costos del deterioro y el agotamiento de los recursos y servicios ambientales, de tal modo que las políticas de crecimiento económico asuman y reduzcan los costos ambientales; 2) acelerar nuestra transición energética para aumentar el uso de energías procedentes de fuentes no fósiles, sobre todo las eólicas y solares, a fin de contribuir a mitigar el cambio climático; 3) adaptarnos al ya inevitable cambio climático mediante políticas de prevención y respuesta que reduzcan la vulnerabilidad social y económica, reorientando la protección civil hacia estrategias integrales de atención de riesgos; 4) en la política de agua, la prioridad debe ser satisfacer el derecho humano al acceso suficiente y equitativo, a disponer de agua realmente potable, con garantías para dicho acceso y formas claras de exigir este derecho, además de atender los principios ambientales de protección de las fuentes hídricas, suelos y servicios ambientales en las cuencas; 5) apoyar mejor el esfuerzo de las ciudades, las zonas metropolitanas y los municipios en general para enfrentar la gestión local de los residuos, la reducción de la contaminación atmosférica, el ordenamiento del territorio, el ruido excesivo, el daño a los paisajes y las demás tareas que están bajo responsabilidad de los gobiernos locales, para lo cual se requiere una mejor concurrencia intergubernamental de la gestión ambiental; 6) contar con una estrategia nacional para ordenar la producción y el uso de los productos y sustancias riesgosas, y el mejor manejo de los residuos peligrosos y de los domésticos.
2. Una nueva estrategia de desarrollo territorial sustentable centrada en los siguientes cursos de acción: 1) planeación del desarrollo territorial con horizonte de largo plazo donde se insertan los planes sexenales; 2) priorizar el desarrollo desde las regiones y no solo desde los sectores que conforman el gobierno, de manera que se endogenice el diseño y la gestión de las políticas de desarrollo a fin de que en cada región se seleccionen e impulsen actividades que aprovechen y potencien las capacidades productivas, sociales, tecnológicas y medioambientales disponibles y posibles; 3) asegurar la defensa de los recursos naturales, por encima de los negocios privados (mineros, energéticos, inmobiliarios, turísticos, etc.); 4) orientar las políticas y los recursos públicos hacia la reducción efectiva de la desigualdad y la pobreza, promoviendo un desarrollo regional incluyente y equitativo que garantice el bienestar de la sociedad en el territorio.
3. Una nueva estrategia nacional de desarrollo urbano-metropolitano y de ordenamiento territorial en la que el Estado recupere su papel rector a través de los siguientes cursos de acción: 1) priorizar en las políticas públicas, el reordenamiento y consolidación-compactación de las ciudades, ocupando los vacíos urbanos y evitando el crecimiento expansivo y disperso; 2) establecer un nuevo estatuto legal para la planificación integral del desarrollo territorial sustentable de largo plazo y con la participación de los actores sociales, garantizando la coordinación entre los tres ámbitos de gobierno; 3) otorgar en la ley un estatuto para las metrópolis como parte del desarrollo urbano que garantice la coordinación interestatal e intermunicipal obligatoria para el diseño y ejecución de los correspondientes planes de desarrollo de las metrópolis; 4) aplicar el derecho a la vivienda adecuada, evitando conjuntos habitacionales alejados, dispersos, desestructurados de las ciudades y carentes de la oferta de empleo, de servicios y de equipamientos sociales; 5) definir en la ley y en las políticas públicas la prioridad en la accesibilidad y en la movilidad sustentable en las metrópolis y ciudades, concentrando los recursos y los proyectos en el transporte público de calidad e integrado y en la movilidad no motorizada; 6) reestructurar la fiscalidad urbana y hacer de la recuperación de las plusvalías inmobiliarias la fuente más importante para construir y mantener las infraestructuras y los espacios públicos en las ciudades.

## CÓMO FINANCIAR EL DESARROLLO ECONÓMICO INCLUYENTE, EQUITATIVO Y SUSTENTABLE.

1. Transitar a un sistema tributario moderno, capaz de proveer al Estado —en sus tres ámbitos de gobierno: federal, estatal y municipal— recursos suficientes para el cumplimiento cabal de sus responsabilidades en el desarrollo económico y social, sin aumentar la carga fiscal de la población de bajos ingresos ni la pagada por la clase media y por las mipymes, a través de los siguientes cursos de acción: Primero: ampliar la base de contribuyentes y de ingresos sujetos a tributación: 1) gravar con una tasa normal de ISR los dividendos recibidos por los accionistas de las empresas; 2) gravar las ganancias bursátiles obtenidas por personas físicas con una tasa normal de ISR; 3) gravar las herencias mayores de diez millones de pesos con elevadas progresividades; 4) gravar las grandes ganancias de capital de las personas físicas; 5) gravar al capital especulativo extranjero; 6) gravar las transferencias de capitales mexicanos al exterior; 7) incorporación de la grande y mediana economía informal al régimen tributario. Segundo: mejorar considerablemente la fiscalización y combatir resueltamente la evasión fiscal; Tercero: simplificación y racionalización de la legislación tributaria, eliminando regímenes especiales que generan múltiples canales de elusión tributaria. Cuarto: acentuar significativamente la progresividad del impuesto sobre la renta aumentando el número de rangos en los ingresos mayores de dos millones de pesos, preferentemente mediante la introducción de ISR locales, análogos a los impuestos estatales o provinciales sobre el ingreso vigentes entre los otros dos socios del TLCAN. Quinto: introducir una mayor diferenciación en las tasas de IVA, aumentando las tasas a los bienes y servicios suntuarios; Sexto. Otorgar mayores facultades tributarias a los estados y municipios e incrementar la eficiencia recaudatoria en los actuales impuestos subnacionales.

Desde luego, la anterior reforma tributaria que permitiría incrementar la recaudación en diez puntos porcentuales del PIB, debe ser parte de la reforma integral de la administración pública que incluye eficaces sistemas de transparencia, rendición de cuentas y auditoría social, no solo para asegurar la probidad en el ejercicio del gasto público, sino también su eficiencia y concordancia con el interés general de la nación.

2. Construir un sistema financiero moderno que cumpla cabalmente sus funciones en el desarrollo, a través de los siguientes cursos de acción: 1) que el Banco de México y la Comisión Nacional Bancaria y Valores asuman plenamente sus responsabilidades, utilizando las facultades que les ha conferido la legislación para regular las tasas de interés y las comisiones y, en general, asegurar el buen financiamiento del sistema financiero; 2) promover el ahorro y el crédito, asegurando que en el sistema bancario haya instrumentos financieros de ahorro protegidos que rindan tasas reales positivas y orientar el crédito a sectores prioritarios mediante tasas competitivas; 3) obligar a los bancos extranjeros a que coticen en la BMV para transparentar sus operaciones, además de limitar y gravar el pago de dividendos que realizan a sus accionistas; 4) reestructurar la banca de desarrollo para que retome sus funciones de promoción del desarrollo económico y social, para lo cual debe operar directamente en primer piso, tanto para la captación de ahorro como para el otorgamiento de crédito, poniendo fin al enfoque de subordinación de la banca de desarrollo a la banca privada; 5) crear un gran banco público que opere en amplia escala comercial y actúe como banco testigo en competencia con los grandes bancos privados; 6) para el financiamiento a través de la BMV, es necesario facilitar el acceso a pequeñas y medianas empresas consolidadas, mediante una política industrial activa; 7) realizar una eficaz regulación de las instituciones microfinancieras que garantice su solidez financiera, proteja el patrimonio de los ahorradores y les otorgue tasas reales positivas, promueva el crédito a los micronegocios regulando las tasas de interés, y apoye las labores de acompañamiento y los servicios no financieros que brindan las microfinancieras; 8) aprovechar los fondos de ahorro para el retiro para apoyar más a la

actividad productiva, principalmente mediante asociación con la banca de desarrollo, mejorando así los rendimientos de los fondos y el crédito a la inversión productiva.

Puesto que los flujos de inversión extranjera de cartera (IEC) no están relacionados con el crecimiento económico; y sí representan un alto riesgo por eventuales salidas masivas de capitales especulativos, proponemos someter la IEC a regulaciones prudenciales, que incluyan impuestos sobre flujos.

Finalmente, puesto que la inversión extranjera directa (IED) ingresada a México durante las tres últimas décadas se ha orientado básicamente a la compra de activos nacionales ya existentes, proponemos una política de IED similar a la aplicada por las economías emergentes más exitosas del planeta, condicionando el ingreso de IED a la transferencia de tecnología, a la capacitación de trabajadores nacionales y a la formación de cadenas de proveeduría internas, como parte de la estrategia nacional de industrialización.

## V CÓMO LOGRAR UNA INSERCIÓN EFICIENTE Y DIGNA DE MÉXICO EN LOS PROCESOS DE GLOBALIZACIÓN Y REGIONALIZACIÓN

1. México debe cambiar sustancialmente su actitud frente a los procesos de globalización, en virtud de que éstos no generan espontáneamente —es decir, por la simple acción de la “mano invisible del mercado”— un proceso de convergencia económica, sino un ensanchamiento de las desigualdades entre países pobres y ricos y entre estratos sociales perdedores y ganadores dentro de cada país. En vez de un estilo pasivo de inserción en la globalización, a través de la liberalización económica a ultranza y de la reducción de las funciones del Estado en la promoción activa del desarrollo, México debe redefinir internamente, mediante políticas económicas y sociales activas, su propio estilo de desarrollo económico e inserción eficiente y digna en la economía mundial.

Además, como promotor resuelto de una globalización incluyente y equitativa, México debe impulsar la reforma de las instituciones de manejo de la economía mundial (FMI, Banco Mundial, OMC, etc.). No sólo se requiere continuar la tarea de rediseñar la arquitectura del sistema financiero internacional; también es necesario reformar y desarrollar otros arreglos institucionales en materia de comercio, migración internacional y derechos de los migrantes, propiedad intelectual y difusión de tecnologías, seguridad alimentaria, sustentabilidad y desarrollo ambiental, etcétera, a fin de arribar a una gestión global de carácter democrático, que atienda el crecimiento económico general y el reparto equitativo de sus beneficios.

Desde luego, dada la dimensión y complejidad de estas reformas en la gobernanza de la economía global, su cristalización plena no se vislumbra cercana. Por eso, la clave del éxito consiste en poner el mayor énfasis en un camino propio hacia la prosperidad, como los que han configurado a fuerza de audacia e iniciativa histórica los paradigmáticos países emergentes y de nueva industrialización, que han diseñado endógenamente e instrumentado soberanamente sus estrategias de desarrollo.

2. México debe redefinir su geoestrategia de inserción en los procesos de regionalización. Después de la adhesión de México al GATT (hoy OMC), el gobierno mexicano emprendió una carrera negociadora de tratados de libre comercio, comenzando por el TLCAN, hasta colocar a México en 2008 como país líder del mundo en tratados de libre comercio. Pero esto

no trajo consigo mayor desarrollo económico, sino lo contrario: en 1990 México ocupaba el lugar 45 entre 189 países del mundo según su PIB per cápita medido a paridad de poder adquisitivo; en 2013 descendió al lugar 66 entre esos mismos 189 países. La razón es sencilla: ninguna evidencia internacional indica que el libre comercio pueda conducir a un país subdesarrollado (o de desarrollo medio) hacia mayores niveles de desarrollo económico.

En el TLCAN, las fuertes desigualdades iniciales en PIB per cápita entre México, Estados Unidos y Canadá, lejos de reducirse se han agrandado; y sus principales beneficiarios han sido las grandes corporaciones de los tres países, mientras que nuestros pueblos han resultado ser perdedores netos. Por eso proponemos una enmienda del TLCAN con tres componentes: 1) mejorar los acuerdos laborales y ambientales garantizando el cumplimiento de los derechos humanos en estas materias; 2) un acuerdo migratorio que desemboque en el libre flujo de mano de obra; 3) la institución de fondos estructurales y de cohesión social que aseguren el desarrollo incluyente y convergente de nuestros países y regiones subnacionales. (Cabe aclarar, sin embargo, que esta renegociación del TLCAN no es precondition para que nuestro país aplique una nueva estrategia de desarrollo, que puede instrumentarse utilizando los márgenes de maniobra disponibles en el TLCAN).

Los demás tratados de libre comercio firmados por México, incluido el Tratado de Libre Comercio Unión Europea-México (TLCUEM), han arrojado resultados igualmente decepcionantes para México en términos de crecimiento económico y bienestar para las mayorías nacionales.

Por eso, hay que poner fin a la carrera por firmar tratados de libre comercio. Para empezar, México no debe firmar el Acuerdo Transpacífico de Cooperación Económica (TPP, por sus siglas en inglés), que es promovido principalmente por Estados Unidos y resultaría para México peor que el TLCAN. Precisamente por eso China, India y muchos otros países no participan en el TPP.

Una nueva geoestrategia de inserción en los procesos de regionalización realmente congruente con nuestros intereses nacionales debe orientarse a: 1) potenciar el desarrollo endógeno del país mediante una nueva estrategia de desarrollo; 2) promover el respeto a la soberanía de las naciones, rechazando las condicionalidades; 3) apoyar la multipolaridad en la economía global; 4) participar en procesos de integración basados en la cooperación y la solidaridad. En esta perspectiva, una política de mayor comercio y cooperación para el desarrollo con Asia es algo congruente con el nuevo multipolarismo encabezado por China, y muy recomendable por el gran dinamismo económico y financiero de esa región. Además, hay que voltear hacia nuestra América Latina y —a la luz de los nuevos esquemas de cooperación económica y financiera que están desarrollándose en la UNASUR y la ALBA-TCP— valorar la viabilidad de una integración regional basada en la cooperación y la solidaridad, que podría convertirse en vía ancha para que nuestra Patria Grande cruce unida los umbrales del desarrollo.

## VI CÓMO RESTABLECER LA SEGURIDAD PÚBLICA Y MEJORAR LA TRANSPARENCIA Y LA RENDICIÓN DE CUENTAS

1. Proponemos una política de Estado democrática en seguridad pública que tenga los siguientes cursos de acción: 1) golpes sistemáticos al nervio financiero y patrimonial del crimen organizado; coordinación eficaz de los órganos de inteligencia financiera para dismantelar

empresas criminales y firmas legales ligadas a ellas; 2) generación masiva de empleos permanentes y bien remunerados, sobre todo para los jóvenes y combate estructural a la enorme pobreza y desigualdad; 3) en lugar de mayor gasto en seguridad pública hay que gastar más y mejor en educación, investigación, prevención de consumo de drogas y tratamiento de adictos; 4) programas de fortalecimiento de la cohesión social, apoyo a la “economía del cuidado” en las familias, participación ciudadana y social libre, informada y crítica en la seguridad pública, regulando y apoyando a las policías de barrio y comunitarias; 5) investigación y castigo a todo acto de corrupción para terminar con el alto porcentaje de impunidad de funcionarios y cuerpos del orden coludidos con el crimen organizado, así como para evitar la penetración de dinero del crimen en las campañas electorales; 6) regreso del Ejército a los cuarteles, revertir modificaciones legales que propician un Estado policíaco, focalizar acciones represivas en las organizaciones criminales violentas; 7) fomentar entre los campesinos programas de desarrollo alternativos al cultivo de enervantes, y ensayar modelos regulatorios para la despenalización de cada droga, como ocurre en varias entidades de Estados Unidos con la marihuana; 8) fomentar la participación de la sociedad civil en acciones de seguridad pública y en programas de contraloría social de las instituciones de administración de la justicia.

Nuestra propuesta de seguridad pública se inserta en el concepto de seguridad humana —hacia el cual confluyen todas las propuestas contenidas en este documento—, entendida como la ausencia de amenazas y miedos que se logra mediante el pleno ejercicio de los derechos humanos (civiles, políticos, económicos, sociales, culturales y ambientales) que otorgan certeza a la opción de vivir con dignidad, justicia y libertad.

2. En materia de rendición de cuentas, transparencia y acceso a la información proponemos acelerar los procesos de institucionalización y aplicación de los avances legislativos que ha habido en estos temas. Para ello hacemos nuestras las demandas resumidas por treinta organizaciones de la sociedad civil (Alianza Cívica, Centro Prodh y Fundar, entre otras) en el documento “La Sociedad Responde”: 1) aprobar los marcos normativos pendientes en materia de transparencia, archivos y datos personales y asegurar suficiencia presupuestaria para su implementación; 2) realizar una investigación independiente, del conflicto de interés del Presidente de la República y del Secretario de Hacienda y Crédito Público; 3) cumplir con el proceso de homologación contable en las entidades federativas; 4) difundir versiones públicas de declaraciones patrimoniales, de interés y de impuestos; 5) cumplir con los compromisos pendientes asumidos por el gobierno federal en el marco de la Alianza para el Gobierno Abierto (AGA); 6) transparentar y regular los gastos en publicidad oficial de los tres ámbitos de gobierno para impedir la censura sutil o indirecta. Además, respecto al Sistema Nacional Anticorrupción recién aprobado por el Congreso proponemos que la siguiente legislatura introduzca estas correcciones: 1) es preciso poner fin a la anacrónica figura del fuero político para los servidores públicos electos que se ha convertido en la garantía de impunidad utilizada por la clase política de nuestro país: mientras el fuero se mantenga no se podrá romper el círculo vicioso de corrupción e impunidad; 2) establecer la obligatoriedad de hacer públicas las declaraciones patrimonial y de intereses de los funcionarios públicos electos y designados.

## VII HACER REALIDAD EL ESTADO DE DERECHO Y CONSTRUIR LA DEMOCRACIA EN MÉXICO

1. Hacer realidad el estado de derecho. México es parte de los pactos internacionales sobre los derechos civiles, políticos, económicos, sociales y culturales; es parte de la Convención Americana sobre Derechos Humanos; y ha suscrito y ratificado todas las convenciones que se han construido sobre estas materias en el ámbito de las Naciones Unidas. Pero, sobre todo, México es uno de los países que ha incorporado a su derecho interno —en nuestra Constitución— los más importantes compromisos a favor de los derechos fundamentales.

Sin embargo, el México real dista enormemente de calificar como estado de derecho. No obstante que ha ganado autonomía, el Poder Judicial de la Federación no ha mejorado sus métodos para la impartición de justicia y los ejecutivos federal, estatales y municipales no cumplen eficazmente sus responsabilidades en materia de persecución del delito, todo lo cual da por resultado un estado generalizado de impunidad, que frecuentemente tiene como origen la corrupción que ha penetrado en los tres poderes de la unión y en los tres niveles de gobierno.

¡¡Sí se puede escapar del trinomio perverso de indolencia, corrupción e impunidad!! Profundas crisis nacionales como la que hoy padece México han obligado a muchos países a realizar grandes reformas que los han transformado en ejemplares naciones democráticas con robustos estados de derecho.

Ningún país vino al mundo libre de corrupción y con instituciones públicas eficientes y democráticas. Todavía en el siglo XVIII todas las naciones-estado de Europa eran gobernadas por funcionarios ineficientes y corruptos que hacían fortunas al amparo del poder público (mediante el cohecho, los contratos con “moche” y el robo del erario público). Pero en el curso del siglo XIX lograron establecer instituciones públicas eficientes, funcionales y democráticas. Lo mismo han hecho los países de nueva industrialización, que transitaron de sistemas políticos corruptos y basados en el clientelismo, a sistemas políticos eficientes y democráticos. Por eso proponemos:

2. Construir la democracia en México, cuyas instituciones y prácticas fundamentales son: en primer lugar, la realización de elecciones verdaderamente libres, equitativas y transparentes — como institución nodal de la democracia representativa— que permite el arbitraje directo de los electores sobre la eficacia de los programas de gobierno y la eficiencia de los servidores públicos; en segundo lugar, establecer un verdadero servicio civil de carrera, cuyos rasgos fundamentales son: un sistema transparente de acceso a los cargos públicos basado en la calificación profesional (mediante concursos abiertos) y no en el favoritismo, un régimen de ascensos dentro de la estructura jerárquica basado también en los méritos, y una remuneración suficiente (pero no excesiva) correspondiente a la calificación profesional; en tercer lugar, la experiencia internacional indica que la eficiencia del Estado resulta mayor cuanto más efectivo es el sistema de pesos y contrapesos, cuyo componente primordial estriba en la auténtica separación de los poderes (legislativo, judicial y ejecutivo); en cuarto lugar, un sistema efectivo de rendición de cuentas, transparencia y auditoría social en todos los ámbitos de gobierno es crucial para asegurar la probidad de los funcionarios y la erradicación de la corrupción y la impunidad; en quinto lugar, la existencia de medios masivos de comunicación independientes, plurales y en auténtico régimen de libre competencia —versus las estructuras mediáticas duopólicas u oligopólicas— contribuye de manera relevante a la vigilancia de los poderes del Estado; en sexto lugar, la gestión autónoma y democrática de los asuntos locales —por los gobiernos estatales y municipales— eleva la eficiencia general del sistema; en séptimo lugar, las instituciones funcionan mejor cuanto más amplios son los cauces de expresión y participación directa de la ciudadanía en las decisiones públicas (referéndums, iniciativas ciudadanas, etc). Tratándose de programas específicos o comunitarios, se consigue mayor eficiencia mediante la participación directa de los beneficiarios en su definición, ejecución y supervisión (consejos gestores, presupuestos participativos, etc).

#### VIII ¡¡ SI SE PUEDE!! CAMINOS AL DESARROLLO Y AL ESTADO DE BIENESTAR

1. Subir por la escalera. Todos los países hoy desarrollados —comenzando por Inglaterra, y posteriormente Estados Unidos, Alemania, Japón, etcétera— basaron sus estrategias de industrialización en la protección de sus mercados internos y en robustas políticas industriales y de innovación. Pero después de que cada uno de ellos alcanzó la cumbre de la

industrialización, predicó el fundamentalismo de mercado (la fe ciega en el libre comercio y en la mano invisible del mercado para asignar eficientemente los recursos), intentando así “retirar la escalera por la cual había trepado para impedir a otros trepar tras él” (F. List, economista alemán). No obstante, los países que se han industrializado después (Corea del Sur, Taiwán, etcétera) no hicieron caso a las prédicas del fundamentalismo de mercado y subieron por la misma escalera del comercio administrado y de las políticas industriales y de innovación. Más recientemente, las exitosas economías emergentes (China, India, etc.) tampoco han asumido la ideología de la infalible mano invisible del mercado, sino que han aplicado políticas comerciales, industriales y de innovación orientadas a la generación de capacidades competitivas, utilizando la misma escalera que conduce al desarrollo. La opción de México es obvia.

2. Romper nuestra trampa de inequidad. La existencia de un sistema incapaz de reducir la pobreza y la desigualdad se perpetúa por la desigualdad de representación política que conduce al establecimiento de instituciones que favorecen sistemáticamente a quienes más tienen. Sin embargo, la historia universal muestra que es factible romper estos círculos viciosos de desigualdad mediante la construcción de amplias coaliciones de fuerzas sociales y políticas. Por ejemplo, hasta comienzos del siglo XX los países europeos hoy desarrollados tenían elevados niveles de desigualdad, pero en el transcurso de dos décadas lograron reducir drásticamente la desigualdad mediante el establecimiento de generosos estados de bienestar basados en impuestos progresivos sobre el ingreso, que fueron promovidos por una oleada de alianzas de fuerzas políticas y sociales comprometidas con el desarrollo incluyente y la democracia de calidad. Todavía en 1960, cuando estos países habían ya consolidado sus estados de bienestar, su PIB per cápita medido en dólares constantes de 1990 corregidos a paridad de poder adquisitivo (PPA) era similar al que México tiene ahora (el de Finlandia era de 6,230 dólares PPA de 1990; el de Francia, de 7,398; el de Alemania, de 7,705; el del Reino Unido, de 8,645; mientras que el PIB per cápita de México en 2008 fue de 7,979 dólares PPA de 1990), pero al romper sus trampas de inequidad esos países abrieron los cauces de un desarrollo económico más acelerado mediante un mercado interno muy dinámico, una población con mayor escolaridad, más saludable y socialmente cohesionada. Lo mismo han hecho los demás países hoy desarrollados, incluidos los de nueva industrialización, como Corea del Sur que logró romper su trampa de inequidad a través de una singular coalición de fuerzas políticas y sociales pro-bienestar que se montó en la ola de la democratización.
3. Transitar a una estrategia posneoliberal de desarrollo. En nuestra propia América Latina está comprobado que sí se puede. Por ejemplo, cuando Néstor Kirchner llegó a la presidencia de Argentina impulsado por una amplia coalición de fuerzas políticas y sociales, encontró a su país hundido en una profunda crisis: el PIB había caído 16.5% en 2002, la deuda externa representaba el 152.7% del PIB; la pobreza había saltado del 23.7% en 1999 al 45.4% en 2002; etcétera. Pero Argentina se levantó como por arte de magia mediante dos decisiones soberanas impulsadas por la coalición encabezada por Kirchner: 1) salvar al país primero y después servir la deuda externa, previa renegociación; 2) pasar a una estrategia económica posneoliberal, que incluyó un amplio programa de obras públicas, una política de tipo de cambio real competitivo, la conversión del mercado interno en motor del desarrollo vía aumento del empleo genuino y del salario real, un significativo incremento del gasto social, y un presupuesto estructuralmente equilibrado mediante el aumento de la recaudación “allí donde hay real capacidad contributiva”. Con esta estrategia el PIB argentino, medido en dólares constantes corregidos a paridad de poder adquisitivo (PPA), creció a tasa media de 5.7% anual durante el periodo 2003-2014, y el PIB per cápita creció a una tasa de 4.5% anual, con un crecimiento acumulado per cápita de 68.9% en dicho lapso; los salarios mínimos reales (medidos en dólares constantes PPA, de acuerdo con cifras de la OIT), aumentaron 237.6% durante el periodo 2003-2013, y los salarios medios reales subieron 104%; la pobreza (según cifras de CEPAL) disminuyó del 45.4% de la población en 2002, al 4.7% en 2013, y la indigencia se redujo del 20.9% en 2002 al 1.4%. Fue el premio a la soberanía económica, a la audacia y la iniciativa histórica.

Poco después de iniciada la experiencia argentina, una amplia coalición de fuerzas políticas y sociales llevó a la presidencia de Uruguay a Tabaré Vázquez en 2005, quien fue sucedido en 2010 por José

Mujica y éste nuevamente por Tabaré en 2015. En sus primeros diez años de gobierno posneoliberal, el PIB de Uruguay creció a una tasa media del 5.4% anual, y el PIB per cápita creció a una tasa de 5.1% anual, con un crecimiento acumulado per cápita de 64% en el periodo 2005-2014; los salarios mínimos reales (medidos en dólares constantes PPA, de acuerdo con la OIT) crecieron 230.8% durante el periodo 2005-2013, y los salarios medios reales crecieron 56.5%; la pobreza se redujo del 39.9% de la población en 2004, al 11.5% en 2013; y la indigencia disminuyó del 4.7% a 0.9%. Durante esta misma década, amplias coaliciones de fuerzas sociales y políticas con programas posneoliberales de desarrollo han triunfado también en Bolivia, Ecuador, Chile y otros países de América Latina, reconfirmando que ¡¡sí se puede!!

Este es nuestro reto: reconstruir conscientemente la autoestima del pueblo mexicano, la confianza en nosotros mismos, la seguridad plena de que podemos forjar un futuro mejor mediante una amplia coalición de fuerzas sociales y políticas para la reconstrucción de nuestra nación.

Firmantes:

John Ackerman (UNAM), Genaro Aguilar (IPN), Luis Aguirre Villaseñor (UAAAN), Sergio Aguayo Quezada (COLMEX), Adolfo Álvarez Macías (UAM-X), Nora C. Ampudia (U. Panamericana), Ana María Aragonés (UNAM), Luis Alejandro Astorga (UNAM), Marcela Astudillo Moya (UNAM), Abelardo Ávila Curiel (INCMN), Patricia Ávila García (UNAM), Alberto Aziz Nassif (CIESAS), Oscar Báez Soto (INACIPE), Carlos Barba (UDG), Hilario Barcelata (UV), Gerardo Bazán (UNAM), Graciela Bensusán (UAM), Ilán Bizberg (COLMEX), Guillermo Boils (UNAM), Julio Boltvinik (COLMEX), Alfonso Bouzas (UNAM), José Luis Caballero Ochoa (UIA), Luis Fernando Cabrera (UQROO), José Luis Calva (UNAM), Manuel Canto Chac (UAM), Jesús Cantú Escalante (ITESM), Mario Capdevielle (UAM-X), María Elena Cardero (UNAM), Mónica Casalet Ravenna (FLACSO), Juan Castaingts Teillery (UAM-I), Carola Conde Bonfil (UAM), María Martha Collignon-Goribar (ITESO), Romer Cornejo (COLMEX), Leonel Corona Treviño (UNAM), René Coulomb (UAM), José Antonio Crespo (CIDE), Moritz Alberto Cruz (UNAM), Fortunato Cuamatzin (BUAP), Gonzalo Chapela (UACH), José Luis de la Cruz (ITESM), Orlando Delgado Selley (UACM), Enrique de la Garza (UAM), Guillermo de la Peña (CIESAS), Axel Didriksson (UNAM), Enrique Dussel Peters (UNAM), Gabriela Dutrénit (UAM-X), Roberto Eibenschutz (UAM), Carlos Encinas Ferrer (UdelaSalle), Mildred Espíndola (UNAM), Alejandro Espinosa (INIFAP), José Luis Estrada (UAM), Enrique G. Gallegos (UAM), Mónica Gambrill (UNAM), Alba Gámez Vázquez (UABCS), Rodolfo García del Castillo (CIDE), Carlos Gay (UNAM), Antonio Gazól (UNAM), Gabriel Gómez Ochoa (UNAM), Laura Gómez Tovar (UACH), Arturo Guillén Romo (UAM-I), Héctor Guillén Romo (U. Paris), Carlota Guzmán Gómez (CRIM-UNAM), Oscar Misael Hernández (COLEF), Plinio Hernández Barriga (UMICH), María del Carmen Hernández Moreno (CIAD), Luis Alfonso Herrera (UACJ), Gerardo Huber Bernal (UABC), Alfonso Iracheta (CMQ), Jorge Marcial Islas Samperio (UNAM), Antonina Ivanova (UABCS), Raúl Jiménez Guillén (UATx), René Jiménez Ornelas (UNAM), Omar Jiménez Sandoval (ITESM), Gloria de la Luz Juárez (UAM), Armando Kuri Gaytán (UNAM), Blanca Esthela Lara Enríquez (COLSON), Jesús Lechuga Montenegro (UAM), Carlos Lemus (CRIM-

UNAM), Noemí Levy Orlik (UNAM), Teresa S. López (UNAM), Jorge López Arévalo (UNACH), Gerardo López Cervantes (UAS), Julio López Gallardo (UNAM), Emilio López Gámez (UAM), Ignacio Llamas Huitrón (UAM), Jesús Manuel Macías (CIESAS), Guadalupe Mántey (UNAM), María Irma Manrique Campos (UNAM), Carlos Marichal (COLMEX), Héctor Marín (UJED), Manuel Martín Castillo (UADY), María Antonieta Martín Granados (UNAM), Rogelio Martínez Aguilar (UIA), René D. Martínez B. (UNAM), Regina Martínez Casas (CIESAS), David Martínez Mendizabal (UIA León), Yolanda Massieu Trigo (UAM), Adolfo Mejía Ponce de León (IPN), Mónica Mimblera (UNAM), Georgel Moctezuma López (INIFAP), Raúl Molina Salazar (UAM), José A. Moreno Mena (UABC), César Lenin Navarro (UMICH), Emma Liliana Navarrete (CQM), Alberto Olvera (UV), Gerardo Ordóñez (COLEF), Luis Ángel Ortiz Palacios (UNAM), Javier Orozco Alvarado (UDG), Úrsula Oswald (UNAM), Pedro José Peñaloza (UNAM), Mario Iván Patiño Rodríguez Malpica (UIA-León), Ruperto Patiño Manffer (UNAM), Enrique Pino Hidalgo (UAM), Rosa María Piñón Antillón (UNAM), Leobardo Plata Pérez (UASLP), Emilio Pradilla Cobos (UAM), Jaime Antonio Preciado (UDG), Enrique Provencio (UNAM), Luis Quintana (UNAM), Víctor M. Quintana (UACJ), Blanca Rebeca Ramírez (UAM), Eduardo Ramírez Cedillo (UNAM), Gerardo Reyes Guzmán (UIA), Isabel Reyes Lagunes (UNAM), Héctor Robles Berlanga (UAM), Hipólito Rodríguez (CIESAS), Víctor Rodríguez Padilla (UNAM), Ximena Roncal Vattuone (BUAP), Carlos Roza (UAM), César Salazar (UNAM), Jorge Alonso Sánchez (CIESAS), Adolfo Sánchez Almanza (UNAM), Alejandro Sánchez Vélez (UACH), Pablo Sandoval Cabrera (UDG), José Antonio Serratos Hernández (UACM), Marisol Silva Laya (UIA), Aníbal Terrones Cordero (UAEH), Darcy Tetreault Webber (UAZ), Felipe Torres Torres (UNAM), Juan de Dios Trujillo (UAS), Antonio Turrent (INIFAP), Manuel Ulloa Herrero (UNAM), Maritza Urteaga (INAH), Carlos Uscanga (UNAM), Enrique Valencia Lomelí (UDG), Daniel Villafuerte (UNICACH), Nicolás Guadalupe Zúñiga Espinoza (UAS)... Se recibirán más firmas.

Comisión Redactora: Abelardo Ávila Curiel (INCMN), Alberto Aziz Nassif (CIESAS), Carlos Barba (UDG), Hilario Barcelata (UV), Julio Boltvinik (COLMEX), José Luis Calva (UNAM), Manuel Canto Chac (UAM-X), Orlando Delgado Selley (UACM), Rodolfo García Zamora (UAZ), Gabriel Gómez Ochoa (UNAM), Alfonso Iracheta (CMQ), Omar Jiménez Sandoval (ITESM), Armando Kuri Gaytán (UNAM), Carlos Lemus (CRIM-UNAM), Carlos Marichal (COLMEX), Mónica Mimblera (UNAM), Alberto Olvera (UV), Ruperto Patiño Manffer (UNAM), Enrique Pino Hidalgo (UAM-I), Enrique Provencio (UNAM), Víctor M. Quintana (UACJ), Víctor Rodríguez Padilla (UNAM), César Salazar (UNAM), Pablo Sandoval Cabrera (UDG), Marisol Silva Laya (UIA), Juan de Dios Trujillo (UAS), Antonio Turrent (INIFAP), Enrique Valencia Lomelí (UDG). Coordinador: José Luis Calva (UNAM)

## NOTAS

\* El Consejo Nacional de Universitarios por una Nueva Estrategia de Desarrollo fue fundado en noviembre de 2010 con tres objetivos:

“Primero: conjuntar nuestros esfuerzos para formular desde una perspectiva universitaria un sistema integral de propuestas viables de políticas públicas capaces de superar el pobre y errático desempeño mostrado por la economía mexicana durante las últimas décadas, fortalecer la cohesión social de nuestra nación y abrir los cauces de un desarrollo sustentable, incluyente, equitativo y democrático.

“Segundo: contribuir de manera organizada a la formación de la conciencia ciudadana sobre la apremiante necesidad de que nuestro país adopte una nueva estrategia de desarrollo.

“Tercero: contribuir a enriquecer el contenido y a elevar la calidad del debate político y social sobre los grandes problemas nacionales.

“Estos objetivos los realizaremos con espíritu de servicio a la nación y visión de Estado, con plena independencia respecto a los partidos políticos.” (Véase [www.consejonacionaldeuniversitarios.org.mx](http://www.consejonacionaldeuniversitarios.org.mx))

\*\* Las propuestas que presentamos en este documento se basan principalmente en los trabajos de investigación que realizamos en cumplimiento del primero de nuestros objetivos y que publicamos en la colección de libros de Análisis Estratégico para el Desarrollo, con Juan Pablos Editor. Los títulos de estos libros son: 1. Crisis económica mundial y futuro de la globalización; 2. Estrategias económicas exitosas en Asia y América Latina; 3. Mercados e inserción de México en el mundo; 4. Políticas macroeconómicas para el crecimiento sostenido; 5. Reforma fiscal integral; 6. Sistema financiero para el desarrollo; 7. Nueva estrategia de industrialización; 8. Crisis energética mundial y futuro de la energía en México; 9. Políticas agropecuarias, forestales y pesqueras; 10. Políticas de educación, ciencia, tecnología y competitividad; 11. Empleo digno, distribución del ingreso y bienestar; 12. Derechos sociales y desarrollo incluyente; 13. Desarrollo regional y urbano; 14. Cambio climático y políticas de desarrollo sustentable; 15. La agenda de la democracia en México; 16. ¡Si se puede! Caminos al desarrollo con equidad; 17. Seguridad pública, derechos humanos y cohesión social; 18. Los jóvenes de hoy: presente y futuro.



# Table des graphiques et tableaux

N° 1 : CADRE JURIDIQUE DU TPP (1917-2014). ....	19
N° 2 : INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS (ONU/ 1960-2014) .....	26
N° 3 : SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DE DROITS HUMAINS (OEA/ 1945-2014). .....	29
N° 4. EVOLUTION DU NOMBRE DE RAPPORTS D'ONG. ....	39
N° 5. PRINCIPAUX ÉPITHÈTES DU TERME « CLIMA* » DANS LES RAPPORTS D'ONG LISTÉS PAR LE TPP .....	41
N° 6. ÉCART TEMPOREL ENTRE LE DÉBUT DE CHAQUE POLITIQUE.....	99
N° 7. REPÈRE HIÉRARCHIQUE DES FORCES IDÉOLOGIQUES STRUCTURANT LE CHAMP POLITIQUE. ....	102
N° 8. VITESSE PROSPECTIVE D'INTÉGRATION PAR DES MÉCANISMES ALTERNATIFS. ....	153
N° 9 : EVOLUTION DU BUDGET PROGRAMMABLE DE L'ÉTAT MEXICAIN. ....	165
N° 10. SYSTÈME DE RÉGULATION DES CRISES : MISE EN PLACE DES CONDITIONS DE CRISE ET MÉCANISME D'INHIBITION.....	168



# Table des matières

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>5</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>7</b>
<b>LISTE DE SIGLES</b> .....	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>11</b>
<b>CHAPITRE 1. LA DOCUMENTATION DU TRIBUNAL POPULAIRE DES PEUPLES ..</b>	<b>17</b>
1.1. UN CADRE JURIDIQUE LARGE .....	18
1.1.1. <i>Législation nationale</i> .....	19
1.1.2. <i>Instruments supranationaux de droits humains</i> .....	24
1.2. UN CORPUS SUR LA SITUATION AU MEXIQUE.....	30
1.2.1. <i>Les rapports officiels</i> .....	31
1.2.2. <i>Une autre histoire du climat : les rapports d'ONG</i> .....	38
<b>CHAPITRE 2. DE LA FAÇON DONT LE NÉOLIBÉRALISME S'EST IMPOSÉ EN TANT QUE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT</b> .....	<b>45</b>
2.1. LES MEILLEURS ENNEMIS DE LA NATION MEXICAINE.....	45
2.1.1. <i>La question indienne et la réforme agraire : Ethnie et propriété de la terre.</i> ....	46
2.1.2. <i>La formation du narco-État.</i> .....	51
2.2. UNE GÉNÉRATION DE RELATIONS INTERNATIONALES .....	57
2.2.1. <i>Capitalisme ou capitalismes ? La controverse autour du Consensus de Washington</i> .....	57
2.2.2. <i>Ce que la Grande Récession révéla des structures économiques.</i> .....	64
<b>CHAPITRE 3. POLITIQUES PUBLIQUES ET LÉGITIMATION DES RÉGIMES AU POUVOIR</b> .....	<b>75</b>
3.1. HOMO ŒCONOMICUS OU ANIMAL POLITIQUE ? .....	75
3.1.1. <i>La notion de plan político-économique.</i> .....	76
3.1.2. <i>Typologie</i> .....	80
3.2. ÉVOLUTION DES POLITIQUES DE LÉGITIMATION ET TRANSFORMATION DU CHAMP POLITIQUE .....	90
3.2.1. <i>Évolution des politiques publiques de légitimation</i> .....	90
3.2.2. <i>Mécanismes de légitimation et théorie des clivages.</i> .....	97
<b>CHAPITRE 4. L'AFFAIRE AYOTZINAPA</b> .....	<b>109</b>
4.1. PRÉSENTATION DES SOURCES.....	109
4.1.1. <i>La presse</i> .....	110
4.1.2. <i>L'Eurocaravane 43</i> .....	121
4.2. ANALYSE DES SOURCES .....	125
4.2.1. <i>Profil des victimes</i> .....	126
4.2.2. <i>Valeur symbolique de l'événement</i> .....	130

<b>CHAPITRE 5. DEVELOPPEMENT ET MECANISMES D'INTEGRATION .....</b>	<b>139</b>
5.1. MECANISMES ALTERNATIFS D'INTEGRATION .....	139
5.1.1. <i>Clivages, satellites et cycles de crise</i> .....	140
5.1.2. <i>Complémentarité des mécanismes d'intégration</i> .....	147
5.2. LE SYSTEME DE REGULATION DES CRISES.....	155
5.2.1. <i>Saturation de l'espace politico-économique</i> .....	155
5.2.2. <i>Les crises arrivent dans des conditions de crise</i> .....	162
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>171</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>175</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>187</b>
<b>TABLE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX.....</b>	<b>261</b>

Achévé d'imprimer  
en septembre 2015  
à Pau.





# Ayotzinapa. Une nouvelle crise au Mexique ?

Ayotzinapa. ¿Otra crisis en México ?

Ayotzinapa : A new crisis in Mexico?

Roger Mauvois (roger.mauvois@gmail.com)

Sous la direction de M. Laurent Jalabert, Professeur d'histoire contemporaine

---

## Résumé :

En septembre 2014, la disparition forcée de 43 étudiants d'une école normale rurale du Mexique mit sérieusement en question la capacité de l'État à garantir le respect des droits humains fondamentaux dans le cadre de la *lutte contre la criminalité organisée*, donnant lieu à un événement médiatique et à une mobilisation citoyenne d'envergure planétaire. Ce mémoire évalue la place de l'événement Ayotzinapa dans l'historique des *crises* au Mexique depuis la Révolution du début du XX<sup>e</sup> siècle à travers l'expérimentation de méthodologies capables de lier des échelles de temps multiples.

**Mots-clés :** Ayotzinapa, crise, Mexique, droits humains, développement, échelles de temps

---

## Resumen :

En septiembre de 2014, la desaparición forzada de 43 estudiantes de una escuela normal rural de México puso en duda la capacidad del Estado para garantizar el respeto a los derechos humanos fundamentales en el marco de la *lucha contra el crimen organizado*, provocando un evento mediático y una movilización ciudadana de talla mundial. Esta tesina evalúa el lugar del evento Ayotzinapa en el historial de las *crisis* en México desde la Revolución de principios del siglo XX, a través de la experimentación de metodologías capaces de ligar escalas de tiempo múltiples.

**Palabras clave :** Ayotzinapa, crisis, México, derechos humanos, desarrollo, escalas de tiempo

---

## Abstract :

On September 2014, the enforced disappearance of 43 students from a rural teacher's training college in Mexico, put seriously into question the ability of the state to ensure the fundamental human rights respect in its *fight against organized crime*, leading to a world sized media event and to an equivalent citizen reaction. This dissertation appraises the Ayotzinapa event within Mexico's *crisis*' History since the early XX<sup>th</sup> century's Revolution, experimenting a methodology linking manifold timescales.

**Key words :** Ayotzinapa, crisis, Mexico, human rights, development, timescales